

# CIHEAM



*International  
Centre for Advanced  
Mediterranean Agronomic  
Studies*

Centre  
International  
de Hautes Etudes  
Agronomiques Méditerranéennes

## Thèse / *Thesis*

requis pour  
l'obtention du titre

submitted  
for the degree of

## Master of Science

**Transformation des unités de production  
rurales dans la transition post-soviétique.  
Approche pluridisciplinaire pour une aide  
au développement.**

**Le cas de la région de Syunik en Arménie**

Gonzalo Eiriz Gervas

Série "Master of Science" n°70  
2004

**Institut Agronomique Méditerranéen de  
Montpellier**



**Transformation des unités de production  
rurales dans la transition post-soviétique.  
Approche pluridisciplinaire pour une aide  
au développement.  
Le cas de la région de Syunik en Arménie**

Gonzalo Eiriz Gervas

Série "Master of Science" n°70  
2004



**Transformation des unités de production rurales dans la transition post-soviétique.  
Approche pluridisciplinaire pour une aide au développement.  
Le cas de la région Syunik en Arménie**

Gonzalo Eiriz Gervas

Série "Master of Science" n°70  
2004

*Série Thèses et Masters*

Ce *Master* est le numéro 70 de la série Thèses et *Masters* de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier.

Cette collection réunit les thèses *Master of Science* du CIHEAM-IAMM ayant obtenu la mention « Publication », ainsi que les travaux doctoraux réalisés dans le cadre des activités scientifiques et pédagogiques de l'Institut et de ses enseignants-chercheurs.

La thèse *Master of Science* du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes :

**Transformation des unités de production rurales dans la transition post-soviétique. Approche pluridisciplinaire pour une aide au développement. Le cas de la région de Syunik en Arménie**

a été soutenue par Gonzalo Eiriz Gervas en février 2001 devant le jury suivant :

M. J. Briz, professeur Ecole Technique Supérieure d'Ingénieurs Agronomes, Madrid .....Président  
M. O. Bessaoud, enseignant-chercheur, Ciheam-Iam Montpellier .....Membre  
M. F. Lerin, enseignant-chercheur , Ciheam-Iam Montpellier .....Membre  
M. J.L. Salinas, enseignant-chercheur, Ciheam-Iam Montpellier .....Membre

Le travail de recherche a été encadré par M. J.L. Salinas.

Le texte a été mis en forme pour cette publication par l'Atelier d'édition de l'Institut de Montpellier.

**CIHEAM-IAMM**  
**Institut Agronomique Méditerranéen de**  
**Montpellier**

**Directeur : Gérard GHERSI**

3191, route de Mende – BP 5056  
34093 Montpellier cedex 05  
Tél. 04 67 04 60 00  
Fax : 04 67 54 25 27  
<http://www.iamm.fr>

L'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier  
n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans cette thèse  
Ces opinions n'engagent que leur auteur

**ISBN : 2-85352-290-3. ISSN : 0989-473X**

Numéros à commander au :  
CIHEAM-IAMM  
Bureau des Publications  
e-mail : [balmefrezol@iamm.fr](mailto:balmefrezol@iamm.fr)

Prix : 50 €

© CIHEAM, 2004

Ce travail est dédié  
aux familles réfugiées en  
Arménie et Azerbaïdjan.

Je tiens à remercier le président et les membres du jury qui ont assisté à la soutenance de cette thèse.

Je voudrais remercier les personnes qui m'ont aidé lors de mon séjour en Arménie, spécialement à Vahram Vaghjian, Armine Poghossian, Razmik Haroutounian, Esther López, Larissa Kragayieva, Antz von Lausnitz et Patrick Tateossian, les chefs de ménage qui ont bien voulu répondre à nos questions et qui ont beaucoup coopéré lors de la réalisation des enquêtes.

Je souhaite aussi remercier le personnel de l'IAMM, notamment le Service de Documentation.

Enfin, je remercie tout particulièrement M. José-Luis Salinas, mon encadreur, pour sa patience et son écoute.

## Fiche bibliographique

**Eiriz Gervas (Gonzalo)** - Transformation des unités de production rurales dans la transition post-soviétique. Approche pluridisciplinaire pour une aide au développement. Le cas de la Région Syunik en Arménie - Montpellier : CIHEAM-IAMM, 2004 – 145 p. (thèse Master of Science, IAMM, 2002, Série Thèses et Masters n°70)

**Résumé :** La situation du monde rural du sud arménien est très problématique. Une grande majorité des familles vivent au-dessous du seuil de pauvreté et les jeunes quittent le pays aussitôt qu'ils le peuvent. La région, fortement défavorisée par le climat, les crises et la guerre toujours sans solution, est assez enclavée et ni les institutions ni les infrastructures ne laissent une porte ouverte au développement. Dans ce contexte, les organisations d'aide internationale y interviennent depuis 1988 (lors du tremblement de terre) et surtout après l'arrêt du conflit armé contre l'Azerbaïdjan en 1994, qui a produit l'exode de 300 000 réfugiés arméniens et azéris. Ces organisations se heurtent à une mentalité encore trop influencée par le passé soviétique, à des stratégies d'autarcie des unités de production à et des organismes officiels qui, loin de leur faciliter le travail, essaient d'en profiter. Les individus, face à la déstructuration de leur système de valeurs, au désengagement de l'État à faveur du marché duquel ils sont exclus, se sont retournés vers trois pôles qui restent toujours sur pied : la famille comme source de relations, de sécurité et de soutien pour la croissance, la terre pour la production, le soutien matériel et la reconnaissance sociale et les communautés locales comme référence organisationnelle et politique. Dans cette nouvelle structure, certains concepts comme le capital social ou le secteur informel prennent tout leur poids, parce qu'ils deviennent des moyens de survie. Quels rôles pour les organisations internationales de l'Aide ? Celui de catalyseurs pour les organisations locales, d'appui face aux institutions étatiques, de rapprochement de l'information et de la formation adaptées et, lorsqu'il est nécessaire, d'agents de distribution de biens et de services aux communautés.

**Mots-clés :** Aide au développement, Arménie, exploitation agricole familiale, sécurité alimentaire, conditions de l'aide, organisation non gouvernementale, agriculture de subsistance, troc, économie souterraine.

**Abstract:** *The actual situation of Armenian rural areas is quite problematic. Most families are living under poverty line and the youth is leaving the country as soon as they can. The region, that is quite mistreated by the climate, the crisis and the not yet solved-war, is a landlocked area to which neither the institutions nor the infrastructures have left an open door to development. International Aid Organisations are working in that context since the earthquake in 1988 and particularly since the stop of the conflict with Azerbaijan in 1994, which has produced the exodus of some 300.000 refugees in both countries. These organisations jostle for working against a still soviet mentality, a self-sufficiency strategy of the production units and local officials that, far from helping, try to make profit of them. The people, facing a collapse of their value system and a progressive elimination of the state for letting in a market from which they are already excluded, they have turned to the three pillars that haven't still fallen apart : the family as a source of relations, security and support for growth; the land for production, material support and social acceptance and local communities as political and organisational references. It is in this environment that concepts such as social capital and informal sector are meaningful as ways of survival. However, which role will the International Aid Organisations take? As catalysers of local organisations, they may support locals against state institutions power, bring out adapted information and education, support the design of development projects and, when necessary, act as delivery agents of goods and services for the communities.*

**Keywords:** *Development, humanitarian aid, Armenia, family agricultural exploitation, food security, aid conditionality, non governmental organisation, subsistence agriculture, barter, informal economy.*



# Table de matières

<b>Table des matières</b> .....	<b>1</b>
<b>Liste de graphiques</b> .....	<b>4</b>
<b>Liste de tableaux</b> .....	<b>5</b>
<b>Acronymes utilisés</b> .....	<b>6</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>7</b>
<b>Première partie : Une nouvelle approche sur l'Arménie de nos jours</b> .....	<b>9</b>
<b>Chapitre 1 - L'Arménie, carrefour de cultures</b> .....	<b>11</b>
<b>I - Introduction</b> .....	<b>11</b>
<b>II - Géographie</b> .....	<b>11</b>
<b>III - Histoire</b> .....	<b>13</b>
<b>IV - La structure de la production en Arménie</b> .....	<b>18</b>
1 - L'industrie .....	19
2 - L'agriculture .....	20
3 - Les services .....	22
<b>V - Le monde rural en Arménie</b> .....	<b>22</b>
1 - Ressources agricoles.....	22
2 - Consommation des produits agricoles : un retour sur la pomme de terre et le pain .....	23
3 - La réforme foncière : une privatisation réussie .....	24
4 - La privatisation des capitaux : une réforme inégalitaire.....	25
5 - La nouvelle structure rurale : entre le collectif et l'individuel .....	26
6 - Les industries agricoles : un développement polarisé .....	26
7 - Le réseau de distribution : un autre piège.....	27
8 - L'avenir de l'Arménie .....	27
<b>VI - La région d'étude : Syunik Marz</b> .....	<b>27</b>
1 - La géographie .....	29
2 - Le climat.....	29
3 - Le foncier .....	29
4 - L'agriculture.....	30
<b>Chapitre 2 - Problématique et hypothèses : une transition inachevée</b> .....	<b>34</b>
<b>I - Problématique</b> .....	<b>34</b>
1 - La sécurité alimentaire .....	34
2 - Une économie en transition .....	34
3 - Les institutions .....	35
4 - Le chômage .....	35
5 - La corruption .....	36
6 - L'aide au développement .....	36
7 - Les unités de production rurale .....	37
<b>II - Hypothèses</b> .....	<b>39</b>
<b>Conclusion de la première partie</b> .....	<b>41</b>

## **Deuxième partie : Une nouvelle approche sur l'Arménie de nos jours..... 43**

<b>Chapitre 3 - Approche théorique, une analyse des concepts autour de la transition arménienne... 45</b>	<b>45</b>
<b>I - Évolution à partir de l'économie planifiée : la transition .....</b>	<b>45</b>
1 - Qu'est-ce que la période de transition ? .....	45
2 - Les conditions initiales : un pays ex-soviétique en guerre .....	45
3 - La transition politique : un choix de transformation rattachée aux anciennes structures ..	47
4 - La transition économique : ouverture au marché dans le blocus .....	48
5 - La transition sociale Sur la polarisation et la pauvreté .....	51
<b>II - Les Institutions.....</b>	<b>55</b>
<b>III - L'aide au développement.....</b>	<b>56</b>
1 - Définition de l'aide internationale .....	56
2 - Les motivations des bailleurs de fond .....	57
3 - L'action des ONG .....	58
4 - Les motivations des bénéficiaires .....	58
5 - Les effets de l'aide.....	58
<b>IV - Unités de production rurales .....</b>	<b>59</b>
1 - Le système de production et reproduction des unités de production rurales .....	59
2 - Famille Rurale .....	59
3 - Unité de Production Rurale .....	59
<b>V - Le Capital Social .....</b>	<b>64</b>
1 - Introduction .....	64
2 - Définitions .....	64
3 - Origine du Capital Social .....	65
D - Conclusions.....	66
<b>VI - L'économie informelle.....</b>	<b>67</b>
1 - Définitions .....	67
2 - L'origine de l'économie informelle.....	67
3 - L'Economie Informelle : une comparaison mondiale .....	67
4 - Points forts de l'économie informelle.....	71
5 - Points faibles de l'économie informelle .....	71
6 - Le travail informel .....	72
<b>Chapitre 4 Méthodologie pour une approche pluridisciplinaire..... 74</b>	<b>74</b>
1 - Rencontres .....	75
2 - Enquêtes.....	75
3 - Lectures .....	77
4 - L'objet de notre étude.....	77
<b>Chapitre 5 Analyse et résultats : les stratégies des unités d'exploitations familiales de la région de Syunik..... 79</b>	<b>79</b>
<b>I - Introduction .....</b>	<b>79</b>
<b>II - Analyse des données .....</b>	<b>79</b>
1 - Le district de Sissian : un monde agricole en crise.....	79
2 - Les villages des bénéficiaires : une population sans ressources, au seuil de pauvreté .....	86
3 - Le point de vue des personnes-ressources .....	98
4 - La reproductivité de l'Unité d'exploitation : la survie d'une stratégie d'autosuffisance ..	100
<b>III - Une typologie des Unités d'exploitation .....</b>	<b>103</b>
1 - Méthodologie.....	103
2 - Description des groupes.....	103
<b>Conclusion de la deuxième partie..... 106</b>	<b>106</b>
<b>I - Sur l'aide internationale... ..</b>	<b>106</b>
<b>II - Sur les institutions.....</b>	<b>107</b>
<b>III - Sur l'évolution de la structure des Unités de Production... ..</b>	<b>107</b>

<b>IV - Sur les groupes extraits de la typologie .....</b>	<b>111</b>
<b>V - Leçons apprises .....</b>	<b>112</b>
1 - Apprentissages sur l'approche de l'aide internationale .....	112
2 - Apprentissages sur l'approche aux institutions .....	113
3 - Apprentissages sur l'approche à la structure des Unités de production .....	114
4 - Apprentissages sur le développement des groupes sociaux de la population enquêtée...	114
<b>Conclusion générale .....</b>	<b>117</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>119</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>127</b>
<b>I - Le projet de développement .....</b>	<b>127</b>
<b>II - Enquête quantitative 2000 .....</b>	<b>130</b>
<b>III - Images de l'Arménie .....</b>	<b>133</b>

# Liste des figures

## Cartes

1 : Carte de localisation de l'Arménie. Asie de l'Est et la Méditerranée.....	12
2 : Carte de l'Arménie.....	12
3 : Evolution historique du territoire de l'Arménie (Encyclopaedia Britannica 2000). ....	12
4 : Carte des territoires azéris occupés par l'Arménie .....	17
5 : Carte de Syunik <i>marz</i> .....	28

## Graphiques

1 : Évolution de la proportion relative des secteurs économiques.....	19
2 : Production des industries arméniennes .....	20
3 : Évolution de la Relation Production Végétale/Animale.....	21
4 : Distribution de la production agricole en Arménie .....	22
5: Distribution de la surface à Syunik <i>marz</i> .....	30
6 : Distribution de la terre agricole, Syunik <i>marz</i> .....	31
7: Distribution de la surface agricole parmi les districts de Syunik .....	31
8 : Dynamique du PIB relatif à 1989.....	49
9 : Distribution sociale par rapport à la consommation des ménages.....	52
10 : Estimations du taux de chômage d'après différentes sources .....	53
11 : Évolution de la classification de l'Arménie par rapport à l'HDI sur un total de 173 États.....	55
12 : Distribution de la population de chômeurs dans le district de Sissian .....	80
13: Distribution des chômeurs dans le district de Sissian et dans les six villages d'étude.....	81
14: Distribution des pourcentages de réfugiés dans le district de Sissian et dans les six villages de notre étude.....	82
15 : Nombre d'individus par ménage dans la population enquêtée .....	89
16: Surface agricole des Unités de Production.....	90
17: Proportion des différentes sources de revenu dans un ménage "moyen" .....	90
18: Participation de la population aux différentes sources de revenu .....	91
19 : Comparaison des stratégies d'obtention de revenu entre les non-salariés et les salariés .....	91
20 : Distribution quantitative des revenus moyens entre les salariés et les non-salariés . (USD/an). ...	92
21 : Origine de l'aide reçue par les ménages.....	93
22 : Production agricole et besoins couverts dans les unités d'exploitation rurale par chaque type de production.....	94
23 : Finalité de la production agricole des Unités d'Exploitation .....	95
24 : Niveau de satisfaction des besoins par la production de l' U.E.R. ....	96
25 : Distribution des dépenses dans les ménages enquêtés. ....	96
26 : Proportion entre la consommation de l'Unité d'Exploitation (Ce) et la production (P) .....	97
27 : Choix d'activités économiques pour l'avenir .....	98
28 : Comparaison de la distribution des dépenses d'après les enquêtes quantitatives et d'après les personnes-ressources.....	99
29: Bilan des Unités d'exploitation .....	101
30 : Bilan estimé des Unités d'exploitation d'après l'expertise des personnes-ressources.....	101
31 : Évolution de la structure de production en Arménie.....	109

## Tableaux

1 : Données générales sur la République arménienne .....	11
2 : Proportion relative des secteurs dans l'économie.....	19
3 : Distribution de la consommation dans les ménages.....	24
4 : Index des prix de consommation .....	24

5 : Privatisation de la terre agricole.....	25
6 : Privatisation des équipements agricoles.....	26
7 : Pluviométrie et température à Syunik <i>marz</i> .....	29
8 : Distribution et nombre de fermes privatisées à Syunik <i>marz</i> .....	32
9 : Distribution des revenus annuels dans les fermes à Syunik <i>marz</i> .....	32
10 : Caractéristiques des Grandes Exploitations Marchandes.....	37
11 : Caractéristiques des Grandes exploitations coopératives.....	38
12 : Caractéristiques des Petites exploitations familiales.....	39
13 : Évolution des indices économiques entre 1994 et 1998.....	48
14 : Budget minimal de subsistance.....	51
15 : Index de Développement Humain 1997.....	
16 : Accès aux services par la population du district et des villages de l'échantillon.....	83
17 : Utilisation agricole du foncier dans le district de Sissian.....	84
18 : Accès au marché dans le district de Sissian.....	85
19 : Production végétale dans le district de Sissian.....	85
20 : Production animale dans le district de Sissian.....	86
21 : Activités économiques alternatives dans le district de Sissian.....	86
22 : Type de propriétés des ménages enquêtés.....	89
23 : Relation entre la Consommation de l'exploitation et le surplus.....	102
24 : Consommation de l'exploitation en relation avec le bilan Production(P) -Consommation du Ménage (Cm). .....	102
25 : Caractéristiques générales des groupes d'unités d'exploitation.....	103

## Illustrations

1 : La plupart des bâtiments de production sont maintenant abandonnés. Ville de Sissian.....	133
2 : Les tuyaux en premier plan font partie du programme de l'ACF. Ville de Tseghuk.....	133
3 : Camps de réfugiés à Sissian. Les maisons ont été bâties par l'UNHCR.....	134
4 : Armik, femme arménienne après la distribution d'outils pour le travail du sol.....	134
5 : Chômeurs attendant que quelque chose se passe. (Tassik). .....	135
6 : Hakob, réfugié de Karabakh, devant sa maison et sa toute nouvelle serre.....	135
7 : Vaghrahi, jeune réfugié assis sur les sacs de pommes de terre distribués par l' ACF. ....	136
8 : Famille de réfugiés azéris à côté de l'ancienne usine de coton où ils vivent maintenant.....	136
9 : Usine de production d'aliment pour le bétail, maintenant utilisé comme entrepôt pour la paille. ...	137
10 : Marché villageois (Azerbaïdjan). .....	137
11 : Equipement de la coopérative de Sissian. Les pièces détachées sont construites par leurs propres coopérants.....	138
12 : Femmes du village d'Ashotavan en train de planter les pommes de terre distribuées par l'ACF.....	138
13 : Centre soviétique de production de fromage. Maintenant à 10% de sa capacité. ....	139
14 : Centre de production de fromage du village d'Aghitu. (La boîte au centre est le détergent pour la lessive). .....	139

## Acronymes utilisés

ACH : *Acción Contra el Hambre*, (Action Contre la Faim)

BMS : Budget Minimal de Subsistance

CEI : Confédération d'États Indépendants

EBRD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation

FSP : Forme Sociale de Production

MARP : Méthode Accélérée de Recherche Participative

OI : Organisation Internationale

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OSCE : Organisation pour la Sécurité et la Coopération Européenne

RA : République Arménienne

RFE/RL : Radio *Free Europe*/Radio Liberty

RSS : République Socialiste Soviétique

SI : Secteur Informel

TACIS : programme d'assistance technique de l'Union Européenne à la Communauté des États indépendants et à la Mongolie

UN : Nations Unies (NU)

UNDP : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

UNHCR : Haut Comité des Nations Unies pour les Réfugiés (HCNUR)

URSS : Union de Républiques Socialistes Soviétiques

WB : Banque Mondiale (BM)

# Introduction

L'Arménie est une république du Caucase sud qui faisait partie de l'Union Soviétique depuis 1920. Après son indépendance en 1991, la guerre contre la république voisine de l'Azerbaïdjan a gaspillé les vies et les ressources du pays.

La crise de sécurité alimentaire provoquée par le conflit, pas encore résolu, a été aggravée par les problèmes économiques de la Russie, dont l'Arménie est encore dépendante. Suite à un séjour d'un an en Arménie dans le cadre d'un projet de développement pour l'ONG Action contre la Faim, nous avons essayé d'approfondir cette expérience d'un point de vue scientifique.

L'objet de cette thèse est d'appréhender le monde rural en transition post soviétique : à savoir, connaître les motivations, stratégies et modes de vie. Nous avons voulu nous servir des outils non seulement économiques, mais aussi sociaux et historiques.

À cet effet, nous avons utilisé des travaux préalables sur la zone et sur l'Union Soviétique en général, des enquêtes réalisées par les Organisations Internationales sur le terrain et aussi des enquêtes que nous avons réalisées sur 208 unités d'exploitation rurale familiale du district de Sissian.

Enfin, nous nous sommes appuyés sur nos observations comme instruments descriptifs de la réalité.

Cette analyse pluridisciplinaire nous permettra de mieux connaître l'économie de transition en général et arménienne en particulier, d'étudier les stratégies des unités d'exploitation familiales du milieu rural et d'essayer d'établir une nouvelle stratégie pour l'aide au développement dans ce contexte.



## Première partie

### Une nouvelle approche sur l'Arménie de nos jours

Dans cette première partie, nous allons donner un aperçu de l'Arménie : un pays assez peu connu avec une histoire aussi riche que conflictuelle.

Nous allons progresser du contexte général du pays à la situation particulière de la région, pour pouvoir dégager ainsi les problèmes les plus graves de la population avec laquelle nous avons travaillé.

Nous finirons cette première partie en énonçant les hypothèses avec lesquelles nous avons voulu répondre à la problématique.



# Chapitre 1

## L'Arménie, carrefour de cultures

Après une esquisse de la géographie et de l'histoire, nous nous plongerons dans l'étude de la structure économique de l'Arménie en général et du secteur rural en particulier. L'objectif est d'avoir un aperçu de l'Arménie d'aujourd'hui. Ceci n'empêchera une étude plus approfondie de certaines questions lors de la description de la problématique et de l'approche théorique. Enfin, nous décrirons la région d'étude pour connaître les protagonistes de l'étude et leur contexte.

### I - Introduction

L'Arménie est un pays conditionné très fortement par son histoire et par sa position géographique. Une histoire d'invasions continues par les Turcs, les Perses, les Mongols et les 70 ans de domination soviétique, un génocide pas assez reconnu par la communauté internationale, un passé dit glorieux quand l'Arménie était une puissance et un présent où la population veut partir et rejoindre la diaspora de plus en plus nombreuse, forment ce peuple de contradictions.

**Tableau 26 : Données générales sur la République arménienne**

Données générales	
Langue officielle	Arménien
Religion	Église apostolique arménienne
Monnaie	Dram (AMD)
Taux d'échange N.U. (2003)	1US\$ = 587,38 AMD
H.D.I. <sup>1</sup>	87/174
Surface totale	29 743 km <sup>2</sup>
Surface cultivée	5 570 km <sup>2</sup>
Forêt	3 341 km <sup>2</sup>
Population officielle	3 798 239
Population estimée (N.U.)	3 100 000
PIB	500,5 US\$

Source : Csaki, C., 1999

### II - Géographie

Géographiquement, l'Arménie est dans un point de passage entre l'Asie et l'Europe, sur la route de la soie. Il s'avère très difficile de préciser dans quel continent elle se trouve. La Banque Mondiale (BM), le *National Geographic Society* et les Nations Unies (NU) parlent d'Asie Occidentale, l'encyclopédie Britannica parle d'elle comme faisant partie du Moyen-Orient, la Russie comme faisant partie du Transcaucase et pourtant les Arméniens parlent d'Europe Orientale. En tout cas, aucune de ces institutions ne se soucie de l'Arménie.

<sup>1</sup> HDI : *Human Development Index*. Index créé par les Nations Unies en combinant plusieurs critères de développement. (UNDP 1999)

**Illustration 15 : Carte de localisation de l'Arménie. Asie de l'Est et la Méditerranée**



L'Arménie est un pays montagneux, sans accès à la mer ou à des fleuves navigables, situé au sud de la région du Caucase. L'altitude maximale est de 4090m (mont Aragat) et la minimale est de 750 m dans la région de Noyemberian (90% du territoire se trouve à plus de 1000 mètres d'altitude). C'était la république la plus petite de l'Union Soviétique ; elle occupe une surface de 29 800 km<sup>2</sup> (équivalente à la Belgique) et a une population officielle de 3,7 millions, ce qui semble être loin de la réalité et l'on devrait chiffrer 3,1 ou 3,2 millions (UNDP 1999 ; RFE-RL 2000). L'Arménie est entourée par la Turquie à l'Ouest, la Géorgie au Nord, l'Azerbaïdjan à l'Est et au Sud-ouest et l'Iran au Sud.

**Illustration 16 : Carte de l'Arménie**



Il y a des zones de l'Arménie vertes et fertiles telles que la vallée de l'Ararat. Même si les vallées fertiles occupent un quart de la surface totale du pays, seulement 29% des parcelles cultivables ont moins de 3

degrés d'inclination. La plupart de son territoire reste inhabitable. Le paysage est croisé de montagnes de provenance volcanique de plus de 2600 m d'altitude ; l'altitude moyenne du plateau arménien est de 1666m. La terre cultivée se trouve le plus souvent entre 750 et 2 500 m d'altitude, avec des régions utilisées pour l'agriculture à plus de 3 000 m.

Le climat, toujours accompagné par le vent, est continental, avec des hivers froids, longs et secs et des étés chauds et aussi secs. Une ville typique telle que Giumri (au Nord, proche de la frontière turque) a une température moyenne de -11°C en hiver et +25°C en été. A Erevan, la moyenne annuelle est de 10°C. Dans notre zone de travail, à 1400 m d'altitude minimale, la température passe de -30°C en hiver à +35°C en été.

Les précipitations annuelles varient entre les 300 mm de la vallée de l'Ararat, et les 1000 mm des zones de montagne. Les périodes de culture vont de 250 jours en Ararat jusqu'à 95 jours dans les régions de montagne. Dans notre région de travail, la période de culture varie entre 95 et 120 jours par an. Ceci limite beaucoup les possibilités agricoles dans la zone.

L'eau est un bien rare en Arménie. La plus grande réserve d'eau douce est le lac Sevan, le deuxième plus grand lac du monde en altitude. Dans la zone de travail, il y a plusieurs fleuves, notamment le Vorotan qui permet l'irrigation des surfaces de terre proche de son bassin.

### **III - Histoire**

#### **1 - Les origines du peuple arménien<sup>2</sup>**

Mille ans avant la naissance du Christ, les groupes ethniques vivant sur les plateaux arméniens sont représentés dans plusieurs écrits cunéiformes - conservés au musée d'Erevan - et semblent déjà bénéficier d'une forme d'organisation politique.

La formation du peuple arménien entra dans sa phase décisive sous le royaume d'Urartu (IX<sup>ème</sup> au VI<sup>ème</sup> siècle av. JC ), lorsque les tribus de la région s'unirent sous une structure centralisée qui devint un royaume entre le VII<sup>ème</sup> et le VI<sup>ème</sup> siècle av. JC. C'est en 782 av. JC qu'Erebouni, dont on peut voir encore les ruines, est fondée. C'est la ville qui deviendra l'Erevan d'aujourd'hui.

A l'époque des conquêtes gréco-macédoniennes (IV<sup>ème</sup> av. JC), les auteurs grecs les citent comme un peuple parlant sa propre langue, l'arménien, se fondant sur cette identité linguistique. Il s'agit d'une langue d'origine indo-européenne dont on cherche aujourd'hui la relation avec la langue basque.

#### **2 - La grande Arménie**

Après avoir connu la domination mède, perse et séleucide, Ardachès I déclara l'indépendance avec l'assentiment des Romains et créa le royaume de Grande Arménie. C'est en 190 av. JC que l'arménien est proclamé langue officielle du royaume.

La plus grande expansion territoriale de l'Arménie se fera sous le gouvernement de Tigrane le Grand, entre la Mer Caspienne et la Palestine et entre la Géorgie et la Mésopotamie.

---

<sup>2</sup> L'histoire est toujours un sujet difficile à traiter. Ceci est d'autant plus vrai lorsqu'on décrit des situations toujours conflictuelles. Tel est le cas du génocide arménien et de la guerre contre l'Azerbaïdjan. Nous avons essayé de rester indépendants et, dans le cas du génocide, reconnu par quelques états, (la République française l'a reconnu officiellement le 7 novembre 2000, après une longue polémique), nous avons décidé de travailler d'après les différentes références trouvées. (Clarkson, J. D. 1964 ; Kapucinsky, R. 1996 ; *United Nations*, 1997 ; Redmond, R. 1998 ; Sapir, J. 1997 ; Yerasimos, S. 1996).

**Illustration 17 : Evolution historique du territoire de l'Arménie (Encyclopaedia Britannica 2000).**



Rome, qui fut d'abord indifférente à cette extension, ne tarda pas à voir en Tigrane une limite à ses propres conquêtes et un danger pour ses avancées en Asie Mineure. En 66, le général romain Pompée captura Tigrane au cours d'une bataille.

Tiridate fut proclamé roi d'Arménie à Rome par Néron et fonda la seconde dynastie des rois arméniens, les Arsacides. Ceux-ci régnèrent de 66 à 428 dans une relative indépendance vis-à-vis de Rome.

La guerre qui opposa Rome et la Perse (actuel Iran) fut une calamité pour l'Arménie, alors transformée en champs de bataille. Cette époque connut l'introduction du Christianisme en Arménie par les apôtres Thaddée et Bartholomée. En 301, après que le roi Tiridate III fut guéri d'une grave maladie par un moine chrétien nommé Grégoire, l'Arménie devient le premier pays à adopter le Christianisme comme religion d'état.

### 3 - L'alphabet : signe d'identité

Lorsque la paix fut signée entre Rome et la Perse, l'Arménie fut partagée entre les deux empires.

Cependant, la création de l'alphabet arménien en 405 par le moine Mesrop –I/Mashtots, encore aujourd'hui vénéré par les Arméniens, réaffirma l'identité nationale ainsi que la guerre de Vartan qui opposa les Arméniens sous domination perse à leur oppresseur. Le traité de Neversag mit fin à cette guerre accordant aux Arméniens une relative autonomie politique et la reconnaissance de leur religion.

De 640 à 885, la Perse subit la domination arabe, il en fut de même pour l'Arménie qui en dépendait. En 885, Ashot Bagratouni fonda la dynastie des Bagratides qui reconstituèrent ensuite l'unité nationale et régnèrent avec éclat pendant deux siècles. L'Arménie perdit son indépendance de nouveau à l'occasion des invasions mongoles.

### 4 - Cilicia ou la Petite Arménie

En 1080, Rouben, un Bagratide créa un nouvel état arménien au bord de la Méditerranée, la principauté de Cilicie. Cette "Petite Arménie" (*Little Armenia* dans la carte historique ci-dessus) fut florissante

comme centre de commerce à la croisée de routes commerciales et comme base avancée pour les croisades. En 1342, faute d'héritier mâle, c'est une dynastie française qui régna sur cette principauté qui fut détruite en 1375, cette fois par les invasions des Mamelouks et des Turcomans.

La prise de Constantinople en 1453 marque la fin de l'Empire Byzantin. Mais ce n'est qu'une étape dans l'expansion de l'Empire Ottoman. Durant tout le XVI<sup>ème</sup> siècle, l'Arménie est le champ de bataille où s'affrontent les armées ottomane et perse (iranienne). Ce n'est qu'en 1639 que la frontière turco-iranienne est définitivement fixée. La Perse conquiert l'Arménie orientale avec Erevan et Etchmiadzine. Ces guerres ont laissé un pays ruiné et l'agriculture et l'économie sont dévastées.

## **5 – Le XIX<sup>ème</sup> siècle entre la Russie et les Ottomans**

L'annexion de la Géorgie par le tsar Paul 1<sup>er</sup> en 1800 inaugure plus d'un siècle de conflit entre la Russie et la Perse d'abord, (1804-1828), puis entre la Russie et l'Empire Ottoman (1806-1921). Les Russes prennent possession de la Géorgie orientale et du Karabakh. Les Arméniens ont largement participé à cette lutte et l'archevêque de Tbilissi, Nerses, les presse de combattre à côté des Russes. Renseignements et éclaireurs sont fournis effectivement par les Arméniens à l'armée russe qui s'emparent des provinces d'Erevan et de Nakhitchevan en 1827. La Perse cédera ces deux provinces à la Russie par le traité de Turkmanchai (février 1828). En outre, les Arméniens de Perse sont autorisés à émigrer dans l'empire tsariste. Quarante cinq mille Arméniens de l'Azerbaïdjan persan affluent dans les nouvelles provinces russes de Transcaucasie.

Le Tsar refuse catégoriquement toute idée d'autonomie pour son nouveau territoire qu'il baptisera "Province arménienne". A cette occasion, Nicolas II ajoute à ses titres celui de "Roi d'Arménie".

La Paix signée avec la Perse, le Tsar déclare la guerre à l'Empire Ottoman. Vingt mille Russes dont plusieurs détachements arméniens s'emparent d'Erzeroum et c'est encore 100 000 Arméniens qui émigrent vers la "Province arménienne" où les Russes leur promettent des terres.

Devant l'attaque russe, le Sultan s'empresse de signer le traité d'Andrinople (1829) qui met fin temporairement aux guerres du Caucase.

À partir de 1840, la Province Arménienne est gouvernée par un pouvoir local (gouvernement d'Erevan) dépendant du Tsar. En dépit de sa rigueur, ce pouvoir apparaît préférable à l'oppression subie dans l'empire ottoman et la Perse.

Les Arméniens qui vivaient sous domination russe retrouvèrent leur conscience nationale et la force de réclamer leurs droits d'identité. Les traités de St Stéphane et Berlin portèrent leur voix au plan diplomatique.

La réponse turque à cette nouvelle situation fut les massacres de 300 000 personnes de 1894 à 1898, par ordre du Sultan Abdul Hamid II.

### **1915 : le génocide**

Des milliers de jeunes gens (Turcs, Grecs, Arméniens, Bulgares etc.) forment, dans l'Empire Ottoman, une élite intellectuelle et morale dont il devient de plus en plus difficile au sultan de comprimer les aspirations vers la science et la liberté. Ils mèneront une révolution en deux temps. En juillet 1908, ils réussissent un putsch militaire à Salonique. De jeunes officiers nationalistes reprochent au Sultan de ne pouvoir résister à la pression étrangère. C'est donc naturellement qu'ils comptent prendre la relève. Tout manifeste ainsi dans ces premiers mois, l'instauration sérieuse d'un régime constitutionnel et libéral à l'occidental et la réinsertion des Chrétiens dans la communauté nationale.

C'est la fin d'un cauchemar pour les Arméniens. Une tentative de contre-révolution menée par le sultan Abdul Hamid échouera donnant définitivement le pouvoir aux Jeunes Turcs.

Une fois installés au pouvoir, menacés de toutes parts, sentant vaciller à l'intérieur les restes d'intégrité nationale, les Jeunes Turcs choisirent d'éliminer les Arméniens, susceptibles d'après eux, de reconquérir leur pays comme venaient de le faire les nations périphériques de l'empire.

Les mois de l'hiver 1914 voient le début assez lent des opérations militaires : du fait de son entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne, la Turquie se trouve, à la fin de l'année, engagée sur plusieurs fronts face aux puissances de l'Entente. Contre l'Angleterre dans le Golfe Persique (Bassora), et sur le canal de Suez ; contre la Russie, l'ennemi traditionnel, sur deux fronts également ; en Perse dans la région de Tabriz et dans le Caucase où les troupes Turques ne progressent plus et subissent une lourde défaite en janvier de cette année.

Le gouvernement turc procède dans la nuit à l'arrestation de toutes les personnalités arméniennes intellectuelles et politiques d'Istanbul : au moins 235 hommes, chiffre retenu et publié plus tard par le gouvernement turc lui-même, sont d'abord jetés en prison puis déportés.

C'est le commencement du génocide arménien, lequel, en trois ans, fera 1 500 000 victimes sans aucune contestation internationale effective.

## **6 - La République Socialiste Soviétique de l'Arménie**

En 1917, avec la Russie tsariste en pleine crise, l'Arménie accédait à l'indépendance. Le 28 mai 1918 est fondée la première république d'Arménie avec Erevan pour capitale, ainsi que les autres pays de la Transcaucasie. (Cette dénomination n'est pas trop appréciée au Caucase parce qu'elle désigne la région du point de vue de Moscou. Ils préfèrent parler du Caucase Sud).

Deux ans plus tard, l'Arménie devint une des républiques de l'Union Soviétique. C'était le 2 décembre 1920. Mais au printemps de 1921, les troupes soviétiques occupaient la Géorgie, les Turcs envahissaient l'Arménie jusqu'à Bakou. Des occupations allemandes et britanniques dans la zone et plusieurs conflits arméno-azéris, arméno-géorgiens et arméno-turques, les luttes contre l'armée blanche et puis rouge, les révoltes abkhazes contre la Géorgie<sup>3</sup>... Nous pouvons dire, sans risque de nous tromper, que cette zone était vraiment en conflit. Soixante-dix ans de mutisme presque absolu n'ont pas réussi à régler les conflits.

Après plusieurs révoltes à Erevan, le 9 septembre 1991, l'Arménie redevint république indépendante. L'URSS sera désagrégée en décembre de la même année.<sup>4</sup>

## **7 - Le conflit du Haut Karabakh (H.K.).**

L'origine du conflit peut se trouver en 1919, lorsque les Britanniques, suite aux pressions diplomatiques azéries, décident de laisser sous tutelle de l'Azerbaïdjan cette région qui leur appartenait historiquement mais qui, à ce moment, était peuplée par les Arméniens.

Pendant la période soviétique, plusieurs protestations à Erevan réclamant le Haut Karabakh ont eu lieu. Les pressions ethniques s'exercent des deux côtés (chacun dit que c'était l'autre le premier) et la tension monte jusqu'au moment où Moscou prend le contrôle direct de la région (1988). Des grèves et des protestations arméniennes, même des demandes officielles de la part du Soviet d'Erevan n'ont pas eu d'effet.

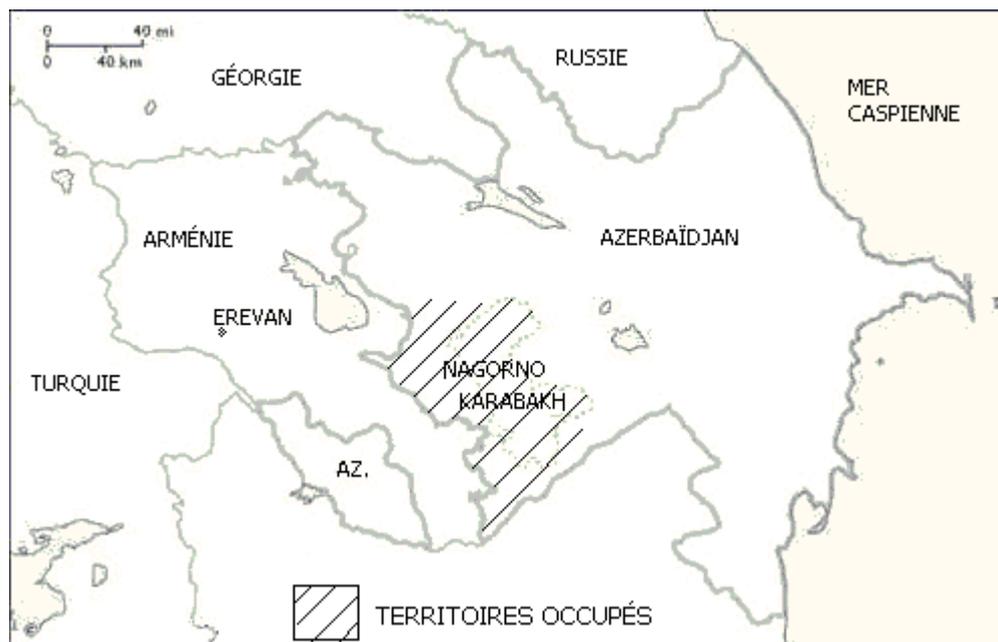
En 1990, l'armée russe intervient et c'est la proclamation de l'état d'exception lorsque des manifestations à Bakou tournent en pogrom anti-arménien. Au plan international, tandis que les Arméniens avancent le droit à l'autodétermination, les Azéris avancent le principe de respect des frontières. Le 3 septembre 1991, Stépanakert proclame la République Indépendante du Haut Karabakh. Ce n'est que le 9 septembre que l'Arménie en fait autant.

---

<sup>3</sup> Bastenier, M. A. (1999) *Las guerras caucásicas. El País, 3 de Noviembre.*

<sup>4</sup> Il faut dire qu'en Arménie on se réfère à cette circonstance comme l'effondrement de l'Union plutôt que comme l'Indépendance.

## Illustration 18 : Carte des territoires azéris occupés par Arménie



La guerre est ouverte et la position soviétique change avec l'Azerbaïdjan lorsque Gorbatchev était au pouvoir à armer l'Arménie avec Eltsine (**Kevorkian, R.H., 2000**).

La guerre du Karabakh a provoqué des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés et un million deux cents mille réfugiés. En plus, les économies des deux pays sont ruinées et des centaines de milliers de personnes n'ont pas de travail ou de source de revenu (**Redmond, R., 1998**).

Ce qu'il reste de l'économie est un réseau administratif désintégré, un mélange d'économie soviétique, de marché et du troc : une façon d'opérer dans l'économie, dans beaucoup de cas, mafieuse. Soixante-dix pour cent des industries ont fermé et celles qui travaillent encore, le font à 20% de leur capacité.

Les réfugiés en Arménie (toujours d'après les chiffres officiels) sont au nombre de 300 000. Cependant, il y en a qui sont partis ailleurs, notamment en Russie. Même si c'est la plupart de la population qui est en dessous du seuil de pauvreté (>80%), le responsable de l'UNHCR à Erevan disait que "les Arméniens ont été extrêmement généreux avec les réfugiés. Les Arméniens ne se laissent pas mourir de faim les uns les autres, ils vont partager ce qu'ils ont"<sup>5</sup>.

La situation actuelle du conflit est un cessez-le-feu dès décembre 1994, grâce aux interventions diplomatiques, notamment celle du groupe de Minsk. Créé en mars 1992 au sein de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), le groupe de Minsk comprend, outre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, neuf pays : l'Allemagne, la Biélorussie, les Etats-Unis, la France, l'Italie, la Russie, la Suède, la République Tchèque et la Turquie. Et pourtant l'absence de guerre n'est pas la paix. Il y a eu encore des échanges de feu à la frontière depuis 1994 ; le dernier : le 14 juin 1999<sup>6</sup>

### 8 - Le Caucase sud, carrefour d'intérêts

Si nous avons commencé ce chapitre en disant que l'Arménie est un carrefour culturel, nous allons le finir en disant qu'il s'agit maintenant d'un carrefour d'intérêts géopolitiques. La communication entre l'Asie centrale et l'Europe passe par cette zone toujours en conflit. Que ce soit pour des matières textiles, pour le trafic illégal d'armes et de drogues ou notamment pour le pétrole, les puissances internationales essaient

<sup>5</sup> Ce n'est pas le cas en Azerbaïdjan, où les politiques de l'Etat laissent les réfugiés dans des conditions déplorables depuis le début du conflit en 1991, comme nous l'avons observé sur le terrain.

<sup>6</sup> *British Helsinki Human Rights Group (1999) Human Rights Report. British Helsinki Human Rights Group, www.bhhrg.org.*

de garder leur morceau du gâteau utilisant tous les moyens - licites ou non - à leur portée.

Dans les années qui suivent l'indépendance, les rapports économiques de l'Azerbaïdjan avec les pays occidentaux par les concessions pétrolières ont déséquilibré la balance du côté azéri (Kévorkian, R.H., 2000), au point que l'OSCE<sup>7</sup> signa une déclaration justifiant les demandes azéries en 1996. En réponse à cette situation, l'Arménie resserra ses liens avec la Russie, augmentant la coopération militaire tandis que les pays voisins demandaient leur entrée à l'OTAN. D'autre part, elle faisait fonctionner les groupes d'influence dans le parlement des États-Unis. Les puissances internationales ont préféré en conséquence garder un équilibre entre les deux républiques, qui resteront très dépendantes des gouvernements étrangers.

Par la suite, nous allons résumer la situation de l'Arménie face à chacune des puissances qui ont de l'influence sur elle.

**La Russie** : La Russie ne veut pas perdre son influence au Caucase. La Géorgie et l'Azerbaïdjan demandent l'entrée à l'OTAN et tous les deux sont accusés de soutenir l'armée tchéchène, donc l'Arménie reste son seul point d'appui dans la zone, et l'Arménie va en profiter. La Transcaucasie ou Caucase Sud, est vraisemblablement destinée à jouer dans les prochaines décennies un rôle essentiel dans le développement des relations entre l'Occident et l'Asie.

**La Géorgie** : Elle est restée pendant longtemps la seule voie de communication avec le monde extérieur. Après les conflits provoqués par le gouvernement de Gamsakhourdia (comme il a fait partout ailleurs), l'arrivée de Chevernadze au pouvoir a permis aux pays d'établir des relations équilibrées.

**La Turquie** : Elle doit jouer la prudence. N'importe quelle action punitive sera reprise par l'opinion internationale comme une confirmation du génocide.

**L'Iran** : C'est une histoire commune de 2 600 ans. L'Arménie a fait partie de l'empire perse et elle est maintenant une voie d'accès aux marchés russe et européen. Il ne faut pas oublier que l'Iran voit d'un bon oeil n'importe quelle action contre les intérêts des Américains.

**Les Arabes** : Ils sont liés par la présence de communautés bien intégrées en Syrie, en Irak, au Liban, en Jordanie et en Egypte. Ces colonies constituent un potentiel d'échanges économiques non négligeable entre l'Arménie et ces pays.

**L'Union Européenne** : L'Arménie a été très récemment admise au Conseil de l'Europe (février 2000), première étape vers une intégration plus approfondie. Elle fait aussi partie du TRACECA, programme initié par l'Europe visant à créer un couloir de communication multimodale eurasiatique. Même si elle n'en faisait pas partie au début, elle s'est intégrée en ouvrant une déviation qui traverse le pays du Nord au Sud et rejoint la route de l'Iran.

#### **IV - La structure de la production en Arménie**

Le système productif a beaucoup changé en Arménie pendant la transition post soviétique. En 1990, c'était un pays industriel, tandis qu'en 1997 c'est un pays de commerçants et d'agriculteurs : l'industrie est à 40% du niveau de 1990 (**Pappalardo, L.**, 1999). L'agriculture est le secteur qui a le moins changé pendant ces 9 ans, car elle fut le refuge d'une bonne partie de la population dans ces temps de crise.

Si l'on essaie d'étudier l'évolution des différents secteurs économiques, on se heurte à deux difficultés : (1) l'utilisation de deux systèmes monétaires différentes (en roubles jusqu'à 1993 et en Drams après) et (2) un niveau de taux d'inflation de plus de 1000 %, (3750 % en 1993). Nous allons nous centrer sur la proportion relative de chaque secteur, par année.

---

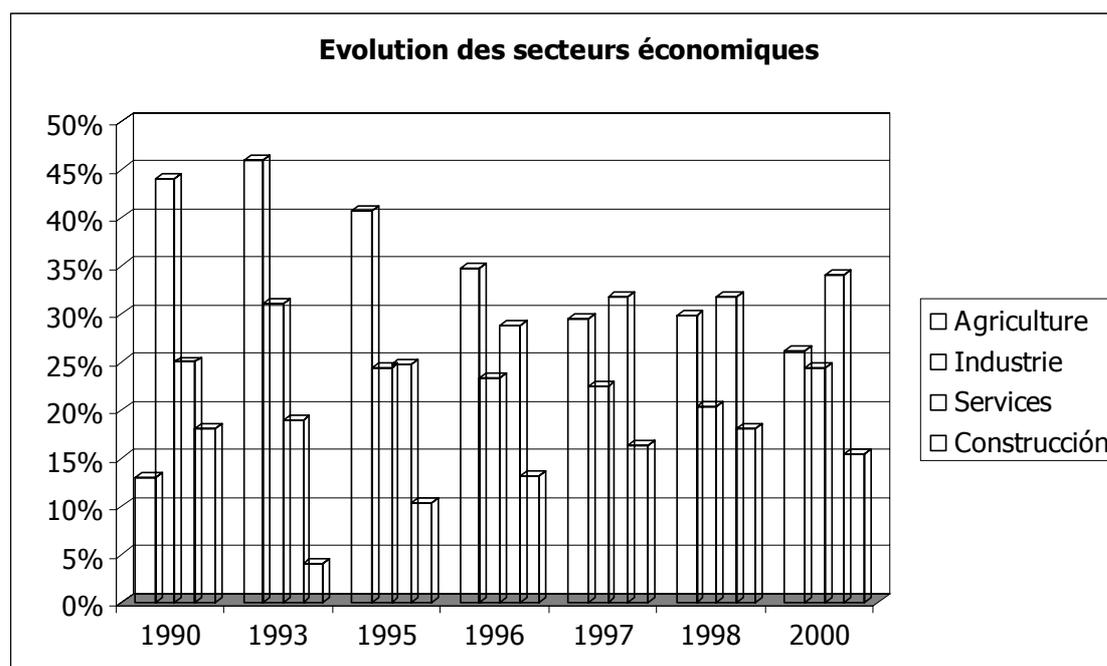
<sup>7</sup> OSCE : Organisation pour la Sécurité et la Coopération Européennes.

**Tableau 27 : Proportion relative des secteurs dans l'économie,**

	1990		1993		1996		1998	
	Mil. Roubles		Mil. Roubles		Mil. Dram		Mil. Dram	
Agriculture et sylviculture	2 287	13%	868 977	46%	388 535	32%	35 519	26%
Industrie	8 065	44%	576 088	31%	339 404	28%	82 664	62%
Construction	3 266	18%	76 789	4%	116 546	10%	8 925	7%
Services	4 531	25%	353 452	19%	381 394	31%	7 213	5%
<b>Total</b>	<b>18 149</b>	<b>100%</b>	<b>1 875 306</b>	<b>100%</b>	<b>1 225 879</b>	<b>100%</b>	<b>134 321</b>	<b>100%</b>

Source : Ministère de l'Agriculture RA, 1999

**Graphique 26 : Évolution de la proportion relative des secteurs économiques**



Source : Ministère de l'Agriculture RA, 1999

## 1 - L'industrie

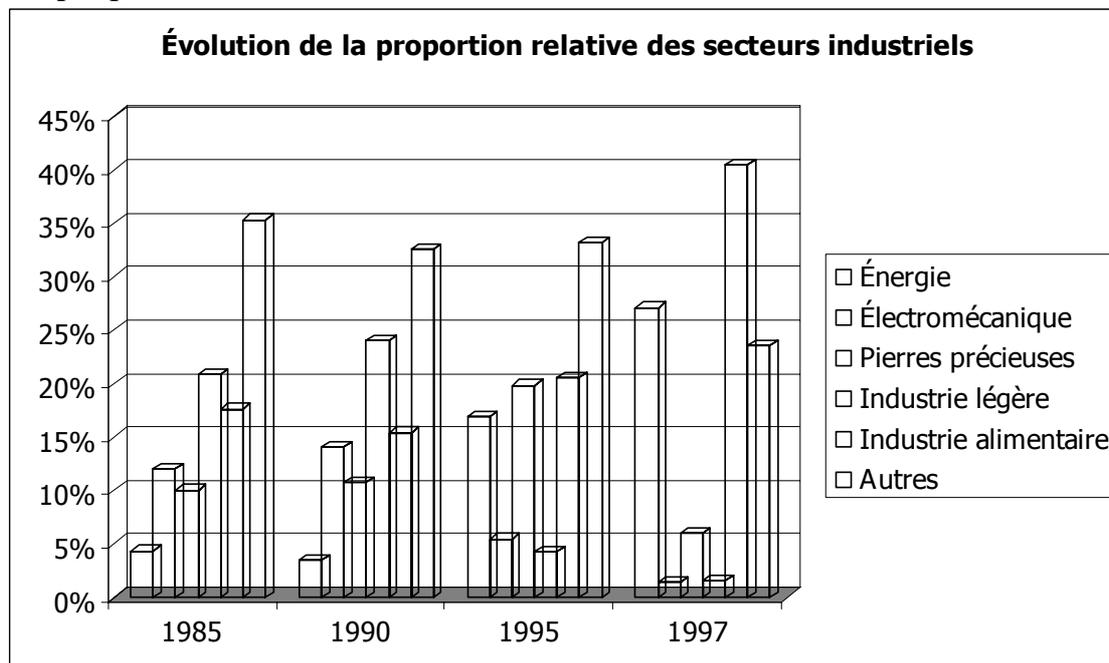
Le secteur industriel en Arménie était spécialisé, avant 1990, en production électromécanique, chimique et électronique. Presque toute celle-ci était vendue sur le marché soviétique. Le système se basait sur l'importation des matières premières et des produits demi-transformés (métaux, énergie...) et sur l'exportation de produits demi-transformés qui étaient finis en dehors de l'Arménie. Après l'effondrement de l'URSS, les liens commerciaux entre républiques furent cassés et la structure et la qualité de la production arménienne n'étaient pas concurrentielles dans le marché international.

La crise industrielle la plus importante a été en 1992-93, lorsqu'elle a diminué de 60%. Les causes sont variées : (1) les restrictions dues au conflit de Karabakh, (2) la crise énergétique jusqu'à 1997 lorsqu'on ne produisait que 23% de la demande locale, (3) le blocage des communications - suite au conflit armé - et (4) l'augmentation sans précédents des prix des carburants ont fait de l'Arménie un pays incapable de produire et d'entretenir son système productif.

Il est intéressant d'étudier le changement dans la structure de production industrielle. Il y a eu un complet bouleversement et presque toutes les infrastructures existantes de l'époque soviétique ne sont plus utilisables. Il suffit de parcourir le pays pour voir, entre la Géorgie et l'Iran, les restes des usines, les machines et moteurs qui servent désormais de clôtures pour la production agricole. Le cas de l'énergie est remarquable car, après l'ouverture de la centrale nucléaire de Medzamor (c'est une des sept centrales

existant dans le monde avec la même structure que Tchernobyl – aujourd’hui fermée), l’Arménie est devenue un pays exportateur. Actuellement, c’est le secteur alimentaire, basé sur la production nationale agricole, qui est en tête.

**Graphique 27 : Production des industries arméniennes**



Source : Ministère de l’Industrie, RA, 1998

## 2 - L’agriculture

La surface cultivable est de 1 390 000 ha, soit 0,37 ha per capita. Les productions les plus importantes sont la vigne, les abricots, les pommes, les tomates et quelques produits horticoles pour la transformation.

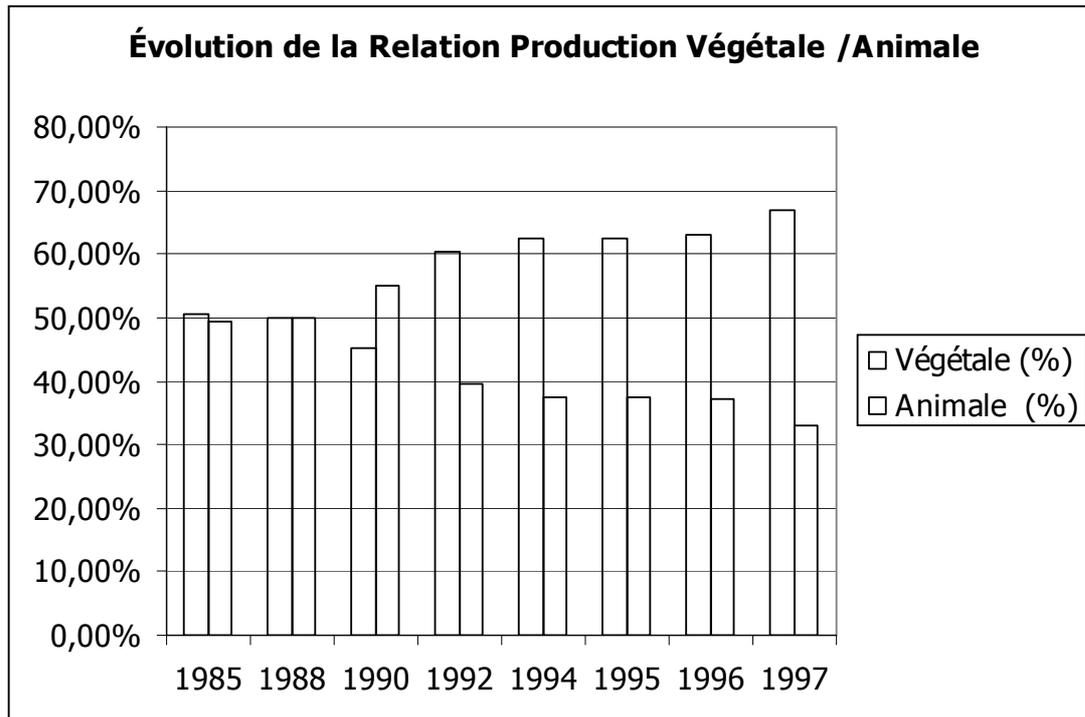
Au début des années 90, au moment de l’effondrement de l’industrie, l’agriculture était en croissance. Grâce à la privatisation très rapide de la terre (1991-92) et à la libéralisation des prix agricoles, la production agricole augmenta considérablement. L’évolution ultérieure du secteur n’a pas suivi cette tendance, parce qu’elle n’a pas été accompagnée d’une réforme dans l’industrie de transformation, dans les infrastructures et dans les systèmes de distribution et vente.

Après la privatisation, il y a eu la création de 320 petites entreprises agricoles et de 314 000 fermes individuelles. La surface moyenne par exploitation privatisée est de 1,35 ha (Ministère d’Agriculture RA, 1999). Les changements subis dans ce secteur sont dus au besoin de subsistance et à l’effondrement du système d’irrigation et des infrastructures.

L’information existant sur la surface agricole irriguée n’est pas assez actualisée. Le ministère écrit qu’en 1997 il y avait 275 000 ha irrigués, c’est-à-dire 49,4% de la terre cultivable et 9,7% de la surface totale du pays. Ces chiffres ne sont plus valables. L’état de conservation des systèmes, le manque d’argent pour payer l’énergie consommée par l’irrigation et les données actuelles de productivité de la terre nous montrent qu’un tel nombre d’hectares irrigués n’est pas possible.

Cette diminution de la surface irriguée a provoqué une diminution de la fertilité des sols, une perte de productivité des cultures et une crise conséquente de la production animale dépendante des pâturages. En effet, le pourcentage de la production végétale par rapport à la production animale a augmenté de 17% depuis l’indépendance.

**Graphique 28 : Évolution de la Relation Production Végétale/Animale**



Source: Ministère de l'Agriculture RA, 1999

La surface semée a aussi diminué de 23%<sup>8</sup> ; cela est dû à la baisse de la qualité des sols, au manque de ressources financières et à l'absence de système d'irrigation.

Ces problèmes d'irrigation sont plus graves dans les petites exploitations qui sont retournées à l'état naturel dans certains cas parce que les rendements économiques n'arrivaient pas à payer les impôts sur le foncier.

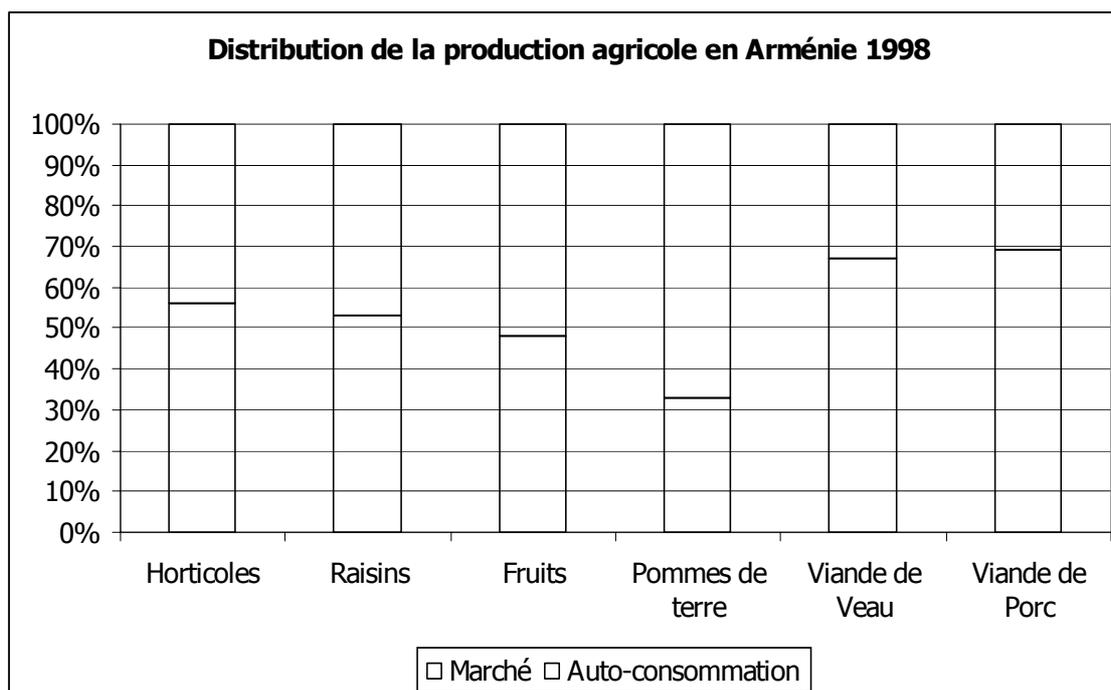
L'usage des terres est fondamentalement céréalier (59% en 1997 face au 32% en 1990). Les cultures fourragères ont diminué énormément, car en 1990 elles occupaient 58% de la terre tandis qu'elles n'en occupent que 24% en 1997. On s'aperçoit donc de la relation entre cette évolution et l'abaissement de la production animale.

Comme dans le passé, l'Arménie reste très dépendante des importations de produits alimentaires. Le blé, la viande et les produits laitiers n'arrivent pas à couvrir 50% des besoins nationaux.

En outre, une partie très importante de la production des petites fermes est consacrée à l'autoconsommation, ce qui est encouragé par l'absence d'utilisation de l'argent dans le marché. Il est intéressant d'observer les résultats d'une enquête de la Banque Mondiale en 1998 où on s'aperçoit de la partie de la production consacrée à la vente dans les marchés.

<sup>8</sup> 437 100 ha en 1990 ; 337 500 ha en 1997.

**Graphique 29 : Distribution de la production agricole en Arménie**



Source : Banque Mondiale, 1998

### 3 - Les services

Le secteur services est le seul à augmenter proportionnellement entre 1990 et 1998.

## V - Le monde rural en Arménie

### 1 - Ressources agricoles

#### *A - La force de travail*

En 1992, 69% de la population habitait dans le milieu urbain et 31% dans le rural. Cette distribution inégale, était aggravée par le fait que seulement 40% de la population rurale était dans le groupe d'âge économiquement actif, tandis que dans les villes, c'était 60%.

Après l'indépendance, à cause de la crise économique, cet équilibre a été maintenu. Le pourcentage de population urbaine est passé de 67,5% en 1995 à 67% en 2000, atteignant un minimum en 1998. C'est ainsi que 44% de la population est occupée dans l'agriculture avec une production de 29% du PIB.

#### *B - La terre agricole*

La surface totale de l'Arménie est de 29 740 km<sup>2</sup> (2,97 millions d'hectares), dont la moitié est cultivable. La terre cultivée se trouve entre 600 et 2500 m d'altitude, avec des régions utilisées pour l'agriculture à plus de 4000 m. Il faut signaler que seulement 28% de la surface est en dessous de 1500 m et 29% des parcelles ont moins de 3 degrés d'inclinaison.

En 1995, 50% de la terre agricole était irriguée (286 000 ha) dont 80% en surface et 20% par tuyauterie. Pendant cette époque, 80% de la production agricole était irriguée.

Les systèmes d'irrigation sont dans des conditions déplorables, sans entretien ou investissements. D'après notre expérience dans les régions du sud, les systèmes ont été mis en place à l'époque soviétique et ils

sont très demandeurs en énergie et provoquent beaucoup de pertes dans le réseau. Ces caractéristiques rendent l'irrigation de moins en moins efficaces et très peu efficaces.

### ***C - Le climat***

En Arménie, il y a une grande variété de climats, selon l'altitude. La vallée de l'Ararat, la principale région agricole, a des hivers froids et secs et des étés chauds et aussi secs, avec une précipitation annuelle de moins de 300 mm. Cette précipitation augmente avec l'altitude jusqu'à 1000 mm par an.

Dans la région sud autour de Sissian, la précipitation est de 400-600 mm par an, avec 40% en forme de neige.

Les températures varient beaucoup avec l'altitude. À Erevan, on a 10° de moyenne annuelle et 4° au lac Sevan. Ce n'est pas inhabituel de souffrir de températures de -30° en hiver et +30°C en été, dans la région sud.

Les périodes de culture vont de 250 jours en Ararat jusqu'à 95 jours dans les régions de montagne.

### ***D - La forêt***

Les ressources sylvicoles ont beaucoup diminué en Arménie pendant le 19<sup>ème</sup> siècle. Ainsi, on avait 25% de la surface totale en forêt au début de 1800 tandis qu'en 1950 on était à 7%. Cependant, les politiques de conservation pendant l'époque soviétique ont permis d'achever 11% de la surface en 1990. Aujourd'hui, il n'y a pas de données fiables mais nous pouvons supposer que cette surface a été réduite pendant la transition (1991 à nos jours), aussi pendant la crise énergétique de 1993-97 et après la crise économique de 1998. Le manque d'argent liquide chez la plupart des familles et le prix élevé de l'énergie provoquent des coups illégaux de bois de chauffage. On peut voir comment même les plantations des arbres fruitiers sont minées chaque hiver. Les effets se font sentir aussi à Erevan, où les parcs publics sont pris comme source de bois.

### ***E - L'environnement***

En Arménie, il y a beaucoup de problèmes environnementaux. Les plus importants affectant le milieu agricole sont :

- l'érosion des sols, qui augmente d'une façon alarmante,
- la salinité des sols,
- la contamination de l'eau de surface provoquée par la mauvaise utilisation de produits chimiques agricoles et des mauvais drainages,
- la rupture des équilibres écologiques et la pollution du lac Sevan, par l'utilisation excessive des produits chimiques et le manque de contrôle sur les produits versés aux fleuves,
- la déforestation causée par la coupe illégale de bois de chauffage.

## **2 - Consommation des produits agricoles : un retour sur la pomme de terre et le pain**

L'Arménie est un pays dépendant des importations des produits alimentaires. La production de farine ne couvre que 30% des besoins nationaux et celle des dérivés de l'élevage couvre 75% des besoins. La plupart de la production alimentaire (presque la moitié) est faite de fruits et légumes, que l'Arménie exporte fondamentalement en Russie et en Géorgie. Contrairement aux chiffres de 1999, les exportations actuelles sont essentiellement des produits frais. Ceci est dû à l'effondrement de l'industrie de transformation.

Il est très intéressant d'observer l'évolution de l'autosuffisance alimentaire de l'Arménie avant et après l'indépendance et de la comparer avec la consommation individuelle de chaque aliment.

**Tableau 28 : Distribution de la consommation dans les ménages**

	Autosuffisance		Consommation (kg per cap.)		
	1985	1993	1985	1993	% Change
<b>Pain</b>	27,10%	33,00%	134,0	138,6	3,40 %
<b>Pommes de terre</b>	141,80%	132,10%	65,0	84,0	29,20 %
<b>Sucre</b>	13,90%	0,00%	28,7	5,4	-81,20 %
<b>Huile végétale</b>	83,30%	0,00%	2,4	1,6	-33,30 %
<b>Viande et dérivés</b>	65,10%	90,60%	49,0	13,8	-71,80 %
<b>Lait et dérivés</b>	38,00%	92,60%	433,0	106,1	-75,50 %
<b>Œufs</b>	116,90%	65,00%	148,0	78,0	-47,30 %
<b>Fruits (raisins inclus)</b>	232,60%	111,40%	47,0	44,0	-6,40 %

Source : Ministère de l'Agriculture de la R.A., 1995

On remarque comment la consommation de pain s'est maintenue toujours dans les mêmes chiffres et sa production a augmenté faiblement. Les produits alimentaires telles que le sucre, l'huile, la viande ou le lait ont subi une diminution de consommation très forte. Ceci a pour effet que l'autosuffisance de certains d'entre eux –notamment le lait et la viande- soit presque atteinte, sans avoir pourtant augmenté sa production.

Le cas général est un cas de livre car lorsque la consommation de tous les produits alimentaires est hors d'atteinte pour la population, (cf. évolution des prix en Arménie) la consommation se centre dans le substitut calorique plus efficace et meilleur marché, même si ce produit est beaucoup plus cher qu'avant.

Dans ce cas-ci, comme dans le cas de l'Irlande de la Grande Famine, ce produit est la pomme de terre. C'est un cas de « Bien Geffen »<sup>9</sup>, lequel, malgré l'augmentation de prix, augmente sa demande.

**Tableau 29 : Index des prix de consommation**

	1991	1992	1993	1994
Index Prix Consommation	100	2.118	5.062	964
Index Prix Vente	100	2.273	4.548	668
Pain	100	3.665	4.479	79
Fruits	100	602	1.239	825
Pommes de terre	100	625	1.000	133
Légumes	100	585	1.738	1.043
Lait et dérivés	100	1.601	5.156	1.006
Viande et dérivés	100	1.636	4.175	736

Source : Comité Arménien de Statistiques, 1995

### 3 - La réforme foncière : une privatisation réussie

Un sujet qui conditionne énormément la structure globale du monde rural est la propriété foncière. La mise en place du droit à la propriété privée de la terre et des moyens de production s'avère un élément clé

<sup>9</sup> Cf. des manuels d'économie pour ce concept : Samuelson, P.A. (2002) Economie. Paris : Ed. Economica.

dans la transformation de l'Agriculture dans les anciennes républiques soviétiques. La première loi de privatisation a été approuvée par le Soviet Suprême entre Novembre 1989 et Mars 1990 portant sur le crédit et la propriété et la terre. Ces lois permettaient aux familles d'exploiter la terre dans des conditions de crédit à long terme, dans les fermes ou hors des fermes collectives. Les descendants des propriétaires pouvaient hériter du droit de travailler cette terre, mais la vente, l'achat et le loyer étaient interdits.

En 1991, l'Arménie mit en place la première réforme exhaustive du foncier dans toutes les Anciennes Républiques Soviétiques. Cette réforme, fondée sur la faillite du système des kolkhoz et sovkhoz<sup>10</sup>, a dépassé les efforts faits dans les autres républiques.

La distribution de la propriété suivait quatre principes :

- priorité aux résidents (quelque soit la profession exercée avant).
- la surface allouée était proportionnelle au nombre de membres de chaque famille.
- la location des unités de terre individuelles était faite par loterie.
- la terre reçue devait être payée. La somme à payer représentait 70% du profit net de deux cycles de production agricole. Ce prix était accessible à la plupart des familles.

Après cette transformation, très peu de structures collectives du type kolkhoz et sovkhoz sont restées sur place, même si elles en avaient le droit.

Ce processus était achevé à la fin de 1993.

**Tableau 30 : Privatisation de la terre agricole**

	Arable	Cultures pérennes	Fourrage	Pâturage	Total
Surface totale	445,0	74,0	145,0	688,0	1 352,0
Possible privatisation	397,0	68,0	133,0	-	598,0
Réserve	86,0	7,0	15,0	-	108,0
A privatiser	311,0	61,0	118,0	-	490,0
Privatisée	308,0	48,0	74,0	-	430,0
% Privatisée	99 %	79 %	63 %	0 %	88 %

Source : Ministère de l'Agriculture de la R.A., 1995.

Dans le tableau ci-dessus, on s'aperçoit que la terre consacrée au pâturage et aux cultures fourragères n'a pas été complètement privatisée. Elle reste comme terre municipale au profit de ceux qui peuvent la louer. Une double explication à ce phénomène est d'une part la perte du capital animal dans la dernière période et de l'autre les coûts énormes des intrants pour la culture irriguée (fertilisants, pesticides, etc.).

#### 4 - La privatisation des capitaux : une réforme inégalitaire

Ce volet a eu beaucoup moins de succès que la privatisation de la terre. Lorsque la privatisation de la terre était faite à 88%, le taux général de privatisation des équipements agricoles était à peine de 50% et celui

<sup>10</sup> **Kolkhoz** : organisme coopératif, réunissant volontairement des paysans en vue de la gestion d'une grande exploitation socialiste agricole fondée sur la propriété sociale des moyens de production et sur le travail collectif.

**Sovkhoz** : entreprise agricole de l'état de dimensions énormes et équipement privilégié. Il est le modèle d'organisation idéal pour les autorités socialistes. Les travailleurs ont un statut d'employés de l'état.

Dans tous les cas, les paysans avaient droit à un lopin de terre et à quelques animaux, régulés par les normes locales. (Encyclopaedia Universalis, 1996).

des bâtiments était de 25%.

**Tableau 31 : Privatisation des équipements agricoles**

	Tracteurs		Moissonneuses-batteuses		Véhicules de transport		Machines à semer	
	No.	Valeur <sup>a</sup>	No.	Valeur <sup>a</sup>	No.	Valeur <sup>a</sup>	No.	Valeur <sup>a</sup>
Provision Jan. 91	12 508	64 615	2 245	18 679	11 464	47 949	2 335	2 574
Privatisé Jan. 93	8 077	39 197 <sup>b</sup>	976	8 341	7 823	28 655	1 176	1 368
Privatisé aux Individus	4 679	22 707	456	3 897	2 357	8 633	534	621
Privatisé FPC <sup>c</sup>	3 388	16 442	456	3 897	2 357	8 633	534	621
% privatisé	65 %		43 %		68 %		50 %	

Source : Ministère de l'Agriculture de la R.A., 1995

Notes : a - En million de roubles.

b - Remarquez que c'est moins que proportionnel. C'est dû à la perte de valeur en deux ans.

c - Fermes Paysannes Collectives.

L'explication de la différence entre les privatisations de la terre et des capitaux peut se trouver dans le fait que les lois étaient beaucoup moins claires et définies dans le deuxième cas que dans le premier (UNDP, 1999). Il faut aussi tenir compte de deux points importants : du côté *objectif*, les prix relatifs de vente des bâtiments et des équipements étaient plus hauts que ceux de la terre ; du côté *subjectif*, en regardant les propriétaires actuels des immobilisés (notamment les anciens directeurs des kolkhoz et les présidents locaux du Parti qui sont, dans beaucoup de cas, les maires de la nouvelle démocratie) nous pouvons déduire que ces lois n'étaient pas peu claires par chance.

## 5 - La nouvelle structure rurale : entre le collectif et l'individuel

La privatisation de la terre a créé un nouveau groupe de propriétaires fonciers. Il s'agit d'une population qui n'est pas toujours versée dans l'activité agricole. La population rurale était, pour la plupart, employée par des institutions qui leur assuraient des salaires stables et réguliers. Les prix étaient fixés, les approvisionnements étaient constants et efficaces ; *rien à voir avec l'image occidentale des grandes queues pour acheter un morceau de pain*- et l'avenir était plus ou moins prévisible. Dans cette période de transition, la population a été obligée d'apprendre à créer son propre emploi, gérer sans aide l'entreprise et maintenir sa famille sans avoir une culture de marché et d'entreprise préalable.

La solution apportée au problème varie selon les différentes sources consultées. D'après la Banque Mondiale (Csaki, C. 1995), ils sont en train de se mettre à travailler ensemble pour établir un système de production qui puisse diminuer des coûts fixes. D'après l'UNDP (UNDP, 1999), les fermes particulières sont pour la plupart des exploitations privées de l'Arménie et se limitent à la culture individuelle. D'après notre expérience sur le terrain, tout ce qui est « collectif », « coopérative », « kolkhoz » ou « travailler avec les autres pour le **profit** commun » fait trembler notre interlocuteur. Le secteur coopératif a donc très peu de succès dans une population habituée à des structures économiques qui ne profitaient qu'aux membres du Parti Communiste. En plus, le système d'aides à l'investissement et à la construction de nouvelles coopératives passe toujours, d'après notre expérience, par le biais des fonctionnaires corrompus.

L'expérience de travailler dans une structure qui ne profitait qu'aux membres du parti est une barrière très forte contre le troisième secteur dans le monde rural.

## 6 - Les industries agricoles : un développement polarisé

Les industries agricoles principales de l'Arménie sont : la production de farine et du pain, la production

du vin et du cognac, la production de conserves de fruits et de légumes. Elles sont contrôlées par deux Ministères, avec le conséquent problème de compétences. Dans la plupart des cas, elles travaillent en dessous de leur capacité et avec peu d'efficacité. Le manque d'investissements et de technologie concurrentielle font des industries un très bon système de perte d'argent.

Les mieux préparées pour le marché extérieur - le vin, la bière et le cognac - ont un capital européen - notamment français. Tout le système industriel manque d'un réseau de distribution et d'approvisionnement adéquat (voir ci-dessous).

## **7 - Le réseau de distribution : un autre piège**

Le réseau de distribution est assez déficient. La vente au détail, désormais privatisée, n'est qu'un système de petits commerces, la plupart sans permission et avec la licence de la police après avoir payé les pots de vin hebdomadaires.

Les marchandises sont dans la plupart des cas exactement les mêmes dans tous les magasins locaux et dans le monde rural, ils sont payés en espèces ou ne le sont jamais. C'est un système assez instable, conséquence de la mauvaise situation économique. Ainsi, une bonne partie de la population trouve dans le petit commerce illégal une source d'argent complémentaire et pourtant insuffisante.

La situation du système de transport n'est pas meilleure. Les produits agricoles sont transportés en camions et voitures (75%), tracteurs (23%) et animaux (2%). Les pertes dues au transport sont très importantes et il n'y a pas de transport spécialisé.

## **8 - L'avenir de l'Arménie**

Comme le dit le Prix Nobel en Économie, Gunnar Myrdal,<sup>11</sup> les forces du marché tendent à nourrir une dynamique de polarisation de l'activité d'investissement : une sorte d'accumulation des ressources là où il y en a d'avantage, ce qui encourage l'inégalité entre les différents espaces économiques.

La solution trouvée dans une bonne partie des pays dits développés est la redistribution des richesses par les impôts, même au sein de l'Union Européenne.

Cependant, la somme consacrée à aider les pays les plus pauvres est 1,3 fois plus importante que celle consacrée aux fonds structurels des pays européens. Ceci veut dire investir seulement 1,3 plus dans une population 26 fois plus grande.

Si l'on ajoute la migration de la population en âge de travailler, ceux qui ont fait des études supérieures ou l'habileté de tromper les services de migration arméniens - et d'immigration du reste du monde - on se heurte à un pays avec un capital, économique, humain et social, qui décline.

## **VI - La région d'étude : Syunik *marz***

L'Arménie est divisée en 11 ou 13 zones géographiques appelées *marz*, selon que l'on tient compte du Karabakh comme faisant partie de l'Arménie ou non. Chaque *marz* représente une unité administrative dépendante du gouvernement central.

---

<sup>11</sup> Cité dans Alonso, J. A. (2000) ¿ *Hacia dónde se dirige la ayuda española? El País, Sábado, 15 abril.*

**Illustration 19 : Carte de Syunik marz**



. Adaptée de la carte des régions d'Arménie, 2000

Syunik *Marz* est formé par quatre districts appelées Kapan, Goris, Sissian<sup>12</sup> et Meghry. Situé au sud de l'Arménie, entouré de Nakhitchevan (Az.) à l'Ouest, l'Azerbaïdjan à l'Est, l'Iran au Sud et le reste de l'Arménie au Nord, il s'agit du *marz* le plus grand de l'Arménie, avec 4 506 km<sup>2</sup> de surface.

<sup>12</sup> Dans ce chapitre, nous allons faire une description générale du *marz*. Dans le chapitre « Analyse des résultats », nous analyserons la situation d'après une enquête pour mieux connaître le district de Sissian, objet de notre étude.

## 1 - La géographie

La région peut être divisée en trois zones différenciées par l'altitude. La première zone est formée par les vallées, en dessous de 1 500 m, de sols **marron-forêt**. Elle est la plus petite et est utilisée pour la culture maraîchère et dans le passé pour le tabac.

La deuxième est formée par les plateaux forestiers, entre 1500 et 2000 m., de sols **marron-chêne**, son utilisation principale est la production de blé et d'orge et parfois des cultures fourragères.

La troisième zone, formée par les plateaux montagneux au-dessus de 2000m, a des sols noirs et est utilisée pour le pâturage.

## 2 - Le climat

Le climat de la région est fortement marqué par l'altitude. Nous pouvons remarquer le climat continental propre à tout le pays, mais le climat de montagne est plus marqué à Syunik, notamment dans la Région de Sissian.

**Tableau 32 : Pluviométrie et température à Syunik Marz**

Items	Kapan		Goris		Sissian		Meghry	
	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999
Pluviométrie moyenne (mm)	512	497,1	655	710	580	620	300	250
Température moyenne (°C)	26	25,3	21,6	22,3	20	19,5	25	25,5
Température moyenne des minimales (°C)	-8,3	-7,2	-17	-14	-18	-15	-5	-3
Température moyenne des maximales (°C)	38,5	38,1	32,3	38	31	35	38,5	39

Source : Stations climatiques des Régions. M. d'Agriculture

Ce sont des données générales, moyennes de plusieurs années. Cependant, ces dernières années, depuis 1998, il y a eu des sécheresses très fortes dans la région, notamment à Sissian, où il y a eu des programmes d'aide internationale pour combattre cette situation ainsi que l'on peut le constater dans les rapports sur les catastrophes naturelles de la FAO<sup>13</sup>.

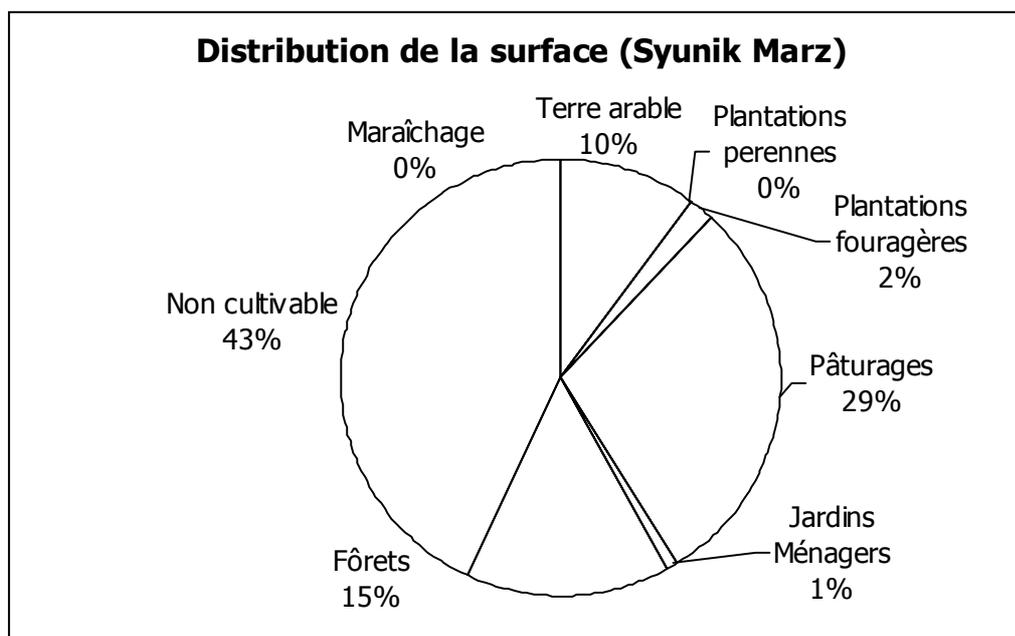
L'année 2 000, l'Union Européenne a dû redistribuer son aide pour palier les effets de la sécheresse. En plus, la distribution des pluies au long de l'année est assez concentrée dans l'hiver, surtout sous forme de neige (40% du total), et cette année 2 000, notamment à Sissian, on n'a pas reçu assez de pluie pour faire pousser les céréales de printemps.

## 3 - Le foncier

Le foncier à Syunik est d'utilisation agraire : 42%, (187.800 ha). Nous pouvons analyser la distribution de cette terre agricole dans le graphique ci-dessous.

<sup>13</sup> FAO/GIEWS - *Foodcrops & Shortages*. www.fao.org.

**Graphique 30: Distribution de la surface à Syunik marz**



Source: Ministère de l'Agriculture de la R.A., bureau Goris, 1999

Après la privatisation (février 1992) les commissions locales ont donné des certificats de droit d'usage de la terre aux fermes rurales. En 1999, les départements du Cadastre et de la Propriété de l'état ont fait des études sur la propriété de la terre pour pouvoir délivrer des certificats définitifs de propriété de la terre en 2001<sup>14</sup>.

#### **4 - L'agriculture**

La production agricole à Syunik *marz* comprend fondamentalement des céréales, du fourrage, des arbres fruitiers, des pommes de terre, de l'élevage et des poulaillers.

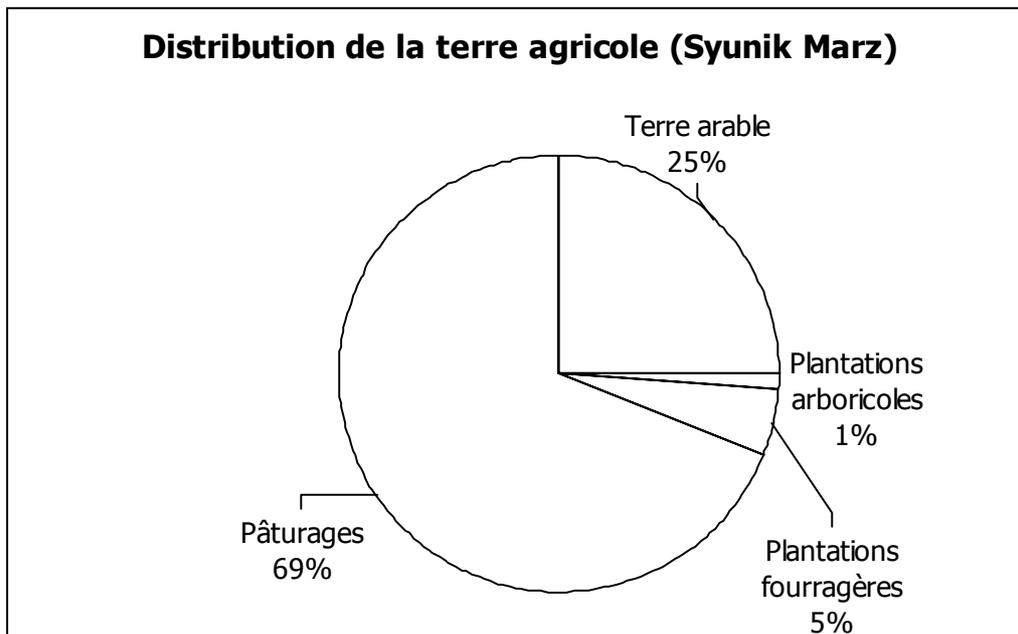
La surface irriguée est de 14 685 ha dont 10 454 ha arables, 3 023 ha de jardins et 1 208 ha d'arbres fruitiers. Il n'y a pas de pâturages ou de cultures fourragères irriguées.

Dans la pratique, 54,5% de la surface est irriguée (8 000 ha) dont 3 200 ha par systèmes mécaniques et 4 800 ha par gravité. Nous constatons que la dépendance énergétique de l'irrigation du *marz*, est d'autant plus grave que les fermiers ne peuvent plus payer le coût électrique des pompes.

La surface agricole est essentiellement occupée par les pâturages de montagne et les forêts, lesquels se trouvent à Goris et Kapan. La terre de production agricole ne représente plus que 15% du total, tel qu'on peut le voir dans le graphique ci-dessous.

<sup>14</sup> La situation est assez difficile pour les petits agriculteurs qui rendent les terres privatisées aux autorités locales parce qu'ils ne peuvent payer la rente foncière (le seul impôt sur l'agriculture qui reste actif). Le manque de ressources financières pour acheter les intrants, les mauvais résultats agricoles et le manque de marché ne leur permettent pas faire face à ces obligations qui, en plus, doivent être payés en argent, jamais en espèces.

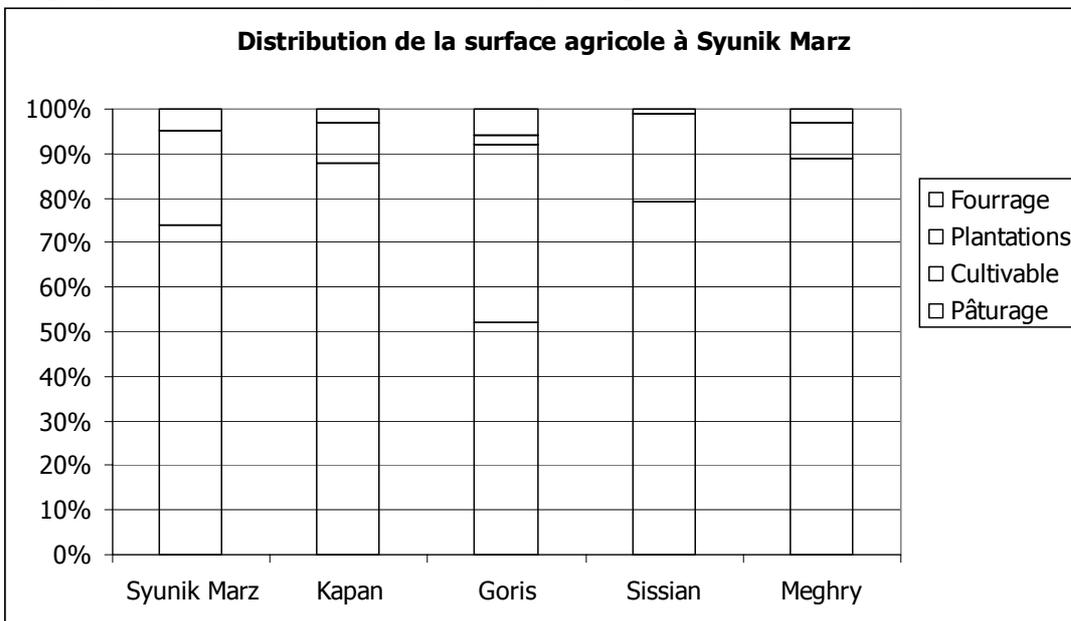
**Graphique 31 : Distribution de la terre agricole, Syunik Marz**



Source : Ministère de l'Agriculture, 1998

La distribution de la terre par districts nous donne une idée de l'économie agricole locale. Le district de Sissian, par exemple, base son agriculture sur le pâturage et la culture céréalière.

**Graphique 32: Distribution de la surface agricole parmi les districts de Syunik**



Source: Ministère d'Agriculture, 1998

La distribution des fermes dans la région a suivi les mêmes critères de privatisation que le reste du pays. Cependant, la surface moyenne par exploitation dépend de la surface disponible et du nombre de familles affectées. Ainsi, c'est dans le district de Sissian que l'on trouve les exploitations les plus grandes, même si elles sont, dans la plupart des cas, des exploitations de montagne ou sans irrigation.

**Tableau 33 : Distribution et nombre de fermes privatisées à Syunik Marz**

<b>District</b>	<b>Nbre fermes</b>	<b>Nbre moyen d'hectares</b>
Kapan	2.051	1,40
Goris	4.696	2,50
Sissian	4.811	3,50
Meghry	1.149	0,80
<b>Total</b>	<b>12.707</b>	<b>2,05</b>

Source : GTZ, 2000

### *A - Production agricole*

La production céréalière a baissé en 2000 à cause des difficultés du marché et de la sécheresse qui dure depuis 1998. Les agriculteurs ont semé 8 294 ha de blé d'hiver (45% moins que l'année 1999) et 9 236 ha de blé d'été (14% moins que l'année 1999). Toutes ces quantités sont très loin des chiffres de l'époque soviétique.

### *B - Les fermes étatiques*

Il y a 5 fermes étatiques à Syunik Marz spécialisées dans la production de semences céréalières. D'après les données officielles, elles ont travaillé 2 350 ha pour la production de semences de qualité en 1999. Et pourtant, il a été impossible de trouver un kilogramme de semence de blé dans le *marz* pour les bénéficiaires des programmes d'aide internationale. Il a fallu contacter des agents commerciaux en Russie pour pouvoir semer cette année. Il faudrait faire des enquêtes officielles auprès de ces fermes d'état et essayer de comprendre où vont les 2 796 tonnes de semence de qualité produite (ce qui permettrait de semer 9 321 ha de blé d'hiver et couvrir les besoins des autochtones).

### *C - Les fermes privatisées*

Les revenus des fermes privatisées à Syunik varient selon le type de production dominante. Ainsi, le district de Sissian a les recettes de production animale les plus élevées du *marz* car, comme nous l'avons vu plus haut, il est doté de davantage de pâturages. Il est intéressant d'observer cette comparaison entre les revenus annuels d'après des données recueillis par la GTZ (GTZ, 2000).

**Tableau 34 : Distribution des revenus annuels dans les fermes à Syunik *marz***

<b>Revenus annuels des fermes à Syunik <i>marz</i>.</b>				
	<b>Agriculture</b>		<b>Élevage</b>	
Kapan	70.000 AMD	\$130	70.000 AMD	\$130
Goris	125.000 AMD	\$231	175.000 AMD	\$324
Sissian	125.000 AMD	\$231	275.000 AMD	\$509
Meghry	125.000 AMD	\$231	80.000 AMD	\$148
<b>Moyenne</b>	<b>111.250 AMD</b>	<b>\$206</b>	<b>150.000 AMD</b>	<b>\$278</b>

NB: 1US\$= 540 AMD ;

Source : GTZ, 2000

Si l'on tient compte des données moyennes, chaque ferme reçoit 1,28 US\$ par jour. Nous constatons que cela ne couvre pas les besoins d'une famille moyenne (5 personnes) du *marz*. (Cela ne fait que 55% du Budget Minimale de Subsistance UNDP, 1999). Seulement 15% des fermes dans le *marz* peuvent vivre de l'agriculture selon les standards de l'UNDP.

### ***D - Les industries de transformation***

Les entreprises de transformation ne travaillent plus à 100 % de leur capacité productive. Les raisons principales en sont (1) l'absence des ressources financières, (2) de débouchés pour leurs produits, (3) de crédits à court terme pour le capital circulant et (4) le fait que les consommateurs n'ont pas d'argent liquide pour payer (GTZ, 2000). Dans le *marz*, il y a 11 centres de transformation des produits agricoles : 4 usines de fromage, 4 usines d'aliments en conserve, 1 centre de production de lait et 1 cave. Il y en a seulement 5 qui fonctionnent (dont 1 à Sissian) et le font entre 2 et 10% de leur capacité.

À part les usines déclarées, il y a des petits centres de transformation partout dans le *marz*. Presque toutes les maisons qui ont une brebis ou une vache, produisent leurs propres fromages. C'est aussi le cas de la conservation de fruits en vinaigre (tomates, oignons, cornichons) ou de la viande en sel. Il s'agit de produits pour l'autoconsommation pendant l'hiver et très rarement pour la vente. Cette situation fait que le marché pour ces produits est très réduit dans tout le *marz*.

### ***E - L'équipement***

La situation des équipements productifs est très précaire. La dernière rénovation a été faite avant l'indépendance (1991) et il n'y a plus d'argent pour y réinvestir. Même s'il existe un parc de machinerie important, la plupart ne peut plus fonctionner ou le fait de façon antiéconomique et il n'y a pas de marché ouvert pour les pièces des réparations.

### ***F - La formation***

La formation agricole des ruraux est très limitée. En 1999, il n'y a eu aucune initiative de formation des chefs de ménage ou des membres des fermes rurales, même s'il y a deux centres à cet effet à Goris. Dans l'année 2000, les seules initiatives ont été faites par les ONG internationales.

### ***G - Le crédit***

L'accès au *crédit* est réservé à une petite partie des fermiers parce que le taux d'intérêt est hors d'atteinte et il faut présenter des avals liquides très importants. Il y a une initiative internationale pour donner des micro crédits aux femmes rurales dans le *marz* menée avec succès par l'organisation *Save the Children*. D'après les informations des responsables de la Banque de Crédit Agricole Arménien (en relation avec le Crédit Agricole français), ils vont installer un bureau dans le *marz* pour faire des opérations de crédit, dans des conditions favorables aux agriculteurs, à partir de l'année 2001.

# Chapitre 2

## Problématique et hypothèses : une transition inachevée

*Dans ce chapitre, nous avons voulu souligner les constats les plus marquants de la zone d'étude, corroborés par des travaux et des études préexistantes. L'objectif est montrer les traits les plus importants du contexte rural dans la région sud de l'Arménie.*

Ainsi nous formulerons le problème le plus immédiat : la situation de la population par rapport à **la sécurité alimentaire**. Sont-ils encore dans une situation de famine comme dans les années qui suivirent la guerre ?

Ensuite, nous décrirons les problèmes de leur environnement : la **transition**, la **crise institutionnelle**, la **corruption** et le **chômage**. Comment affectent-ils le développement ?

Ces individus sont intégrés, économiquement et socialement, dans les **unités de production rurale**. Quelles transformations ont-elles subi ? Quelle structure ont-elles aujourd'hui ?

Puis nous nous poserons la question du rôle de l'aide internationale, un agent extérieur au milieu mais qui a une influence capitale.

Enfin, nous énoncerons les hypothèses de travail que nous avançons.

### I - Problématique

#### 1 - La sécurité alimentaire

Neuf ans après l'indépendance, la situation économique et sociale de la population s'est certainement améliorée après la guerre et pourtant elle reste loin de celle de l'époque soviétique<sup>15</sup>. D'après les données de Nations Unies (UNDP, 1999), 84% de la population rentrent dans les catégories des *pauvres* et *très pauvres*. Toutes ces familles ont un salaire moyen inférieur au budget minimal de subsistance, calculé spécialement pour l'Arménie. Cela nous montre bien que le gros de la nation n'est pas en conditions d'assurer - d'une façon soutenable et à tout moment- un accès physique et économique aux besoins basiques de consommation d'aliments. (Adaptation des définitions de FAO, 1983 ; World Bank, 1986 et WFP, 1989 recueillis dans l'analyse de Le Normand, 1995 sur la Sécurité Alimentaire).

Il faut bien remarquer que, tel que le décrit A. Sen<sup>16</sup>, la famine n'est pas seulement un problème de disponibilité physique de nourriture, mais de droit d'accès légal. Il s'agit d'avoir la possibilité d'utiliser les moyens de production, d'accéder au marché et aux crédits, etc. (Melmed-Danjak, J., 1998 ; Crowley, E., 1999 ; World Bank, 2000).

#### 2 - Une économie en transition

L'Arménie est un pays en transition<sup>17</sup> économique, politique et sociale. Après avoir vécu dans un système d'économie planifiée pendant 70 ans, lorsqu'elle était la République Socialiste Soviétique de l'Arménie, elle est rentrée brutalement dans le capitalisme ouvert du FMI.

Ce phénomène a provoqué beaucoup de publications autour du cas de la Russie, et pourtant c'est un

---

<sup>15</sup> La chute des salaires a été de 60% (1992), 42% (1993), 76% (1994). Les récupérations ultérieures n'ont pas atteint un cinquième des salaires de l'époque soviétique (Aghamian, L., 1996).

<sup>16</sup> Sen, A. (1981) *Ingredients of famine analysis: availability and entitlement*. Quarterly Journal of Economics, pp.433-464.

<sup>17</sup> Cf. une description plus précise du concept dans le chapitre de l'approche théorique.

problème qui affecte tous les pays de l'URSS et, à un niveau plus faible, les pays de l'Europe de l'Est. Leur dépendance des structures centralisées soviétiques leur a fait subir de plein fouet toutes les crises de la Russie.

La transition en Arménie a des caractéristiques différentes des autres pays des alentours. Sa faiblesse au début de la transition par les dégâts du tremblement de terre de 1988, la guerre contre l'Azerbaïdjan et la crise énergétique 1991-97 ont marqué fortement son histoire. L'embargo subi depuis 1994 qui a été levé par l'Iran en 1997 et qui continue aux frontières turques et azéries, n'ont pas favorisé sa récupération économique. Ceci est d'autant plus grave que la situation de guerre n'est pas encore finie - dernière preuve de violence à la frontière : le 14 Juin 1999 (RFE-RL, 1999 ; BHHRG, 1999<sup>18</sup>). Ces conflits longs et de basse intensité ont des effets très négatifs sur les possibilités de développement des sociétés<sup>19</sup>.

En ce qui concerne les aspects purement économiques, la taxation excessive, la législation instable, les limitations de commercialisation et la corruption ont mené à l'échec ces sociétés en transition, même lorsque les données macro-économiques étaient positives (Kauffman, D., 1997). La communauté internationale, consciente de cette situation, a mis en place, depuis 1994, des programmes de réforme structurelle qui continuent avec la reprise de réformes et la concession des nouveaux crédits à la fin de 1999.

### 3 - Les institutions

Pendant 70 ans, la population arménienne a créé - parfois avec la force, parfois grâce à une évolution naturelle dans un contexte précis - des normes et des organisations qui ont structuré son comportement social<sup>20</sup>. Ce sont des normes telles que le rejet de la religion, le mépris des systèmes capitalistes, le respect et parfois la crainte des membres du Parti Communiste, l'intérêt commun au dessus de l'individuel, le droit à un salaire, à un travail rémunéré, à une maison, à une protection sociale, à une éducation gratuite, la prohibition de se réunir et de donner son opinion, le manque d'attachement à la terre...et nous pourrions continuer la liste jusqu'à l'infini (ou presque).

Actuellement, on se heurte à un système de valeurs très différent - parfois opposé au précédent- autour duquel il faut bâtir des nouvelles normes et comportements. L'évolution de l'économie planifiée vers celle du marché ne veut pas dire seulement des nouvelles relations entre l'état et le marché, mais aussi la destruction de certaines structures et la construction d'autres nouvelles dans un environnement institutionnel effectif et nouveau (Noman, O., 1996). Ces *re-interprétations* des structures sociales sont parfois la source de survie pour les plus pauvres, parfois la source des inégalités effrayantes qui existent dans le pays.

### 4 - Le chômage

Le chômage est un aspect très controversé de l'économie arménienne. Les systèmes de mesure utilisés et le manque de statistiques actualisées font qu'aucune institution internationale ne croit aux données officielles. Les emplois du secteur public qui étaient de 60% du total en 1991, ne sont plus que de 30% en 1999. Cela ne veut pas dire que l'entreprise privée ait pu absorber tout ce capital humain.

Dans un pays où l'économie informelle produit plus de 40% du PIB, les chiffres officiels parlent de 11,6% de chômage. Les estimations de la Banque Mondiale haussent le chiffre à 32% et celles de Nations Unies à 40%. On se rend compte que si l'on rentre dans les régions les plus défavorisées, ces chiffres peuvent se multiplier par deux (tel est le cas de Syunik, avec 18% de chômage dans les chiffres officiels).

En plus, ce sont les individus, autant les réfugiés que les locaux, entre 16 et 24 ans, qui sont les "générateurs" de ces chiffres de chômage (UNHCR, 1999). La réalité est qu'il n'y a pas de travail et que les gens ont perdu l'espoir de revenir à une situation où on avait un travail salarié à vie.

<sup>18</sup> British Helsinki Human Rights Group (1999) *Human Rights Report*. British Helsinki Human Rights Group, www.bhhrg.org.

<sup>19</sup> Houghton, J. (1998) *The reconstruction of war torn economies*. Harvard Institute for Developing Countries, No. 23.

<sup>20</sup> Cf. le concept d'institution dans le chapitre "Approche théorique".

## 5 - La corruption

L'un des héritages du communisme a été la corruption généralisée et l'acceptation sociale de ces pratiques (**Kaufmann, D.**, 1997 ; 1997b) Plusieurs enquêtes menées par la BERD dans les pays de l'ex Union Soviétique montrent jusqu'à quel point il s'agit d'une condition inhérente à cette région. La consécration d'une affaire, l'obtention d'une licence, l'importation d'un produit, le transport des biens par les routes, l'enregistrement d'un bien ou d'une organisation, l'obtention d'un crédit, l'obtention d'un diplôme universitaire, se faire traiter par un chirurgien à temps, la solution à un conflit légal entre entreprises... toutes ces situations peuvent se régler avec un pot de vin qui est la plupart du temps obligatoire. Il y a même des classifications de corruption dans les pays de la CEI (**RFE-RL**, 1999) dans lesquelles l'Arménie arrive en 3<sup>ème</sup> position après la Russie et l'Azerbaïdjan. Cette situation est insoutenable si l'on veut la récupération économique de la population et non seulement d'une élite, toujours au pouvoir.

## 6 - L'aide au développement

L'Arménie est un pays favorisé par l'aide internationale depuis son indépendance. Premièrement, pour se reconstruire après les dégâts du tremblement de terre en 1988 – dont on peut encore voir les effets-ensuite pour assister les réfugiés de la guerre du Nagorno Karabakh et enfin pour soutenir les conditions générales de la population après l'effondrement de l'Union Soviétique - notamment après la crise du rouble en 1998.

Cette aide, que l'on chiffre à 800 mille millions USD, pourrait se classer selon les agents en quatre grandes formes.

Premièrement, il y a les grands projets internationaux de reconstruction et développement, (BM, FMI, BERD, Conseil de l'Europe, UNHCR, UNDP, PAM, FAO), ces projets peuvent être menés par eux-mêmes ou sous-traités avec des ONG locales ou étrangères.

Deuxièmement, il y a les traités bilatéraux avec des pays, notamment les Etats-Unis (Département d'Etat, *United States Department of Agriculture*) et des pays européens (France, Grande Bretagne, Suisse, Allemagne). Ils font des programmes de développement sur le terrain et aussi d'aide à la restructuration de l'état et du marché.

Troisièmement, il y a des projets menés par des ONG (internationales et locales), seules ou en association, plus au niveau du terrain. Ces programmes sont financés principalement par l'Union Européenne (qui est de moins en moins intéressée) et par le gouvernement des Etats-Unis.

Enfin, il y a les projets financés par la diaspora arménienne, notamment celle résidant aux Etats-Unis. Leurs projets tendent à se centrer sur la reconstruction du Haut Karabakh, territoire occupé par l'Arménie lors de la guerre contre l'Azerbaïdjan. Cette zone, en tant que non reconnue par la communauté internationale, reçoit peu de financement extérieur autre que celui de la diaspora.

A part ces quatre groupes, nous n'avons pas constaté de programmes financés par les fonds propres des ONG en Arménie.

La mise en place de tout cet argent n'a pas été si efficace que prévu. Il y a des signes de détournement de fonds, d'échec des projets et de manque de coordination dans les actions. Les efforts de Nations Unies pour organiser et aider à la durabilité des programmes n'aboutissent pas à une action conjointe. Cette situation devient pire du fait que les ONG doivent concourir pour les mêmes financements et donc la coopération, même si elle existe, n'est pas une coopération institutionnalisée et dépend beaucoup de la volonté des responsables. En plus, les financements annuels proposés par les bailleurs de fonds n'encouragent pas (1) la connaissance des populations locales par les agents de l'aide et *vice versa*, (2) le ciblage correct des bénéficiaires et (3) le suivi des programmes lorsqu'ils sont cédés aux bénéficiaires.

## 7 - Les unités de production rurale

Après l'effondrement de l'URSS, l'une des premières mesures du gouvernement de Ter Petrossian a été la privatisation du foncier. Cette privatisation<sup>21</sup>, la première dans toute l'Union Soviétique, mena à la destruction de la plupart des unités de production soviétiques : le kolkhoze et le sovkhoe. L'évolution suivie par le capital foncier, moyens de production et capital humain employés dans ces structures est encore inachevée.

Dans la région d'étude, nous constatons trois types d'unités de production rurale<sup>22</sup>. Il y a celles des chefs des kolkhozes et sovkhoe locaux qui sont marchandes et industrialisées - qu'elles soient privatisées ou non, -celles qui viennent de la structure coopérative et celles qui sont familiales.

**Tableau 350 : Caractéristiques des Grandes Exploitations Marchandes. (Elaboration propre)**

<b>Grandes Exploitations Marchandes</b>	
Taille	<b>Taille</b> grande de l'unité.
Composition	Ce sont des kolkhozes et sovkhoe privatisés complètement ou partiellement.
Production/ Transformation	Intégration complète. Il s'agit des exploitations d'élevage laitier pour l'obtention du lait et dérivés ou bien des exploitations céréalières qui transforment pour l'obtention de la farine. Normalement elles ne font qu'une activité. Maintenant elles ne travaillent qu'à 20% de leur capacité.
Mécanisation	Elles font une production <b>mécanisée</b> .
Marché	Se caractérisent par leur <b>intégration</b> dans le <b>marché</b> grâce aux réseaux de contacts dans les structures officielles et d'achat et de vente.
Main-d'œuvre	La <b>main-d'œuvre</b> est salariée.
Propriété	Les <b>propriétaires</b> sont, soit l'état, soit des anciens directeurs de l'exploitation ou des membres importants du Parti Communiste dans la région <sup>23</sup> .
Fournisseurs	L'utilisation des réseaux de <b>fournisseurs</b> de l'époque soviétique.
Intrants	Elles utilisent des <b>intrants</b> et des produits de qualité.
Privatisation	Elles ont bénéficié d'une façon prioritaire des <b>privatisations</b> des moyens de production et des capitaux. <sup>24</sup>
Production	Elles ont leur propre <b>production</b> et achètent aussi la production d'autres fermiers. Le résultat de la transformation est consacré à la vente.
Légalisation	Ce sont des entreprises.
L'informel	L'activité est menée en partie dans le formel et en partie dans l'informel.
Spécificité	Nous avons voulu garder ensemble ces deux types d'exploitation - étatique et privée – provenant des Kolkhozes et des Sovkhoe. Le fonctionnement, encore précaire, est très semblable. Elles fonctionnent comme des fermes capitalistes et n'apportent pas beaucoup d'emplois à la communauté.

<sup>21</sup> Cf. le chapitre sur la transition dans l'approche théorique pour une description plus approfondie.

<sup>22</sup> D'après les travaux de de Roos, A., 1996; ACF, 1998; UNDP 1999; GTZ, 2000; et de l'auteur de la thèse.

<sup>23</sup> Dans les cas des exploitations marchandes et des exploitations coopératives, les réseaux de contacts des directeurs et/ou propriétaires sont fondamentaux pour la réussite des entreprises. Cependant il y a un travail sur la privatisation en milieu rural chinois qui démontre que leur avantage en Capital Humain (formation) est plus important que leur Capital Social pour cette réussite. Nee, V. (1991) *Social Inequalities in reforming state socialism*. *American Sociological Review*, Vol. 56, pp.267-282.

<sup>24</sup> Cf. le chapitre sur la transition dans l'approche théorique pour une description plus approfondie.

**Tableau 11 : Caractéristiques des Grandes exploitations coopératives**

<b>Grandes exploitations coopératives :</b>	
Taille	<b>Taille</b> grande de l'unité.
Composition	Elles sont composées par l'addition des <b>propriétés</b> de plusieurs fermiers qui ont décidé à mettre en commun les biens obtenus par la privatisation.
Production/ Transformation	L'intégration de production et transformation est faible mais c'est une de leurs priorités.
Mécanisation	Elles font une production <b>mécanisée</b> .
Marché	Leur <b>intégration</b> dans le <b>marché</b> est faible et elles font souvent appel aux Organisations Internationales pour résoudre leurs problèmes financiers (les O.I. sont souvent prêtes à financer tout ce qui porte le nom "coopératif" ou "ONG locale").
Main-d'œuvre	La main-d'œuvre est souvent salariée, mais dans d'autres cas, les coopérateurs travaillent pour l'obtention de la production. Le travail non salarié en fonction des résultats n'est pas encore généralisé.
Propriété	C'est la propriété des coopérateurs.
Fournisseurs	Elles utilisent les réseaux de fournisseurs apportés par le directeur de la coopérative.
Intrants	Elles utilisent des intrants et des produits de qualité dans la mesure des résultats de l'année précédente, c'est à dire le minimum.
Privatisation	Elles ont été favorisées dans la privatisation grâce à que leurs directeurs sont souvent des membres influents de la société.
Production	Elles font des activités agricoles et d'élevage.
Légalisation	Ce n'est que dans le dernier temps que ces organisations commencent à se formaliser en tant qu'Organisations Non Gouvernementales ou Association de Producteurs Agricoles.
L'informel	Leurs récits économiques ne sont pas positifs et font une partie ou toute leur production dans l'informel.
Spécificité	Les participants dans les coopératives gardent pour eux un lopin de terre pour la production vivrière et l'autoconsommation. L'élection de la direction des unités suit un processus démocratique, mais l'expérience nous montre que ce sont des membres importants de l'ancien système qui sont élus par des règles pas toujours comprises par les fermiers. Les règles de fonctionnement ne sont pas toujours claires et les directeurs y restent depuis leur création. Elles se confondent souvent avec le concept de communauté municipale et ce sont presque tous les villageois qui y participent et le directeur du groupement est souvent le maire.

Elaboration propre.

**Tableau 12 : Caractéristiques des Petites exploitations familiales**

<b>Petites Exploitations Familiales</b>	
Taille	Il s'agit des exploitations de petite <b>taille</b> .
Composition	Ce sont des unités de surface moyenne de 1,35ha (2,05 ha à Syunik Marz et 3,55 à Sissian). Pour la plupart, il ne s'agit pas des terres irriguées, mais cela dépend beaucoup de l'emplacement du village.
Intégration Production/ Transformation	Il n'existe pas de transformation pour la vente, cependant il est très normal que dans toutes les maisons il y ait une production de fromage pour l'autoconsommation.
Mécanisation	Elles n'ont pas eu accès à d'autres moyens de production, tels que <b>machinerie</b> , bâtiments, unités de transformation, etc.
Marché	La production est consacrée pour une partie à l'autoconsommation, une autre partie au troc et lorsque cela est possible, une autre est consacrée à la vente.
Main-d'œuvre	La <b>main-d'œuvre</b> , d'origine familiale, n'est pas salariée.
Propriété	La propriété est familiale, le chef de ménage prend les décisions.
Fournisseurs	Elles n'ont pas accès aux intrants. Parfois les exploitants achètent des semences produites par les grandes exploitations locales (type A ou B décrites plus haut).
Intrants	L'utilisation d'intrants et de semences de qualité est très limitée sinon nulle.
Privatisation	Le capital se réduit au foncier obtenu au moment de la privatisation.
Production	La structure de la production est majoritairement la polyculture/élevage. Cependant il y a des villages qui, à cause des conditions écologiques, ne peuvent pas cultiver certains produits.
Légalisation	Elles n'ont aucun format légal en tant qu'unités de production.
L'informel	Toute activité (production, troc ou vente) reste dans l'informel.
Spécificité	Les familles gardent les lopins de terre à côté de la maison provenant de l'époque soviétique.

Elaboration propre

Ce sont les petites exploitations familiales de subsistance qui vont faire l'objet de notre étude. Ces unités, composées de retraités et de familles avec des enfants, ont été les plus affectés par les crises de transition (Lanjouw, P., 1998).

## II - Hypothèses

Les questions auxquelles nous essayons de répondre et les constats que nous avons décrits, nous amènent à proposer les hypothèses suivantes.

- La population Arménienne se trouve dans une situation de risque de sécurité alimentaire. Le sud qui a été plus touché par la crise, qui est enclavé et qui ne fait pas partie du marché débutant, est incapable de s'assurer, de façon constante, l'accès aux besoins alimentaires.
- La transition, fortement aggravée par la guerre et le blocus ultérieur ainsi que par la corruption héritée de l'ancien régime, a eu des effets très négatifs sur la population, comme le chômage ou les crises monétaires récurrentes. Cependant, elle a amené une démocratie débutante qui, malgré tous ces défauts, est un commencement de changement.
- Les unités de production rurales, les plus touchées par les crises, doivent réagir et inventer des stratégies de survie. Nos hypothèses sur leurs stratégies sont (i) socialement, nous pensons que leur réaction est le repli sur la **famille** ; (ii) économiquement, ils vont faire valoir le travail de la **terre** comme seule ressource et utiliser des stratégies alternatives au marché : l'économie informelle et les réseaux de solidarité.

- Dans cette conjoncture, l'aide humanitaire sert de moyen d'intégration pour les plus démunis ainsi que d'appui à la restructuration générale du pays.

## Conclusion de la première partie

Avant d'analyser la zone d'étude, nous avons tout d'abord étudié le pays : l'Arménie. Ceci était nécessaire car la méconnaissance de l'Arménie et des pays ex-soviétiques en général, est réelle. Historiquement, l'Arménie a été un pays conflictuel, toujours préoccupée d'éviter l'occupation de cette enclave stratégique. C'est une nation qui a été formée dans l'exil et c'est dans l'exil qu'elle trouve sa force. Les Arméniens sont toujours très attachés à leur langue et à leur alphabet parce que c'est leur signe d'unité, du sud de l'Afrique à Los Angeles ou Buenos Aires. L'avenir du pays est toujours fortement marqué par sa relation avec la Russie, avant par la force, aujourd'hui par l'intérêt économique et politique. Maintenant elle se débat entre l'Europe et les *lobbies* américains d'un côté et la Russie de l'autre. Pour l'instant, elle joue sur les deux tableaux, mais on ne sait pas combien de temps elle va pouvoir le faire.

Pendant ces années de communisme, l'Arménie faisait partie intégrante du réseau productif soviétique. Il y avait des industries très puissantes et exigeantes en énergie qui, lorsque les liens inter-républiques se sont cassés, n'ont pas pu continuer à fonctionner. Le système d'interdépendance productif était très utile pour les objectifs politiques de Moscou, mais très peu pour l'économie des républiques impliquées. En conséquence, il y a très peu d'industries en pied et celles qui fonctionnent bien sont à capital étranger.

L'agriculture a été aussi déstructurée que l'industrie, pour différentes raisons. Le système de production collective s'est effondré lors de la privatisation foncière. La transformation des produits agricoles s'est fortement réduite et, seulement maintenant, le secteur semble recommencer à revivre dans les régions les plus riches de la vallée de l'Ararat. En général, l'agriculture collective de production et de distribution s'est transformée en agriculture individuelle de petites unités d'exploitation familiales tournées vers l'autoconsommation et la survie.

Le monde rural arménien a servi comme régulation pour la population de sorte que, dans les pires moments de crise, les ruraux arrivaient à survivre mieux grâce à l'accès à la terre, mais lorsque les capitaux commencent à rentrer dans le pays, ils ont du mal à en profiter. Le premier signe de l'indépendance pour eux a été la privatisation de la terre. Malgré quelques erreurs, elle a eu du succès (c'est la plus rapide de toute l'URSS) et elle a donné aux ruraux l'opportunité de recommencer leur vie. Et pourtant, ce succès n'a pas été accompagné par des mesures politiques qui leur auraient rendu la vie plus facile, telles qu'une privatisation des équipements dans des conditions égalitaires, un système de crédit adapté à leur besoins, un fonctionnariat compétent et honnête et une stabilité politique et judiciaire qui assureraient la croissance du pays.

La structure des exploitations se partage entre l'ancien système collectif et l'individualisme. D'un côté, les fermes privatisées – de très petites de taille - se sont penchées sur l'autoconsommation et de l'autre, quelques *kolkhozes* et *sovkhoses* en fonctionnement, aux mains de l'état, de grands propriétaires ou de coopératives, qui essaient de jouer la carte du marché. Mais ces derniers sont très peu nombreux et n'arrivent pas à s'en sortir. La population se rend compte de plus en plus de la nécessité de se regrouper pour entamer des activités productives, ce qui est la tendance dans les régions les plus riches du centre et du nord. Il y a aussi dans ces régions les exploitations dépendantes des unités de transformation, normalement sous capital étranger, qui font des productions horticoles et des fruits pour les conserves, du tabac ou de l'orge pour la production de bière. En tout cas, les régions du sud n'y participent pas. Elles sont trop éloignées, les conditions des communications qui sont trop mauvaises – il y a également les "impôts" irréguliers qu'il faut payer pour transporter des marchandises par route - et le climat ne laisse pas trop d'options pour le développement.

Le district de Sissian en particulier est formé par des unités de production très petites et les quelques unités de production et de transformation de grande taille, ne travaillent qu'à 20% maximum de leur capacité. La surface moyenne est un peu plus élevée que dans le reste du pays, mais ce sont encore des unités petites (3,22 ha). Les cultures en place sont essentiellement des céréales et des pâturages de montagne. Dans les zones dans lesquelles l'irrigation fonctionne encore, il y a une production horticole, mais à petite échelle. Une des cultures les plus importantes est la pomme de terre, source de calories et pièce d'échange pour les locaux sur le marché.

Le lopin de terre à côté de la maison reste très important dans les ménages, car il est souvent irrigué et est

la source des produits horticoles et fruitiers pour l'unité pendant toute l'année.

L'Arménie est un pays, tel que nous l'avons vu dans le premier chapitre, qui se trouve au milieu des forces internationales, au milieu des chemins entre l'Asie et l'Europe. L'Arménie est un pays pauvre en ressources économiques et en conséquence, très dépendant de son entourage. L'indépendance de l'URSS leur a donné certes la possibilité de choisir leur propre avenir, ce qui est un signe clair de développement ; cependant, les caractéristiques spécifiques de ce pays - des pays ex-soviétiques en général - a tourné l'indépendance en crise totale. Les conflits ethniques longtemps réprimés se sont déclenchés même avant septembre 1991 et ont débouché à une guerre entre voisins produisant de dizaines de milliers de morts, de centaines de milliers de réfugiés, un blocus international, une crise économique énorme et un conflit diplomatique sur un territoire occupé qui n'est pas encore résolu.

Les conséquences sur la population ont été diverses. D'abord la famine : il y a une population sensible à toutes les crises et incapable de surmonter une sécheresse ou une chute de la monnaie. Le chômage est aussi un problème généralisé. Malgré les manœuvres du gouvernement pour masquer les chiffres, le fait est que la population ne peut pas travailler et, lors qu'ils travaillent, ils le font très souvent dans le secteur informel.

La crise n'a pas touché seulement les secteurs économiques, mais aussi le secteur social. Le système de valeurs, les institutions, les normes, tous ont été bouleversés par la chute de l'empire soviétique. Les individus ne trouvent plus des références autour d'eux et les organismes officiels sont dans la même situation. L'état est en régression et le marché prend sa place. Le fonctionnement de ce marché est trop vicié par un système de fonctionnaires corrompus et il n'est ouvert que pour les élites.

Dans cet état de choses, deux solutions à la crise du monde rural apparaissent. La première, à court terme, est l'Aide internationale, formée par des grandes organisations internationales et des ONG étrangères et locales, qui offrent un appui - le plus souvent économique et toujours suspect d'être manipulé par l'état -, qui risque de rendre dépendants les bénéficiaires. La deuxième solution peut se trouver chez les ruraux eux-mêmes, que nous avons représentés par les unités de production rurale qui peuvent, une fois restructurées, servir de moyen de développement.

## Deuxième partie

# Syunik, entre la sécurité alimentaire et le développement

Nous avons étudié la situation générale de l'Arménie rurale. Cependant, nous percevons qu'il y a des concepts encore trop obscurs autour de cette société :

- les implications économiques, politiques et sociales de la transition,
- les idées d'institution et de capital social, fondamentales pour la compréhension de la restructuration sociale dans la transition,
- l'aide humanitaire, pour mieux connaître les types d'aide, les motivations des bailleurs de fond, des agents sur le terrain et des bénéficiaires et les possibles implications de cette aide,
- l'unité d'exploitation rurale familiale pour essayer de cerner les unités existantes à Syunik,
- dans les sociétés méditerranéennes, l'économie informelle est une réalité manifeste et pourtant le secteur informel en Arménie a des particularités provenant de leur passé soviétique et des crises subies pendant les dix dernières années que nous voudrions saisir.

D'après ces études théoriques, nous analyserons les données que nous avons pu recueillir pendant notre temps de travail. Cette information provient des enquêtes menées par des organisations internationales d'aide humanitaire et par nous-mêmes. Nous avons voulu, avec ces données, donner une réponse à la problématique posée dans la première partie de la thèse.

# Chapitre 3

## Approche théorique, analyse des concepts autour de la transition arménienne

Une fois l'objet de notre étude défini, il nous faut clarifier certains concepts que nous utiliserons par la suite dans l'analyse du sujet et dans la rédaction des conclusions. Ce n'est pas l'objet de cette thèse de faire un développement complet de toutes ces notions mais pour encadrer l'analyse, nous avons eu besoin de les approfondir. Sur chaque concept, nous avons voulu dans la mesure de nos possibilités faire le point. Et à la fin de la thèse, nous appliquerons ces concepts à notre étude.

Ce chapitre compte six points. Dans les quatre premiers, nous avons voulu étudier les concepts que nous avons utilisés dans la problématique d'étude. Nous n'avons pas voulu nous limiter à une description superficielle. Les deux derniers points portent sur deux concepts qui font partie de la vie quotidienne de l'Arménie dont nous ne connaissons pas les fondements théoriques.

- ❑ la transition
- ❑ les Institutions
- ❑ l'aide au développement
- ❑ les Unités de production rurale
- ❑ le capital social
- ❑ l'économie informelle

### **I - Évolution à partir de l'économie planifiée : la transition**

#### **1 - Qu'est-ce que la période de transition ?**

C'est le moment pendant lequel des transformations politiques, structurales et institutionnelles ont lieu, l'objectif de cette période étant l'émergence d'une société démocratique avec des relations de marché.

L'Arménie entra dans cette phase en 1990-91, lorsque le premier gouvernement non communiste est en place et lors de la désintégration de l'URSS. Cette période, même si n'est pas le seul facteur, est un changement du totalitarisme à la démocratie. En Arménie, on est encore dans ce processus, c'est-à-dire dans une situation ambiguë de démocratie avec des traces de totalitarisme.

#### **2 - Les conditions initiales : un pays ex-soviétique en guerre**

Il y a plusieurs études de cas qui nous ont aidé à comprendre les processus de transition dans les économies planifiées : Stern, N., 1998, pour des processus de transition généraux, Ronnas, P. & Orlova, N., 1999, pour la transition en Moldavie, Garton, T., 1999, en Pologne et Lindbeck, A., 1998, en Suède<sup>25</sup>. L'Arménie se trouva face à plusieurs défis au début des années 90 :

- construire un état démocratique indépendant,

---

<sup>25</sup> Garton, T. (1999) *La batalla de la libertad en Europa del Este. El País*, 6 noviembre.

Lindbeck, A. (1998) *Swedish lessons for post-socialist countries. Institute International Economics Studies*, Stockholm, paper. 645.

Ronnas, P.; Orlova, N. (1999) *The Devastating Cost of an Inadequate Transformation in Moldova. SSE/EFI Paper Series in Economics and Finance*, No. 325.

- former une société civile libre,
- créer un système économique orienté vers le marché et intégré dans l'économie globale.

Pour affronter ces défis, il y avait une situation très spéciale en Arménie, d'une part, elle est semblable aux autres républiques de l'ancienne Union Soviétique, et d'autre part, elle s'avère être très spécifique du pays caucasien.

#### ▪ *A - Conditions communes aux anciennes républiques socialistes soviétiques*

**Institutions de l'état** : lors de l'indépendance, il fallait créer de toutes nouvelles institutions pour la république, telles que l'armée (même si pour l'instant elle reste comme avant), les banques (même si elles sont sous le pouvoir des politiciens), le système d'impôts et de douanes – (toujours à créer des lois pour éviter la corruption), etc.

**La crise de l'URSS** : la rupture de l'empire créa une situation économique et politique très instable. Le vide du pouvoir, très tôt rempli par les ressortissants de l'ancien Parti Communiste de la République Socialiste Soviétique de l'Arménie (PCRSSA), mena à une situation de crise pas très bien gérée par les responsables du pays.

**La politique post soviétique** : l'ordre incorrect des réformes lors de l'indépendance (UNDP, 1999) mena à une crise économique très grave à la suite de laquelle, au lieu de s'attaquer aux causes de la crise, on essaya de masquer les conséquences. La libéralisation des prix eut lieu avant l'élimination des monopoles de l'état qui déstructura plus que reforma le système existant. Cette libéralisation des prix dans une situation de monopole et de déficit de biens, mena à une augmentation très forte des prix et de l'inflation.

Les matières premières et l'essence n'étaient plus subventionnés, donc l'industrie de transformation n'était plus rentable. Les produits étrangers, désormais dans les marchés locaux, chassaient la production arménienne hors du marché. Les industries subissaient une augmentation très forte des coûts de production dans un premier temps, puis un manque de paiement des produits délivrés car les acheteurs n'avaient plus d'argent liquide ou ils préféraient les produits étrangers.

Toutes les entreprises, grandes et petites, étaient au bord de la faillite. Tous ceux qui prônaient que la *main invisible* d'Adam Smith allait régler la situation en créant un système stable automatiquement, se trompaient car en Arménie, il n'y avait pas d'institutions supportant et garantissant ce type de système. Les contre-mesures, telle que la réforme fiscale, toujours pas finie, et la réduction du stock monétaire, ont aidé à réduire l'inflation, tout en isolant l'Arménie des marchés extérieurs et en réduisant les prestations sociales. (cf. Frydman, R. et col., 1997 pour la privatisation dans les processus de transition ; Cheterian, V., 1998 pour le cas de la Russie et Meloyan, S. and Nichols, J., 1996 pour le cas de l'Arménie).

**La zone rouble** : les réformes en Russie et la forte crise économique au début des années 90 entraînaient toutes les républiques jusqu'au 1993, lorsque la zone rouble unifiée est éliminée. Même à nos jours, la crise du rouble de 1998 affecta terriblement les ménages arméniens déjà faibles, ce qui montre jusqu'à quel point le pays appartient encore à cet *empire-monde*.

**Ressources financières** : le manque de financement interne rendait plus difficile la création d'un état indépendant de l'argent extérieur et la mise en place des réformes institutionnelles.

**Infrastructures** : pendant presque 71 ans (1920-1991) l'organisation de l'Arménie se faisait de Moscou et à partir de 1922 par le Soviet Central. Dès 1991, les matières premières, la distribution, le commerce extérieur, les réinvestissements et les infrastructures n'étaient plus contrôlés par le pouvoir central. Il fallait donc créer des institutions capables de le faire au niveau local (cf. **Raiser, 1997** les différentes approches de l'URSS et de la Chine au niveau de la distribution de pouvoir local).

**Dépendance des autres Républiques** : l'érosion des relations avec des autres républiques sur lesquelles l'Arménie basait son économie, mena à l'effondrement de son système productif. Cette situation

d'interdépendance est commune à presque toutes les républiques – ce n'est pas exactement le cas des pays comme les républiques baltiques de Lettonie, Estonie et Lituanie - ce qui rendait plus difficile l'indépendance et donc plus facile leur contrôle par Moscou.

○ **B - Conditions particulières de l'Arménie**

**Crise énergétique** : dès 1991 jusqu'à la fin de 1997, la crise énergétique traversa l'Arménie, qui n'avait d'électricité que pendant quelques heures par jour. Les conséquences pour la santé, le développement de l'industrie et l'attraction des investissements extérieurs furent néfastes. C'est le cas, de nos jours, de la Géorgie voisine. Dans tous les deux pays, l'opinion publique et celle de la presse s'accordent à dire que la situation, bien qu'elle ait été provoquée par un manque d'énergie, a été soutenue artificiellement par des hommes politiques qui contrôlaient le marché du kérosène<sup>26</sup>.

**Blocage du transport** : les mauvaises conditions de communication dans toutes les républiques étaient aggravées par le fait du blocage total fait par la Turquie, l'Azerbaïdjan, l'Iran et partiellement fait par la Géorgie. Actuellement, l'Iran et la Géorgie sont les seuls à ouvrir leurs frontières, fondamentalement pour vendre leurs produits et récupérer les restes de l'industrie arménienne vendus au poids.

**Conflit du Karabakh** : le conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a marqué l'évolution des deux pays pendant la transition et la marque encore, car le conflit n'est pas du tout fini ; les dépenses en défense sont encore très fortes ; les relations avec la Turquie, alliée de l'Azerbaïdjan, sont presque inexistantes, les investissements étrangers sont limités, l'aide internationale est aussi limitée tandis que l'Arménie n'applique pas le mandat de l'ONU de 1996 pour se retirer du Karabakh, etc.

### **3 - La transition politique : un choix de transformation rattachée aux anciennes structures**

Dans le volet politique, il y a un point d'inflexion lors de la signature de la Constitution en 1995, raison pour laquelle nous avons pris cette date comme référence.

**Période 1991-1994.** A cette époque, c'était le Mouvement National Arménien (MNA) qui détenait le pouvoir. Les réformes faites pour la création d'un nouvel état étaient faibles. Il y avait l'idée qu'il ne fallait pas créer une nouvelle constitution, mais travailler sur les lois de la RSS d'Arménie et les modifier peu à peu.

A cette époque, des lois de l'entreprise, de la propriété privée, de la privatisation de la terre, de la presse, des élections, des organisations politiques et les premières versions des lois fiscales sont rédigées. La plupart des prix des biens et des services sont libéralisés en 1992, et pourtant certains restent subventionnés : le pain, le transport publique et le ramassage d'ordures.

Il y a d'autres prix, non subventionnés mais administrés<sup>27</sup> comme le téléphone, l'eau, le chauffage ou le gaz (là où il fonctionne encore). La figure du Président, même si contestée, était une garantie pour la stabilité du pays.

**Période 1995-1999.** C'est le moment de la création de la nouvelle constitution de l'Arménie. La politique, à partir de ce moment-là, vise plusieurs objectifs :

Formation de groupes de pouvoir selon les résultats électoraux. Les élections ont été acceptées par les observateurs internationaux même s'ils ont observé de fortes irrégularités ; la presse et les parties d'opposition manquent de confiance dans le processus démocratique.

Séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

---

<sup>26</sup> Très récemment, on a appris que l'actuel directeur de l'organisme de gestion de l'aide au développement, Ministre de l'Energie à cette époque, s'est enrichi par la vente d'électricité à la Géorgie tandis que la population arménienne n'en avait pas. (RFE-RL, 2000)

<sup>27</sup> Ce sont des services fournis par des entreprises appartenant totalement ou partiellement à l'état.

Changement du rôle de l'état : d'administrateur il devient régulateur. Ceci entraîne le transfert du processus productif aux mains privées.

Protections des droits de l'homme et des libertés. Le système légal existe, mais il faut du temps pour le mettre complètement en place.

Réforme du système légal. Les nouveaux codes ont été créés, mais il faut aussi du temps pour qu'ils soient appliqués correctement.

Réforme de l'administration. La simplification des procédures administratives et la création d'une administration locale effective est en marche.

D'après ces données, on pourrait dire que la situation politique est dans le bon chemin. Et pourtant, le 28 octobre 1999, un essai de coup d'état eut lieu dans le parlement d'Erevan avec le résultat de l'assassinat du premier ministre, du président du parlement et six autres députés.

Dans cette tragédie, la participation du président dans la planification de cet acte est suspectée. De plus, le président est aussi dans la cible de l'opinion publique depuis les assassinats de certains politiciens et hommes d'affaires pendant l'époque où il était premier ministre. Voici un exemple : au mois de mai 2000, le président a destitué le Premier Ministre et le commandant en chef de l'armée sans donner aucune explication à la population.

La confiance des citoyens dans les institutions par la plupart corrompues, est très faible. Les possibilités pour un individu qui n'a pas un *protecteur* d'entreprendre une initiative sont très faibles. Les pots de vin sont quotidiens, (dans la police et les ministères). Les citoyens se sont habitués à cette situation et c'est très difficile de changer l'institution informelle de la corruption<sup>28</sup>.

#### 4 - La transition économique : ouverture au marché dans le blocus

Si l'on regarde les indicateurs économiques, on peut dire que depuis 1993 l'économie avance. Cependant, cette vision est assez partielle, car après 6 ans de croissance continue, le pays n'atteint que 41% du PIB de 1989. Même si l'économie croissait au rythme de la Chine des années 90, on aurait besoin de 20 ans pour retrouver la situation économique de 1989. Ce qui est peu probable.

On va maintenant étudier quelques aspects de l'économie de la transition.

##### oA - Évolution des indices économiques

Après le déclin des années 1990-93, les politiques monétaires et fiscales mises en place par le gouvernement en 1994 ont eu comme résultat une réduction de l'inflation, une croissance du PIB, une stabilisation des taux de change et une réduction du déficit national. On peut voir la comparaison des indices entre 1994 et 1998 :

**Tableau 363 : Évolution des indices économiques entre 1994 et 1998**

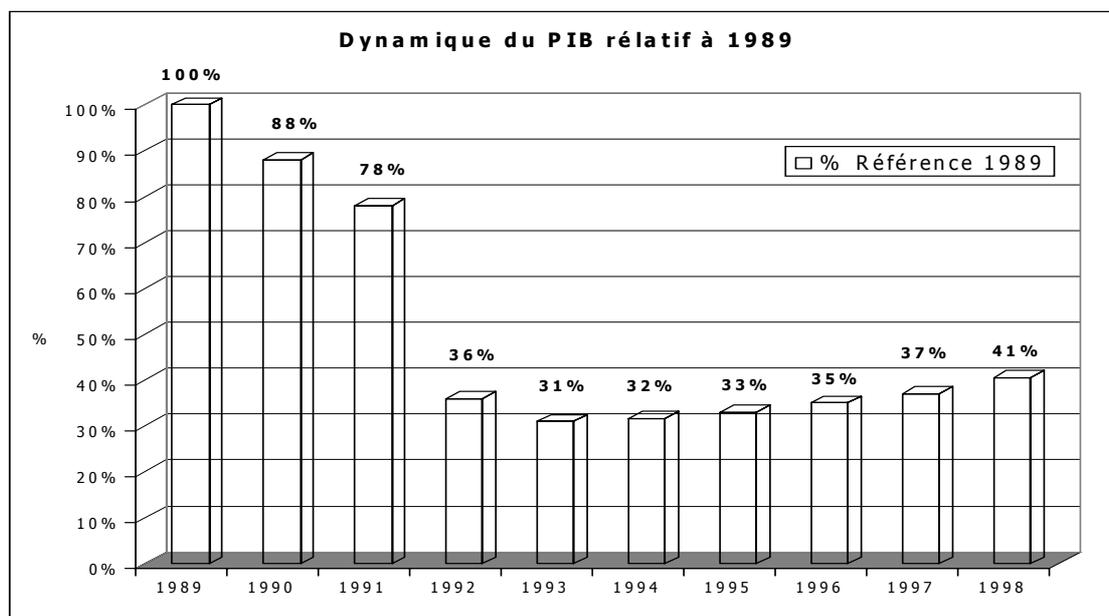
	Croissance PIB (%)	Inflation (%)	Déficit budgétaire (%)
1994	5,3	1885	10,5
1998	6,7	8,7	3,2

Source : UNDP, 1999.

Même si les graphiques parlent d'une bonne évolution, il faut signaler qu'un tiers de la croissance est fait sur des crédits étrangers et que la situation finale en 1998 est seulement 41% de celle de 1989.

<sup>28</sup> Cf. le cas de la Suède et comment ils ont réussi à éviter la corruption dans Lindbeck, A. (1998) *Swedish lessons for post-socialist countries*. Institute International Economics Studies, Stockholm, paper. 645., cf. aussi une étude très intéressante sur la corruption dans les républiques ex soviétiques et sur les réformes dans les institutions dans Raiser, M. 1997.

**Graphique 8: Dynamique du PIB relatif à 1989**



Source : UNDP, 1999

#### ○ *B - L'impact de la Russie*

Après l'indépendance politique de l'URSS, la dépendance économique continue. La crise financière de la Russie en 1998 mena à la faillite de nombreuses entreprises arméniennes et à l'arrêt d'une bonne partie des exportations. Maintenant, avec les taux d'échange avec le dollar américain assez haut, on trouve les conditions idéales pour l'importation et pour la *dollarisation* de l'économie. Les lois qui empêchent les paiements en dollars n'ont pas tellement d'effets et on peut payer en dollar partout en Arménie.

#### *C - Dette extérieure*

La dette extérieure (800 millions USD, soit 29% PIB d'après le FMI) a augmenté de 567% après 1993 de sorte que 20 % du budget national est consacré à son paiement. Ces chiffres représentent deux fois la quantité allouée à la santé et l'éducation en 1998. Pendant cette période de 1993-98, on constate l'arrivée de 1 250 millions de dollars en forme de crédits et 800 en forme d'aide humanitaire.

#### *D - Achèvements*

- Amélioration des conditions générales de vie. Nous pouvons citer la récupération de la distribution d'énergie, création d'un réseau de commerces locaux privés et la fin du déficit des produits dans les marchés (notamment dû aux produits étrangers).
  - Augmentation des relations commerciales et soulagement du blocage international.
  - Création de 850 entreprises mixtes arméniennes - étrangères.
  - Tendance à l'augmentation des investissements dans l'industrie et la création d'emploi.
  - Développement du système productif, dans l'énergie, la communication, les routes et l'irrigation.
  - Établissement des règles pour l'économie de marché : banques, crédits, système d'impôts, etc.
- Il faut bien remarquer que ces achèvements de la transition ont pu être accomplis grâce aux politiques de

gouvernements, mais aussi grâce à l'aide des fondations étrangères (800 Mn USD), par les crédits étrangers (1250 Mn USD) et par les aides envoyés par les familles qui ont abandonné l'Arménie (850 Mn USD –*estimation NU*).

#### ○E - *Faillites*

- ❑ La privatisation des entreprises industrielles n'a pas été le succès attendu. En 1999, 70% d'elles ne produisent pas de profit ou sont au bord de la banqueroute.
- ❑ La façon dont le budget de l'état est manipulé et la privatisation à tout coût sans tenir compte de l'avenir de l'entreprise -et donc des travailleurs- ont érodé le concept de propriété privée. L'état et le gouvernement sont encore des institutions au dessus des lois.
- ❑ Le système économique arménien, qui était autrefois industriel, est basé sur le commerce et la circulation de biens et capitaux, avec un secteur productif à petite échelle.
- ❑ La dette extérieure est devenue très importante. L'état arménien doit chercher des nouveaux crédits pour payer le service de la dette.
- ❑ Le contrôle des indices est une fin en soi. Les citoyens n'ont pas d'argent pour faire bouger l'économie et le troc est complètement généralisé. La concurrence n'existe pas car les monopoles dominent le marché.
- ❑ Dans une situation d'entrée de capitaux depuis 5 ans, la distribution des richesses est très inégale et les différences sociales augmentent de plus en plus. Les dépenses en santé et en éducation sont en régression.
- ❑ La gestion du budget est défectueuse, si l'on tient compte de la mauvaise distribution des dépenses, la faible efficacité des investissements de l'état et le fait que plus de 40% du PIB est produit par l'économie informelle –*estimation UN*.
- ❑ Les gouvernements locaux n'ont pas l'autonomie légale et économique pour devenir efficaces. En plus, le gouvernement central a le pouvoir de démissionner sans consulter tous les représentants élus des communautés locales, ce qui n'encourage pas leur indépendance.
- ❑ La corruption est enracinée dans l'état arménien. Une des principales raisons peut être les salaires très bas des fonctionnaires. Il y a aussi l'acceptation sociale de cette attitude et même la compréhension. Cette défaillance se perpétue et obscurcit les accomplissements économiques et démocratiques de la société.
- ❑ La tension politique du pays continue. Le conflit du Karabakh est loin d'être fermé et les conséquences sociales (réfugiés et déplacés) et économiques (blocage, manque de routes commerciales, ...) sont notables. La situation interne n'est pas meilleure, l'assassinat du Premier Ministre et de 7 autres membres du parlement en Octobre 1999, l'instabilité chronique du président et les relations conflictuelles avec la République auto-proclamée du Haut Karabakh ne sont pas des garanties pour un avenir libre de problèmes. À titre d'exemple, nous prenons l'attentat contre la vie du Premier Ministre du Karabakh au mois d'Avril 2000.

Il est difficile d'évaluer les efforts d'un pays pour changer un système économique – *imposé de l'extérieur par la force* - par un autre, différent – *imposé aussi de l'extérieur par les circonstances*. Néanmoins, le bilan n'est pas du tout positif. Le manque de confiance dans les institutions ne laisse pas de doutes. Les gouverneurs actuels tirent leur pouvoir, le plus souvent, de l'époque de la guerre, la corruption est très généralisée et l'économie reste très informelle : ce cadre ne donne pas l'image d'un état stable et capable d'assurer à ses citoyens les conditions nécessaires pour développer une vie en liberté au-delà de la survie.

## 5 - La transition sociale. Sur la polarisation et la pauvreté

Les réformes initiales menées en Arménie ont eu des conséquences dévastatrices dans la plupart de la population. Le chômage, la pauvreté, la polarisation de la population et l'émigration massive en sont quelques exemples.

Après l'indépendance, l'épargne est complètement dépréciée à cause de l'énorme inflation. La consommation chute dix fois dans une période très courte. À ce moment-là, où le salaire *per capita* était de 5 USD par mois et tous les acquis sociaux de l'époque soviétique sont perdus, nous nous trouvons face à une société détruite. De plus, le processus de privatisation est mené d'une façon très inégale pour la majorité des Arméniens. Le principe de la privatisation était la distribution égalitaire des biens de l'état.

Et pourtant, la population qui venait de perdre toute son épargne, n'avait qu'à vendre les titres de propriété au marché noir et rester aussi pauvre qu'avant. Seuls 10% des Arméniens ont exercé leur droit à la privatisation sur les entreprises étatiques, ce qui n'est pas un succès.

Du côté de l'état, ce processus était aussi une débâcle. Personne ne demandait aux acheteurs aucune garantie ou une étude de viabilité ; en conséquence, les faillites ont été la règle générale. Les revenus de l'état ont été dix fois moindre que prévu.

En ce qui concerne d'autres aspects sociaux, la couverture médicale gratuite est presque complètement éliminée. La situation de l'éducation n'est pas mieux : presque la moitié des jeunes entre 15 et 19 ans ne se rendent pas dans des institutions de formation (UNHCR, 1999). Ceci est très grave pour un pays qui, traditionnellement, comptait le capital humain parmi ses atouts.

### A - La situation démographique

La population arménienne a diminué de 18% pendant les 10 dernières années. Même si les enquêtes officielles parlent de 3,82 millions de personnes habitant en Arménie, les données de l'UN parlent de 3,1 millions. Cette catastrophe démographique est plus grave que beaucoup de guerres de ce siècle en Europe. Les données non officielles parlent de l'émigration de 22% de la population. À peu près 1,1 million de personnes ont quitté l'Arménie dans cette période, 82% d'entre elles en âge de travailler.

### B - La polarisation de la société

Une façon de connaître la stratification d'une société peut se faire par son niveau de consommation. À cet égard, les NU a créé un index de Budget Minimal de Subsistance (BMS), qui en 1999 était de 66 US\$, dont 47% (31 US\$) consacrés à l'alimentation. L'étude de l'évolution de cet index nous montre comment la population est passé de conditions plus qu'acceptables à l'état de pauvreté.

**Tableau 14 : Budget minimal de subsistance**

	1988	1993	1998
BMS en US\$ (% en alimentation)	55 US\$ (55%)	55 US\$ (55%)	66 US\$ (47%)
Consommation réelle (% en alimentation)	81 US\$ (47%)	13 US\$ (87%)	25 US\$ (72%)
Pourcentage du BMS réellement consommé.	<b>147%</b>	<b>24%</b>	<b>38%</b>

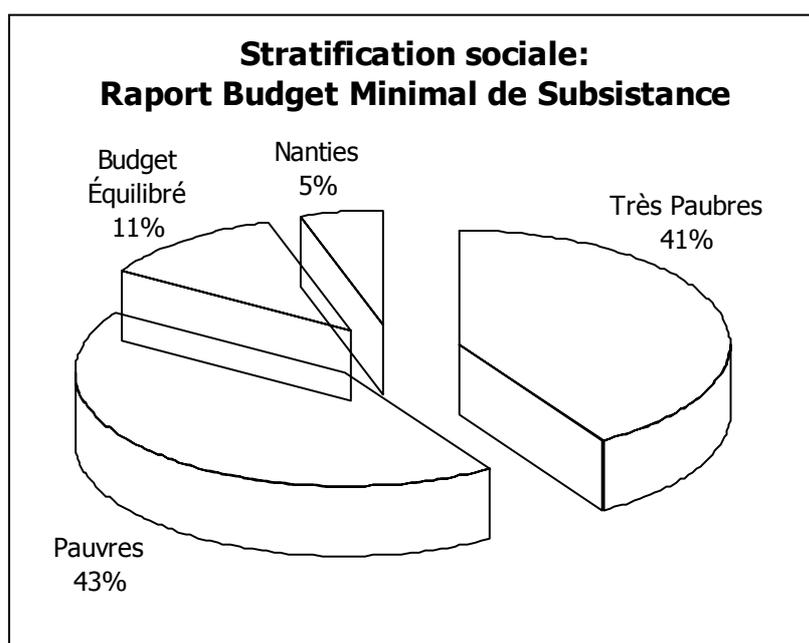
Source : UN, 1999.

Cependant, ce n'est pas toute la population qui habite dans ces conditions-là. Il y a des données qui reflètent la réalité des salaires. Ainsi, le salaire moyen est de 17 USD dans le secteur officiel et les pensions moyennes sont de 8 USD (Aghamian, L., 1996).

La distribution relative à sa capacité de consommation nous fait un portrait plus réel de la société. Il y a quatre groupes sociaux :

- **Très Pauvres** : familles aux revenus inférieurs au panier d'alimentation du BMS (31 USD).  
Salaire Moyen : 17USD
- **Pauvres** : familles aux revenus inférieurs au BMS (66 USD).  
Salaire Moyen : 34USD
- **Budget équilibré** : familles aux revenus supérieurs au BMS (66 USD).  
Salaire Moyen : 70USD
- **Nanties** : familles aux revenus très supérieurs au BMS (66 USD).  
Salaire Moyen : 350USD

**Graphique 9: Distribution sociale par rapport à la consommation des ménages**



Source: UNDP, 1999.

### *C - La structure du marché du travail*

Le marché du travail en Arménie est assez particulier. La croissance de la force de travail après 1990 a été la moitié de la moyenne mondiale. En plus, il y a eu une évolution très forte dans la structure des employeurs car en 1991, 30% des travailleurs étaient dans le secteur privé et 60% dans le public, tandis qu'en 1998, 60% étaient dans le privé et 30% dans le public. Parmi les filières, ce sont l'industrie et la construction qui ont perdu le plus grand nombre d'effectifs, gagnés, pour la plupart, par l'agriculture et par le commerce. L'agriculture a été une assurance de vie dans le milieu rural (Aghamian, L., 1996) tandis que la situation a été plus difficile dans le milieu urbain, beaucoup plus dépendant des salaires.

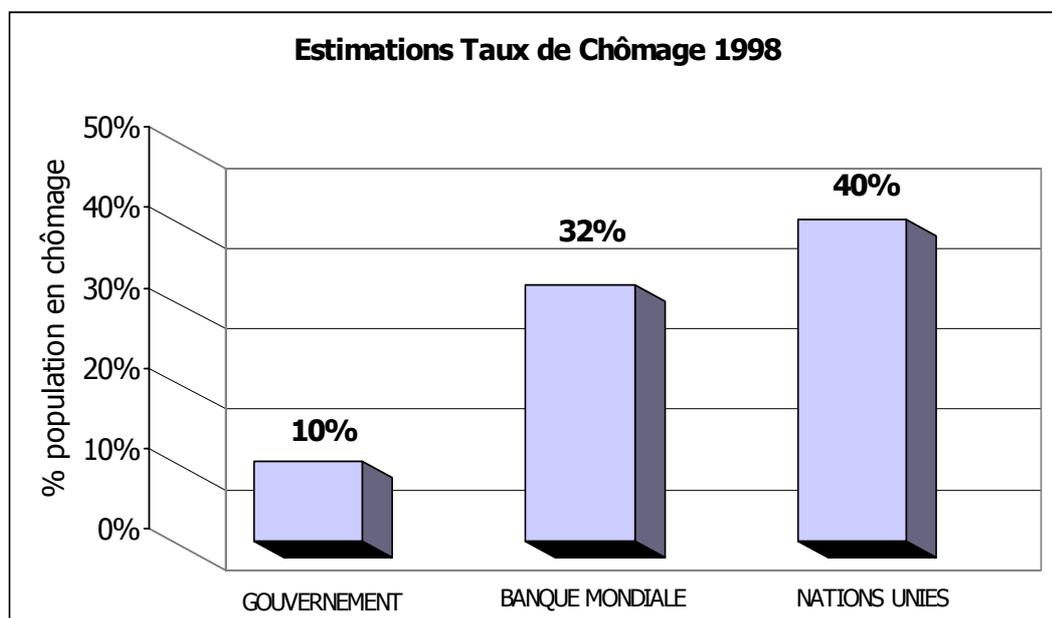
En tout cas, ces chiffres n'arrivent pas à expliquer l'emploi informel. Les chiffres UN parlent de 18% de la population active. Mais ceci n'explique pas que la même source dise que ce secteur informel soit producteur de 50% du PIB. De plus, les chiffres officiels désignent un taux de chômage relatif aux chômeurs enregistrés.

Dans des conditions où les prestations sociales sont presque inexistantes, les employeurs ne sont pas capables de payer les impôts sur le revenu de leurs travailleurs et lorsque c'est aux travailleurs de régler par eux-mêmes leur situation fiscale, tous les agents impliqués préfèrent épargner 33% d'impôts. En plus de toutes ces conditions, il faut signaler qu'une bonne partie des entreprises n'est pas enregistrée donc elles ne permettent pas à leurs employés de déclarer leurs salaires. On trouve toujours le cas, surtout dans

l'agriculture, où les salaires sont payés en espèces, au moment de la récolte.

Les taux de chômage seraient les suivants :

**Graphique 10: Estimations du taux de chômage d'après différentes sources**



Source : UNDP, 1999

#### ***D - Réformes sociales***

L'ensemble des affaires sociales, c'est-à-dire, sécurité sociale, éducation, santé, science, culture et sport, est un des volets qui ont le plus souffert dans la transition.

Par exemple, les dépenses en santé publique en 1998 étaient de 7 USD *per capita*, ce qui veut dire 1,4% du PIB, tandis que la moyenne *mondiale* est de 3,2%. Le système médical est développé selon les règles du marché, ce qui a pour effet une régulation de l'état plus faible et une assistance médicale très pauvre pour la plupart de la population.

En ce qui concerne l'éducation, la situation est semblable à la santé car le budget est de 2,1% du PIB (moins de la moitié de la moyenne mondiale, 5,2%) ce qui fait un total de 9 USD *per capita* en 1998. La politique du gouvernement veut continuer cette tendance, car le budget pour les affaires sociales a diminué en 1999 de 0,2% par rapport à l'année précédente.

#### ***E - Évolution de la pauvreté***

La pauvreté, comprise comme l'absence de choix et d'opportunités d'assurer des conditions de vie dignes (UN *Human Development Report*), est un phénomène assez nouveau en Arménie et pourtant très fort. Pendant l'époque soviétique, les démunis avaient accès aux bénéfices sociaux.

La période de 1988 à 1991 a été marquée par le tremblement de terre de 1988. Le flux de déplacés était énorme et la destruction des infrastructures très notable. Encore aujourd'hui, lorsqu'on passe par la zone du tremblement de terre, on voit que les constructions ne sont pas finies et qu'il y a des familles qui vivent dans des containers.

Alors que la population n'avait pas encore récupéré de la catastrophe, le conflit du Karabakh commença. L'état a dû faire face à la gestion de plus de 300 000 réfugiés sans aide extérieure. Etant donné que la priorité de l'état était la guerre, les conditions de vie de cette population déplacée étaient lamentables jusqu'à l'arrivée de l'aide humanitaire.

Lorsque il y avait la guerre, l'inflation a augmenté de 100 % à 1000 % en juin 1992. Ceci a eu pour conséquence que tout l'argent en banques n'avait plus de valeur. Soudan, 97% de population était au dessous du seuil de pauvreté. Ce fut le moment de la plus grande migration, malgré la guerre qui rendait la fuite difficile.

Le dernière période de l'histoire actuelle de l'Arménie est une période de croissance. Cette amélioration lente a fait diminuer le taux de pauvreté jusqu'à 57% de la population dans la dernière enquête de 1996. A ce moment, la distribution de la richesse était déjà très inégale et on est arrivé à une situation où il n'y avait de croissance que pour une très petite partie de la société. Ainsi, ce sont les intellectuels, les professeurs (l'ancienne *intelligentsia*) qui se trouvent maintenant dans une situation de pauvreté, plus ou moins digne, tandis que ce sont les groupes accrochés au pouvoir qui profitent de l'instabilité (UNDP, 1999).

Pour essayer d'encadrer la pauvreté, nous avons fait appel aux index internationaux. Aux N.U., ils ont créé l'Index de Développement Humain (HDI), qui nous permet de faire une étude relative de l'évolution des pays par rapport aux autres. D'abord, nous pouvons remarquer que la position actuelle de l'Arménie par rapport aux voisins est notable, même si la rente *per capita* n'est pas trop forte.

**Tableau 15 : Index de Développement Humain 1997**

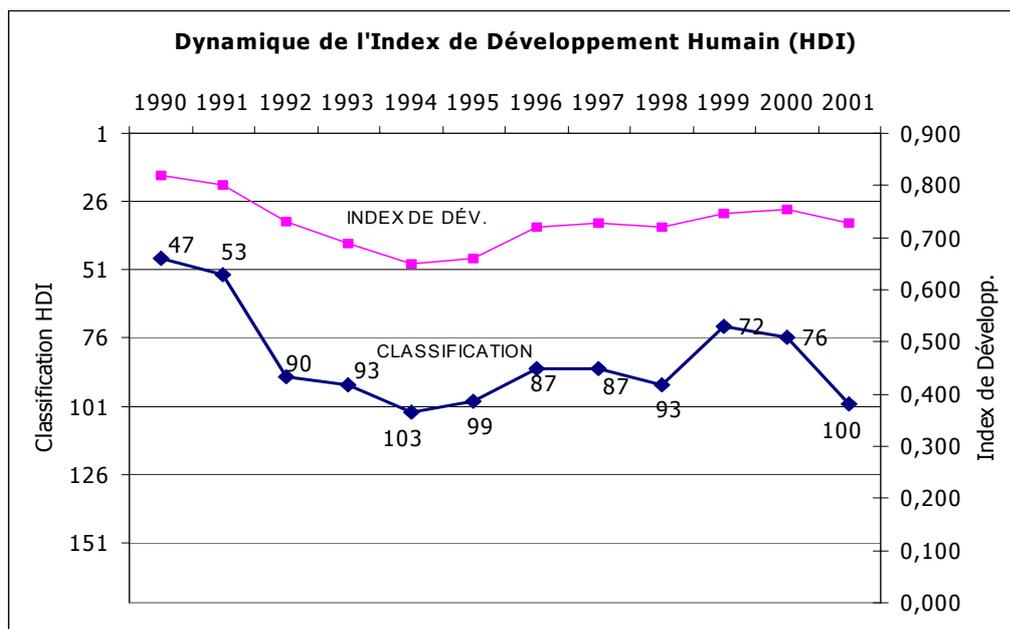
Classification HID de l'Arménie					
	Classification HDI	Espérance de vie	Alphabétisation	PIB per cap. USD	Valeur HID
	Dévelop. haut	77	98,3	21647	0,904
1	Canada	79	99	22480	0,932
4	Japon	80	99	24070	0,924
14	Allemagne	77,2	99	21260	0,906
27	Grèce	78,1	96,6	12769	0,867
44	Pologne	72,5	99	6520	0,802
	Dévelop. moyen	66,6	75,9	3327	0,662
47	Hongrie	70,9	99	7200	0,795
60	Biélorussie	68	99	4850	0,763
71	Féd. Russe	66,6	99	4370	0,747
85	Géorgie	72,7	99	1960	0,729
86	Turquie	69	83,2	6350	0,728
<b>87</b>	<b>Arménie</b>	<b>70,5</b>	<b>98,8</b>	<b>2360</b>	<b>0,728</b>
91	Ukraine	68,8	99	2190	0,721
95	Iran	69	73,3	5817	0,715
103	Azerbaïdjan	69,9	96,3	1550	0,695
	Dévelop. bas	50,6	48,5	982	0,416
142	Soudan	55	53,3	1560	0,475
150	Bangladesh	58,1	38,9	1050	0,44
174	Sierra Leone	37,2	33,3	410	0,254

D'après *Human Development Report*. Oxford University Press, New York, 1999.

Source : adapté du *Human Development Report*, 1999

Cette position 87 est tout à fait nouvelle, car l'Arménie était dans le groupe de tête lorsqu'elle était RSS de l'Arménie. C'est intéressant de voir comment un index qui rassemble des concepts comme l'éducation, le respect pour les femmes, la santé publique a pu désigner l'évolution de l'Arménie dans cette transition.

**Graphique 11: Évolution de la classification de l'Arménie par rapport à l'HDI sur un total de 173 États**



Source : UNDP, 2003

Il faut signaler que, ce que nous pourrions appeler « mentalité » ou produit de 70 ans d'occupation soviétique, n'est pas la meilleure base pour survivre dans la société arménienne de nos jours. Il y a encore un sentiment de déception face à l'économie de marché dans les anciennes générations, c'est-à-dire, presque tous ceux qui ont travaillé dans l'époque soviétique, avaient un salaire, une maison, pouvaient acheter à crédit et pouvaient amener leurs familles en vacances tous les ans.

La situation de manque de confiance dans les institutions, de corruption totale, de manque d'emploi et de sécurité, d'un avenir assez obscur pour les jeunes, tout cela n'aide pas à changer cette mentalité. Dans une enquête menée par un journal national (*Golos Armenii daily*, 02/26/00 cité par *Radio Free Europe*) la plupart (53%) de la population veut partir d'Arménie et parmi ceux qui veulent rester (40%), seuls 23% (9,2% du total) sont motivés par l'envie de faire progresser leur pays.

## II - Les Institutions

Nous avons voulu ajouter l'aspect social pour enrichir notre approche du sujet de la thèse. C'est pour cela que nous allons traiter le concept d'institution, clé pour la compréhension des stratégies des ménages ruraux.

La première définition est l'officielle (*Encyclopaedia Universalis*, 1996), qui nous donne une vision très générale du concept. Les institutions sont l'ensemble de lois qui régissent une cité : la manière dont les pouvoirs publics et privés s'y trouvent répartis, les sanctions et les ressources qui mettent en œuvre leur exercice régulier.

Ce sont des manières *collectives* d'agir et de penser (Durkheim). Une institution est une combinaison ou une configuration de modèles de comportement partagés par une pluralité et centrés sur la satisfaction d'un besoin fondamental du groupe (Salinas, J.L., 1984). Ainsi l'exprime Foulique<sup>29</sup>, l'institution provient des exigences d'une collectivité et doit durer aussi longtemps que ces exigences. Les pratiques sociales développées en réponse à des problèmes particuliers se pérennisent comme règles spécifiques (Cox, 1986) dans un processus d'institutionnalisation.

<sup>29</sup> Foulique, P. (1978), Vocabulaire des sciences sociales. Paris : PUF.

Il y a des auteurs qui les définissent comme des *concepts abstraits* tels que formes juridiques, conventions ou coutumes, ensemble complexe de valeurs, de normes et d'usages partagés (Boudon, 1989 ; Chevalier, 1981<sup>30</sup>). Cependant, il y en a d'autres (Parsons, 1951) qui les définissent comme des *activités* régies par des anticipations établies et réciproques entre les acteurs entrant en interaction.

Bien qu'elles soient des produits de l'action humaine, les auteurs soulignent la condition *impersonnelle* - en dehors des individus- des institutions, dont le développement dépend du renoncement des acteurs à profiter, dans le court terme, des avantages que peut leur procurer leur rôle momentané. En principe, ces structures d'ordre supérieur aux individus assurent la *cohésion sociale* et réalisent l'intégration (Chevalier, 1981). Et pourtant il y a des institutions basées sur le principe d'exclusion (castes, quelques confréries, etc.) car c'est dans l'exclusivité qu'ils trouvent le profit.

*Économiquement*, il s'agit de conduites, d'activités privées ou collectives, de manières de faire, de penser et de percevoir qui présentent une grande stabilité sans être pour autant immuables (Corei, 1995<sup>31</sup>). Ainsi que l'exprime North (**North, D.**, 1995<sup>32</sup>), ce sont des règles du jeu dans une société, formée par des règles formelles, informelles et par les normes d'application de toutes les deux. Salinas apporte un sens économique aux institutions en disant qu'elles sont en charge du règlement de l'accès des individus aux ressources rares et sont donc une articulation dans le fonctionnement de la société, dans ses luttes et conflits. Il nous semble évident que, dans cette tâche de distribution des ressources, les normes et institutions ne sont pas toujours dans l'intérêt de la majorité et encore moins de celui des plus démunis.

D'après nous, le concept le plus complet et valide pour notre recherche est celui proposé par Appendini et col. (**Appendini, K.**, 1999) comme adaptation du travail de Scott<sup>33</sup> :

Ce sont des structures cognitives, normatives et régulatrices qui modèlent et donnent une signification au comportement social. Les institutions sont prolongées par la culture, la routine et d'autres structures. Ce sont des institutions qui regroupent les relations de production, les divisions sociales, les formes de gouvernance, etc.

### III - L'aide au développement

Lors de l'analyse du contexte arménien, nous devons constater la présence des organisations internationales d'aide, qu'elles soient publiques ou privées, internationales ou d'un seul pays<sup>34</sup>. Ces organisations sont porteuses de somme d'argent très importante. Face à un transfert d'argent de ces caractéristiques, nous croyons que même si ce n'est pas l'objectif de cette thèse, il faut identifier succinctement ce qu'est l'aide et quelles sont les motivations des bailleurs de fond et des bénéficiaires.

#### 1 - Définition d'aide internationale

Il y a plusieurs définitions, mais nous avons trouvé très précise celle de Todaro (**Todaro, M.P.**, 1989) :

L'aide internationale est constitué de toute donation et/ou concession de crédits - **en argent ou en espèce** - qui a pour objet le transfert de ressources des pays développés vers les PVD, sur une base de développement ou de distribution des revenus.

Il y a quelques nuances que nous voudrions faire sur cette définition :

<sup>30</sup> Boudon, R. et col. (1989) : Dictionnaire de la Sociologie. Paris : Larousse. ; Chevalier, J. (1996) Institutions politiques. Paris : LGDJ.

<sup>31</sup> Corei, T. (1995) L'économie institutionnaliste : les fondateurs. Paris : Economica.

<sup>32</sup> North, D. (1995) *The new institutional economics and third world development*. London, Routledge.

<sup>33</sup> Scott, W. (1995) *Institutions and Organisations*. Thousand Oaks, CA, Sage.

<sup>34</sup> Nous avons décrit, dans le chapitre de la problématique de la thèse, les différents types d'organisations internationales opérant en Arménie.

- Elle n'est pas seulement publique - unilatérale ou multilatérale- mais de plus en plus, elle peut provenir des donateurs indépendants et privés. Il ne faut pas donc spécifier le type d'origine du transfert, seulement qu'il vient d'un pays développé.
- Très souvent, il n'y a que les dons inclus dans les estimations d'aide. Les tarifs préférentiels sont un gain aussi pour les pays en développement.
- Lorsque l'on définit l'objet du transfert, (a) il ne doit pas être commercial du point de vue du donateur, (2) dans le cas des crédits, les taux d'intérêt doivent être plus favorables que ceux du marché et (3) lorsqu'on dit développement, cela n'inclut point l'aide militaire.
- Il y a aussi l'aide en forme de formation ou d'organisation, qui ne prévoit pas forcément des transferts économiques directs et pourtant elle a besoin de financement pour se mettre en place. Ces investissements en capital humain et social forment, à notre avis, une partie importante de l'aide internationale.

Même sur la base de ces précisions, l'aide peut être soumise à discussion car la direction de l'aide par exemple, ne va pas toujours vers les pays les plus nécessiteux. Ainsi, seulement 46% de l'aide bilatérale de développement est consacrée aux 46 pays les plus pauvres. La plupart de l'aide est basée sur des considérations politiques, militaires ou économiques. Ainsi que le dit Zeluik<sup>35</sup> en référence à l'aide des États-Unis, l'aide est une combinaison de considérations de sécurité nationale, d'intérêt économique propre et de préoccupations humanitaires.

## 2 - Les motivations des bailleurs de fond

Les pays donateurs accordent des aides parce que c'est dans leurs intérêts politiques, stratégiques et/ou économiques de le faire.

**Motivations politiques** : l'objet de l'aide varie selon les intérêts politiques des donateurs, pas selon les variations des besoins des bénéficiaires. Dans ce sens, l'intérêt international varie de plus en plus avec les tendances des médias : c'est *l'effet CNN*<sup>36</sup>. Il faudrait donc identifier qui dirige les programmes des grands médias ce qui est loin des objectifs de cette thèse.

**Motivations économiques** : les pays donateurs visent en principe le développement des économies qu'ils aident en augmentant leur capacité de production, l'efficacité dans l'utilisation des moyens de production, etc. Cependant, les pays bénéficiaires ont très peu à dire sur ces questions-là et ce sont les pays donateurs qui décident quelle est l'aide que les PVD vont utiliser d'une façon productive (*aid absorption*).

La tendance actuelle est à l'augmentation des crédits par rapport aux dons<sup>37</sup> et la conditionnalité de l'aide. L'aide peut être conditionnée par :

- ❑ **source** : l'aide doit être dépensée dans des biens ou des services du pays donateur ; elle est parfois reliée au développement de ses entreprises installées dans la zone. Ce type de conditionnalité se limite à l'aide dérivant des traités bilatéraux et n'affecte pas à l'aide provenant des Organisations Internationales ou des fonds propres des ONG.

<sup>35</sup> Zeluik, K. A.; Ruttan, V. W. (1996) *Assisting the former soviet empire: an example of the foreign aid crisis*. University of Minnesota, Department of Applied Economics, Working paper No. 96-1

<sup>36</sup> Voyons l'exemple de l'attention internationale sur les 10 kidnappés à l'île de Jolo (Philippines) tandis qu'il y avait des centaines de milliers de réfugiés une centaine de kilomètres plus au nord dans le même pays ; ou le cas d'Angola par rapport au Kosovo hyper-médiatique, etc.

<sup>37</sup> L'idée, de plus en plus généralisée tant dans les Organisations Internationales que dans les ONG, est qu'il ne faut pas faire ce qu'ils peuvent faire par eux-mêmes, que les dons ne servent qu'à créer une dépendance vis-à-vis de l'aide –ce que nous avons constaté en Azerbaïdjan- et une conscience de leur impuissance.

- ❑ **projet** : l'aide ne peut être dépensée que dans un certain type de projet désigné par le pays donateur. C'est le cas de la plupart des projets des Organisations Internationales.
- ❑ dans les deux cas, la valeur de l'aide se réduit parce que si les biens à fournir et/ou le type de projet sont obligatoires, c'est parce que ces biens ne sont pas les plus compétitifs du marché et parce que le projet n'est pas prioritaire pour les bénéficiaires.

### 3 - L'action des ONG

L'introduction d'un acteur au milieu du transfert peut varier le mécanisme de l'aide. Normalement, ce sont les organismes officiels qui ont de l'argent. Cependant, l'utilisation des fonds propres par les ONG les plus puissantes est un phénomène croissant. En tant qu'institutions, elles sont toujours soumises à des processus de décision, des pressions et des stratégies qui font que leur choix est biaisé. Néanmoins, la majorité d'entre elles est censée consacrer leurs ressources aux besoins des populations avec qui elles travaillent.

Elles ont aussi le pouvoir, en tant qu'agents sur le terrain, de choisir le type de bailleur de fond en fonction de leur mandat, le type de conditionnement de l'aide imposé, etc. Ce choix ferait que les projets mal adaptés ne soient pas appliqués en réalité. Cependant, une grande partie du financement des programmes est consacrée à financer la structure de l'organisation de sorte que seulement les plus grandes ONG peuvent rejeter des programmes par des principes moraux et donc ne servent pas comme filtre des stratégies gouvernementales<sup>38</sup>.

### 4 - Les motivations des bénéficiaires

Il y a fondamentalement quatre raisons d'acceptation de l'aide.

- ❑ Elle permet de résoudre un problème de rareté de ressources.
- ❑ L'acceptation que la perception que les pays développés ont sur leurs besoins est fondamentalement correcte.
- ❑ La réception de l'aide suppose une ratification des leaders au pouvoir, dans tous les niveaux administratifs. La valeur des leaders est confirmée lorsqu'ils arrivent à attirer l'aide dans leur région ou commune<sup>39</sup>. Au niveau national, la réception de l'aide est une forme de sécurité interne, du point de vue de la stabilité du gouvernement.
- ❑ Il y a la croyance que les pays développés doivent aider les PVD, en compensation des années de colonisation.

### 5 - Les effets de l'aide

Il y a des auteurs qui sont pour l'aide internationale, en tant que promotion de la croissance et de la restructuration des PVD. Il y en a qui pensent que l'aide détériore la balance de paiements des PVD avec les crédits et la conditionnalité de l'aide, que l'aide retarde la croissance parce qu'elle ne fait que substituer l'épargne et les investissements locaux, que stimule la croissance des secteurs les plus modernes, augmentant l'écart entre riches et pauvres.

Après tout, l'élimination de la pauvreté, la minimisation des inégalités et l'augmentation des niveaux de vie des PVD sont dans l'intérêt des PD, parce que dans le long terme nous ne pouvons pas avoir deux mondes absolument différents sans prolifération des conflits globaux.

<sup>38</sup> Ce contrôle n'est pas trop effectif ces dernier temps, à cause de la prolifération des ONG. L'excès d'offre de services augmente le pouvoir des bailleurs de fond.

<sup>39</sup> Nous avons constaté le cas d'un maire qui n'avait pas réussi à garder l'activité des ONG dans son village et qui a perdu les élections municipales.

## **IV - Unités de production rurales**

L'objet de notre étude est les exploitations familiales de subsistance, ce que nous avons ébauché dans le chapitre de la problématique. Et pourtant, le concept d'exploitation familiale/paysanne/familiale-marchande, n'est pas si simple que cela. D'après la littérature, il y a plusieurs types d'unité de production rurale, que l'on peut étudier selon plusieurs critères (nombre d'actifs agricoles, surface agricole, forme d'appropriation du surplus, forme d'utilisation de la main-d'œuvre, rapports sociaux entre les exploitants, taille, type de production, production marchande ou pour l'autoconsommation, existence de la pluriactivité, etc.).

L'idée de ce chapitre est de faire une description des différentes approches de l'exploitation familiale, commençant par décrire le système de production-réproduction des unités de production rurales. Ceci nous permettra mieux cerner les exploitations objet de notre étude.

### **1 - Le système de production et reproduction des unités de production rurales**

La description de ces systèmes n'est pas l'objet de cette thèse. Il y a des références qui le vont faire beaucoup plus clairement que je ne le ferais jamais (notamment Campagne, P., 1999). Cependant, nous avons voulu prendre de cet ouvrage le résumé des concepts, même si nous nous permettons recommander la lecture du texte original complet.

Nous disposons de main-d'œuvre, de terre et de moyens de production (MdP). Ces éléments ne produiront que s'ils sont engagés dans un processus de travail. À ce moment, ils deviennent des Forces de Production. Ce processus va donner une production dont une partie va être réintroduite dans le processus de l'année suivante pour qu'il puisse se reproduire (production nécessaire), et l'autre partie va donner un surplus, qui n'est pas nécessaire pour reproduire le processus à l'identique.

Dans ce concept, il y a l'idée que les consommations sociales font partie du surplus. Et pourtant nous pensons que, dans beaucoup de cas, ce sont des consommations nécessaires pour la reproduction de l'unité de production. Il s'agit des investissements dans le Capital Social qui vont permettre aux producteurs le maintien de la structure à l'identique pour l'année suivante. Il en est de même pour la formation comme investissement dans le Capital Humain, qui est nécessaire pour l'adaptation aux nouvelles conditions de production et donc pour continuer à satisfaire les besoins des producteurs<sup>40</sup>.

La structuration de ces concepts autour du processus de production va nous donner les différents types de Formes Sociales de Production que nous analyserons par la suite.

### **2 - Famille rurale**

Nous voudrions définir le concept de *famille rurale*, comme centre de l'unité de production. D'un côté, nous comprenons la famille rurale ou paysanne comme un ensemble de personnes qui partagent un même espace de vie (Abdelmalek, A.A. 2000) - dont la notion de résidence est fondamentale - qui est aussi le lieu de travail et de production dans un milieu rural. Cette famille est le lieu de création des rapports sociaux. Dans les analyses ultérieures, nous parlerons indifféremment de famille rurale et de ménage.

### **3 - Unité de Production Rurale**

Nous allons présenter trois approches différentes au concept d'UPR. D'abord, c'est le modèle fait par Billaz, d'après les critères de Lenine. Il avance les concepts d'appropriation de surplus et fait une différenciation utile des exploitations familiales marchandes et non marchandes. Par la suite, le modèle de Tchayanov nous apporte les possibles raisons d'être des exploitations familiales de subsistance et le concept des salaires dans l'exploitation. Finalement, nous allons présenter l'approche de Campagne. Il apporte une vision globale et systématique des différents types d'exploitation, ce qui facilite beaucoup

---

<sup>40</sup> Nous proposons l'inclusion d'une partie des dépenses sociales et en formation dans la Production Nécessaire et laisser dans le surplus, seulement la partie qui sert à l'accumulation. Dans le cas de l'Arménie, une forme d'utilisation du surplus est l'épargne pour une possible émigration.

l'étude. D'autre part, il propose l'approche historique à l'étude des UPR, ce qui s'avère très utile dans un contexte de transition.

### *A - L'approche de Billaz*

D'après les critères employés par Lénine (Billaz, R. 1979) qui sont :

- le degré de spécialisation pour le marché,
- le degré d'intensification,
- la division sociale du travail.

Nous pouvons distinguer 6 types d'agriculture : lignagères, capitaliste nationale, capitaliste d'enclave, latifundiaire, familiale marchande et familiale non marchande. Nous constatons qu'il s'agit d'une définition plus adaptée aux exploitations existantes en Afrique du Sahel. Néanmoins, l'auteur fait une étude intéressante des économies familiales. Les deux agricultures familiales se consacrent au **marché** national et l'agriculture non marchande se limite au marché local. Pour ces dernières, il peut y avoir vente d'une partie du stock de vivres, afin de se procurer de l'argent pour faire face à des besoins qu'ils ne peuvent pas combler avec leur production : savon, vêtements, huile, sucre, impôts, factures de l'électricité, etc.

**L'intensification du travail** est une des caractéristiques des économies familiales, ainsi que la faible capitalisation (plus marquée dans l'UPF non marchande).

Dans les deux modèles, le travailleur **contrôle** les **moyens** de production et le **produit**, mais il y a une grande différence car l'UPF marchande produit un surplus qui reste sous le contrôle du travailleur, tandis que dans la forme non marchande, il n'y a pas de surplus. Il faudrait dire que le modèle de Billaz ne tient pas compte que, dans beaucoup de cas, la forme marchande fait appel à des travailleurs salariés, qui sont séparés du contrôle des moyens de production, des produits et du surplus.

En conclusion, Billaz arrive à une définition *d'exploitation familiale marchande* comme « exploitation qui dispose de terre et de capital en quantité suffisante pour assurer du travail à tous les membres de la famille et un revenu qui n'oblige pas à se prolétarianiser. Selon le niveau de développement ils arriveront à engager de la main-d'œuvre salariée ». En ce qui concerne les *exploitations familiales non marchandes*, il constate qu'elles ne disposent pas de moyens suffisants pour « assurer aux membres de leurs familles un emploi permanent ». Ils doivent se faire employer comme saisonniers lorsque c'est possible et dans les sociétés en crises, cela l'est rarement.

Dans cette définition, l'auteur limite la pluriactivité aux unités non marchandes tandis que l'on voit comment la basse productivité de l'agriculture – ainsi que d'autres facteurs économiques et sociaux - a mené les UPF de tout type à la diversification des revenus hors de l'exploitation pour pouvoir accumuler. En plus, il ne tient pas compte de la production non agricole dans l'exploitation.

### *B - L'approche de Tchayanov*

Exploitation familiale : ferme qui n'engage pas des travailleurs hors de la famille. C'était 90% des cas dans l'empire tsariste de 1917 (**Tchayanov, A. 1924**). D'après lui, l'exploitation paysanne est une « forme sociale viable, capable de se moderniser et de contribuer au développement de l'économie nationale ».

Pour lui, les concepts de l'économie capitaliste dans la théorie néoclassique (salaire, profit) n'y sont pas

applicables car elle est fondée sur la recherche de l'équilibre travail-consommation en cherchant un revenu adéquat pour les besoins de la famille en jouant avec le degré d'autoexploitation familiale. La quantité de travail fourni ne va pousser au-delà du seuil où la pénibilité du travail l'importe sur l'augmentation du rendement. Cet équilibre se traduit par un désir de maintien du bien-être.

Pour lui, il n'y a pas de salaires et le revenu familial ne peut pas être fractionné. Par rapport à d'autres auteurs plus modernes, il introduit le concept de ruralité dans l'exploitation familiale, lorsqu'il définit les sources de revenus agricoles, artisans ou commerciaux.

Le principal atout de cette structure est que, face aux crises, lorsque les entreprises rurales capitalistes vont à la faillite, les Exploitations Familiales travaillent plus, vendent à des prix plus bas et consomment moins. Et pourtant elles continuent à travailler la terre. Ce type d'exploitation ne peut pas être autarcique car elle doit être intégrée dans un système global de crédit et de vente de marchandises. Donc la seule différence est dans l'organisation du travail.

À notre avis, l'analyse des circonstances spéciales des individus dans une situation d'exploitation familiale est fondamentale. Mais est-ce une situation recherchée ou au contraire une contrainte due à la conjoncture ? Il est vrai que les exploitations familiales de Tchayanov sont plus compétitives dans des situations de pénurie et de précarité, mais si les individus avaient le choix, c'est sûr qu'ils choisiraient de faire partie d'une exploitation capitaliste, d'employer des salariés pour que leurs enfants puissent aller à l'université et agrandir l'exploitation en augmentant le niveau de besoins familiaux. C'est une question de nécessité ou d'ignorance - de survie, tel que le dit Chaulet<sup>41</sup> - et non comme le dit Badouin (**Badouin, R.** 1975), une indifférence à la croissance économique, un choix de maintien des techniques rudimentaires qui s'adaptent bien à leur taux de croissance choisi.

### *C - L'approche de Campagne*

L'auteur part de la description des Formes Sociales de Production (FSP) pré-capitalistes (féodale/domestique/asiatique) pour étudier l'évolution qu'elles ont subie dans l'histoire (étatique/capitaliste/dominée/familiale-marchande) (**Campagne, P.**, 1999).

Nous avons cru intéressant de nous attarder à étudier les modèles « domestique, dominé et familial-marchand » pour essayer de comprendre l'évolution qui s'est opérée en Arménie, qui est passé d'un modèle féodal jusqu'au début du siècle, à un modèle marchand pendant une courte période et puis à 70 ans de modèle étatique pour arriver aux FPS d'aujourd'hui<sup>42</sup>.

Forme sociale de production domestique :

#### **a) Forces de production**

- ❑ Connaissance des techniques agricoles et artisanales suffisantes pour reproduire l'exploitation. Formation sur le tas.
- ❑ Utilisation de la terre comme moyen de production rendu productif par investissement en énergie humaine comme source dominante.
- ❑ Les moyens de production n'exigent que le travail individuel.
- ❑ Ce type d'exploitation suit le modèle traditionnel de travail indépendant de Gerbaux<sup>43</sup>, dans lequel les valeurs sont le métier, le patrimoine, la famille et les relations sociales. On y écarte les exploitations (1) en coopération pour la production (2) en coopération pour la vente (3)

---

<sup>41</sup> Chaulet, C. (1997) Agriculture familiale et modèles familiaux en Méditerranée. Réflexion à partir du cas algérien. Options Méditerranéennes, Série B, N°12.

<sup>42</sup> Cf. les travaux très intéressants de M.C. Maurel sur l'évolution des exploitations rurales dans la période soviétique: Maurel, M.C., 1997a, 1997b.

<sup>43</sup> Gerbaux, F. (1991) : Micro-entreprises à la campagne : quels modèles ? Economie Rurale, No. 202-203, pp.71-75.

dépendantes d'une classe exploratrice.

## **b) La production**

**La production alimentaire** : produits vivriers sans cultures de rente.

La production ne sera pas marchande mais auto-consommée et/ou échangée en forme de troc dans le marché local. Il y aura la vente d'une petite partie de leur production pour acheter des biens nécessaires pour la reproduction de l'exploitation (sucre, graisse animale et pétrole en Arménie).

**Les rapports sociaux** : le plus ancien est habilité à décider :

(1) Productions à développer (2) Mode de commercialisation (3) développement des forces de production (4) Utilisation du surplus. Pourtant, les hommes de la famille ont le droit d'opinion et de participation au fonctionnement de l'exploitation avec leurs contacts et relations.

**Formes de propriété** : les moyens de production appartiennent à la communauté. La force de production principale étant la force de travail et la terre étant abondante, la forme de propriété va avoir peu d'influence sur le fonctionnement. Elle va se transformer soit en propriété privée, soit en propriété de l'état.

**Le surplus** : si le producteur crée plus de valeur qu'il en consomme, il la transforme en consommations sociales.

Le propriétaire du surplus est le chef de famille.

Dès que l'on rentre dans le système capitaliste, le surplus est consacré :

- aux salaires : reproduction de la force de travail.
- au capital : accumulation productive par le propriétaire des moyens de production.

## **c) Forme sociale de production familiale marchande**

La logique de cette forme de production est le passage de l'autoconsommation à la production marchande. La mise en place d'un système de consommation qui ne peut pas être auto-satisfait et l'apparition des impôts<sup>44</sup> motivent la nécessité d'un revenu monétaire.

### **Les moyens de production**

La force de travail est essentiellement familiale, même s'il existe des travailleurs salariés lorsque les bénéfices le permettent ou l'exode ne laisse pas de jeunes sur place. Il y a une évolution de la culture manuelle à la mécanisée.

**La production** : c'est de la production marchande, avec une réduction progressive de la production autoconsommée. Il s'agit des cultures de rente en mono ou polyculture.

**Les rapports sociaux** : c'est souvent le même cas que la forme de production domestique. Cependant, ces rapports ont évolués vers (1) une forme capitaliste, (2) les rapports de domination deviennent collaboration intra ou extra exploitation (3) organisation des exploitations en commun.

**La propriété** : les formes de propriété foncière les plus normales sont le fermage, le métayage et la propriété privée. Les moyens de production appartiennent normalement aux responsables de l'unité de production.

**Le surplus** : le propriétaire du surplus est le chef de famille, même si cette appropriation est plus

---

<sup>44</sup> En Arménie, les impôts sont souvent un devoir qu'il est possible de contourner mais l'électricité -qui n'est pas payable en espèce- est coupée si l'on ne la paie pas à temps.

communautaire que dans la forme domestique. Ce surplus a été, pendant beaucoup de temps, suffisant pour s'adapter aux nouveaux systèmes de production. En Europe, lorsque le rythme de changement fut trop fort, la Politique Agricole Commune aida les exploitants à s'y adapter <sup>45</sup>.

Une autre évolution dans les exploitations familiales marchandes est la pluriactivité, qui permet d'accumuler le capital productif lorsque le surplus de l'exploitation ne le permet pas. Le surplus est affecté à la consommation, à l'investissement ou à l'épargne.

Caractéristiques générales :

- ❑ forces de production moyennement développées.
- ❑ rapports sociaux familiaux plus communautaires que la FSP dominée.
- ❑ forte intégration au marché.
- ❑ existence d'accumulation.
- ❑ possible existence de pluriactivité.
- ❑ allocation du travail efficiente.

### **FSP familiale dominée**

Forme familiale qui peut être issue de l'économie domestique ou féodale qui n'est devenue que partiellement marchande et n'a pas les moyens, en terre, en capital et en force de travail de le devenir. Ces formes ne sont pas intégrées au marché et n'ont pas la possibilité d'accumuler. Elles possèdent les caractéristiques suivantes :

- ❑ forces de production peu développées.
- ❑ rapports sociaux familiaux très solides.
- ❑ faible intégration au marché.
- ❑ faible accumulation.
- ❑ possible existence d'une rente foncière.
- ❑ possible existence de pluriactivité et/ou d'exode temporaire.

C'est très probablement ce type d'exploitation de circonstances que l'on trouve dans les campagnes post-soviétiques.

Ce type coïncide aussi avec la définition de Badouin de l'agriculture de subsistance : système économique dans lequel chaque ensemble élémentaire, qu'il soit fondé sur le lien de parenté ou la proximité territoriale, consomme la quasi-totalité de ce qu'il produit et calque le volume de sa production sur celui des besoins, pouvant être satisfait par voie d'auto approvisionnement. Chaque cellule produit la plupart des biens dont elle a besoin et consomme la presque totalité de ce qu'elle produit.

En tout cas, cette hypothèse sera confirmée ou rejetée lors de l'analyse des données sur les exploitations rurales enquêtées.

---

<sup>45</sup> Justement ce que le FMI ne permet pas en Arménie par le programme d'ajustement structurel.

## V - Le Capital Social

### 1 - Introduction

La croissance économique et le développement sont traditionnellement basés sur les capitaux humain, naturel et physique ou produit. Il y a pourtant un élément qui manque dans cette analyse : la forme d'interaction et d'organisation des acteurs pour la génération de croissance et de développement soutenable. C'est le Capital Social.

### 2 - Définitions

Comme définition première, nous allons prendre celle de Baas (**Baas, S.**, 1998) parce qu'elle nous introduit dans le concept général, avant de rentrer dans les nuances. Baas comprend le Capital Social comme cohésion sociale, comme identification avec les formes de gouvernance, expression culturelle et comportement social qui rendent la société plus cohésive et plus que l'addition d'individus. D'après lui, il est fondamental pour contourner les défaillances de marché et pour réduire les coûts de transaction, grâce à l'action collective et au partage des ressources.

Nous pouvons aussi analyser le Capital Social d'après les différentes sciences sociales, comme le fait un premier travail de la Banque Mondiale sur le sujet (World Bank, 1997)<sup>46</sup>. Dans les sciences *politiques*, c'est l'ensemble de normes, réseaux et organisations utilisés pour accéder aux ressources et au pouvoir et grâce auxquels les décisions sont prises et les politiques sont formulées. Au niveau **micro-économique**, nous analyserons la façon dont ces normes affectent le fonctionnement du marché. Au niveau **macro-économique**, ce serait l'organisation de la production qui centrera nos études.

Nous voyons qu'en général nous définissons une situation dans laquelle les individus utilisent des institutions pour atteindre des objectifs. Et pourtant les institutions ne sont pas toutes pareilles. C'est pour cela que différents auteurs ont fait des définitions différentes du concept selon les institutions dont on parle et selon les objectifs que l'on veut atteindre.

D'abord il y a le concept **horizontal** du Capital Social, dans lequel les individus s'associent en vue du profit du groupe. C'est Putnam<sup>47</sup> qui dit que le Capital Social est formé par des réseaux d'engagement civil et des normes associées qui ont des effets dans la productivité de la communauté. Il rend plus facile la coordination et la coopération pour le profit des membres de l'association (que ce soient des objectifs licites ou non).

Mais nous pouvons inclure dans le concept les relations **verticales**, relations hiérarchiques de pouvoir inégal. Nous ne parlons pas seulement des relations entre les individus, mais entre les structures sociales et même les entreprises. Coleman<sup>48</sup> définit le Capital Social comme des structures sociales qui facilitent quelques actions des acteurs, individuels ou corporatifs, dans la structure. Il ajoute que ces actions, utiles pour les acteurs dans la structure, peuvent nuire aux intérêts d'autres en dehors.

Finalement, si nous étendons le concept aux relations **institutionnelles** plus formelles telles que le gouvernement, la politique, la loi, le système judiciaire, les droits politiques et civiles, etc., nous arrivons à la définition la plus ample de l'idée de Capital Social. North<sup>49</sup> et Olson<sup>50</sup> ont inclu, dans la définition du Capital Social, l'environnement politique et social qui permet le développement des normes et la formation de la structure sociale. Ceci s'ajoute aux relations horizontales et hiérarchiques mentionnées ci-dessus.

---

<sup>46</sup> Il y a un deuxième travail plus complet et intégrateur des différents points de vue dans "Le réseau de la Pauvreté" de la Banque Mondiale (*World Bank*, 2000).

<sup>47</sup> Putnam, R. (1993) *The prosperous community : Social Capital and public life*. American Prospect No. 13, pp. 35-42.

<sup>48</sup> Coleman, J. (1988) *Social capital in the creation of human capital*. American Journal of Sociology, No. 94, pp. 95-120.

<sup>49</sup> North, D. (1990) *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press, New York.

<sup>50</sup> Olson, M. (1982) *The rise and decline of nations: economic growth, stagflation and social rigidities*. Yale University Press, New Haven.

Les trois dernières définitions parlent de trois niveaux différents du même concept et non des concepts différents. Il est fort possible que, dans un endroit précis, le Capital Social horizontal soit très puissant et qu'il ait la potentialité d'améliorer les conditions de vie des villageois et, en même temps, que l'environnement national de corruption et de méfiance ne puisse pas permettre le développement de ces potentialités au-delà du niveau local. Tel est le cas des pays de l'ancienne Union Soviétique (Raiser, M., 1999)<sup>51</sup>. La disparition de l'état des fonctions économiques et sociales a mené la société à n'agir que dans les réseaux locaux et dans les associations informelles<sup>52</sup>. Les individus se sont retirés de l'économie officielle (banques, impôts, assurances, crédits, ...) et rentrent dans un réseau d'activités informelles (production d'aliments, réparation des maisons, échange d'aide, ...). Dans les pays en transition, cette économie sociale basée sur le capital social, est une question de nécessité plutôt que de choix.

Il s'agit d'un bien publique et comme tous les biens de ce type, ils sont sous-produits par rapport à l'optimum social. Les individus tendent à y sous-investir (*World Bank*, 1997) car même s'ils ont des externalités positives pour le développement (croissance, égalité, élimination de la pauvreté), les individus ne peuvent pas s'en approprier individuellement. Il y a donc un rôle de l'état dans la construction du Capital Social.

Cette défaillance des biens publics appliquée au Capital Social, nous montre une des raisons qui justifie le meilleur fonctionnement des institutions sociales horizontales par rapport aux grandes institutions formelles globales. Dans les institutions locales, les membres investissent d'avantage dans le Capital Social parce qu'ils ont plus de possibilités d'en obtenir du profit et il est plus facile de contrôler le problème du "free rider". En termes économiques : les groupes petits peuvent internaliser plus facilement les externalités positives du Capital Social.

### 3 - Origine du capital social

L'origine de ce phénomène social peut être très divers mais en ce qui concerne le développement des zones rurales, nous limitons les points clefs aux suivants :

- **la famille**, source principale de couverture sociale et noyau initial des autres réseaux. Il s'avère être aussi un moyen d'assurer la redistribution des ressources dans des sociétés inégalitaires<sup>53</sup>, telle que l'arménienne.
- **la communauté**. Les groupes de voisins et d'amis sont un exemple clair de travail ensemble pour un bien commun. Le Capital Social est fondamental pour le progrès des communautés rurales<sup>54</sup> et permet aux individus partager leurs ressources pour produire d'une façon plus efficiente.
- **les entreprises**, lesquelles demandent confiance et sentiment de communauté d'objectifs pour le partage effectif d'information et pour la réduction des coûts de transaction et d'application des contrats.
- **le secteur public**. Le fonctionnement du bien-être social dépend beaucoup du bon fonctionnement de l'état et des institutions officielles.
- **les ethnies**, qui provoquent un sentiment de communauté très fort. En Arménie, il y a des communautés kurde, iranienne et russe. Mais nous pourrions inclure dans ces groupes des réfugiés, qui fonctionnent -pour la plupart- comme des groupes fermés vivant dans les ghettos

<sup>51</sup> Cf. d'autres cas d'économies socialistes (Suède) dans lesquels ils ont bâti la transition sur la confiance (Vylder, S. (1996) *The rise and fall of the Swedish model*. UNDP Occasional Paper, No. 26.).

<sup>52</sup> Cette relation cause-conséquence entre la disparition de l'état et la prolifération des associations est aussi constatée dans d'autres économies sous ajustement structurel, comme dans le cas africain décrit par Bonnal, J. (1996) La participation des populations défavorisées dans les projets de développement rural : approche du problème. FAO, SD DIMENSIONS, [www.fao.org](http://www.fao.org).

<sup>53</sup> Kolankiewicz, G. (1996) *Social capital and social change*. *British Journal of Sociology*, september, pp. 427-441.

<sup>54</sup> Lindon, R. (1996) *Can Agriculture prosper without increased Social Capital?* *American Agricultural Association*, Ames, Iowa.

habilités par l'état et les organisations internationales.

- **le genre.** La femme est particulièrement discriminée en Arménie et pourtant elle a dû jouer un rôle important dans un contexte d'après-guerre. Les programmes de crédit pour les femmes mis en place par les Organisations Internationales encouragent leur force sociale.
- **la société civile,** en forme d'ONG, de groupement d'intérêt, etc. a besoin du capital social dans toutes ses initiatives.

#### 4 - Conclusions

Il s'avère très compliqué d'intégrer les idées autour du Capital Social dans un schéma compréhensif car il y faudrait traiter tant les aspects sociaux, que les politiques et économiques, essayant de ne pas manquer les externalités, les relations horizontales et verticales et les niveaux local et global. Nous pourrions analyser le concept par ses conséquences en disant que les relations sociales affectent les résultats économiques des structures où elles s'expriment (Coleman et North, Op. cit.; Schmid, A.A. et col., 1995; Gordillo de Anda, G., 1997; Baas, S., 1998; Schmid, A.A., 1998; *World Bank*, 2000, etc.)<sup>55</sup>. Ces externalités dont nous parlons peuvent être positives ou négatives pour l'efficacité des activités économiques<sup>56</sup>. La mesure de ces concepts s'avère compliquée car nous parlons de concepts pluridimensionnels et ambigus et pourtant il y a beaucoup de travaux qui ont essayé cette mesure avec des méthodes quantitatives, qualitatives ou comparatives. Dans un sens pratique, le Capital Social est l'ensemble de ses répercussions :

Collaboration, partage et acquisition de connaissances et de savoir-faire, augmentation de la capacité de négociation, création d'économies d'échelle, participation dans la prise de décisions, responsabilité, interaction horizontale et verticale, optimisation de ressources (biens, services, informations, connaissances), assurance sociale, intégration, réduction des coûts des négociations, de l'obtention de l'information et de l'implémentation des contrats.

...mais tel que le dit le travail de la Banque Mondiale sur le capital social (*World Bank*, 2000), il n'est pas seulement l'ensemble d'institutions et normes, mais la colle qui les maintient ensemble.

Ce capital ne produit rien par lui-même. Sa fonction principale est de rendre plus efficient la combinaison productive des autres capitaux en créant l'environnement pour le partage de l'information, la coordination des activités, la prise de décisions collectives et la réduction des comportements opportunistes. Il s'agit d'un bien qui, comme dans le cas du Capital Humain, est un intrant de la production et en même temps c'est un produit, résultat du bon fonctionnement du groupe social.

La famille est au centre de la construction des rapports sociaux. Il y a des auteurs qui disent que la famille est fondée sur l'altruisme (Becker, G.) et d'autres (Bourdieu, P.)<sup>57</sup> qui prônent que l'amour familial masque des intérêts en jeu. En tout cas, la famille est à la base du processus de socialisation et y joue dans trois registres (Abdelmalek, A.A. 2000) : communauté de base (filiation), micro état (citoyenneté) et association d'intérêts (marché).

Dans un contexte de déstructuration de l'état, de manque de références d'appartenance, de changement des classes dominantes, nous trouvons la plupart de la population arménienne en dehors de la société de marché : exclue. Il n'y a plus les moyens d'intégration par le travail ou par l'appartenance au parti

<sup>55</sup> Il y a des travaux sur l'ex Union Soviétique qui démontrent que le C.S. est associé aux ventes de la production des ménages ruraux : O'Brien, J. et col. (1996) *Household production and symptoms of stress in post-soviet Russian villages. Rural Sociology*, Vol. 6, No.4, pp.674-698., dans l'ensemble des nations : Knack, S.; Keefer, P. (1997) *Does social capital have an economic payoff?. A cross-country investigation.* Quarterly Journal of Economics, Vol. CXII, Issue 4. et d'autres ailleurs Deepa, N. et col. (1997) *Household income and social capital in rural Tanzania.* Policy Research, July, pp. 1-41.

<sup>56</sup> "Le capital social est une usine qui produit des transferts, biens, utilités et tous les opposés. Il a besoin d'activité et des investissements pour croître et se développer" Schmid, A.A., 1999.

<sup>57</sup> Tous les deux cités dans Abdelmalek, A.A. (2000) ; L'exploitation familiale agricole : entre permanence et évolution. *Économie Rurale*, No. 255-256, pp. 40-52.

communiste. Leur seul tableau de sauvetage reste la famille au sens large. C'est une source d'intégration non seulement sociale mais aussi de survie économique, car elle assure - faute d'autres institutions- une redistribution des richesses et un partage des ressources rares. Dans cette transition, il faut bien rebâtir la structure sociale dans les registres de citoyenneté et de marché à partir de ce noyau principal et ainsi éviter cette situation d'exclusion inacceptable.

Nous voyons comment les gouvernements et les organisations internationales prennent conscience de l'importance du C.S. lorsqu'ils encouragent la décentralisation et les stratégies participatives dans les projets de développement.

## **VI - L'économie informelle**

Nous l'avons décrit dans la problématique : un des constats de la vie économique en Arménie est l'informalisation de l'économie dans tous les sens. Nous voyons les commerces illégaux dans les rues, il est difficile de trouver un fournisseur de services prêt à régler les paiements avec une facture, les fonctionnaires acceptent volontiers des pots de vin pour laisser passer des activités informelles, les salariés ne payent pas souvent des impôts, les employés ne sont pas déclarés, etc. Cette situation n'est pas universelle, mais très répandue dans la société arménienne. C'est aussi une des réponses possibles à la crise dans le monde rural.

Cette situation mérite d'être étudiée spécifiquement pour pouvoir ainsi déchiffrer la situation observée dans les ménages, objets de notre étude. Nous allons commencer par définir le concept, étudier son origine, connaître son évolution, comprendre sa valeur pour finir par un point spécial sur le travail informel, partie fondamentale de cette économie.

### **1 - Définitions**

**Économie informelle** : ensemble d'activités économiques légales qui ne sont pas mesurées par les statistiques officielles (Leiter, S., 1997).

**Économie dans l'ombre** : ensemble de l'économie informelle et des activités économiques illégales.

**PNB officiel** : activité économique totale mesurée par les statistiques officielles. La pondération de l'économie informelle faite par les autorités y est incluse.

**Économie non-reportée** : portion de l'économie informelle non comprise dans l'estimation du PNB.

### **2 - L'origine de l'économie informelle**

#### *A - Le passé soviétique*

- La violation des lois et des contrats était une pratique habituelle.
- Les activités illégales étaient sanctionnées d'une façon informelle et faisaient partie du système économique.
- Il y avait une rareté des produits de consommation à prix contrôlés par l'état, plus bas que ceux du marché noir. Cette situation était à la base d'un système de spéculation.
- L'écart entre le prix du marché international et celui officiel encourageait aussi les importations illégales.
- La pratique habituelle de la surestimation de la production. Celle-ci permettait d'une part l'accomplissement du Plan de Production et, de l'autre, le vol des matières premières pour les revendre au marché noir.

- La corruption et les pots de vin étaient généralisés dans un fonctionnariat sous-payé. Ces pratiques étaient tolérées pour résoudre les problèmes de mauvaise allocation de biens dans l'économie centrale.

### ***B - La transition***

- Une bonne partie des activités informelles de production et de commercialisation était légalisée dans cette période.
- Le troc est une activité qui a fleuri partout dans la période post soviétique, en partie comme une réponse aux crises de paiement de l'état trop souvent répétées.
- La privatisation a été faite d'une façon assez controversée. Le système d'impôts a provoqué l'accumulation de la propriété de la terre dans les mains des plus riches. En ce qui concerne les propriétés industrielles, c'étaient les membres du parti qui y ont eu accès.
- La libéralisation des marchés internationaux a facilité aussi les importations illégales.
- Les politiques de régularisation des gouvernements ont encouragé l'évasion de capitaux pour éviter des impôts exagérés, éviter également de payer à un gouvernement dit corrompu et pour maximiser les bénéfices des entreprises.
- Tandis que dans beaucoup de pays, le contrôle de l'économie par les politiciens et les bureaucrates a produit une réduction de la capacité économique du pays (**Johnson, S., 1997**), dans les pays ex-soviétiques, cela a mené l'économie au sous-sol.

### ***C - Résumé***

Les traditions culturelles et économiques de l'union soviétique ainsi que l'égoïsme rationnel des individus, menés dans un environnement économique compétitif caractérisé par la pression fiscale et le manque d'application des lois -lorsqu'elles existent- forment un mélange qui a créé et encouragé l'économie informelle.

Il y a des travaux (**Johnson S., 1997**) qui montrent que la pression de l'état dans les pays ex-soviétiques augmente le pourcentage de l'économie informelle dans le PNB. Mais un nouveau travail de Johnson<sup>58</sup> dans lequel il a étudié aussi d'autres économies non-soviétiques, montre que ce n'est pas forcément la cause directe de l'informalisation de l'économie. Le problème n'est pas la régulation ou les impôts, mais le degré de corruption des fonctionnaires en charge de l'application de ces régulations et impôts. Ceci nous guide sur le type de politique à mener dans les conditions de l'Arménie.

## **3 - L'économie informelle : une comparaison mondiale**

Toutes les sociétés créent de l'économie informelle, mais pas toujours sous la même forme. Nous allons analyser les caractéristiques spécifiques de chacune -d'après les travaux de Kaufmann, D. et Kaliberda, A., 1996 ; Kaufmann, D., 1997<sup>59</sup> ; Burakovsky, I., 1997 et Anderson, J.H., 1998- pour nous faire une idée plus réelle de ce que nous pouvons trouver dans les pays ex-soviétiques.

### ***A - Economies de marché***

Objectif : **Baisser les coûts de production et de commercialisation.**

<sup>58</sup> Johnson, S. (1998) *Regulatory Discretion and the Unofficial Economy*. *American Economic Review*, May 1998.

<sup>59</sup> Kaufmann, D. (1997) *Why Is Ukraine's Economy -and Russia's- Not Growing?*. *The World Bank, Transitions*, April 97.

Causes :

- chômage officiel très élevé.
- coûts de production très élevés.
- raccourcissement de la durée du travail formel (retraites avancées, semaines courtes).
- durée de la vie active allongée.
- salaires minimaux très élevés qui découragent l'embauche des chômeurs.
- restrictions pour l'emploi des étrangers.

Formes de l'informel :

- évasion d'impôts.
- emploi de travailleurs marginaux.
- les entreprises travaillent dans l'informel de façon sporadique.
- la connexion avec le formel est fondamentale car elle en a besoin pour atteindre les réseaux sociaux.

La taille : **Elle reste petite car l'environnement régulateur est plus efficient.**

### ***B - Pays en développement***

*Objectif :*

Mécanisme de survie.

Causes

- Difficultés des travailleurs moins éduqués pour trouver un emploi stable dans le formel.
- Coûts administratifs pour les petites entreprises.

Formes de l'informel

Petites entreprises qui n'embauchent que les travailleurs au noir et ne font pas toutes les procédures administratives pour éviter les coûts.

La taille :

Elle reste petite car les grandes entreprises peuvent profiter des conditions fiscales favorables et des salaires officiels assez bas.

### ***C - Pays en transition***

*Objectif :*

Contourner les défaillances de la structure du marché. Quelques entreprises ne peuvent travailler autrement que dans l'ombre, mais d'autres le font pour baisser les coûts.

Causes :

La lourdeur (et le coût) de l'administration ainsi que les taux d'impôts assez élevés et jamais clairs.

Formes de l'informel

- Un des outils de l'informel est le troc, tant pour les grandes firmes que pour les petits exploitants ruraux.
- L'autre outil est la corruption dominante, qui est d'autant plus répandue que l'état fait partie du jeu de l'informel.
- L'évasion d'impôts, en faisant double comptabilité, en jouant avec la valeur des quantités troquées ou en ne faisant pas de comptabilité du tout.
- L'évasion des capitaux dans le cas des grandes firmes, grâce à la création des firmes à l'étranger. Ceci peut être favorisé par la bonne santé économique de la diaspora arménienne tant en Europe qu'aux Etats-Unis.
- L'emploi caché, dans des réseaux familiaux ou de grandes entreprises. Il s'agit aussi des travaux complémentaires au travail officiel sous-payé.
- Les entreprises ne peuvent pas être classifiées comme formelles ou informelles. Il s'agit plutôt d'une situation souple selon l'intérêt de l'entrepreneur et selon les circonstances. (Mettre l'exemple des organisations humanitaires).
- Lorsqu'un individu travaille dans l'informel, cela ne l'empêche pas d'avoir accès à la même couverture sociale qu'un travailleur formel (ceci ne veut pas dire grand chose lorsqu'on parle d'un travailleur anonyme, car le fonctionnement de la santé publique est assez irrégulier : si l'on veut être bien traité et à temps, il faut bien payer le médecin quelques dollars de plus).
- Participation de l'état dans l'informel. Les activités sont souvent liées à des entreprises non-étatiques pour pouvoir en tirer plus de souplesse et du profit individuel à partir des biens étatiques et bénéficiant à des hauts fonctionnaires. Ceci a pour effet la décapitalisation de l'état.
- Les activités informelles ne sont pas cachées forcément car ce sont les grandes entreprises étatiques qui y participent. Elles sont donc toujours visibles sauf en ce qui concerne la comptabilité.

La taille

La taille n'est pas nécessairement petite. Il peut s'agir des grands « *holdings* » avec la participation des membres de l'état. L'informel n'est pas toujours au niveau du petit commerce à côté de la rue.

**Evolution du concept « informel » :**

Pendant l'époque 1972-90, l'informel se limite au secteur de petits métiers et de micro-entreprises peu productives (Lautier, B., 1995). C'est la conséquence du sous-développement, du chômage, de la paupérisation urbaine et de l'incapacité de l'état. L'objectif des institutions dans cette époque était la formalisation à partir de l'attraction du secteur formel.

À partir des années 90, l'économie informelle est proposée comme solution aux problèmes à cause de :

- sa capacité de création d'emploi.
- le dynamisme que donne le fait d'être hors la loi.

- sa résistance aux crises.
- de ses réseaux de solidarité.

#### 4 - Points forts de l'économie informelle

##### - économiques

- coûts de production plus faibles que l'industrie défaillante.
- flexibilité et dynamisme. Ils fournissent ce dont le marché a besoin et ce que d'autres entreprises n'ont pas su ou pu fournir.
- efficacité dans la prestation de services où l'état est défaillant.
- capacité de gestion du petit crédit et de l'épargne.

##### - sociaux

- l'emploi créé dans des petites entreprises et métiers.
- les revenus souvent supérieurs aux revenus *formels* et toujours complémentaires.
- la protection qu'offre l'informel pour les retraités et les chômeurs.
- la solidarité en tant que redistribution des revenus, accueil des chômeurs, partage des dépenses familiales.
- offre d'une forme de survie dans les économies en transition.

##### - politiques

- l'informel peut être considéré comme un produit de la défaillance de l'état et du marché.
- règlement bureaucratique.
- impôts et cotisations démesurés qui ne profitent qu'aux élites.
- existence des lois inapplicables ou mal adaptées.

#### 5 - Points faibles de l'économie informelle

- capacité de production limitée.
- des études statistiques démontrent qu'elle ne peut accueillir que 5% du chômage urbain.
- l'avantage du moindre coût horaire du travail (4% face à 24% dans le formel) est moins important que l'inconvénient de la faible productivité du travail.
- n'est pas viable dans des secteurs qui suivent les normes mondiales. Cette affirmation n'est pas trop exacte si l'on tient compte des cas de doping social dans des entreprises multinationales.
- l'informel créé en temps de crise est surtout en dessous du seuil de pauvreté.
- les barrières de l'informel existent : épargne préalable, savoir-faire et appartenance à un réseau de connaissances.
- n'a aucune autonomie macro-économique : dépend du bon fonctionnement du secteur formel qui forme sa demande.
- les emplois informels que l'on peut considérer comme de haute gamme, des retraités ne peuvent se maintenir que grâce aux jeunes travaillant dans le formel.
- les solidarités familiales : elles ne peuvent fonctionner dans les crises durables, parce que les réseaux d'obligations empêchent la croissance et le réinvestissement.
- il y a des coûts spécifiques de "non accès" par la propre définition de l'informel : publicité, crédit, justice commerciale, protection contre la corruption, etc.
- frustration des décideurs, des négociants, des investisseurs étrangers.
- ils forment une concurrence déloyale pour ceux qui essaient de rester dans les normes, paient leurs impôts et contribuent au bien-être de la société.
- défie la légitimité de l'état.

Ce dernier point faible mérite d'être traité à part car l'existence de l'économie informelle suppose une tolérance de l'illégalité implicite. L'informel, comme forme de transgression de la loi, est donc devenu institution.

On sait que le contrôle est possible, parce qu'il est fait de temps en temps pour maintenir un certain niveau d'ordre (Lautier, B., 1995). Cette tolérance s'étend aux firmes formelles et à l'état. Ainsi, cette situation de corruption et de clientélisme est au centre du système social ce qui affecte la légitimité de la démocratie. Un scénario possible face à une situation pareille est que la tolérance peut s'étendre à la délinquance et servir d'alibi aux mafias pour s'installer et aux gouvernements pour des actions autoritaires.

## 6 - Le travail informel

Le Secteur Informel (SI) dans le monde du travail est l'ensemble des petits emplois généralement irréguliers qui font partie d'une vaste gamme de petites activités génératrices de revenus qui sont pratiquées en dehors du cadre réglementaire officiel et utilisent habituellement peu de capital, de technologie et de compétences, offrant proportionnellement de faibles niveaux de rémunération, peu de sécurité de l'emploi et des conditions de travail souvent déplorable (Bureau International du Travail, 1999<sup>60</sup> ; Commission Européenne, 1998<sup>61</sup>).

Ce type d'emploi absorbe maintenant jusqu'à 60 % de la main-d'œuvre (Bureau International du Travail, 1998<sup>62</sup>) dans les métropoles et autres villes des pays en développement. Il s'agit de plus de 40% du PIB en Arménie, un des plus élevés de l'ex Union Soviétique (UNDP, 1999). Dans beaucoup de pays, il est le seul secteur de l'économie à créer des nouveaux emplois.

La définition « définitive » faite par l'OIT (Bureau International du Travail, 2000<sup>63</sup>) dit que «le secteur informel peut être décrit, d'une façon générale comme un ensemble d'unités produisant des biens ou des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations d'emploi - lorsqu'elles existent- sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les liens de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme ».

Les emplois créés font partie soit des micro-entreprises, soit des manufactures dans le ménage, où la famille apporte toute la main-d'œuvre, soit des emplois dans les services. Le rôle de la famille dans le marché informel du travail peut avoir un impact significatif sur le développement. Dans tous ces secteurs, la formation est un volet assez important. Très souvent, c'est dans le secteur informel que la formation est créée par laquelle les employés peuvent passer d'apprentis à maîtres -avec l'amélioration conséquente des conditions de travail- et les employeurs peuvent avoir de la main-d'œuvre qualifiée à bas prix. Il faut tenir compte que c'est dans le SI que les moins qualifiés trouvent leur travail et que grâce à cet emploi précaire, ils ont une source de revenus, car ils n'ont pas accès à d'autres opportunités.

L'apprentissage traditionnel ne remplace pas l'éducation de base et pour améliorer la qualité de la formation proposée, les stratégies de l'OIT (Bureau International du Travail, 1998) consistent à :

- soutenir les maîtres artisans en leur fournissant de meilleurs instruments didactiques ;
- familiariser les maîtres artisans avec les nouvelles techniques et les nouveaux outils ;

---

<sup>60</sup> Bureau International du Travail (1999) Les syndicats et le secteur informel : pour une stratégie globale. BIT, Genève, Lundi, 18 octobre.

<sup>61</sup> Commission européenne. (1998) 100 mots pour l'égalité. Communication CE, <http://europa.eu.int>.

<sup>62</sup> Bureau International du Travail (1998) - Les syndicats et le secteur informel : pour une stratégie globale. BIT, Genève, 24 septembre.

<sup>63</sup> Bureau International du Travail (2000) - Résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel. BIT, Genève, 14 février.

- donner une formation complémentaire aux apprentis en les initiant aux côtés pratiques du métier, à la gestion ainsi qu'à la sécurité et à la santé au travail.

Ainsi, les potentialités du secteur informel en terme d'emplois, de revenus, de production, mais aussi de formation à travers le système de l'apprentissage, doivent être reconnues.

# Chapitre 4

## Méthodologie pour une approche pluridisciplinaire

Ce travail de thèse est fait d'après une approche pluridisciplinaire. Ainsi nous avons utilisé plusieurs formes d'analyse des ménages dans le district de Sissian pour essayer d'en avoir une vision plus complète. Ayant le but de donner une réponse satisfaisante à la problématique, nous avons fait appel à des travaux faits par des organisations d'aide humanitaire et lorsque les données nous ont manquées, nous avons réalisé des enquêtes auprès de la population rurale de Syunik.

Les données et les informations présentées ci-dessous ont été obtenues lors des rencontres, des enquêtes et des observations et expériences personnelles menées pendant l'année de travail sur le terrain, ainsi que par le travail bibliographique mené avant la sortie sur le terrain, pendant le séjour en Arménie et lors de la rédaction de la thèse.

Cette procédure faisait aussi partie de ma responsabilité comme chef de projet en Arménie pour ACF car elle nous a permis de mieux connaître les bénéficiaires, de cibler de nouvelles populations à risque au niveau de la sécurité alimentaire, de cibler - avec les locaux- les projets de développement<sup>64</sup> possibles et de créer des liens de coopération avec des organisations étatiques et internationales.

En ce qui concerne les **enquêtes quantitatives**, elles ont été faites sur des questionnaires en arménien. Ceci nous a obligé à faire des questionnaires fermés pour faciliter la saisie des données. Les enquêtes qualitatives faites par l'équipe ont été faites en arménien, mais les enquêteurs ont pris les notes en anglais. Dans tous les villages, nous avons reçu l'appui institutionnel -parfois matériel sous la forme de déjeuner- des maires locaux.

Les entretiens ont été faits, pour la plupart, avec l'aide des interprètes arménien/anglais car la population ne parle pas souvent d'autres langues que l'arménien et le russe, et parfois seulement le russe. Grâce aux entretiens avec la population locale, nous avons pu nous apercevoir de l'attitude des familles, comprendre mieux la pensée des responsables, nous rendre compte des stratégies qui échappaient à notre rationalité d'Européen occidental. À notre avis, elles ont été des plus enrichissantes.

Dans les enquêtes, nous avons utilisé le ménage comme **unité d'enquête**. Le ménage est composé par la famille dépendant d'un même chef de ménage, la maison familiale, le lopin de terre correspondant à la maison et éventuellement la surface agricole utilisée par les membres du ménage pour la production. Ce ménage va être assimilé à une unité d'exploitation agricole rurale dans laquelle les membres vont faire partie des ressources humaines de l'unité et tous les travaux réalisés par eux -en dehors ou dans l'exploitation- vont faire partie des ressources de l'unité. Ce critère nous semble le plus adapté à la zone de travail, étant donné que les petites unités d'exploitation agricole suivent ce schéma familial de production. Les personnes-ressources locales et les organisations qui ont fait des enquêtes sur le terrain avant nous, nous ont confirmé la pertinence de cette démarche.

Les **rencontres** avec les responsables des organisations étatiques et internationales ont été source de nouvelles idées, des nouvelles approches et des données statistiques sur la population rurale de l'Arménie.

La **recherche bibliographique** pour la réalisation de la thèse a été assez complexe parce que nous avons voulu manipuler des concepts qui nous étaient étrangers dans un contexte complètement nouveau. D'abord, nous avons dû nous plonger dans l'histoire et la géographie de l'Arménie, sa population et sa situation actuelle. Il a fallu aussi reprendre des concepts plus généraux comme l'Union Soviétique, l'économie planifiée et la situation des pays de l'est. Ensuite, lorsque nous avons pu observer la réalité, nous avons commencé à lire des ouvrages sur des concepts qui nous semblaient clés, en relation avec les stratégies de survie des locaux, tels que l'économie informelle, le capital social, la corruption ou les unités

---

<sup>64</sup> Nous avons essayé de suivre toujours l'approche de l'économie alimentaire (Boudreau, T., 1998 ; Holt, J., 1998) dans ces projets.

de production rurales. Finalement, nous avons complété l'étude avec des lectures sur la méthodologie d'enquête et d'analyse des populations rurales.

## I - Rencontres

**Rencontres avec des fonctionnaires et des élus arméniens** : maires ; chefs d'agriculture de la région et du Ministère ; responsables de la Commission de l'aide humanitaire ; Ministre d'Affaires Sociales du Karabakh.

**Rencontres avec des personnes ressources dans le milieu de l'aide au développement** : chef des programmes de Sécurité Alimentaire de l'Union Européenne ; chefs de projet de plusieurs ONG (ICRC, CARE, *Save the Children*, MSF France et Belgique, UMCOR, USDA, Oxfam). Les rencontres avec des ONG et des locaux en Azerbaïdjan et au Karabakh nous ont permis de mieux comprendre le conflit, son origine et son évolution.

**Rencontres avec des personnes-ressources locales** : agronomes, vétérans de la guerre du Karabakh, agriculteurs, éleveurs, bergers, commerçants, policiers, chefs de police, professeurs d'école, etc.

**Rencontres avec la diaspora** à Erevan - ceux qui sont venus pour rester et ceux qui viennent pour le tourisme- et à Montpellier.

## II - Enquêtes

### A. *Enquêtes quantitatives auprès des responsables des communautés du district*

Nous avons utilisé les enquêtes menées par ACF en 1999 auprès des maires des communautés du district de Sissian actualisées par celles menées par la GTZ en 2000. Nous visons l'obtention d'information générale sur le district de Sissian, les conditions de vie, les ressources disponibles, la composition et caractéristiques de la population, les caractéristiques organisationnelles, l'activité économique et l'utilisation du foncier.

Ces enquêtes ont été faites par des travailleuses sociales avec des questionnaires semi-ouverts, auprès des conseils de toutes les communautés du district. Les données ainsi obtenues ont servi pour identifier les bénéficiaires des programmes de sécurité alimentaire et de développement ultérieurs.

### B. *Enquêtes qualitatives auprès des responsables des communautés de la région*

Nous avons rencontré les responsables des différentes communautés dans lesquelles nous avons travaillé. Pour mener ces enquêtes, nous nous sommes appuyés sur des concepts de la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP). La MARP est un processus intensif, itératif et rapide d'apprentissage orienté vers la connaissance des situations rurales (**Gueye, B.**, 1991). Elle s'appuie essentiellement sur de petites équipes multidisciplinaires qui utilisent une variété de méthodes, outils et techniques spécialement choisis pour permettre une meilleure connaissance des situations rurales.

Nous n'avons pas appliqué la MARP telle qu'elle apparaît dans les manuels. Nous avons adapté certains de ses outils. Ainsi nous décrivons par la suite le processus suivi :

**La bibliographie** : nous avons commencé par étudier la bibliographie existant sur la zone et les enquêtes sur la population cible à notre disposition.

**L'équipe** : nous avons essayé de former une équipe pluridisciplinaire dans la mesure de nos possibilités. Ainsi il y avait une travailleuse sociale locale, un agronome local, un logisticien local et un agronome étranger (l'auteur de la thèse) qui dirigeait l'équipe. Ces trois hommes et une femme avaient des points de vue différents et des approches différentes sur les sujets.

**Les rencontres** : nous avons rassemblé, dans les mairies des communautés, le maire et ses assistants ainsi

que les représentants directs des bénéficiaires choisis par eux-mêmes. L'élection de ces représentants avait pour but de contourner le pouvoir traditionnel des maires.

**Les sujets** : nous avons voulu connaître l'avis, les idées, les réactions et les intérêts des responsables et des personnes ressources des communautés. Ceci nous a permis de nous rapprocher du savoir-faire local, et par la perception de leur situation, de connaître quelles sont leurs ressources et leurs limitations.

**La méthode** : nous avons préparé un guide d'entretien, dans lequel nous avons indiqué les concepts que nous voulions traiter. Cependant, nous avons voulu rester souples et ne pas fermer les rencontres aux nouveaux sujets proposés par les individus enquêtés (bien qu'ils ne soient pas vraiment des enquêtés, mais des membres de l'équipe pour l'étude de leur village). Nous avons même inclus les nouvelles propositions dans le guide pour la communauté suivante.

**Le processus** : nous avons essayé d'être itératifs dans la procédure autant que possible. Les rencontres étaient suivies par des réunions de l'équipe et des discussions sur les résultats. Des rencontres ultérieures ont eu lieu lorsqu'il y avait des concepts qui n'étaient pas clairs.

Les résultats de ces enquêtes ne vont pas être traités séparément mais ils seront utilisés lors de la construction et de l'analyse des autres enquêtes ainsi que des résultats des études bibliographiques et de la rédaction des conclusions.

### ***C. Enquêtes quantitatives auprès d'un échantillon aléatoire d'agriculteurs des villages choisis dans la première enquête***

D'après les enquêtes faites sur l'ensemble des communautés du district (A) et d'après les critères de sécurité alimentaire, l'équipe d'ACF a choisi 6 villages pour mener un projet de sécurité alimentaire et développement qui puisse aider les bénéficiaires à surmonter la crise du rouble de 1998 et la sécheresse qui assolaient la campagne. C'est dans ces 6 villages que nous avons travaillé plus particulièrement : Aghitu, Ashotavan, Hatsavan, Sissian, Tassik et Tsghuk.

Le fait de faire les enquêtes sur ces 6 villages n'est pas une limitation, mais une assurance de travailler avec des familles vraiment vulnérables qui vont centrer notre intérêt sur leurs stratégies. Nous verrons, dans l'analyse des résultats de l'enquête "A", la situation relative de ces 6 communautés face au reste du district.

La composition des 6 communautés n'est pas homogène. Ainsi, dans 5 villages (Aghitu, Ashotavan, Hatsavan, Tassik et Tsghuk), nous avons travaillé avec l'ensemble de la population, ce qui veut dire 408 familles.

A Sissian, ville principale du district, de caractère semi-urbain, nous n'avons travaillé qu'avec 42 familles de réfugiés qui vivaient dans un campement bâti par le UNHCR à l'extérieur de la ville.

Étant donné la difficulté de faire une enquête sur l'ensemble de la population, nous avons voulu optimiser nos ressources pour obtenir l'information la plus complète et fiable. Ainsi nous sommes arrivés à un compromis pour enquêter sur 50% des ménages : 208 ménages. Le choix des ménages a été fait de façon aléatoire sur les listes des chefs de ménage.

Nous avons préparé un questionnaire fermé qui a été essayé dans plusieurs familles, discuté avec les groupes de représentants des bénéficiaires, corrigé par la suite et présenté aux familles ciblées par l'équipe locale. Ce questionnaire était composé de plusieurs parties :

- la structure de la famille : statut et composition. (réfugiés, retraités, veuves, etc.)
- les inputs. Nous voulons connaître l'origine et la quantité des revenus.
- les dettes. C'est une partie importante de la condition économique des familles en Arménie.

- la production agricole : connaître le type de production. Qu'est-ce qu'ils en font et quelle partie des besoins couvre-t-elle ?
- les dépenses : distribution du revenu.
- la volonté de quitter l'Arménie.

Ce questionnaire nous a permis d'évaluer l'impact des programmes de sécurité alimentaire sur les familles car il permet une comparaison entre la situation avant le projet et celle qui est prévue après. L'autre objectif du questionnaire est de connaître quelle est la stratégie des ménages, quelle est leur structure de production et où est-ce qu'ils basent leur sécurité. En conséquence, nous pourrions désigner des programmes pour l'avenir plus adaptés aux besoins des locaux et nous pourrions prévenir les situations de risque de sécurité alimentaire plus facilement.

***D. Enquêtes quantitatives auprès des personnes-ressources pour vérifier les enquêtes auprès des fermiers.***

Nous avons proposé le même questionnaire fermé décrit ci-dessus aux maires des communautés où nous avons fait les enquêtes, à une des personnes élues par les bénéficiaires (Cf. enquête B.3), à l'agronome responsable de l'agriculture sur le district et au personnel local d'ACF sur le district de Sissian. Cette vérification nous permet d'avoir les estimations des personnes-ressources sur les questions posées ainsi que d'éliminer les biais possibles des réponses des chefs de ménage aux questions faites par une organisation étrangère.

### **III - Lectures**

- la géopolitique du Caucase,
- l'histoire et la géographie de l'Arménie,
- l'Union Soviétique,
- la transition post-soviétique,
- l'agriculture en Arménie,
- l'approche système et l'analyse des sociétés rurales,
- le capital social,
- les institutions,
- la méthode d'enquêtes (MARF et autres approches socio-économiques),
- l'économie informelle,
- la typologie des unités de production dans le milieu rural.

### **IV – L'objet de notre étude**

Dans ce contexte de transition économique et de déstructuration des institutions, nous voulons faire l'étude des unités de production familiales indépendantes dans le milieu rural. Nous allons décrire leur situation actuelle dans le contexte de la transition, leurs problèmes d'adaptation, les solutions fournies à ces problèmes et leurs stratégies de survie. Nous essayerons de trouver quel est le rôle de l'aide internationale dans ces circonstances.

# Chapitre 5

## Analyse et résultats : les stratégies des unités de d'exploitation familiales de la région de Syunik

Dans ce chapitre, nous commencerons par faire une analyse des enquêtes, ce qui nous montrera une description assez précise du district de Sissian et puis des Unités d'exploitation enquêtées. Nous finirons par la création d'une typologie des Unités d'exploitation et par le portrait de chacun des groupes extraits.

### I - Introduction

Nous avons étudié les différentes définitions d'unités d'exploitation rurale et les caractéristiques les plus essentielles qui les forment. Tenant compte de tous ces facteurs, nous ferons une classification pour mettre en évidence les groupes sociaux qui les constituent, les rapports sociaux qui s'établissent entre eux et leur origine historique.

### II - Analyse des données

#### 1 - Le district de Sissian : un monde agricole en crise

Nous avons réalisé des enquêtes quantitatives auprès des responsables des communautés du district de Sissian (Syunik Marz) en 1999 qui nous ont montré une vision générale de la situation du district.

L'objectif de ce travail était connaître les conditions de vie et la structure sociale des différentes communautés pour pouvoir ainsi cibler les populations les plus vulnérables en termes de sécurité alimentaire. Pour notre travail, ces données vont combler deux besoins :

- ❑ avoir une vision de la zone en chiffres, ce qui nous permet comparer avec des références connues,
- ❑ montrer quelle était la situation en 1999 des villes choisies pour les enquêtes 2000. C'est aussi une justification du choix qu'une introduction à la problématique de ces communautés dans son contexte régional.

L'enquête proposée à toutes les communautés du district est divisée en cinq chapitres :

**L'aspect démographique** : nombre de personnes, nombre de familles, de réfugiés<sup>65</sup>, de femmes chefs de ménage<sup>66</sup>, de retraités, de chômeurs, de grandes familles et d'handicapés.

**L'aspect services**<sup>67</sup> : eau potable, irrigation, électricité, centre de santé, éducation et transport.

**L'aspect agricole** : problèmes pour les conditions du sol, du climat ou à cause de la présence de fléaux ou maladies dans les plantes ou les animaux.

**L'aspect foncier** : type d'utilisation agricole, élevage, maraîchage et pourcentage de ressources foncières utilisées.

**L'aspect économique** : existence d'un marché de proximité et type de production dans les ménages.

---

<sup>65</sup> Les données sont basées sur le concept de « ménage » que nous avons déjà défini dans la méthodologie.

<sup>66</sup> Ce concept, très utilisé par les bureaux des N.U., est important en Arménie car il indique la présence d'une veuve, avec toutes les difficultés que cela comporte en termes sociaux et d'obtention de revenus.

<sup>67</sup> Pourcentage de ménages qui ont accès à ces services.

## A - L'aspect démographique

Le district de Sissian n'est pas trop peuplé (moins de 35 000 habitants en tout) distribué dans une ville, Sissian, avec la moitié de la population, et 32 communes rurales qui ont entre 34 (21 familles) et 2310 habitants (810 familles).

Géographiquement, elles se groupent autour de deux pôles<sup>68</sup> : **(i)** la ville de Sissian, centre administratif du district et **(ii)** la route nationale qui vient d'Erevan vers Kapan - capital du Marz- et l'Iran.

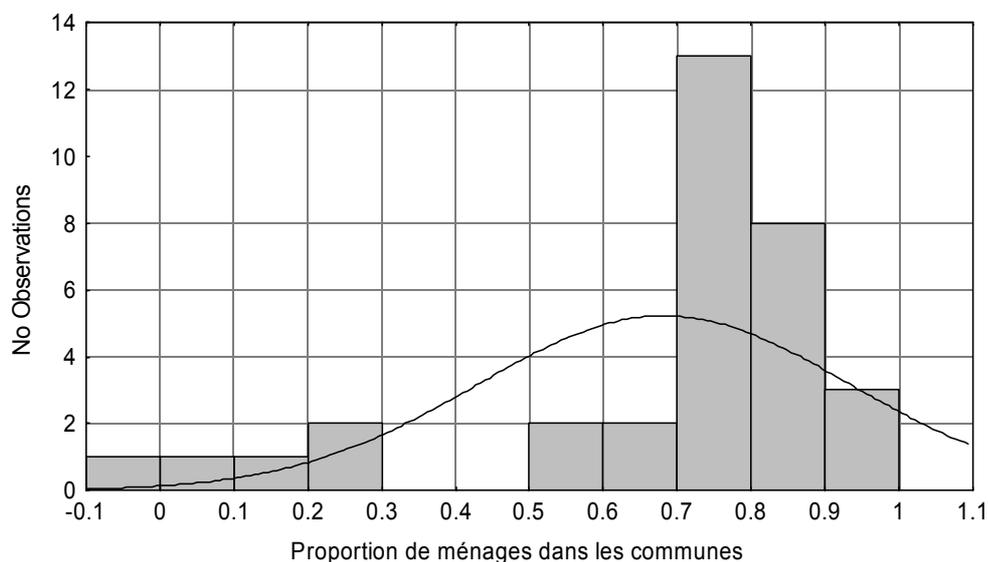
La politique gouvernementale de décentralisation tend à favoriser l'administration du *marz* à Kapan face au pouvoir central à Erevan. Le district de Sissian doit se tourner vers le sud, loin d'Erevan, vers une ville à deux heures et demi de route en été et on ne sait jamais combien de temps en hiver.

Le problème le plus généralisé dans le district est le chômage. Nous avons constaté une moyenne de 68% dans le district, avec des pointes de 92% dans certaines villages. Ainsi que nous l'avons déjà dit, c'est un problème pour toute la république, mais il l'est plus important à Syunik.

Cette situation catastrophique amène les ménages vers la subsistance.

### Graphique 12 :

Distribution de la population de chômeurs dans le district de Sissian

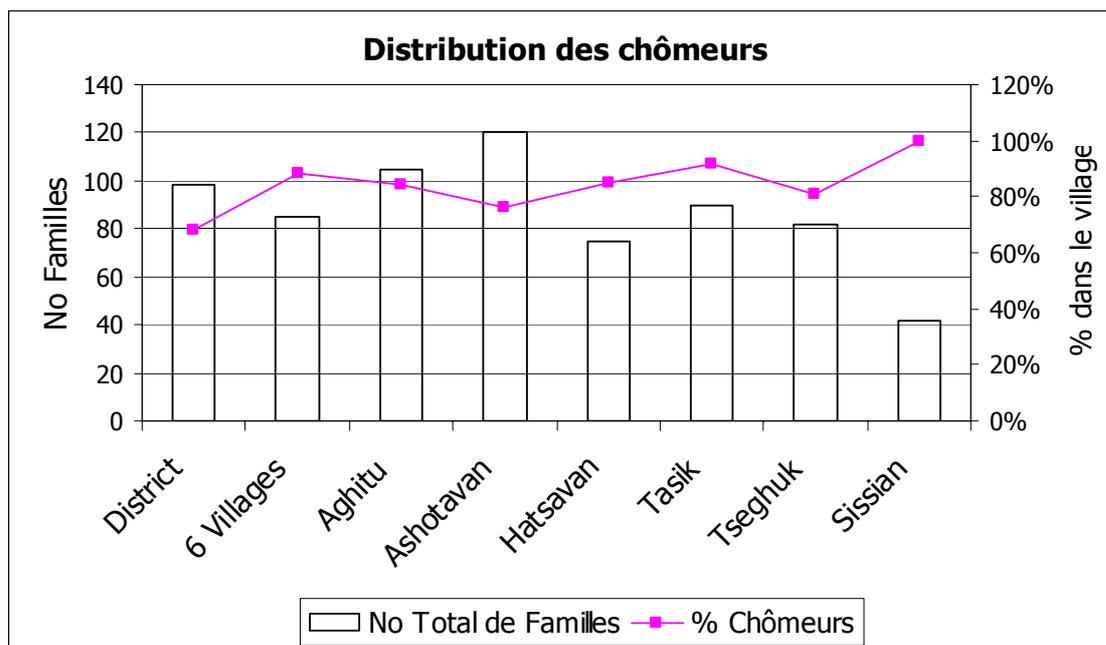


Source: Données de l'enquête ACF, 1999

Dans les six villages que l'on étudie, la situation est même pire, avec une moyenne de 82% de chômeurs.

<sup>68</sup> Cf. le point 6 de l'introduction sur la région d'étude pour trouver une carte du *marz*.

**Graphique 13 : Distribution des chômeurs dans le district de Sissian et dans les six villages d'étude**



Source: Données de l'enquête ACF, 1999

Un autre phénomène qui est très présent dans le district est la **population réfugiée**. Même si ce n'est pas une région assez riche pour accueillir des nouveaux arrivants - telle que l'a été Erevan- sa situation géographique, entre Nakhitchevan et Karabakh, a amené beaucoup de familles sur son territoire.

De plus, beaucoup d'Arméniens résidents à Bakou provenaient de ces régions montagneuses et lors de la guerre, ils avaient décidé de retourner vers la terre de leurs parents - même s'ils ne parlaient guère l'arménien.

Cette population réfugiée était seulement dans 2,4% de cas de provenance rurale (UNHCR, 1999), ce qui indique les difficultés d'adaptation qu'ils ont pu subir.

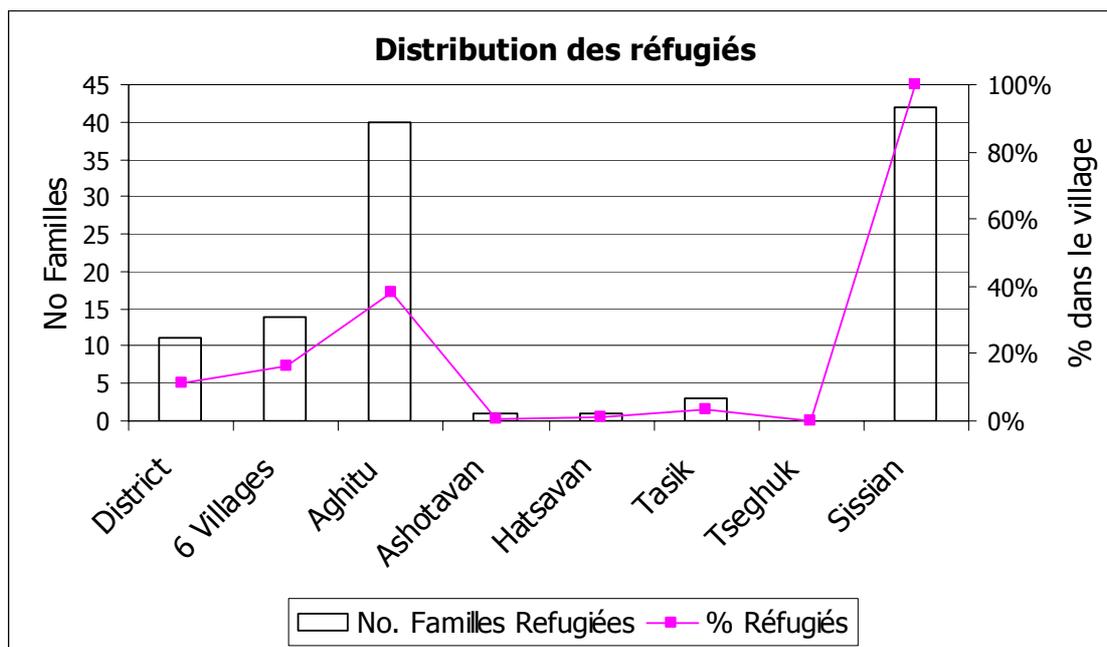
La distribution des réfugiés est assez inégale. Dans les premiers moments du conflit, ils sont restés ensemble dans des demeures provisoires. Ensuite, lorsque leur situation semblait définitive, ils se sont installés dans les maisons des Azéris qui ont dû quitter le pays.

Paradoxalement, nous trouvons les réfugiés dans les villages traditionnellement azéris. La proportion moyenne est de 8,5% des ménages par village, mais il y a des villages sans familles réfugiées et d'autres dont la population réfugiée est majoritaire.

En ce qui concerne les six villages de l'étude, la moyenne est de 23%, rappelant que, lorsque nous disons Sissian, nous nous référons au campement de réfugiés de Sissian, pas à la ville complète.

**Graphique 14 : Distribution des pourcentages de réfugiés dans le district de Sissian et dans les six**

## villages de notre étude



Source: Données de l'enquête ACF, 1999

Il y a d'autres caractéristiques qui sont moins marquantes mais que nous voudrions expliciter.

**Femme chef de ménage.** C'est un cas assez répandu (8,5% en moyenne) qui monte, dans les villages d'étude, jusqu'au 15%. Il est un indicateur des ménages soumis à des difficultés par surcroît, qui n'ont pas toujours accès à des sources de revenu stables et parfois, et qui ont des difficultés pour travailler la portion de terre obtenue lors de la privatisation.

**Les personnes âgées.** La population de la région est en train de vieillir notablement. Onze pour cent des ménages sont gérés par un individu de plus de 65 ans et dans la moitié des ménages il y a au moins un retraité. Si l'on ajoute à ce fait que les jeunes partent, non seulement de la campagne vers la ville, mais de l'Arménie, on s'aperçoit que la région est en train de perdre sa meilleure ressource : la ressource humaine.

Les relations significatives entre les différentes variables décrites ci-dessus, sont limitées au niveau du district, mais il y a des tendances très marquées au niveau des six villages.<sup>69</sup>

Ainsi il est très clair que les réfugiés sont très limités à Sissian et à Aghitu, tandis que dans le reste il n'y a que deux ou trois familles réfugiées par village. Dans le district, ces familles réfugiées ne montrent aucune tendance spéciale, tandis que dans notre échantillon, elles tendent à avoir des familles nombreuses et avoir des handicapés sous leur responsabilité.

### *B - L'aspect services*

Les services existants dans la communauté sont assez complets par rapport à d'autres pays classifiés comme en voie de développement. Ceci est dû à l'héritage de l'empire soviétique, dont une des priorités était l'homogénéisation des services à la population. Ainsi, nous pouvons voir les conductions de gaz dans chaque petit village au milieu de la campagne ainsi que l'électricité, le chauffage et le téléphone. De même pour les installations de santé et d'éducation. Malheureusement toutes ces installations n'ont pas été entretenues depuis 1991 et même avant. Le gaz ne marche plus (même pas à Erevan), l'électricité est assez stable après 4 ans de coupure presque totale et les bâtiments sont dans un état lamentable. Le tableau ci-dessous présente le pourcentage de la population avec accès aux services.

**Tableau 16 : Accès aux services par la population du district et des villages de l'échantillon**

<sup>69</sup> Nous avons calculé ces relations avec le coefficient Pearson carré ( $r^2$ ).

Caractéristique	District	6 villages
Eau potable	87%	77%
Irrigation	69%	40%
Électricité	97%	85%
<b>Centres de santé</b>		
Nombre par village	0,4	0,5
Villages par centre	2,3	2,0
<b>Centres d'éducation</b>		
Nombre par village	0,9	0,83
Villages par centre	1,1	1,2
Moyens de transport (voyages/jour)	1,2	2,0

Source: Données de l'enquête ACF, 1999

Nous repérons que, dans l'échantillon, les services sont légèrement plus limités que dans le district. Pourtant ils sont bien pourvus. L'écart le plus important est dans l'irrigation. Ce problème a été résolu par le programme de développement que nous avons mis en place : c'est une façon d'assurer l'alimentation en temps de crise. C'est aussi une démonstration de l'utilité de ce type d'enquêtes pour cibler les projets de développement.

### *C - Aspect agricole*

Les limitations les plus importantes ressenties par les responsables des communautés sont listées ci-dessous :

- ❑ **La sécheresse.** C'est un problème très grave ces dernières années et qui est alourdi par un système d'irrigation en panne.
- ❑ **Le froid.** C'est un problème propre aux conditions écologiques. La saison de culture est très courte et les gelées se répètent toutes les années et il n'y a pas de serres en conditions d'utilisation.
- ❑ **Les semences.** Le manque de ressources empêche l'achat de semences de qualité. La rotation des mêmes semences par toute la région provoque un appauvrissement des récoltes et une augmentation des maladies.
- ❑ **Les maladies.** Depuis la fin de l'Union Soviétique, les cultures et les animaux ne sont plus conservés avec des produits chimiques. Grâce aux dures conditions climatiques, les fléaux ne sont pas un problème capital, mais ils commencent à être préoccupants.
- ❑ **Les sols.** Pendant l'époque soviétique, l'investissement en intrants pour le sol était exagéré et énormément polluant. Maintenant il n'y a pas de ressources pour en acheter et le produit n'existe toujours pas sur le marché. La qualité des semences, les maladies et la culture minière ont réduit ostensiblement les rendements depuis 1991.
- ❑ **Les pierres.** La mécanisation est difficile à mettre en place dans des sols couverts de pierres.

Nous percevons un état d'esprit assez démoralisé en ce qui concerne l'agriculture. Il y a deux types de chef de ménage selon qu'ils travaillaient ou non dans l'agriculture précédemment. Ceux qui n'y travaillaient pas ont trouvé des conditions très mauvaises pour s'initier. Le manque de connaissances et d'opportunités pour se former, les ressources très limitées et la déstructuration du marché leur posent des problèmes parfois inabordables. Ceux qui étaient dans le métier, étaient habitués à une agriculture disposant de moyens, sans la pression du profit économique et avec la facilité du travail à grande échelle. La plupart d'entre eux se trouve aussi dépaysé que les non-initiés. Seulement ceux qui ont l'initiative de chercher une niche de marché pour leur production peuvent s'en sortir, de façon à être au dessus de la moyenne.

### *D - L'aspect foncier*

Le sol de la région de Syunik, parfois de bonne qualité, toujours en altitude, a des pentes trop accentuées. L'utilisation générale du foncier est faible : 39% de la surface est déclarée agricole. Dans les tableaux suivants, nous découvrons une utilisation presque complète des terrains de jardinage, tandis que l'utilisation de la surface céréalière est un peu plus de la moitié de la disponibilité et l'utilisation pour l'élevage n'atteint que 30%.

**Tableau 17 : Utilisation agricole du foncier dans le district de Sissian**

<b>Jardinage</b>			
<b>Surface</b>	<b>Totale</b>	<b>Utilisée</b>	<b>%</b>
Totale	931 ha	858 ha	92%
Moyenne par village	29 ha	29 ha	

<b>Agriculture</b>						
<b>Surface</b>	<b>Totale</b>	<b>Utilisée</b>				<b>Subtotal</b>
		<b>Céréale</b>	<b>Pomme de Terre</b>	<b>Fourrage</b>	<b>Sovkhoze</b>	
Totale (ha)	21.499	10.492 48,80%	27 0,13%	129 0,60%	1.470 6,84%	12.118 56,37%
Moyenne par village	672	362	14	65	368	

<b>Pâturage - Élevage</b>				
<b>Surface</b>	<b>Totale</b>	<b>Utilisée</b>		
		<b>Pâturage</b>	<b>Fourrage</b>	<b>Subtotal</b>
Totale	44.522	12.462 27,99%	810 1,82%	13.272 29,81%
Moyenne par village	1.391 ha	479 ha	58 ha	

Source: Données de l'enquête ACF, 1999

Les problèmes agricoles que nous avons cités dans le point précédant expliquent la faible utilisation du foncier. Il faudrait y ajouter la migration vers Erevan et vers l'étranger. Même s'il est un problème décisif pour le développement de l'Arménie, il n'y a pas de données pour la chiffrer.

### *E - Aspect économique*

La situation économique du district s'explique par la production des unités d'exploitation agricole et par la présence d'un débouché pour leurs produits. Nous ferons cette analyse aval-amont.

**Le marché** : Le seul marché dans le district se trouve à la capitale : Sissian. C'est un marché petit et peu structuré qui est utilisé surtout de mai à octobre et même pas à 100%.

Le reste du temps, il n'y a pas de production continue, sauf le lait, le pain et la viande. Le samedi est le jour du marché, où les habitants des villages du district viennent pour proposer des produits et acheter.

Pour le reste des achats, il y a des épiceries concentrées surtout à Sissian, mais il y en a quelques-unes éparpillées par le district. Dans ces établissements, on vend les marchandises qui viennent d'Erevan et sont les mêmes dans tous les magasins. D'autre part, on vend des produits frais fabriqués, soit par le vendeur, soit par d'autres personnes. Ainsi on trouve du pain, de la viande et du fromage salé. Nous découvrons que l'accès à ce marché est inégal à cause des distances et des coûts de transport.

**Tableau 18 : Accès au marché dans le district de Sissian**

	<b>Accès au marché</b>			
Moyenne	Nbre familles	Nbre marchés	km du village	Coût transport
District.	148,8	1	16,5	499,2
6 Villages	104,8	0 <sup>70</sup>	11,5	150,0

Source : Données de l'enquête ACF, 1999

Par rapport à la moyenne du district, notre échantillon est plus proche du marché et les coûts d'accès sont sensiblement réduits.

Mais les coûts d'accès ne sont pas seulement dus à la distance. La possibilité d'avoir un poste de vente ou de placer les produits dans le marché a aussi un coût. Ce type de coût est en relation avec le capital social du producteur. Ce sont les autorités qui décident les détenteurs des postes de vente sur le marché ainsi que des épiceries. Étant donné qu'il y a un nombre limité d'épiceries et que presque tous les producteurs offrent les mêmes produits, il faut bien utiliser le capital social pour pouvoir vendre aux magasins.

Lorsque les distances augmentent, les coûts de conservation des produits augmentent (ce serait plutôt les risques d'abîmer les produits, car il n'y a pas d'argent pour la conservation) surtout en été, avec des températures assez élevées.

### a) La production végétale

Elle est fondamentale pour la survie des unités d'exploitations rurales de Sissian. La privatisation des terres leur a donné un moyen de vie dont ils profitent selon leurs possibilités. La production horticole, au niveau du jardin ménager, est très répandue, mais étant donné la surface moyenne, ce n'est qu'une production de survie. L'objet de cette production est la consommation pendant la saison normale et la conservation en vinaigre pour l'hiver. La production céréalière profite des terres privatisées, mais elle n'utilise pas toute la surface disponible. Ceci est dû au manque de financement pour acheter les intrants. L'objet de la production est l'autoconsommation en forme directe, la production du pain à la maison et la vente aux producteurs locaux de farine. La production fruitière est aussi limitée aux jardins ménagers et profite très souvent du même sol que les plantations horticoles. Le but est l'autoconsommation pendant toute l'année. Le principal produit est la pomme, de conservation facile au froid.

**Tableau 19 : Production végétale dans le district de Sissian**

	<b>Production végétale</b>								
	<b>Productions horticoles</b>			<b>Céréales</b>			<b>Fruits</b>		
	Nbre	%	m <sup>2</sup>	No	%	ha	No	%	m <sup>2</sup>
Moyenne	Famille	Famille.	/Famille	Famille	Famille	/Famille	Famille	Famille	/Famille
District	144	97%	991,5	85	48%	1,8	142	73%	513,1
6 villages	102	81%	650,0	44	28%	2,0	131	62%	316,7

Source : Données de l'enquête ACF, 1999

### b) La production animale

Cette production est très répandue dans le district. Le climat et les terres de pâturage en montagne sont des atouts pour plus de la moitié des unités de production qui ont plus de 4 moutons et plus de deux vaches. Cette production permet à l'exploitation d'avoir du lait, de la viande, de la graisse et du fromage pour l'autoconsommation. Elle est aussi utile lors du paiement de dettes ou des consommations extraordinaires.

Dans le cas de l'élevage ovin et bovin, la vente des animaux est très fréquente en automne, pour réduire les coûts d'entretien du cheptel. À ce moment-là, se produisent les célébrations de la récolte, les animaux sont sacrifiés et conservés dans le sel pendant l'hiver. Les conditions climatiques permettent une très bonne conservation au froid sans utilisation d'énergie. Lorsque l'été arrive, les unités s'organisent pour faire monter les animaux dans les prairies d'été. Une organisation fréquente est la rotation du responsable pour accompagner les animaux parmi les

<sup>70</sup> Le camp de réfugiés de Sissian se trouve dans la même municipalité que le marché central. Cependant nous n'avons pas considéré le marché comme appartenant à ce camp. La distance, les difficultés du chemin et le manque de transport publique justifient cette décision.

propriétaires, parce que normalement il n'y a pas d'argent pour payer un berger.

**Tableau 20 : Production animale dans le district de Sissian**

	PRODUCTION ANIMALE														
	Ovin			Bovin			Porcin			Avicole			Lapins		
	No famill.	% famill.	U./ famill.	No famill.	% famill.	U./ famill.	No famill.	% famill.	U./ famill.	No famille	% famill.	U./ Famill.	No famill.	% famill.	U./ famill.
Moyenne															
District	116	78%	5,2	117	78%	2,9	18	7%	4,5	122	82%	6,7	5	0%	1,5
6 Villages	77	61%	4,6	78	62%	2,7	3	2%	6,3	77	61%	7,7	0	0%	0,0

Source : données de l'enquête ACF, 1999

La production avicole est très généralisée et fondamentalement auto-consommée. L'élevage porcin et les lapins sont des productions marginales.

### c] Autres activités économiques

Les activités économiques autres que la production agricole, tournent toujours autour de cette dernière. L'artisanat n'est pas ancré dans la culture du district, les zones artisanales étant plus au sud et à l'est de Sissian, notamment la production de tapis.

La production de fromage est assez répandue bien que la qualité et l'hygiène des méthodes ne soient pas de haut niveau. La production de pain maison est aussi très commune tandis que la production marchande de miel, même si la zone est connue par la qualité de ses miels, n'est pas trop habituelle.

**Tableau 21: Activités économiques alternatives dans le district de Sissian**

	<i>Autres activités économiques</i>							
	Fromage		Pain		Miel		Pêche	Cueillette
	Nbre famille	% famille	Nbre famille	% famille	Nbre famille	% famille	Nbre famille	Nbre famille
Moyenne								
District	102	62%	126	79%	13	8%	3	5
6 villages	62	30%	100	64%	9	6%	0	0%

Source: Données de l'enquête ACF, 1999

Ce tableau nous donne deux informations que nous voudrions détacher. D'abord, que le degré d'autosuffisance des unités de production est important parce qu'ils produisent une bonne partie des produits dont ils ont besoin, même les produits élaborés. L'équilibre avec les unités de production qui ne transforment aucun produit se fait par l'échange ou ne se fait pas, c'est-à-dire qu'il reste une portion des ménages qui est sous-alimentée et qui ne produit pas assez pour ses besoins et qui n'est pas capable de transformer sa production.

La deuxième idée que nous voudrions souligner est que, contrairement à la littérature consultée, ces unités de survie ne font pas appel à la cueillette comme source de revenu. C'est seulement pour le bois de chauffage qu'ils le font habituellement. En tout cas, le climat ne permet pas une végétation de cueillette comme dans d'autres latitudes du globe.

## 2 - Les villages des bénéficiaires : une population sans ressources, au seuil de pauvreté

Nous avons réalisé des enquêtes quantitatives sur les villages choisis d'après les résultats de la première enquête quantitative auprès des responsables des communes du district de Sissian. Cette sélection a pris en compte des critères de sélection en fonction de la vulnérabilité des villageois aux crises de sécurité alimentaire : réfugiés, femmes chefs d'exploitation, nombre d'individus dépendants de l'unité, chômeurs, retraités et handicapés, nombre d'hectares par unité, possibilité d'utilisation de la terre et surface de jardins par unité et possibilité de l'irriguer.

D'après les données obtenues lors de la première enquête, nous avons observé un manque de données plus

concrètes qui puissent définir le fonctionnement des petites unités d'exploitation familiale. Nous n'avons pas assez d'information sur les stratégies des unités rurales, de leur production et de leurs investissements. Comme ces connaissances étaient utiles pour notre étude autant que pour l'évaluation du projet en place et pour l'identification de nouveaux projets sur le district, nous avons décidé de faire une enquête<sup>71</sup> assez complète chez les chefs de ménage bénéficiaires du projet.

Nous allons faire d'abord une description générale de la population à partir des résultats de l'enquête. Pour cette partie, nous allons nous servir des outils de la statistique descriptive et les appliquer pour les six différents chapitres.

#### **A - La structure des ménages**

#### **B - Les sources de revenu**

#### **C - La production de l'unité d'exploitation**

#### **D - La consommation du ménage**

#### **E - La consommation de l'unité d'exploitation**

#### **F - L'avenir**

Ensuite, nous ferons la comparaison de ces résultats avec l'enquête menée auprès des personnes-ressources des villages pour prouver la consistance des réponses.

#### **• A - La structure des unités d'exploitation**

Les unités d'exploitation objet de notre étude, telles que nous avons pu le remarquer d'après toutes les études préliminaires, ne sont pas dans des conditions que nous pourrions dire "normales" du point de vue d'un observateur provenant d'Europe occidentale. Les conditions du contexte sont différentes et cela produit des structures ménagères assez spéciales. Nous pourrions le constater par la suite.

Une des caractéristiques principales de cette population est la présence de beaucoup de **femmes chefs d'exploitation**. Cette situation, qui pourrait être commune dans d'autres sociétés comme effet du choix des femmes, est assez anormale dans une société fortement dominée par l'homme et dans laquelle l'indépendance économique et sociale des femmes est assez restreinte. Dans la population de l'étude, elles représentent 17% des ménages, ce qui est assez logique si nous tenons compte que l'on vient de sortir d'une guerre. Ces unités d'exploitation ont un risque de sécurité alimentaire plus fort que la moyenne comme l'indique le fait qu'elles ont des revenus de 60% inférieurs.

Une autre caractéristique est la présence de **familles réfugiées**, dont 21% des familles proviennent d'Azerbaïdjan, notamment du milieu urbain. Ce sont des personnes hors de leur contexte, faisant des activités pour lesquelles elles ne sont pas formées et sans leurs réseaux sociaux propres. Ce fait est aggravé par la localisation des ménages des réfugiés soit dans des camps, soit dans des villages azéris, mais en tout cas formant une sorte de ghetto. L'intégration de la génération suivante est plus facile, grâce à l'assistance à l'école communale. Leur principal désavantage est le manque de terres agricoles et d'animaux. Leurs propriétés sont limitées, dans la plupart des cas, au lopin de terre autour de la maison. Leur autre source de revenu principal est l'aide provenant de l'État arménien et des organisations humanitaires dont ils sont fortement dépendants.

La présence des **retraités** -26% des chefs de ménage le sont- est important, surtout dans les cas où il n'y a pas d'aide familiale disponible pour travailler les ressources qu'ils ont.

Enfin, nous parlerons du **chômage**. D'après l'information des enquêtés, 30% de la population a un travail rémunéré de façon légale. Ceci n'est pas un chiffre trop encourageant, mais il y a des analyses à faire là-

---

<sup>71</sup> Cf. Annexe no. 2, Enquête quantitative 2000.

dessus.

Premièrement, nous ne pouvons comparer ce taux (70% de chômage) avec les taux officiels car ils ne font pas appel à la même réalité. La réalité constatée est que 70% des ménages enquêtés, avec une moyenne de 4 individus par ménage, n'ont aucun travail salarié légal. Nous ne connaissons pas la composition des ménages par âges et par conséquent, nous ne pouvons pas déduire un taux de chômage comparable avec le taux officiel.

Deuxièmement, le travail légal n'est pas la seule source de revenus parce que le secteur informel est assez puissant dans la région. Il y a 20% des ménages qui reçoivent un salaire informel. En tout cas, si nous additionnons les ménages « formels » et les « informels », nous constatons que 49% de la population reçoit un salaire. Ceci montre une réalité différente du chiffre relevé en premier.

Troisièmement, les salaires reçus sont très bas et ne supposent qu'un complément de revenu pour les ménages. Lorsque nous analysons la composition des revenus (que nous décrirons plus tard dans ce chapitre), nous voyons que très peu de familles vivent des salaires (qu'ils soient formels ou informels) comme source principale de revenus.

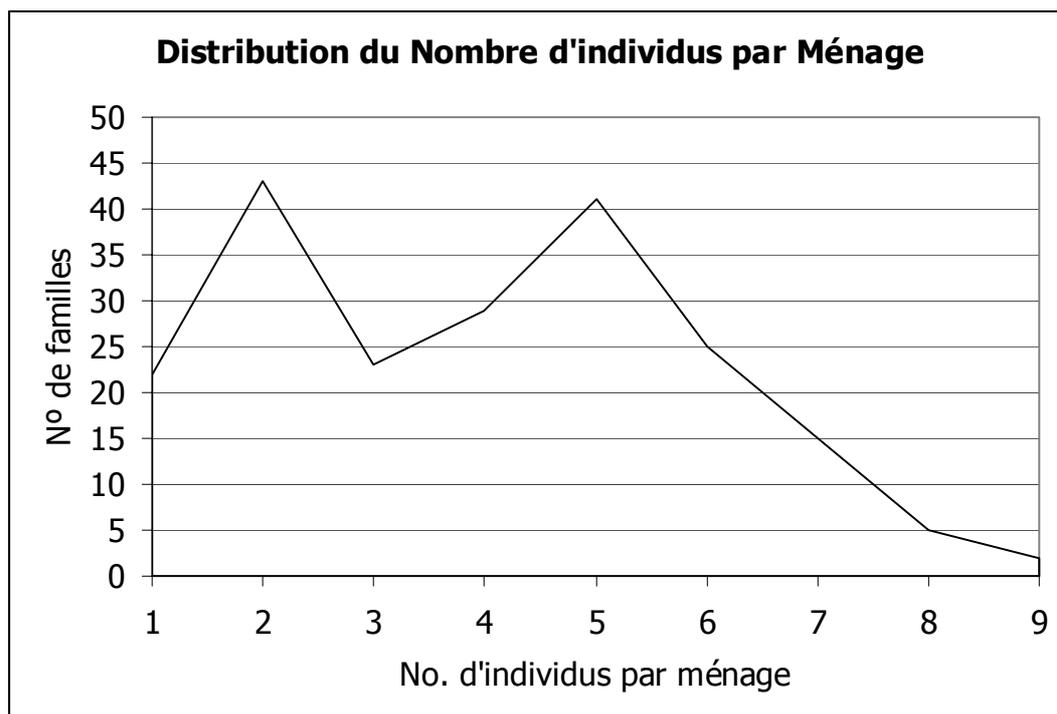
En conclusion, le chômage est un concept assez difficile à cerner dans ce contexte et nous pensons que le concept de chômeur, comme personne qui n'a pas accès à une source constante de revenu, devrait s'appliquer à ceux qui n'ont pas accès à la terre ou au commerce. Dans la population enquêtée, les ménages qui ne peuvent réaliser presque aucune activité économique sont les réfugiés.

Le **nombre d'individus par ménage** est assez limité par rapport à d'autres pays en développement. La moyenne est de 3,93 individus.

Le contrôle de natalité est une pratique très commune et enracinée dans leur culture. Cependant, la distribution n'est pas normale et, ainsi que nous le voyons dans le graphique ci-dessous, c'est une distribution bi-modale.

Il pourrait s'agir de deux types de ménages bien différenciés, d'un côté les familles formées par un couple de retraités et de l'autre les familles complètes, normalement composées par trois générations sous le même toit.

**Graphique 15 : Nombre d'individus par ménage dans la population enquêtée**



Source: Enquête propre, 2000

Pour finir ce chapitre, nous décrirons **le capital des ménages**. Pour ceux qui n'ont dans la plupart des cas pas de moyens de production mécaniques, un des capitaux le plus important est le foncier.

Dans le tableau ci-dessous, nous voyons que la privatisation a été assez effective dans cette région, ainsi que l'indiquaient les données officielles.

**Tableau 22 : Type de propriétés des ménages enquêtés**

	Privée	Familiale	Louée	Autre
Maison	89%	7%	4%	0%
Foncier	90%	3%	5%	1%

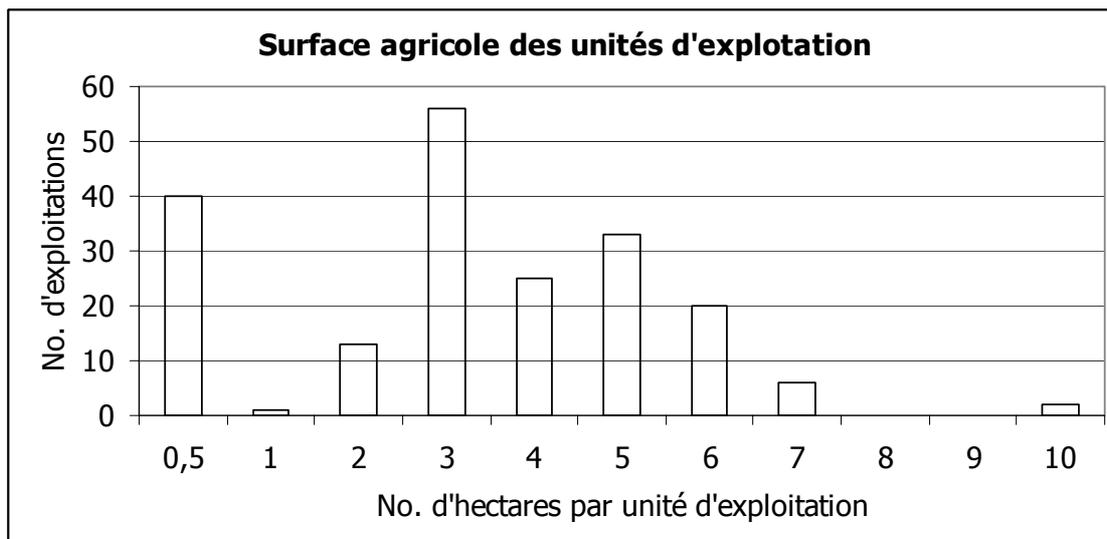
Source : Enquête propre, 2000

Ce foncier comprend en moyenne de 3,22 ha par ménage, ce qui est cohérent avec les données de privatisation qui indiquent une moyenne de 3,5 pour le district de Sissian.

Cependant, la distribution du foncier est assez inégale, toujours dans les limites très serrées de la région.

Ainsi nous apercevons les différents groupes par rapport à leur propriété foncière :

**Graphique 16 : Surface agricole des Unités de Production**



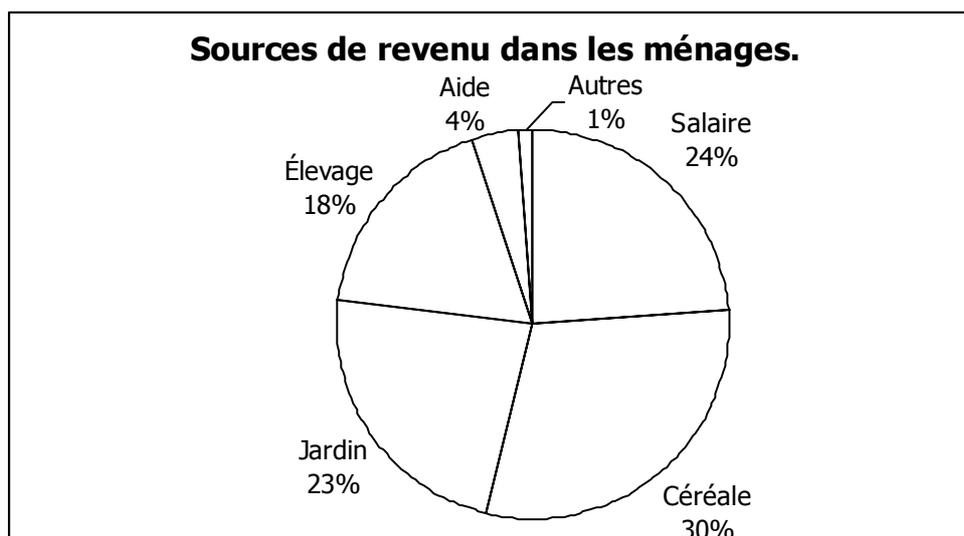
Source : Enquête propre, 2000

Il y a deux groupes fondamentaux : d'un côté, ceux qui n'ont qu'un hectare ou moins, c'est-à-dire qu'ils n'ont que le jardin appartenant à la maison, et de l'autre, ceux qui ont entre deux et six hectares qu'ils peuvent exploiter pour la production céréalière ou autre.

***B - Les sources de revenu***

Le revenu des ménages n'est pas unique. Lorsque nous parlons de revenu, nous ne parlons pas forcément de revenu financier en argent liquide. Une partie des biens produits est échangée en espèces. Seul le salaire se paie le plus souvent en argent. Les sources sont très diverses et elles participent différemment à la richesse des unités d'exploitation.

**Graphique 17 : Proportion des différentes sources de revenu dans un ménage "moyen"**



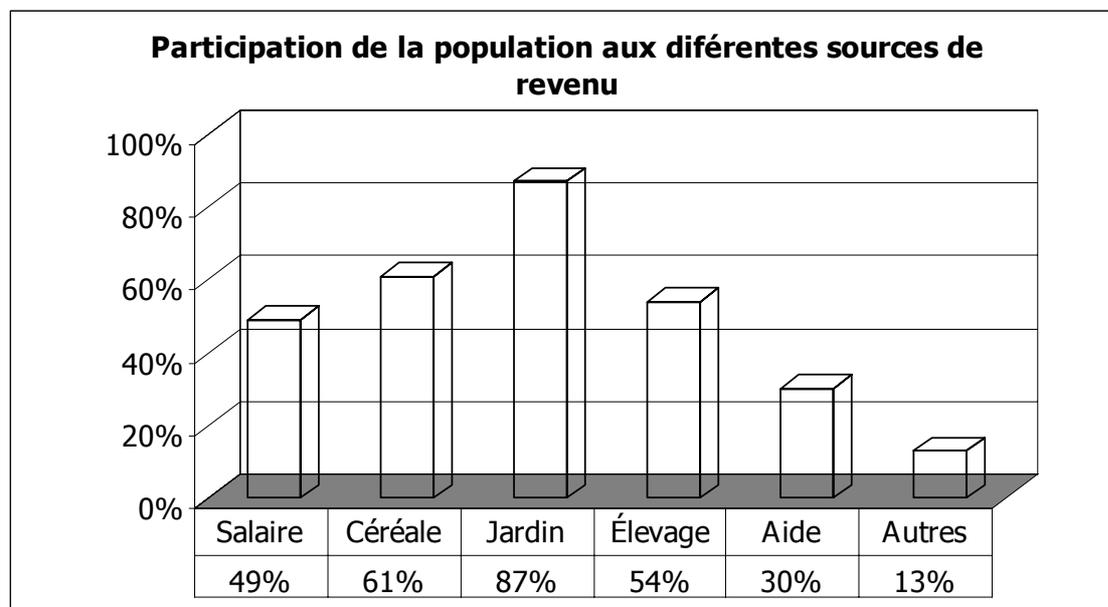
Source : Enquête propre, 2000

D'un premier regard, nous remarquons l'équilibre qui existe entre les différentes sources. Dans l'ensemble de ménages, les chefs de ménage ont bien diversifié les risques entre la production céréalière, celle du

jardin, le revenu provenant des salaires et la production animale. Ceci indiquerait une situation optimale de prévention des risques de sécurité alimentaire.

Cependant ce n'est pas qu'un portrait de l'ensemble de la population enquêtée. Les unités de production rurales ont une structure de production très diversifiée et les stratégies ne sont pas uniques et bien diversifiées, ce que l'on pourrait déduire du graphique précédent. Dans le graphique suivant, nous voyons la distribution de la population face à chaque source de revenu.

**Graphique 18 : Participation de la population aux différentes sources de revenu**

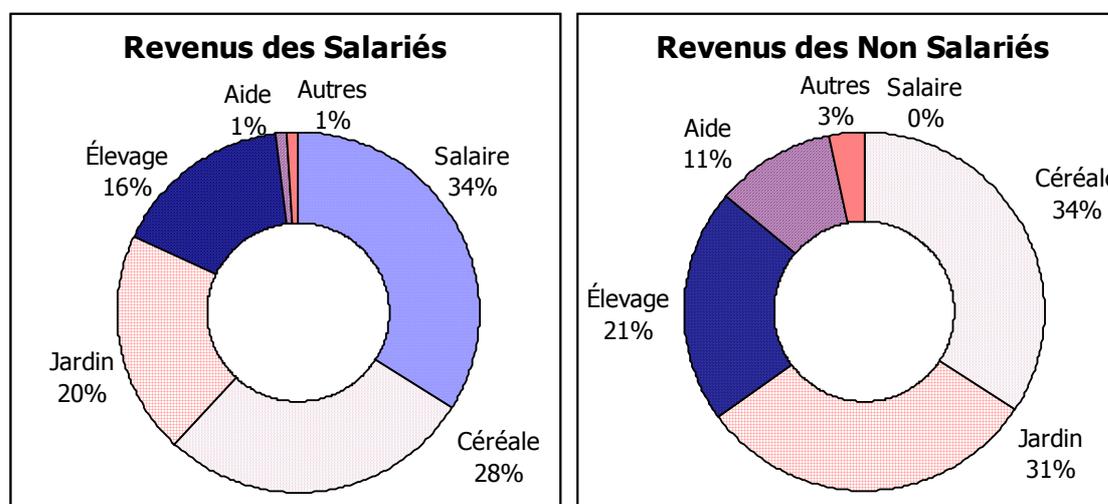


Source : Enquête propre, 2000

Ainsi, les salaires qui font 24% du montant total des revenus de la population, ne sont atteints que par la moitié de cette population. Ceci voudrait dire que lorsque les familles ont un salaire (déclaré ou non), cela constitue une part très importante dans le budget de l'exploitation.

Nous avons séparé la population entre salariés (49%) et non salariés (51%), ce qui nous offre une description plus précise des stratégies des ménages.

**Graphique 19 : Comparaison des stratégies d'obtention de revenu entre les non-salariés et les salariés**

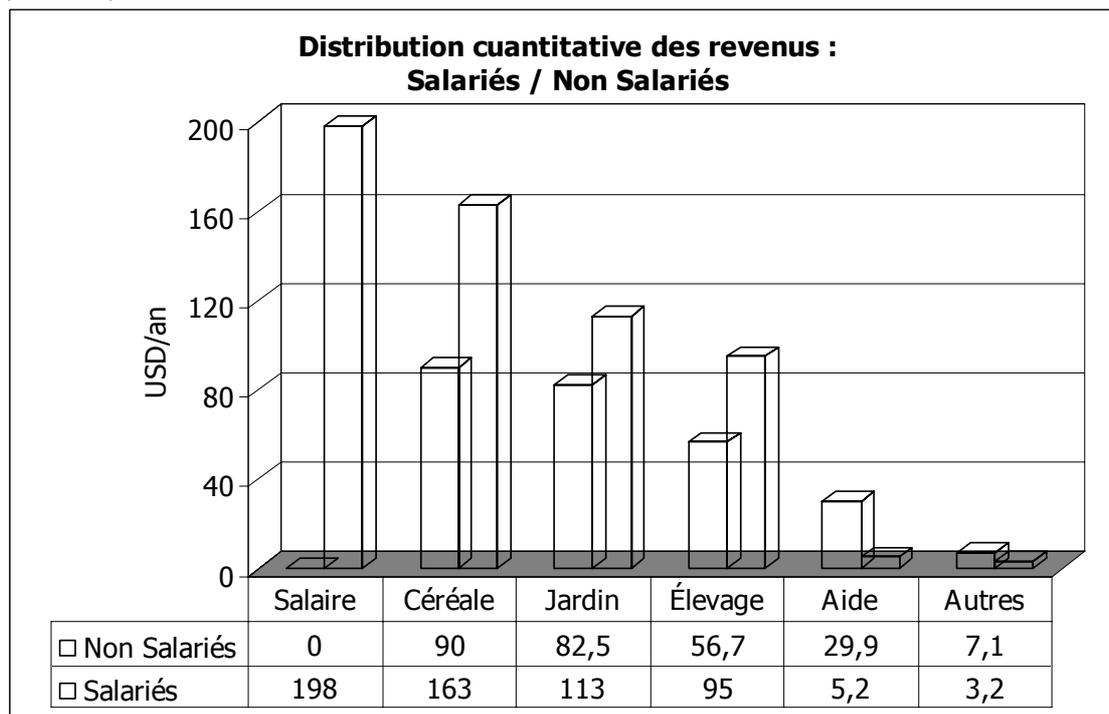


Source : Enquête propre, 2000

Il nous semble clair que nous nous trouvons face à deux types de ménages très différenciés. Dans le premier groupe, les sources de revenu proviennent du travail agricole plus ou moins diversifié, tandis que dans le deuxième, c'est le salaire la source principale. Il est aussi remarquable que le groupe des non-salariés fait davantage appel à l'aide familiale ou gouvernementale.

Cette différenciation est d'autant plus marquée si nous étudions les valeurs absolues des revenus (tableau ci-dessous) car le groupe II (salariés) a des revenus plus importants dans toutes les catégories. L'explication peut se trouver dans le fait que même s'ils ont moins de temps à consacrer à la production agricole, le revenu salarial leur permet un investissement plus important dans l'exploitation et donc une accumulation en moyens de production.

**Graphique 20 : Distribution quantitative des revenus moyens entre les salariés et les non-salariés . (USD/an).**



Source : Enquête propre, 2000

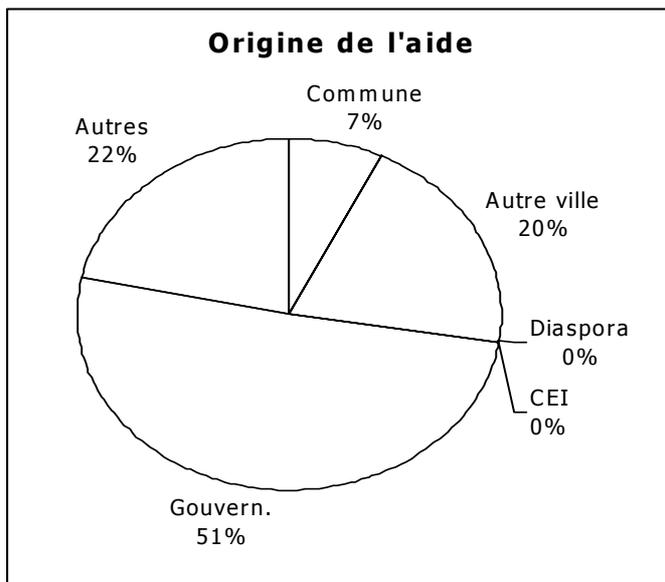
Le groupe des salariés n'est pas homogène non plus. Il y a une division claire entre les salariés légaux - ceux qui déclarent leur salaire au moins en partie- déclarant 60% (représentant 30% de la population totale), et les salariés illégaux - ceux qui ne déclarent pas leur salaire- déclarant 35%, pour ceux qui sont payés en argent et 5% pour ceux qui sont payés en biens (19% de la population totale en somme). Ces groupes sont assez cloisonnés parce que seuls 3% des salariés légaux font aussi des travaux salariés illégaux.

La différence entre travaux salariés légaux et illégaux est l'origine de l'employeur. La déclaration des salaires se fait lorsqu'il y a une relation directe avec le gouvernement. La permissivité est assez marquée en Arménie et la non-participation aux obligations tributaires est socialement acceptée.

Il est remarquable que le fait de payer en nature soit très peu répandu dans le district, contrairement à ce que nous avons lu dans les études sur la transition dans les pays de l'Union Soviétique.

Un autre point d'intérêt est **l'aide**. Nous avons remarqué qu'elle est importante seulement dans les ménages non-salariés, et même là, elle ne représente que 11% du total. Nous avons demandé aux chefs d'exploitation la provenance de l'aide. Ainsi que nous le voyons dans le graphique ci-dessous, l'aide vient fondamentalement du gouvernement. L'aide dans la même communauté est assez réduite tandis que l'aide provenant d'autre ville - notamment d'Erevan- est plus importante.

**Graphique 21 : Origine de l'aide reçue par les ménages**



Source : Enquête propre, 2000

La catégorie désignée « autres » englobe les aides reçues des organisations humanitaires. Il faut bien préciser aussi que l'aide du gouvernement est composée d'une part par les programmes sociaux d'aide, les pensions et les aides aux réfugiés mais aussi, par des aides internationales qui sont gérées par le gouvernement arménien. Néanmoins, nous ne pouvons pas différencier quantitativement les composantes.

Nous voulons constater un phénomène qui nous a beaucoup surpris : la participation nulle des émigrés (diaspora et CEI) à l'aide aux ménages ruraux. Nous avons pu lire et entendre sur l'influence et l'importance de la diaspora arménienne sur le développement du pays ainsi que sur les migrations arméniennes en Russie. Cependant, elles n'ont aucun effet direct sur la situation économique du district. L'explication à ce fait peut se trouver dans deux phénomènes : (a) La diaspora arménienne centre son action sur la zone du tremblement de terre de 1988 au nord de l'Arménie et, de plus en plus, sur les territoires occupés du Karabakh. Cette distribution est encouragée par des raisons politiques et parce que les organisations internationales tendent à ne pas y investir dans des structures à long terme. (b) Les émigrés en Russie, même s'ils sont nombreux, ne sont pas en situation d'envoyer de l'argent. Les situations de crise affectent toujours plus fortement les plus démunis - dont les immigrés -. Cette réalité est bien confirmée par les rencontres avec les personnes-ressources.

Une autre forme d'acquisition de biens par l'unité d'exploitation est **la dette**. C'est un sujet important car 80% des enquêtés ont affirmé avoir un type de dette dont la moyenne est de 85 USD, à peu près 20% des revenus annuels moyens des ménages. Le créancier principal est la banque et le gouvernement avec 59% des dettes. Ce sont les impôts non payés et les crédits personnels signés par les chefs de ménage.

Comme que nous l'avions prévu d'après les entretiens avec les personnes-ressources, le magasin local est une source importante de crédit. 20% de la population en a un. Les implications de ce phénomène sont importantes parce que, d'après les personnes enquêtées, c'est la cause principale de faillite dans les petits commerces. Comme on nous l'explique, il faut avoir un protecteur pour se faire respecter et récupérer l'argent des débiteurs : un "toit" ou "montagne" que l'on dit en arménien.

**L'épargne**, dans une situation de survie, est assez limitée. Seulement 10% des enquêtés affirment en avoir et la plupart veulent consacrer cet argent aux frais funéraires. C'est un sujet assez sensible parce que, après l'indépendance et la crise du rouble, les Arméniens ont vu disparaître deux fois leurs fonds bancaires.

Pour finir le chapitre des revenus, nous allons étudier la signification globale de la sécurité alimentaire pour les propriétaires des exploitations. Nous avons pris les mêmes critères choisis par le UNDP pour la classification de la population en fonction de leur degré de pauvreté. Nous rappelons que les calculs ont

été faits en fonction du Budget Minimal de Subsistance<sup>72</sup>.

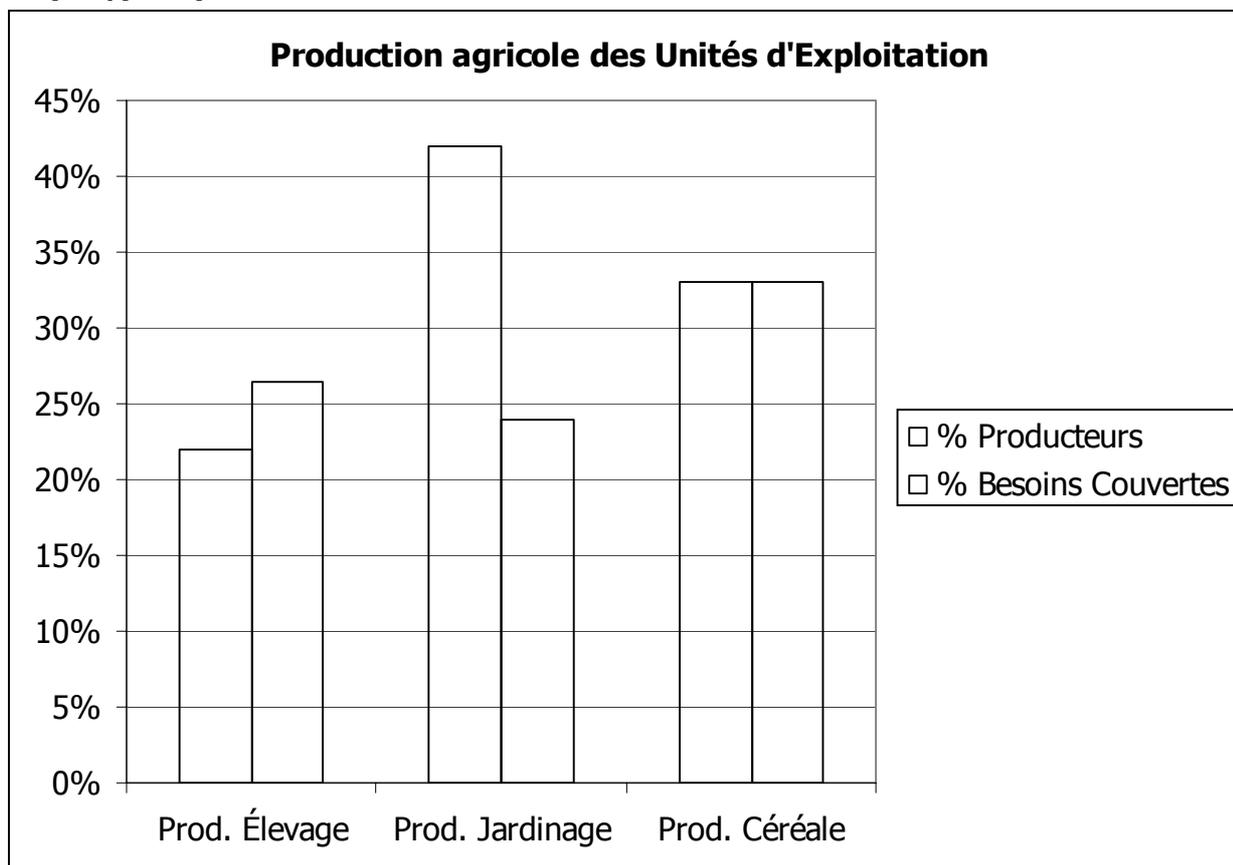
La première remarque est la diminution considérable de la proportion des dits "très pauvres" et la deuxième est que la proportion a augmenté dans le groupe des "nantis". La population en dessous du seuil de pauvreté est de 67% du total, tandis que dans le travail d'UNDP elle est de 84%. Nous trouvons l'explication de ce phénomène dans les différentes populations des deux enquêtes : tandis que notre enquête porte sur la population rurale, le travail d'UNDP porte sur des échantillons de toute la population arménienne, rurale et urbaine comprises. La situation est aussi effrayante dans les deux cadres, mais dans notre échantillon, nous avons travaillé avec des unités de production rurale, avec une moyenne de 3,22 ha de surface agricole et quelques têtes de bétail par unité, ce qui veut dire une assurance de revenus par la production agricole.

### *C - La production de l'unité d'exploitation*

Nous allons décrire la structure de l'unité d'exploitation rurale moyenne du district : les productions principales, le but des productions et les besoins couverts pour chacune.

Les productions sont assez équilibrées dans les exploitations. Ainsi, 44% de la production provient de la production maraîchère des jardins ménagers, 34% des céréales et 22% de l'élevage.

**Graphique 22 : Production agricole et besoins couverts dans les unités d'exploitation rurale par chaque type de production**



Source : Enquête propre, 2000

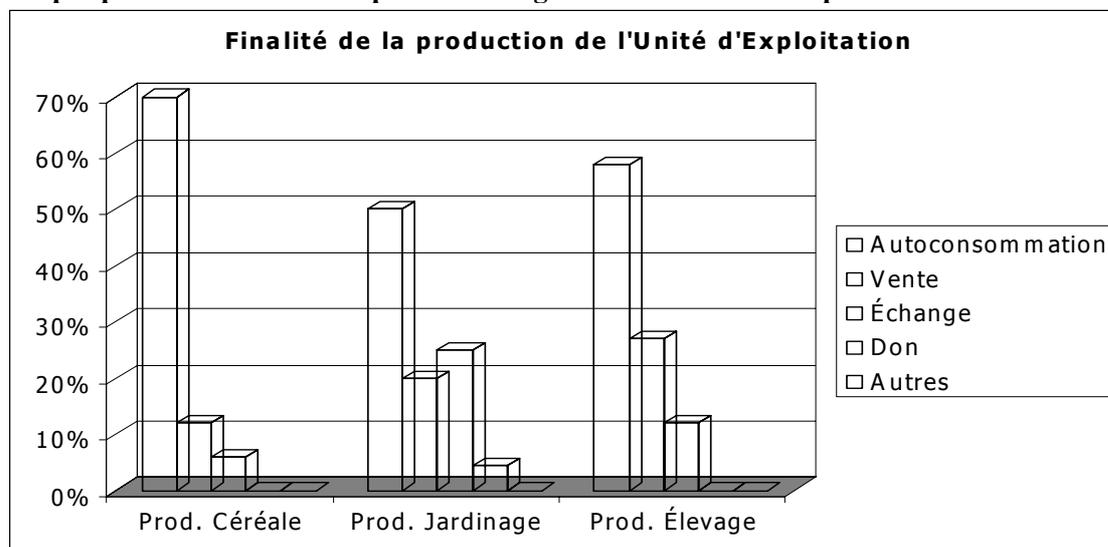
À notre avis, le pourcentage de production jardinière est très représentatif de la situation de survie dans les ménages. Si les agricultures marchandes tendent à produire des cultures de vente, dans les ménages étudiés, la production jardinière est dominante.

Dans le graphique suivant, nous voyons le but de la production des ménages. Cette production est

<sup>72</sup> Cf. le Chapitre V, point 5, sur polarisation de la population pour savoir plus du BMS.

principalement autoconsommée, notamment dans le cas de la production céréalière (presque 70%). L'échange et la vente sont plus limités et pourtant très importants pour la réussite des unités d'exploitation car elles permettent faire face aux dépenses extérieures à l'exploitation. Ces résultats sont semblables à ceux de l'enquête menée par la Banque Mondiale en 1998<sup>73</sup>.

**Graphique 23 : Finalité de la production agricole des Unités d'Exploitation**



Source : Enquête propre, 2000

La partie vendue des céréales est assurée par la demande des moulins de blé locaux, tandis que la vente et l'échange des produits horticoles et dérivés du lait se font dans le marché local. Dans le cas du jardinage, le commerce de la pomme de terre est particulièrement important.

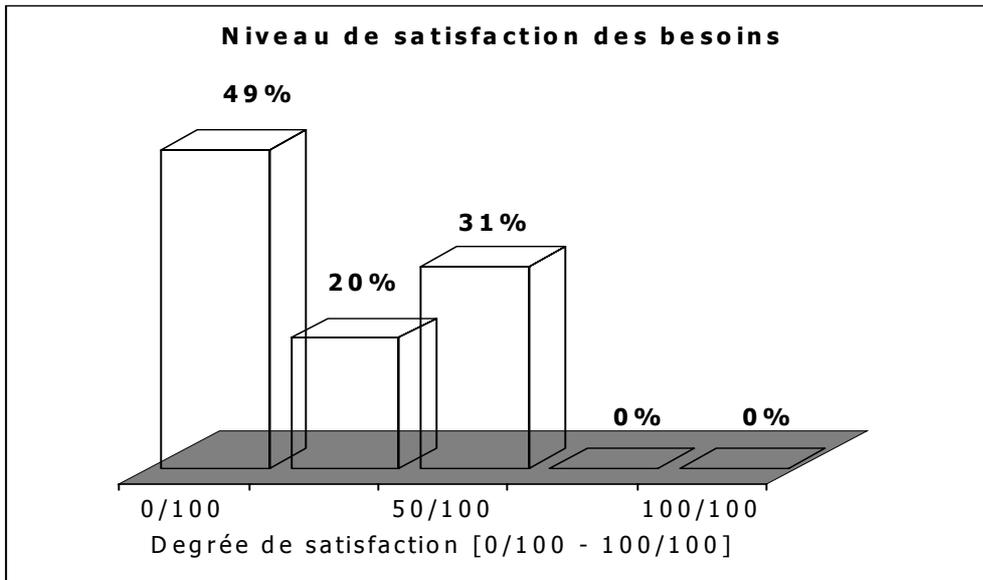
C'est un produit facilement stocké et la demande extérieure à l'unité d'exploitation existe toute l'année. Les commerçants de la capitale arrivent dans la campagne et échangent leurs produits avec des pommes de terre, des choux, du fromage salé ou des vaches. Tout est échangeable et personne ne paie pas d'impôts pour ces activités économiques.

Pour finir ce chapitre de la production, nous allons analyser la perception que les chefs d'exploitation ont sur la valeur de cette production. Nous leur avons demandé quelle partie de leurs besoins elle couvre.

Il s'agit, bien sûr, d'une opinion assez subjective mais elle nous montre l'état d'esprit des responsables des unités d'exploitation rurale face à leur situation économique.

<sup>73</sup> Cf. Graphique 3 de la thèse.

**Graphique 24 : Niveau de satisfaction des besoins par la production de l' U.E.R.**



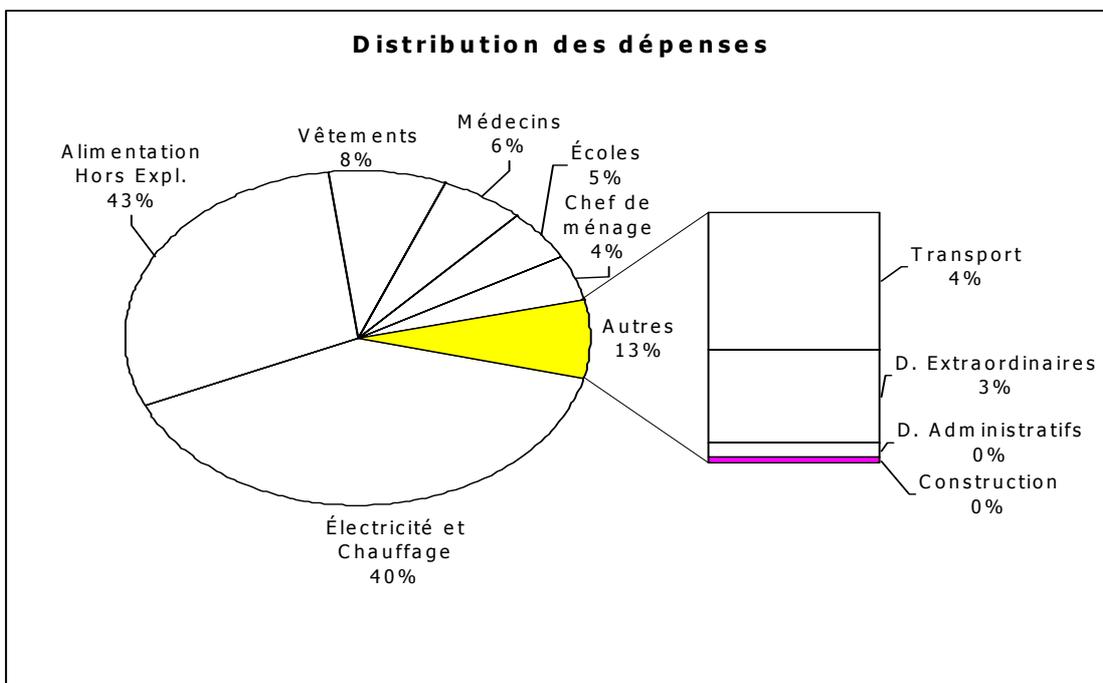
Source : Enquête propre, 2000

On s'aperçoit que le niveau de satisfaction est très faible et que seulement 30% des enquêtés affirment qu'ils produisent la moitié de leurs besoins. Cette caractéristique peut être la clé pour leurs choix dans l'avenir.

#### *D - La consommation du ménage*

Ce chapitre nous semble fondamental pour la compréhension des stratégies de ménages. La distribution des dépenses va nous aider à avoir une ébauche des besoins du ménage et de leurs priorités.

**Graphique 25 : Distribution des dépenses dans les ménages enquêtés.**



Source : Enquête propre, 2000

On s'aperçoit que les dépenses plus importantes sont le chauffage et l'alimentation. Le chauffage est fondamental dans les conditions climatiques de la zone. Nous avons vu comment, en hiver, les arbres plantés à la capital du District (même à Erevan) sont taillés pour bois de chauffage. À la campagne, nous avons pu constater aussi la coupe de plantations d'arbres fruitiers en pleine production pour l'obtention de bois de chauffage. Ceci est un indicateur de la stratégie de survie de la population : on ne pense qu'à la survie d'aujourd'hui, l'été prochain est trop lointain.

En ce qui concerne les dépenses en alimentation hors de l'exploitation, nous observons que, même s'ils sont tous producteurs, 30% de leurs dépenses sont pour la nourriture. Cette donnée correspond à la perception de la satisfaction très déficiente des besoins.

Le reste de dépenses est limité et très faible en valeur absolue.

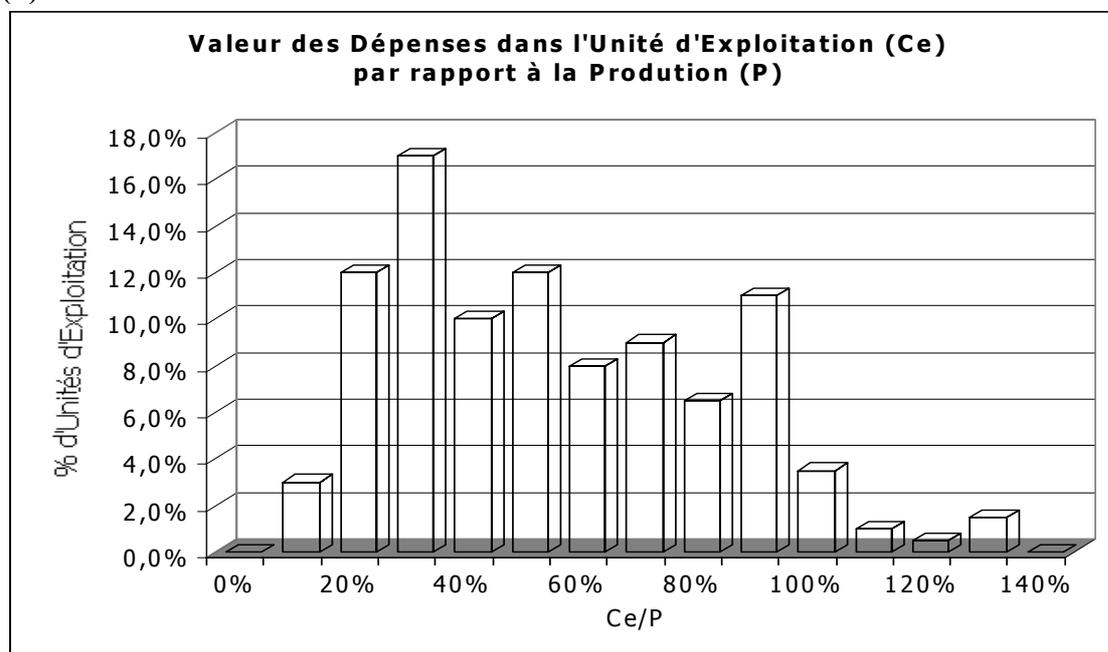
Si nous tenons compte des valeurs totales dans le ménage moyen, nous verrons que ce sont des familles qui dépensent 0,85 USD par individu et jour ( $\approx 6,63$  FF) ou 25,59 USD ( $\approx 199,6$  FF) par individu et mois. (Cf. les chiffres des NU dans lesquels le Budget minimal de subsistance est de 66 USD par individu et mois).

### ***E - La consommation de l'Unité d'exploitation.***

Les dépenses dans le cycle productif sont assez limitées dans la plupart d'Unités d'exploitation. Plus de la moitié des exploitations dépensent moins de 60 USD.

Ces valeurs absolues ont plus de sens lorsqu'on calcule la proportion de ces dépenses en relation à la production. Nous voyons comment cette majorité dont nous parlions, investit moins de 50% de la production dans l'exploitation. Le reste de la population est éparpillé dans des valeurs plus écartelées et parfois ne correspondant pas à leurs déclarations, avec des investissements plus forts que leur production.

**Graphique 26 : Proportion entre la consommation de l'Unité d'Exploitation (Ce) et la production (P)**



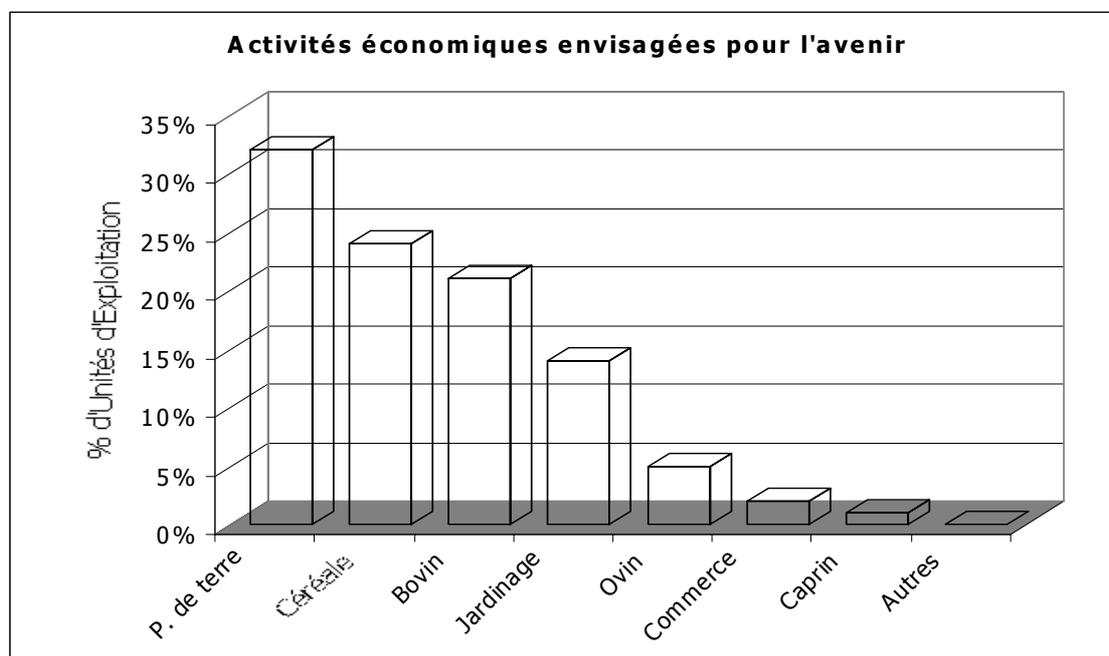
Source : Enquête propre, 2000

### ***F - L'avenir***

Nous décrirons d'abord leurs stratégies de production en tant que choix d'activité économique pour finir avec un aperçu de leur position face à l'émigration.

- **Choix d'activités économiques** : le choix des enquêtés par rapport aux activités économiques qu'ils envisagent de réaliser dans l'avenir reste très similaire au choix actuel de production. Leur avis sur la situation est que ce choix est optimal pour ce contexte, même s'ils sont conscients de la nécessité de faire une évolution vers la production marchande.

**Graphique 27 : Choix d'activités économiques pour l'avenir**



Source : Enquête propre, 2000

Les proportions Jardinage (pommes de terre)/Céréales/Élevage est semblable à ce que nous avons constaté sur la diversification actuelle. La position de l'activité commerciale est négligeable. C'est peut-être une conséquence de la concentration des commerces dans la capitale du district (Sissian) car dans les communes il n'y a presque pas d'épiceries. En tout cas, ils n'y voient pas un moyen de vie à court terme.

- **Position face à l'émigration** . pour finir ce chapitre et le travail descriptif de la population enquêtée, nous avons demandé aux chefs de ménage s'ils abandonneraient l'Arménie, au cas où ils en auraient la possibilité C'est une question trop subjective et avec une charge affective trop forte pour avoir une valeur scientifique. Cependant nous avons voulu souligner que 60% de la population voudrait partir vers d'autres pays, notamment la Russie et que le désir de partir est fortement corrélé au manque de ressources.

### 3 - Le point de vue des personnes-ressource.

L'objectif de faire des enquêtes-entretiens aux personnes-ressources (PR) est de vérifier, ainsi que nous l'avons déjà dit, la cohérence des réponses à notre enquête quantitative. Le processus a commencé lorsque nous avons consulté ces PR au moment de la création de l'enquête quantitative. Ils nous ont conseillé sur la pertinence des questions et sur les possibilités offertes lors des questions fermées. Après, nous leur avons proposé le questionnaire et finalement, nous avons commenté les premiers résultats.

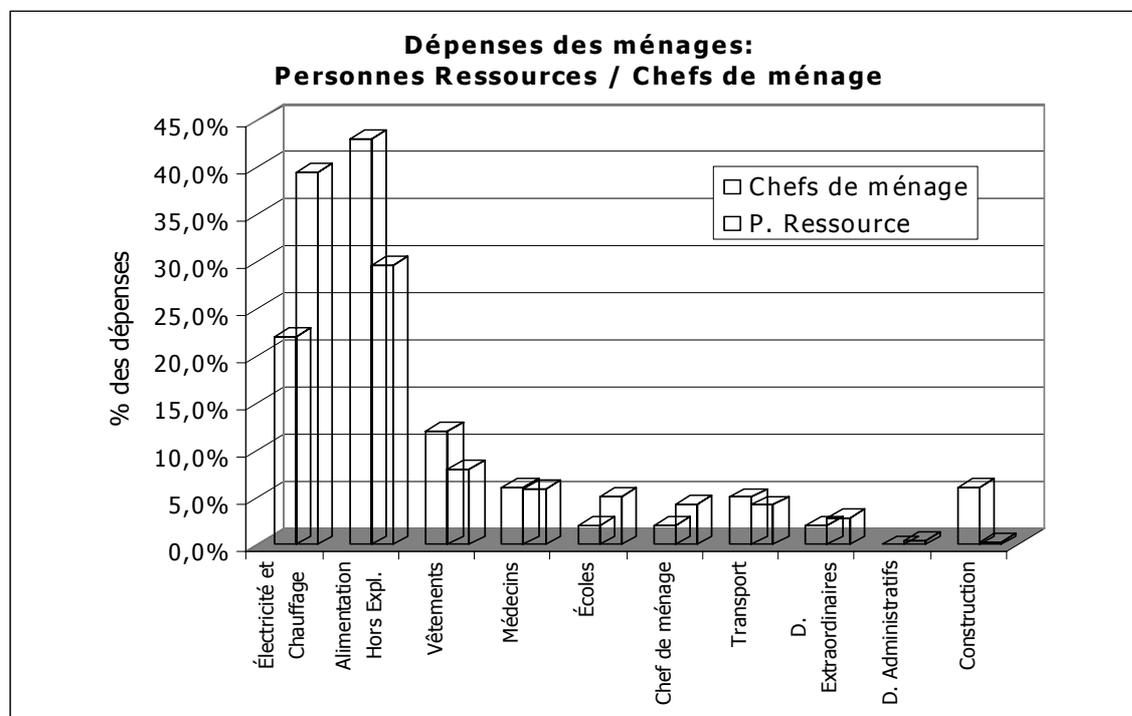
La conclusion finale de ces entretiens a été triple :

- ❑ Les résultats des enquêtes auprès des ménages sont pour la plupart cohérents avec les résultats des enquêtes auprès des PR, ce qui nous amène à la deuxième conclusion.
- ❑ Les PR choisis connaissent très bien la population dont ils font partie. Ceci corrobore le bon choix fait par l'équipe d'enquêteurs.

- Le seul point pour lequel il y a des différences remarquables est dans le chapitre des dépenses. Étant donné l'intérêt du sujet, nous allons le développer par la suite.

Nous montrons ici une comparaison des proportions des dépenses, dans le graphique (A), la réponse des chefs de ménage et dans le graphique (B) la réponse des personnes ressources.

**Graphique 28 : Comparaison de la distribution des dépenses d'après les enquêtes quantitatives et d'après les personnes-ressources**



Source : Enquête propre, 2000

Nous avons étudié la corrélation entre les deux séries de données et nous trouvons que le facteur qui cause cette différence est d'abord les dépenses du chef de ménage, ensuite les dépenses administratives et troisièmement l'estimation du coût de l'électricité et du chauffage.

Dans le chapitre des dépenses du chef de ménage, l'explication qui nous semble la plus évidente est que l'enquête n'a pas voulu nous raconter la proportion du budget qu'il dépense pour lui-même. Au moment de l'enquête, il y avait dans beaucoup de cas d'autres membres de la famille -notamment l'épouse- ce qui pourrait aussi avoir biaisé la réponse. Cette explication semblait aussi la plus raisonnable aux PR lors de la discussion avec eux sur les résultats. Ils nous ont appris que le gros de ces dépenses est de la vodka et du tabac, ce qui nous donne les raisons de leur silence.

Par rapport aux dépenses administratives, la surestimation faite par les PR peut être due à qu'ils ont fait les calculs des procédures obligatoires pendant la période d'un an. Cependant, la réalité est que ces dépenses ne sont pas faites.

Finalement, en ce qui concerne l'estimation des coûts d'électricité, cette différence paraît être due aux coûts de bois de chauffage. Les PR que nous avons contactés expliquent que les enquêtés ont compté la valeur du bois de chauffage qu'ils ramassent dans la valeur totale des dépenses, même s'ils ne paient pas pour ce bien. Cette hypothèse nous semble raisonnable, mais nous n'avons pas pu la vérifier auprès des enquêtés.

#### 4 - La reproduction de l'Unité d'exploitation : la survie d'une stratégie d'autosuffisance

Le concept de reproduction est un outil qui va nous permettre l'analyse des exploitations et sa classification par rapport à des concepts économiques mesurables. Cependant, la valorisation des concepts concernant la reproduction n'est pas toujours facile. Dans notre cas d'étude, nous allons prendre en compte les valorisations faites par les enquêtés et, dans certains des cas, nous allons estimer des nouvelles valeurs dûment justifiées.

Nous allons transformer l'équation proposée par Campagne (Campagne, P., 1999) et regrouper les variables par rapport aux données que nous avons pu récolter dans l'enquête.

$$P=C + C_i + C_a + Pr + S$$

P = production

C = consommation habituelle

C<sub>i</sub> = consommation intermédiaire

C<sub>a</sub> = capital amorti

Pr = prélèvements

S = surplus

**P** : la valeur de la production ne va pas être limitée à celle de la production agricole. Les Unités d'exploitation enquêtées sont pluriactives comme presque toutes les Unités d'exploitation de survie. En conséquence, nous allons inclure dans ce concept les valeurs de la production, salaires et aide, estimées par les enquêtés. Nous en avons déjà parlé dans le point II de cette enquête, sur l'origine des revenus.

**C** : d'après leurs estimations sera incluse dans la variable Consommation du ménage (**Cm**). Nous en avons parlé dans le point IV de cette enquête.

**C<sub>i</sub> + C<sub>a</sub> + Pr** : Ces variables vont être incluses dans la variable Consommation de l'exploitation (**Ce**). En ce qui concerne les prélèvements, d'après la dernière version de la loi, l'activité agricole n'a pas d'autre impôt que sur le foncier. Cf. le point V de cette enquête.

**S** : dans cette variable, nous n'inclurons pas les consommations sociales parce que, comme nous l'avons décrit dans l'approche théorique, nous croyons qu'elles font partie des consommations nécessaires pour la reproduction de l'Unité d'exploitation

Ainsi, nous aurons :

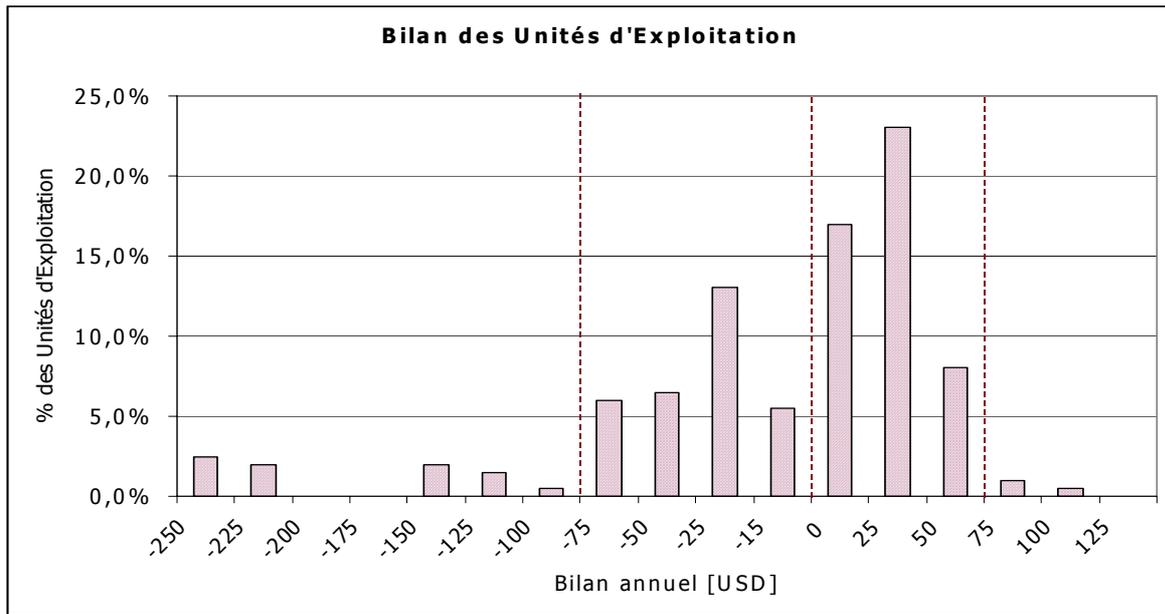
$$P = C_m + C_e + S$$

Nous calculons, par conséquent, le bilan des exploitations ainsi :

$$P - C_m - C_e$$

De sorte que cette relation nous donne un aperçu de la population dans lequel 53% des exploitations ont un surplus tandis que 47% des exploitations dépensent plus que ce qu'ils produisent. La plupart d'elles sont dans une fourchette entre ± 75USD.

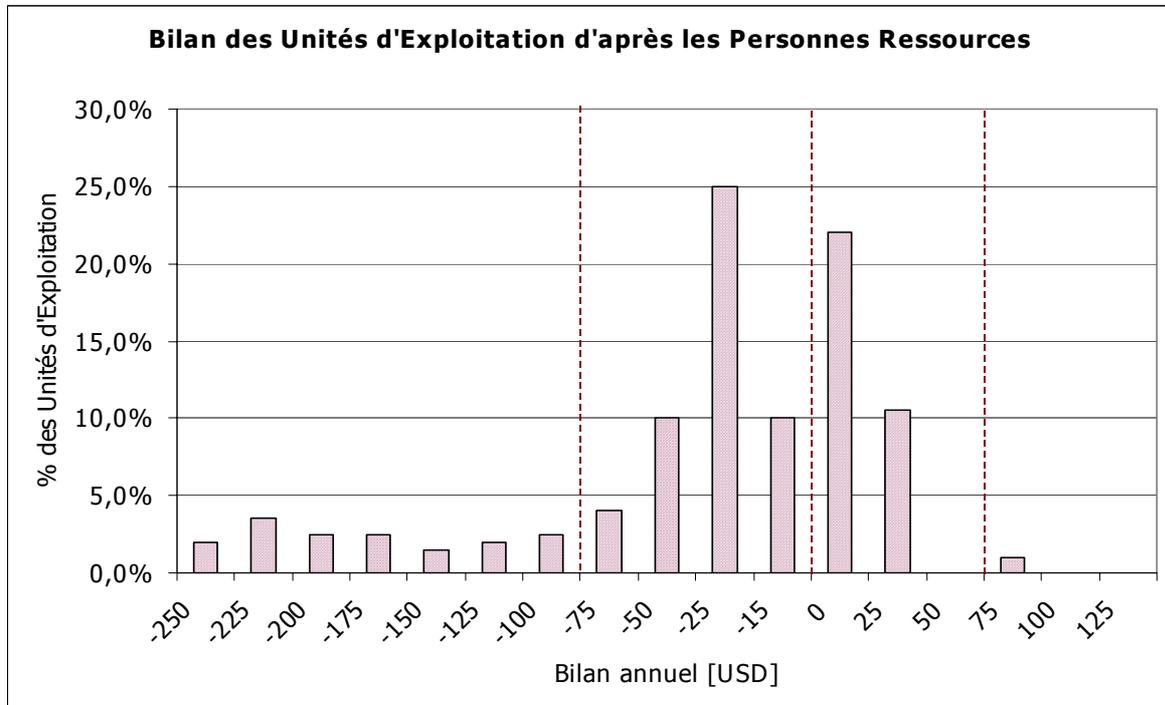
**Graphique 29 : Bilan des Unités d'exploitation**



Source : Enquête propre, 2000

Nous voyons dans le graphique ci-dessus comment la population se rassemble autour du bilan nul en deux groupes : exploitations à surplus et exploitations sans surplus. Cependant, nous avons voulu aller plus loin dans l'explication de ce phénomène, et nous avons estimé un nouveau bilan des exploitations. Nous avons augmenté les dépenses des exploitations en incluant 25% des dépenses du chef de ménage (au lieu de 4,3%) et 10,7% des dépenses extraordinaires (au lieu de 2,8%)<sup>74</sup>.

**Graphique 30 : Bilan estimé des Unités d'exploitation d'après l'expertise des personnes-ressources**



Source : Enquête propre, 2000

<sup>74</sup> Cf la description des enquêtes quantitatives auprès des personnes-ressources pour trouver la justification à ce calcul dans le point antérieur (3) de ce chapitre.

Dans ce nouveau cas, il y a encore une division entre les exploitations sans et avec surplus. Cependant, dans cette estimation, seulement 35% des unités d'exploitation sont à surplus. Ce graphique semble plus réel dans un contexte de survie.

Nous allons étudier les caractéristiques de ces deux groupes différenciés. En principe, nous attendrions que les exploitations qui produisent d'avantage puissent investir plus en moyens de production. Pour étudier ce phénomène, nous allons comparer la Consommation de l'exploitation (Ce) avec le surplus :

**Tableau 23 : Relation entre la Consommation de l'exploitation et le surplus**

Consommation de l'Unité d'exploitation / Surplus		
Surplus	Positif	Négatif
Ce	79 USD	41 USD

Source : Enquête propre, 2000

L'investissement est 1,93 fois plus grand dans le cas des unités d'exploitation à surplus. Cependant, la corrélation entre les deux variables est presque zéro.

D'après les entretiens, nous avons dégagé la conclusion que la stratégie des unités d'exploitation avait une procédure spécifique selon laquelle le chef d'exploitation affectait d'abord tout ce que nous avons nommé Consommation du ménage (Cm), après, s'il en restait, il affectait la Consommation de l'exploitation (Ce) et, s'il en restait encore, il utilisait le surplus. En conséquence, nous allons étudier la relation entre la Ce et le bilan entre production et la Cm, c'est-à-dire la consommation de l'exploitation (Ce) en fonction de P-Cm. Dans ce cas, étant donné l'influence que les dépenses du Chef du ménage et les dépenses extraordinaires ont sur la Cm, nous avons fait deux comparaisons : avec et sans l'estimation des personnes ressources sur ces variables<sup>75</sup>.

**Tableau 24 : Consommation de l'exploitation en relation avec le bilan Production(P) - Consommation du Ménage (Cm).**

	Bilan Enquête		Bilan Estimation Personnes-ressources	
	Positive	Négative	Positive	Négative
Production (P)- Consom. Ménage (Cm)				
Consommation Exploitation (Ce)	73 USD	32 USD	135 USD	20 USD
	Coef. Corrél. : <b>0,66</b>		Coef. Corrél. : <b>0,74</b>	

Source : Enquête propre, 2000

Nous pouvons tirer plusieurs observations de cette relation :

- ❑ Les ménages qui ont un bilan positif tendent à investir dans l'exploitation. Dans les deux cas, l'investissement dans l'exploitation est notablement supérieur (2,24 et 6,63 fois plus important) lorsque le bilan est positif.
- ❑ La corrélation entre la Cm et le bilan est plus grande dans le cas corrigé par les estimations des personnes ressources. Ceci est cohérent avec leurs indications sur la surestimation des consommations sociales et du chef de ménage. Cette correction semble rapprocher plus nos données de la réalité des unités d'exploitation.
- ❑ La procédure stratégique des dépenses citée préalablement semble se confirmer dans le fait que les investissements dans l'exploitation se font après l'allocation des dépenses du ménage.

Par la suite, nous réaliserons l'analyse de composantes principales et nous donnerons les conclusions pertinentes dans la réalisation d'une typologie.

<sup>75</sup> Cf la description des enquêtes quantitatives auprès des personnes-ressources pour trouver la justification à ce calcul dans le point antérieur (2.C) de ce chapitre.

### III - Une typologie des Unités d'exploitation

L'objectif de faire une typologie des unités d'exploitation est de faciliter l'étude des ménages, les différences à l'intérieur de la population et peut-être de donner des conclusions et des recommandations différentes pour chaque groupe. Nous voulons éviter les erreurs provoquées par la saisie des données trop générales sans faire attention aux particularités des sous-groupes.

#### 1 - Méthodologie

La réalisation de la typologie des unités de production familiales a été faite à partir des enquêtes réalisées sur 208 chefs d'exploitation. Les unités appartiennent aux 6 villages choisis par critères de sécurité alimentaire dans l'enquête menée par l'ACF en 1999 sur les 33 villages du district de Sissian. Pour les analyses de données, nous avons utilisé des logiciels informatiques généraux (type feuille de calcul MS Excel 2000) et spécifiques pour le traitement de données statistiques (SPAD). Une fois réalisée la description générale de la population grâce à des outils de statistique descriptive, nous avons soumis les données aux outils d'élection des composantes principales.

L'objet de cet outil est la création de quelques variables qui représentent l'ensemble des questions posées aux individus. Ainsi nous avons choisi 4 variables (en accord avec les recommandations pour choisir le dernier facteur à valeur propre supérieur à un) qui nous ont permis faire quatre groupes bien différenciés de la population.

#### 2 - Description des groupes

Afin de rendre plus claire la saisie des groupes réalisés, nous allons commencer par un tableau dans lequel nous résumons les caractéristiques principales de chaque groupe pour rédiger ensuite une description plus précise de chacun.

**Tableau 25 : Caractéristiques générales des groupes d'unités d'exploitation**

		<b>Groupe 1</b>	<b>Groupe 2</b>	<b>Groupe 3</b>	<b>Groupe 4</b>
Pourcentage de la population		21%	40%	34%	5%
Nombre d'hectares (moyenne)		0,05-1 (0,07)	1-3,5 (2,7)	3,5-6,5 (5,1)	6,5-10 (8)
Nombre de réfugiés (% dans le groupe)		39 (94%)	4 (4%)	1 (2%)	0 (0%)
Chômeurs		97%	49%	31%	33%
Travail	Formel Temps Complet	0%	5%	8%	0%
	Formel Temps Partiel	0%	32%	42%	56%
	Informel Temps Complet	3%	13%	13%	44%
	Informel Temps Partiel	0%	11%	11%	0%
Production	Céréales	0%	39%	46%	44%
	Horticole	100%	33%	30%	36%
	Élevage	0%	28%	24%	20%
Pourcentage de l'Aide dans le revenu.		45%	8%	1%	0%
Surplus Moyen (% d'unités à surplus +)		-24,4 USD (38%)	-8,17 USD (61%)	-2,25 USD (55%)	+49,17 USD (89%)

Source : Enquête propre, 2000

## Groupe 1

Le premier groupe est formé fondamentalement par des réfugiés habitant dans la commune de Sissian. Il s'agit de petites familles dont plus de la moitié sont des femmes chefs d'exploitation et des retraités chefs d'exploitation. Leurs dépenses journalières coïncident avec leur niveau de revenus et les situent dans le groupe « très pauvres » d'après le BMS de Nations Unies<sup>76</sup>. Ils n'arrivent pas à trouver un travail ni dans le secteur formel ni dans l'informel. Leur manque de réseau de connaissances leur rend cette tâche plus difficile. La production horticole cultivée dans leur jardin fait la moitié de leurs revenus, tandis que l'autre moitié provient des aides gouvernementales et internationales. Il s'agit donc d'une population très dépendante.

La production des unités d'exploitation est consacrée dans une très grande proportion à l'échange ; ainsi, 12% des productions horticoles produites sont consommées et 76% sont échangées contre d'autres produits, dont les céréales, le pain et le sucre. Ces unités sont très peu autosuffisantes, notamment en ce qui concerne la production de pain, origine de 53% des calories des ménages pauvres. Leur production, n'étant pas de qualité, ne peut pas être vendue et doit être échangée aux locaux qui montrent ainsi leur solidarité avec les réfugiés. Ce sont dans sa plupart des unités à pertes, sans beaucoup de possibilités d'accumulation ni d'accès à la terre par manque de financement.

## Groupe 2

Le deuxième groupe est formé par les unités d'exploitation dont le chef d'exploitation est en général un homme local et dans un tiers du total, il est retraité. Il y a moins de quatre individus par ménage. Par rapport au seuil de pauvreté ils sont dans le groupe « pauvres », mais très proches du seuil. La moitié de la population est en chômage et parmi les travailleurs, la moitié (25% du total) est dans le secteur informel. La production est assez équilibrée entre céréales, production horticole et élevage, avec des chiffres beaucoup plus importants que dans le premier groupe -7 fois plus de production horticole-. C'est le groupe le plus satisfait avec sa production car ils estiment qu'elle comble 40 % de leurs besoins (les autres groupes sont entre 29 et 35%).

Il y a un phénomène très important dans ce groupe en relation avec l'aide internationale. Cette source ne fournit que 8% des revenus de l'unité, et pourtant, en valeur absolue, ils reçoivent 2,25 fois plus que le Groupe 1. La raison de ce déséquilibre nous semble double : d'un côté, avec moins de 3 hectares et 75% des unités sans un travailleur dans le secteur formel, elles sont dans toutes les listes de possibles bénéficiaires des ONG et du Ministère d'Affaires Sociales. D'autre part, le taux de travail informel nous indique un réseau de connaissances actif, qui peut aussi leur permettre l'accès à l'information et d'influencer les représentants des communautés, etc. Ce groupe est formé par les pauvres qui arrivent à s'en sortir : 61% des exploitations ont un surplus positif et la moyenne est presque équilibrée. La façon dont ils utilisent leur production nous indique une stratégie d'autosuffisance car ils consomment 70% des céréales produites, 60% des productions horticoles et 86% des dérivés de l'élevage.

## Groupe 3

Le troisième groupe est formé par les unités d'exploitation qui tirent un revenu important du salaire hors exploitation et qui ont une surface au dessus la moyenne du district. Ils ont donc assez de ressources pour maintenir des familles de moins de 5 individus en moyenne, même s'ils touchent encore quelques aides internationales ou gouvernementales, mais ce n'est pas comme le cas du Groupe 2 (G2). Ce groupe se situe au dessus du G2 dans la classification en fonction du BMS, presque au seuil de pauvreté. En plus du salaire, ces unités ont une production agricole assez importante. Il est remarquable que presque 50% de toutes leurs productions sont constitués de céréales et ils en produisent 1,73 fois plus que le G2. La structure de l'emploi est centrée sur l'emploi formel, (50%) et ils ont le taux de chômage le plus faible des quatre groupes : 30%. L'utilisation de la production est plus orientée vers le marché que les groupes précédents (ventes : céréales 15%, production horticoles et élevage 20%).

---

<sup>76</sup> Budget Minimal de Subsistance. Cf. la signification de cet index dans le chapitre V : Approche théorique ; point 1.E sur la polarisation de la société.

## Groupe 4

Ce quatrième groupe est le plus restreint de tous et il est formé par les unités d'exploitation à grande surface, 8 ha en moyenne, surplus "*positif*" et avec le nombre le plus grand d'effectifs par unité : 5,11. C'est un groupe assez homogène dans lequel il n'y a que des réfugiés ou des femmes chefs d'exploitation ou des retraités. Ils ont un taux de chômage un peu plus élevé que le G3, mais 33% reste un taux privilégié. En ce qui concerne les travailleurs, ils se partagent entre le travail informel et le formel, tenant compte que les travaux formels donnent plus d'argent - pour tous les groupes- que les informels.

Leur production est basée sur les céréales (44%) et le maraîchage (36%) avec une faible contribution relative de l'élevage à la rente familiale. Ce sont, dans tous les cas, des familles provenant de Tseghuk, le village le plus éloigné de Sissian, dans lequel ils ont profité d'une distribution de terres plus généreuse. Leur stratégie de production est l'autoconsommation de la production céréalière (75%) et la vente de la moitié de la production horticole, ce qui est le taux de vente le plus élevé de tous. Ils ont aussi l'investissement dans l'exploitation le plus important de tous les groupes.

Malgré les caractéristiques assez avancées de ce groupe, ayant une stratégie de vente assez marquée, sa classification par rapport au seuil de pauvreté est un peu en dessous du G3. L'explication de ce phénomène : (1) La distance au marché est beaucoup plus grande que dans les autres groupes, donc les coûts de commercialisation augmentent. (2) Les terres de Tseghuk sont de bonne qualité mais leurs conditions climatiques sont pires et leur cycle agricole plus court, ce qui réduit la productivité. (3) Il s'agit de familles larges et l'index de pauvreté est toujours calculé par individu. En tout cas, 89% des exploitations ont un surplus positif, ce qui est loin des taux des autres groupes.

NB : dans le chapitre de conclusions, nous avons dégagé quelques conclusions générales sur cette typologie, ainsi que des recommandations en relation avec les initiatives de développement sur la population enquêtée.

## Conclusion de la deuxième partie

Après le parcours que nous avons mené pour essayer de comprendre la situation actuelle du milieu rural dans la région sud de l'Arménie, nous allons finir la rédaction de cette partie avec les conclusions les plus importantes que nous avons pu dégager de notre étude. Après, en tant qu'agent de terrain, nous considérons avoir tiré quelques apprentissages de notre travail, que nous avons exprimé comme propositions de nouvelles approches sur chaque sujet traité. Nous sommes conscients de notre manque d'expérience pour faire des véritables recommandations, c'est la raison pour laquelle nous soumettons nos idées au jugement des personnes plus expérimentées. Nous espérons toutefois que ces idées seront utiles pour le travail de développement à réaliser avec la population du district de Sissian et peut-être d'ailleurs.

### Sur l'aide internationale...

Comme nous l'avons déjà vu, le système d'aide en Arménie se base sur l'aide fournie par l'état et sur l'aide internationale (l'état arménien, organisations internationales ou les ONG). L'aide gouvernementale est trop biaisée, d'une part par les objectifs politiques des bailleurs de fond et d'autre part, par la corruption du système national de gestion.

Et pourtant il nous semble que ce type d'aide est absolument nécessaire parce que la structuration du pays, l'amélioration des pratiques des fonctionnaires, l'organisation des ministères, la rédaction des nouvelles lois, le soutien des grandes masses de population hors d'atteinte de la sécurité sociale, etc. doivent continuer, même si le système pourrait être plus efficace et efficient.

L'aide non gouvernementale est moins structurée, peu coordonnée et très souvent concurrentielle entre les organisations chargées de l'implémenter. Cette aide, telle qu'elle est conçue, donne un support de survie à la population, mais elle n'apporte pas, dans beaucoup de cas, une véritable durabilité des actions. La tendance à l'action individuelle et trop technocrate des ONG et les difficultés légales posées par l'état pour la réalisation des actions avec les communautés locales, ne font que déstructurer la société rurale, plus qu'elle l'est maintenant. Nous en avons constaté plusieurs exemples :

- ❑ Les micro-crédits aux femmes qui aident chaque famille à survivre, mais qui dans la plupart des cas ne constituent pas une véritable structure de production compétitive sur le marché.
- ❑ La distribution de semences aux unités de production, qui les aide à améliorer leur récolte les premières années. Cependant, cette initiative ne les aide pas à commencer une production profitable et facile à vendre, les ressources individuelles n'étant pas assez importantes pour couvrir les coûts de transport et de vente sur un marché profitable.
- ❑ La distribution du bétail aux unités de production. Nous avons constaté que cette initiative n'est pas soutenable, peut-être parce que les agents de développement n'ont pas pris en compte la situation de besoin des bénéficiaires. Les animaux ainsi distribués ont été sacrifiés juste après la répartition pour être mangés comme consommation sociale et pour payer les dettes accumulées. Seul un cinquième des animaux distribués a été conservé en moyenne. Lorsqu'il n'y a pas de responsabilité commune, les risques de prises de décision trop pressées par le besoin immédiat augmentent. Le même budget employé dans le même but sur des unités semblables, a montré un résultat final différent deux ans après : augmentation du nombre d'animaux de 60% par unité, vente de fromage et de laine et une organisation démocratique du groupe. La différence a été trois mois de travail préalable avec les bénéficiaires sur l'organisation et la répartition de responsabilités et une gestion communale des biens distribués.
- ❑ La mise en place de systèmes d'irrigation sans tenir compte des capacités et possibilités des bénéficiaires. Il ne suffit pas de faire fonctionner techniquement le système. Les anciennes structures d'irrigation, trop exigeantes en énergie sont tombées dans l'oubli. Il faut donc désigner des nouvelles structures très peu exigeantes en électricité -qui d'ailleurs ne pourrait pas être payée- et faciles à entretenir. Les aspects de formation à l'entretien et d'organisation des irrigants en communauté dans laquelle tous se responsabilisent pour un système qui appartient à tous, nous

semblent important.

## **Sur les institutions...**

Une réforme économique radicale a pour conséquence un changement aussi radical de l'environnement socio-politique. Les organisations en place sont le produit de 70 ans de l'ancien environnement : les normes, relations et institutions ont été modelées en fonction des conditions du système soviétique.

Un changement expéditif du système provoque une diminution de l'efficacité de ces structures dont on parle et un aboutissement à la crise. Le choix des hommes politiques est soit la transformation rapide économique et donc institutionnel, soit la transformation progressive.

Les conséquences économiques du *changement rapide* sont la chute brutale de la production, le chômage incontrôlé, l'invasion du capital étranger et l'absence d'un contrôle macro-économique entre autres. Les nouvelles entreprises ainsi créées seront soumises à la sélection du marché et la crise économique et sociale sera très forte. Pendant cette crise, de nouvelles institutions adaptées au nouvel environnement doivent se mettre en place : propriété privée, assurance d'application des contrats, contrôle sur le gouvernement, etc.

Le *changement progressif* se base sur l'utilisation des institutions anciennes pendant le processus de transition. Le contrôle macro-économique du pays est plus efficace, les nouvelles institutions ont le temps de se mettre en place et la privatisation des biens publics peut être sous contrôle. Les ressources d'information, capacité et formation des institutions anciennes peuvent être au service de la transition. Le risque évident du deuxième choix est que le pouvoir politique ne soit pas séparé du pouvoir économique et de l'administration.

En Arménie, le choix a été la transition progressive. Et pourtant, les crises économiques successives, la guerre, le blocus international et la migration massive, n'ont épargné aucune des mauvaises conséquences du changement rapide. En plus, la liaison étroite entre les pouvoirs politique et économique a provoqué les effets suivants : au lieu d'un changement d'institutions, ce sont les mêmes élites qui sont restées au pouvoir évitant le renouvellement nécessaire.

À titre d'exemple, nous voyons ainsi qu'il a fallu 5 ans pour rédiger une constitution et oublier les lois soviétiques -même maintenant, les lois sont loin d'être stables-; les bénéficiaires de la privatisation des entreprises ont été les anciens leaders politiques ; les privatisations n'ont pas eu un contrôle économique et aucune étude de viabilité n'a été demandée, ayant pour conséquence la faillite généralisée ; la privatisation a été réalisée avant que les réformes du secteur bancaire et des crédits, ainsi que les plans de formation et d'information sur les conditions de mise en place d'entreprises soient accomplis.

En ce qui concerne les Unités d'Exploitation rurale, objet de notre étude, les effets de cette crise institutionnelle sont décourageants. Ils appartiennent à l'ancienne classe travailleuse. Ils dépendaient d'un salaire dans l'usine ou dans le kolkhoz local et c'était la forme d'intégration sociale la plus normale. Il y avait aussi la possibilité de monter dans l'échelle sociale par l'appartenance au Parti réservée aux plus doués ou à ceux qui étaient capables de payer les droits d'entrée.

Après la chute de l'empire, les élites se sont perpétuées et la classe travailleuse dont on parlait a perdu ses possibilités d'intégration par l'emploi. Leur situation est pire que 10 ans auparavant, ce qui explique leur mauvaise opinion du nouveau système. Ils sont passés de l'appartenance à un groupe protégé par l'état à l'état d'exclus. La stratégie a été le retour à la *famille* comme institution de base et à la *communauté locale* comme référence organisationnelle et politique.

## **Sur l'évolution de la structure des Unités de Production...**

En Russie tsariste, le système au pouvoir était féodal. Pendant l'époque de la création de l'agriculture paysanne en Europe occidentale, les régions sous domination russe ont abandonné le système féodal pour passer à la collectivisation. Ainsi que l'exprime Hervé (Hervé, J.-J., 2000), le passage du domaine du tsar

au domaine de l'état s'est effectué comme une transition n'affectant en rien les relations de travail des paysans.

La structure socialiste qui venait de s'imposer était une organisation volontaire<sup>77</sup> de l'ensemble des structures économiques et sociales pour achever des objectifs inscrits dans un plan de développement. Ce système se basait sur l'appropriation collective des moyens de production. Au moment de la révolution, les paysans se sont appropriés des terres des grands propriétaires et les ont gérées de façon communale.

La suite de l'histoire nous montre l'utilisation de la terreur pour obliger les paysans à délivrer le surplus et ne pas leur permettre de se replier sur l'autoconsommation : l'agriculteur était obligé de travailler pour l'état. De plus, le travailleur ne reçoit pas un paiement pour le travail réalisé, mais un résidu incertain de la production du kolkhoz, après avoir retiré les impôts et les rémunérations des différentes structures. C'est à ce moment que l'état octroie le droit à un lopin de terre par famille, comme cela avait été fait en 1861 au moment de l'abolition du servage.

Pendant les années 50, la concentration de fermes se met en place pour faire des économies d'échelle et éviter le développement des réseaux sociaux dans les communes de production. À partir de 1966, les travailleurs deviennent des salariés mais ce n'est qu'en 1973 qu'ils reçoivent leur passeport intérieur : le servage était aboli. Leur qualité de vie augmente, mais la parcellisation des tâches provoque chez les paysans un détachement vis-à-vis de la terre. Finalement, dans les années 80, ce lopin de terre a été une des sources de survie pour les zones rurales de l'Union Soviétique.

Comme on a pu voir dans la description des unités de production enquêtées, l'unité prédominante est une exploitation autonome de poly-production. On pourrait la définir comme "des unités élémentaires autonomes ayant des liaisons commerciales sporadiques avec des fournisseurs de facteurs et déversant sporadiquement sur un marché atomistique des excédents de production collectés par un réseau commercial très décentralisé et recevant des informations non coordonnées." Et pourtant cette définition correspond à l'analyse historique que B. Rosier faisait, 32 ans avant, des Unités d'Exploitation rurales préindustrielles en Europe, les mêmes qui s'ébauchaient dans les dernières années du pouvoir tsariste. Cette unité d'exploitation prédominante ressemble bien au modèle d'Exploitation Familiale Dominée définie par Campagne<sup>78</sup> tel que nous l'avons avancé dans l'approche théorique.

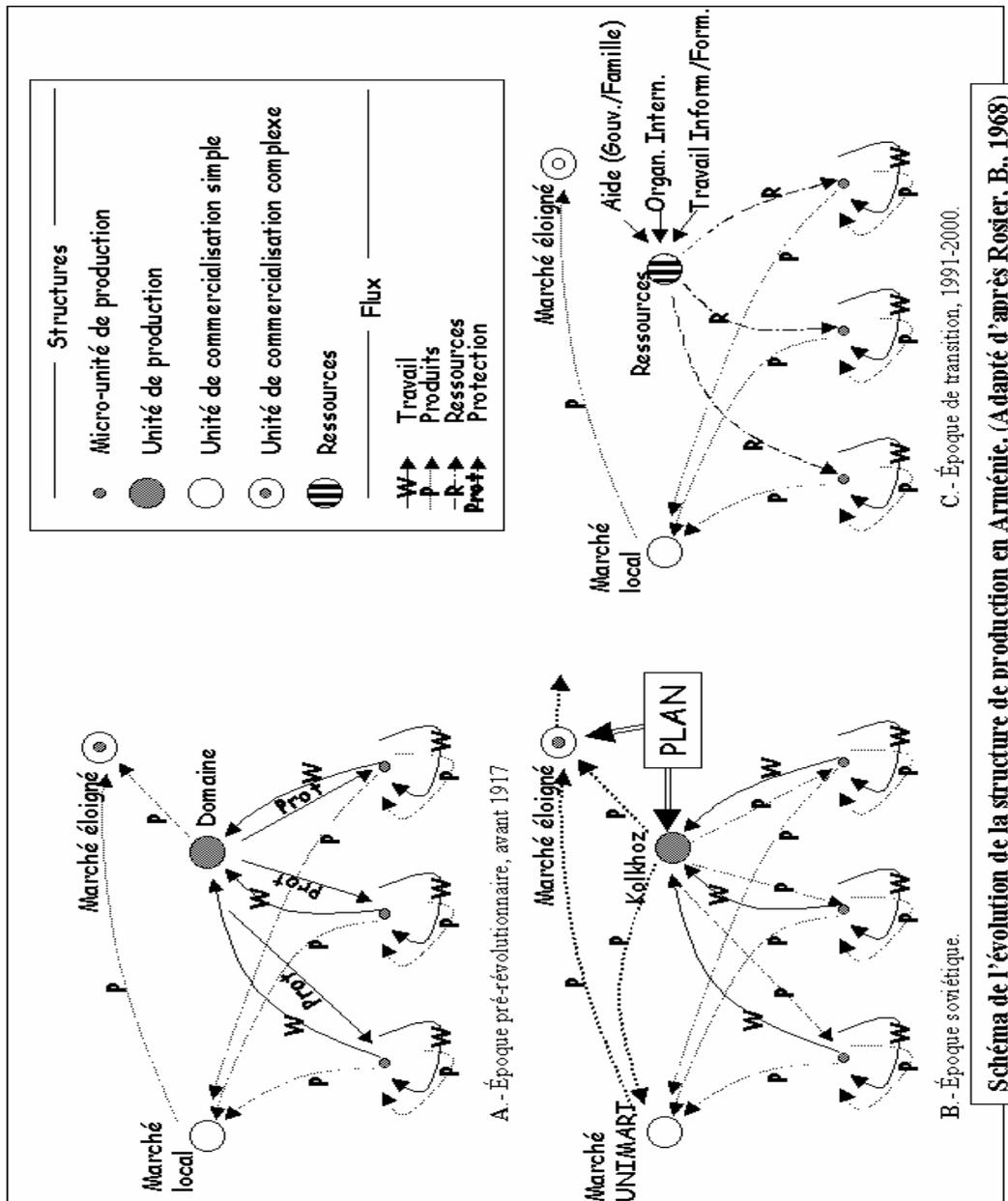
Nous avons adapté un graphique (voir ci-dessous) sur l'évolution de la structure de production rurale dans l'Union Soviétique, en ajoutant la structure de production actuelle dans l'Arménie rurale. Nous voyons ainsi les différences et équivalences entre les systèmes vécus dans le monde rural, notamment la ressemblance entre les systèmes pré- et post-communiste.

Dans le premier cas, les unités d'exploitation fournissaient le travail sur le domaine féodal et bénéficiaient de protection en échange. Leur survie se faisait en fonction du travail sur le lopin de terre familial. Pendant l'époque soviétique, le système est plus complexe et les unités d'exploitation se sont intégrées dans une structure de travail-production contrôlée par le plan étatique. Pendant la transition, les unités d'exploitation jouent le marché d'un côté et la protection de l'aide humanitaire et gouvernementale de l'autre, faisant appel à la pluriactivité comme source de revenu complémentaire, que ce soit dans le secteur formel ou informel.

---

<sup>77</sup> Face à l'organisation plus aléatoire et dépendante du marché du capitalisme comme le signale B. Rosier (Rosier, B., 1968).

<sup>78</sup> Campagne, P., 1999, op. cit.



Graphique 31 : Évolution de la structure de production en Arménie. (Adapté d'après Rosier, B., 1968).

Actuellement, nous pouvons attribuer cette évolution à plusieurs facteurs. D'une part, comme le soutient M.C. Maurel (Maurel, M.C., 1997a), la constitution des exploitations familiales implique l'existence d'une couche d'acteurs susceptibles de porter ce type de projet, car il faut savoir transmettre les savoir-faire et le système de valeurs propres à ce mode de production. Et pourtant, ça fait 83 ans que cette agriculture paysanne existe : c'est peut-être trop de temps pour garder une telle tradition.

D'autre part, toujours en accord avec le postulat de Maurel, il est possible que la tradition ait été gardée grâce aux lopins de terre familiaux et la culture d'autoconsommation qu'ils comportaient. Pendant les époques de crise, les zones rurales ont mieux survécu grâce à leur capacité de production et elles ont profité de cette possibilité dans la transition post-soviétique. Hervé<sup>79</sup> voit dans ce retour à la paysannerie la rémanence des serfs émancipés plus de cent ans auparavant. Cette option nous semble plus réaliste que la première et pourtant il y a d'autres considérations à faire.

Dans les enquêtes menées dans la première partie du siècle par Tchayanov, la plupart des travailleurs rejetaient le retour au système de production familiale. Beaucoup parmi les paysans d'aujourd'hui ne savait pas comment semer un hectare de blé et c'est encore plus grave parmi les habitants des villes qui ont été obligés de retourner dans les villes de leurs parents : nous avons vu qu'ils ne savaient pas identifier une semence de betterave ou d'autres productions horticoles.

À notre avis, le moment actuel ne constitue pas une évolution naturelle des structures de production. C'est plutôt une situation de manque de choix. Pour mettre en place d'autres formes de production ou de commerce - d'autres entreprises - il faut plus de connaissances et d'initiative qui ne sont pas dans leur bagage culturel et il faut plus de capital financier et social qu'ils n'en ont. Ainsi qu'il est dit dans le domaine des affaires, c'est une "*TINA choice*" : *there is no alternative*. Et il n'y avait pas alternative non plus à la fin du système féodal, au milieu d'une crise structurelle et de valeurs. C'est à ces moments que l'on se rend de nouveau à la base de la culture locale : la famille et la terre. La famille comme source de relations, de protection et de soutien pour la croissance ; la terre, pour la production, le soutien matériel et la reconnaissance sociale.

Les scénarios de développement des unités d'exploitation que nous envisageons sont les suivants :

- ❑ L'inconvénient de la mauvaise communication avec le centre est aussi un moyen de conserver une niche dans le marché local pour les produits familiaux. Ceci peut être une possibilité pour le développement des agricultures familiales et leur future incorporation comme fournisseurs des industries agro-alimentaires.
- ❑ La désertisation des régions sans avantage comparative encore définie. Dans ce cas, seules des mesures gouvernementales pour le maintien de la population sur place pourraient éviter la continuation de l'exode actuel.
- ❑ L'organisation des paysans autour des communes pour activer leur propre développement. La création des marchés internes d'échange<sup>80</sup> et la recherche de leur propre niche dans le marché national.
- ❑ L'absorption de la force de travail et le rachat d'une partie du foncier par l'éventuel développement des grandes exploitations marchandes ou l'absorption de la force de travail et de la terre dans le cas d'un succès des grandes exploitations coopératives. Dans ces deux cas, ce scénario implique la création d'emploi et l'installation d'une population stable dans les régions du sud.

---

<sup>79</sup> Op. Cit.

<sup>80</sup> Il y a une expérience de ce type de marché entre les régions à côté du lac Sevan (Nord est) et le sud. Le nord fournit les semences de pomme de terre et le sud fournit, de son côté, l'aliment du bétail. Elle reste très expérimentale encore et trop dépendante des institutions internationales qui la soutiennent. À notre avis, il ne faut pas joindre des communautés si lointaines, sans connexions sociales et manque de confiance personnelle, ce qui rend plus difficile la soutenabilité de l'initiative.

## Sur les groupes extraits de la typologie

Lors de l'analyse de données, nous avons réalisé une typologie des Unités de production. Nous rappelons que le résultat était la formation de quatre groupes bien différenciés que nous définissons très succinctement par la suite.

Groupe 1 : Familles de réfugiés avec un lopin de terre pour tout capital, aucune possibilité de travail même dans l'informel. Très dépendantes de l'Aide gouvernementale et internationale.

Groupe 2 : Familles avec peu de ressources et beaucoup d'initiatives. Ils tirent leurs revenus de l'Aide et des travaux dans l'informel. Stratégie d'autoconsommation.

Groupe 3 : Ils ont le taux de chômage le plus bas de tous les groupes et une production importante consacrée pour la plupart à l'autoconsommation.

Groupe 4 : Ils ont les propriétés foncières les plus grandes. Ils trouvent du travail tant dans le formel que dans l'informel. Leur stratégie est, plus que les autres, orientée vers le marché.

Nous avons dégagé quelques conclusions à propos de ces groupes.

2. Il y a un phénomène que nous voudrions souligner : la corrélation entre le salaire et la propriété foncière. En principe, les salaires existants ne permettraient pas d'acheter de nouvelles terres. A notre avis, il y a plusieurs raisons en jeu :
  - Un des critères pour l'obtention de propriétés foncières lors de la privatisation était le nombre de membres de l'unité familiale. Les familles larges ont donc plus de probabilité d'avoir un membre salarié.
  - La possession de terres est une valeur très importante comme source de reconnaissance dans la communauté. Ceci peut avoir rendu plus facile l'accès à des relations leur offrant un travail.
3. Le désir d'émigrer diminue au fur et à mesure que la rente augmente et il est toujours corrélé avec le sentiment de satisfaction par la production de l'unité d'exploitation.
4. Il y a, dans les groupes 2 à 4, un pourcentage non négligeable (12,6% en moyenne) de la production céréalière qui est offerte en don. Ceci fait partie des pratiques traditionnelles par lesquelles on offre la production à d'autres ménages, dans l'entourage de la famille élargie et dans le réseau d'intérêts. Parfois c'est une forme d'aide à d'autres membres de la famille qui n'ont pas eu une bonne récolte, mais dans beaucoup de cas, il s'agit d'une sorte d'échange et à notre avis une expression d'investissement en capital social qui n'est pas faite par des consommations extraordinaires.
5. Nous voudrions faire une analyse spéciale de la stratégie du groupe 2. Ce sont des unités de production avec très peu de ressources et peu de main-d'œuvre active et pourtant ils atteignent un niveau de bien-être très semblable aux groupes plus munis. Notre analyse est que ce groupe, qui forme 46% de la population enquêtée, joue la carte des relations comme substitut d'autres ressources, comme que nous le remarquons dans les constats suivants :
  - (1) Ils arrivent à se faire aider par l'état et par les organisations internationales plus que les unités d'exploitations plus démunies (même si l'on tient compte du nombre d'individus par ménage).
  - (2) Ils ont 25% de la population travaillant dans le secteur informel et dans l'ensemble ils en retirent un salaire moyen par unité plus important que dans le groupe 4.
  - (3) Ils gardent une balance négative du cycle de reproduction de l'unité mais ils ont un investissement important dans l'exploitation : ils essayent d'améliorer leur situation.

- (4) Dans un groupe avec si peu de ressources, l'offre de 12% de la récolte comme don, est un véritable pari pour obtenir d'autres ressources en échange.
- (5) Nous avons vu, lors de l'analyse descriptive des enquêtes, que les réponses aux questions sur les dépenses extraordinaires ne sont pas trop fiables. Cependant, il est remarquable que les chefs de ménage de ce groupe-ci, avouent le pourcentage le plus haut de ces dépenses par rapport au total de tous les groupes.

## **Leçons apprises**

### **...apprentissages sur l'approche de l'aide internationale**

Les actions des organisations internationales devraient produire en travaillant sur deux axes : (1) l'axe productif sur lequel elles travaillent déjà (2) et l'axe organisationnel, un peu oublié. Ce n'est pas seulement écouter les bénéficiaires, mais aider pour que les actions mises en place soient collectives.

Il s'agit d'investir une partie du budget à créer et/ou développer le capital social des communautés dans lesquelles on travaille. Le progrès, comme l'énonce Murrel, (Murrel, P. 1992) ne vient pas seulement des nouvelles technologies, mais de l'innovation organisationnelle et institutionnelle. Lorsque l'on parle de croissance et de développement, les acteurs ne sont pas seulement limités par des restrictions financières ou physiques, mais aussi par des difficultés dans l'obtention et l'utilisation de l'information, dans la mise en place des organisations complexes et dans l'utilisation efficiente des savoir-faire. En plus, dans une situation de manque de structure économique locale, les seules sources de pouvoir pour eux sont le capital social et humain, avec lesquels ils peuvent essayer d'attirer les ressources à leur profit.

Nos hypothèses de travail portent sur cinq points :

#### **Premier point**

L'aide ne devrait plus conditionner ses fonds à l'achat de leur production nationale ni à la mise en place des projets convenant aux objectifs politiques des bailleurs de fond. La conditionnalité devrait porter sur la réalisation de projets avec des groupes formés naturellement, par eux-mêmes, profitant ainsi du capital social préalable. Les projets ciblant les micro unités doivent être limités aux programmes d'urgence, mais non sous le concept de développement. Il s'agit de favoriser la création collective. Il faut aussi identifier qui sont les exclus des exclus et peut-être identifier des stratégies adaptées à eux. En tout cas, le travail en communauté réduira le nombre d'exclus car ils profiteront de la création de richesse communautaire.

L'allocation d'une partie du budget à la formation et cohésion du groupe, à l'identification des dynamiques propres, des leaders naturels, des enjeux de pouvoir nous semble donc pertinent. Formation aussi à l'esprit démocratique, qui est à la base de n'importe quelle stratégie de développement endogène. Ainsi que l'expriment P. Dockes et B. Rosier, la démocratie ne se décrète pas, elle se construit, se conquiert.

#### **Deuxième point**

Il faudrait tenir compte lors de l'identification du programme à mettre en place des exclus sociaux dont nous parlions dans la description de la typologie parce qu'il est toujours plus facile travailler avec les élites<sup>81</sup>, plus capables et formées, qui vont essayer de mettre en place un développement imitatif (Rosier, B.) pour reproduire leurs propres positions sociales et politiques. Ce qui arrive au niveau national, il faudrait l'éviter au niveau local.

#### **Troisième point**

Encourager la formation continue comme investissement productif, comme accumulation de Capital

---

<sup>81</sup> Bien que ce terme « élite » puisse désigner une population vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Humain.

### **Quatrième point**

L'évaluation des projets qui reste assez anecdotique, doit prendre place dans les budgets. Les résultats devraient être à la portée de tous les organismes travaillant dans la région et même ailleurs. L'existence d'une telle coordination pourrait éviter des erreurs. Pour l'instant, tous les rapports, budgets, stratégies, listes de bénéficiaires, objectifs pour les années à suivre, etc. restent confidentiels dans chaque organisation.

### **Cinquième point**

La technologie transférée doit soumettre la population locale à la dépendance auprès des pays donateurs. Ils ont assez de technologie non soutenable provenant de l'époque soviétique.

### **...apprentissage sur l'approche aux institutions**

(a) Le capital social fait partie de la culture propre des peuples de l'union soviétique, telle que Pouchkine montrait des hommes qui s'entraidaient pour faire face à la rudesse du climat et aux mauvais coups de chance dans la steppe. Une des institutions la plus forte et durable des pays ex-soviétiques est le "*mir*", mot qui est conservé en Arménie à côté du local "*iughapetaran*" : chef de la communauté. Ces chefs ont été le personnage principal lors de la libération du servage au milieu du XIX<sup>ème</sup> et lors de l'appropriation des terres des oligarques en 1917. La collectivisation des kolkhozes communautaires a ciblé, entre autres objectifs, l'élimination du pouvoir croissant des *mirs* en milieu rural. De nos jours, la mairie est un pouvoir réel, proche et en pleine fonction. Les maires se sentent responsables du développement des habitants de leur commune et ils y travaillent. Bien que dans beaucoup de cas les maires soient des représentants de l'ancien régime, l'institution est vivante et en évolution. La prise de conscience du pouvoir des électeurs fait que la mairie évolue chaque jour. C'est ce type d'institution propre aux communautés locales, qu'ils ont créé et qu'ils ont fait évoluer qu'il faut, à notre avis, appuyer. La formation et l'information objective peuvent jouer un rôle très important dans la démocratisation de l'institution et sa mise en valeur. Ceci est un travail à mener, peut-être, par les ONG locales et internationales.

(b) Depuis 1988, les ONG internationales travaillent dans la région et sont devenues, elles aussi, des institutions enracinées dans la société. Cependant, ce ne sont pas des institutions propres à la population et elles ne sont source de richesse, de sécurité et de reconnaissance que dans une période de temps en principe courte mais qui s'est prolongée à cause de la guerre et des crises russes. Les organisations ont un pouvoir réel auprès des populations rurales car elles sont en contact direct avec elles et elles ont la plupart du temps de l'argent à distribuer.

Ce pouvoir pourrait être utilisé -et sera utilisé- par beaucoup d'acteurs présents dans le système d'aide : le gouvernement national, les fonctionnaires du Ministère des Affaires Sociales et du Ministère duquel dépendent les actions de développement (agriculture, santé, éducation), les élus locaux, le personnel local qui travaillent pour l'organisation internationale, l'organisation internationale qui obtiendra des fonds pour le financement de sa structure, etc.

Cependant, l'utilisation de ce pouvoir est, dans la plupart des cas, hors d'atteinte de la population locale, vers laquelle est dirigée l'aide. Il est toujours possible que la population profite des coopérants de façon opportuniste en réagissant en accord avec les critères des ONG qu'ils ont appris après beaucoup d'années d'expérience : lorsqu'une organisation internationale apparaît dans un village, une ONG locale est créée volontairement pour obtenir d'eux la plus grande quantité d'argent et des biens possibles. Mais ce n'est pas toujours le cas. C'est pour cela que nous voudrions faire remarquer que les responsables des Organisations internationales doivent être conscients que ces aides vont être utilisées d'une manière ou d'autre et que la population locale vers laquelle est dirigée l'aide, n'a pas toujours les ressources, les contacts ou la formation pour tirer profit de leur présence.

## ...apprentissages sur l'approche à la structure des Unités de production

Pour l'instant, cette structure de petites exploitations autonomes semble convenir aux gouvernants parce qu'elle contrôle l'augmentation d'exclus et réduit l'instabilité dans le milieu rural.

Et pourtant, le maintien de ces structures n'est pas une solution valable non plus, parce que :

- ❑ elles ont une capacité limitée d'absorption des travailleurs,
- ❑ on ne peut pas garder une population pendant longtemps dans une situation de subsistance car elle deviendra conflictuelle,
- ❑ lorsqu'on vise à développer un pays, on ne peut pas garder la population en économie de subsistance, ne profitant pas de tout de ce capital humain et social. Il y a des théories très intéressantes qui prônent que l'inégalité dans la distribution des revenus dans une économie globale empêche la croissance générale (Ferreira F., 1999<sup>82</sup>).

Nous pourrions appuyer l'avis de Maurel disant qu'il y a peut-être place pour une agriculture familiale marchande qui apporterait une contribution active aux équilibres sociaux et territoriaux. Il faut bien savoir apprécier les atouts de ce type d'exploitation, mais il faut travailler avec la population et les aider à évoluer pour leur intérêt et celui de toute la nation.

**Étant donné le cadre général de l'évolution de l'agriculture en Arménie** : L'importation des produits alimentaires freine le développement des produits locaux<sup>83</sup>. Le développement ne se fait que dans les régions du nord et du centre, très liées à l'industrie agro-alimentaire de transformation, et les seules qui participent aux marchés internationaux, notamment celui de la CEI. Les entreprises internationales qui s'installent sur place et encouragent les cultures de rente comme le tabac, les vignes et l'orge pour la bière, ne donnent leur chance aux régions du sud, beaucoup moins productives et connectées par des réseaux de communication dans un état lamentable. L'exode de la population se fait vers les villes ou vers l'étranger. Le chômage est généralisé.

**Notre hypothèse de travail est la suivante** : donner la possibilité de sortir de ce type de production agricole à ceux qui ne la souhaitent pas. Il ne faut pas se forcer à centrer leur survie sur l'agriculture. Il faut bien laisser leur imagination et le partage avec les expériences d'autres peuples - peut-être guidés par l'aide internationale dans ses fonctions de formation et d'information - décider de leur avenir. Il ne faut pas imposer une évolution semblable à celle de l'Europe occidentale et essayer de répéter les mêmes modèles d'intégration qui ont fonctionné ici.

## ...apprentissages sur le développement des groupes sociaux de la population enquêtée.

En ce qui concerne l'aide internationale mais aussi les institutions de développement nationales, il faudrait réviser les stratégies de développement. Comme on a vu dans la typologie, il y a des erreurs de ciblage qui font que des groupes les plus nantis touchent plus d'aide par individu que les plus pauvres. En plus, les stratégies ne tiennent pas compte des atouts de chaque groupe, pour pouvoir profiter de leurs caractéristiques en vue de leur propre développement. Nos hypothèses de travail portent sur les chemins à débroussailler pour avancer dans le développement de la région de Syunik :

**Groupe 1 de la typologie** : Étudier la possibilité de faire des contrats de rente foncière, peut-être en gestion communale, et la mise en place d'une structure de formation pour ces familles qui n'ont ni la

<sup>82</sup> Ferreira, F. (1999) *Inequality and economic performance. A brief overview to theories of growth and distribution. The World Bank, Policy Research Working Paper*, [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org).

<sup>83</sup> Le dernier étude IFRI classifie l'Arménie comme ayant une ouverture "forte" sur l'économie mondiale. (Montbrial, T.; Jacquet, P. (eds.) (2000) RAMSES 2001 : les grandes tendances du monde. Institut français des relations internationales, Ed. Dunod).

formation ni l'expérience dans l'agriculture. L'inclusion des chefs d'exploitation locaux et réfugiés dans un réseau de formation et partage d'expériences serait un atout pour enrichir le réseau de connaissances des réfugiés.

Il faudrait aussi échapper à la dépendance qu'ils ont de l'Aide Internationale. Nous avons vécu l'expérience en Azerbaïdjan de trouver des réfugiés qui ne voulaient pas travailler parce qu'ils avaient assez avec l'aide reçue tous les mois. Afin d'éviter une telle situation, il faudrait éviter les dons autant que possible.

**Groupe 2 de la typologie** : ce groupe, qui n'a pas beaucoup de ressources mais qui est plein d'initiatives, pourrait être encouragé par la *formation* dans la mise en place de nouvelles activités économiques, par la concession de *crédits* à titre communal et éventuellement par la facilitation de l'accès à de nouvelles terres.

Pour tous les groupes :

- ❑ Travailler sur la mise en commun des ressources et sur le partage des coûts de production et de commercialisation. Étudier les problèmes et résultats des expériences de ce type qui sont menés dans les coopératives de producteurs dans le district. Essayer de mettre en contact les différentes communes, peut-être par le moyen des modules de formation et d'information.
- ❑ Profiter des institutions officielles (mairies et gouvernement régional) pour mettre à disposition de tous, les données existantes et gratuites sur les prix des semences et d'intrants, les prix de chaque production dans tous les marchés d'Arménie, les fournisseurs, etc. Il faudrait que cela devienne une activité habituelle des responsables locaux : la collecte d'information et sa mise en commun. Les coûts d'obtention de cette information pourraient être partagés parmi toutes les communes du district.

Ces initiatives décrites ci-dessus visent mettre en place un environnement permettant aux Unités de Production de sortir de la situation de survie et d'être capables de trouver, par eux-mêmes, leur propre chemin de développement.

## Conclusion générale

Nous avons réalisé cette thèse de master à partir d'une expérience exceptionnelle : un an de travail dans le milieu rural arménien. Pendant cette époque, nous avons pu observer de près une société que nous avons commencé à comprendre. D'abord, nous avons été surpris par la pauvreté de la société, par la précarité des conditions de vie d'un pays qui, dix ans avant, faisait partie du monde développé. C'est ainsi que nous avons posé la problématique, autour des premières observations sur le terrain.

Notre premier constat a été l'insécurité alimentaire des ménages et le manque de ressources et de travail. Comment font-ils pour survivre ? Nous avons pensé que la réponse était dans la famille, dans le retour à la terre d'une société industrielle, dans les réseaux de solidarité, dans la diaspora protectrice. Et nous avons eu raison partiellement. Ce travail nous a montré comment ils font pour manger tous les jours. C'est effectivement le retour à la terre la source principale de revenus pour les ménages ruraux. Chaque famille s'est transformée en unité d'exploitation rurale d'autoconsommation, avec une structure de polyculture-élevage et la plupart du temps sans aucune mécanisation. Leur relation avec le marché est assez limitée, elle se réduit à l'échange de pommes de terre contre des produits qu'ils ne peuvent pas produire dans l'exploitation tels que l'huile, le sucre et de temps en temps, des vêtements. Il y a aussi une vente en argent nécessaire pour faire les paiements de l'électricité et de l'eau. Il s'agit normalement de la vente de produits horticoles et du blé pour faire de la farine. L'autre source de rémunération est, dans la moitié des ménages rencontrés, les travaux salariés qui apportent une partie peu importante des revenus.

Ce serait le portrait du ménage moyen mais il y a dans cette société rurale ceux que nous pourrions appeler les exclus des exclus. Il s'agit de ménages qui ne sont pas intégrés, qui n'ont pas fondamentalement les ressources foncières nécessaires pour la survie et qui sont dans la plupart des cas des réfugiés. Nous avons constaté que la propriété d'une paire d'hectares fait la différence entre un ménage qui peut s'en sortir et un autre qui doit dépendre des aides familiales, gouvernementales et humanitaires. Nous avons remarqué une solidarité des locaux auprès des réfugiés, mais les locaux ne sont pas en position d'aider quelqu'un. Cette dépendance est aussi nécessaire que dangereuse pour les ménages. En général, la population est assez démoralisée en ce qui concerne l'agriculture. C'est notamment le cas des chefs de ménage qui n'ont jamais travaillé dans ce secteur dans le passé. Le manque de connaissances et d'opportunités pour se former, les ressources très limitées et la déstructuration du marché leur posent des problèmes parfois inabordables.

Or, pour comprendre la situation actuelle des unités de production, il faut regarder l'histoire proche et lointaine. Dans l'histoire proche, nous avons découvert un contexte d'après-guerre qui dure encore et une crise économique soutenue due à la dépendance trop forte de l'économie russe. Le blocus et le manque d'énergie n'ont pas favorisé le développement d'une société trop marquée par une mentalité soviétique du travail. Les décisions politiques des gouvernements, dont l'élection n'est jamais trop claire, n'ont pas aidé non plus à mettre en place des institutions valables pour ce nouveau modèle de société, parfois imposé de l'extérieur par les plans du Fond Monétaire International. Dans l'histoire lointaine, tout le pays, des individus à l'état en passant par toutes les institutions, ont gardé l'empreinte soviétique. Le secteur informel et la corruption sont autant de réactions à la situation de crise, comme des héritages d'un régime totalitaire et privé de liberté.

Les unités d'exploitation suivent une stratégie de retour à la terre, qui n'est pas tellement dans l'esprit industriel d'avant. Nous pensons qu'il ne s'agit pas d'un héritage de l'esprit agricole sorti du labour des lopins de terre du temps soviétique, mais d'un manque d'autres possibilités à leur portée. Comme appui à cette hypothèse, nous constatons que les Arméniens, lorsqu'ils se trouvent en situation de crise et dans un territoire étranger, sont fondamentalement des commerçants, et avec beaucoup de succès comme au Liban ou aux États-Unis. Dans ces cas, l'environnement leur a permis d'utiliser leurs capacités.

La transition, du point de vue économique, a pénalisé spécialement les petites unités d'exploitation rurale et les a poussés à la migration, en ville et à l'étranger. Du point de vue social, la transition a signifié un changement des axes de référence pour lesquels la réponse des individus n'était pas prévue. Dans nos hypothèses, nous avons anticipé le retour à la famille comme institutions centrale et à la terre comme

source de production. Nous avons avancé aussi la participation dans le secteur informel comme source de revenus et l'utilisation de la solidarité comme outil de survie. Ces concepts s'avèrent tous présents dans la société, mais leur articulation change par rapport à notre idée initiale. D'abord **la famille** : c'est le centre de toute action et décision. L'interdépendance entre les membres est totale et c'est le point de départ de toute initiative. La **terre**, ainsi que nous l'avons déjà dit, est à notre avis une valeur plutôt circonstancielle : la seule solution à la portée des individus. Facteur de production, elle est aussi un facteur de reconnaissance sociale. Au dessus de ces concepts, nous trouvons le concept inattendu de la **communauté locale**. Cette institution provient de l'époque pré-soviétique et a eu une force considérable pendant les premières années de la révolution. La communauté se présente comme lieu d'intégration des unités familiales et d'articulation des intérêts particuliers. Les maires, même s'ils faisaient partie du régime antérieur, ont une influence très grande sur les unités d'exploitation familiales.

Quant à la solidarité et le secteur informel, ce sont des facteurs importants, mais ils sont loin d'être primordiaux. La **solidarité** ou **capital social**, est un concept très difficile à cerner par l'ampleur de sa signification. Le réseau de connaissances est, dans ce type de société, un capital nécessaire pour la survie. L'entraide et l'investissement dans les relations avec l'autrui est un constat même chez les plus pauvres. Cependant, contre tout ce que nous avons lu et entendu, ce capital reste à l'échelon local. La présence de la diaspora en forme d'appui humain ou économique est testimoniale dans le milieu rural du sud arménien. C'est donc la famille la source principale de ce capital social. L'autre facteur dont nous parlions est le secteur informel. En fait, la société arménienne appartient au secteur informel. La production des unités de production familiales et même une bonne partie des grandes exploitations en font partie. Néanmoins, le secteur informel comme créateur d'emploi salarié est encore très limité et le niveau salarial offert est même plus bas que sur le secteur formel. Ces deux concepts sont en conséquence des pièces importantes du puzzle social, mais elles ne sont pas les pièces centrales.

Dans tout ce contexte, nous avons présenté **l'aide humanitaire** comme un acteur principal. Nous nous sommes demandés quel était son rôle et que devrait-il être et nous avons pensé qu'il serait intéressant que l'aide humanitaire se consacre à l'intégration des plus démunis et à l'appui à la restructuration générale du pays. Nous avons constaté que leurs principes sont ceux que nous avons mentionnés, mais la réalité n'est pas toujours semblable aux principes.

Le travail avec les exclus est biaisé par le manque de temps et de financement pour l'identification des véritables bénéficiaires. Nous avons observé d'après nos enquêtés qu'il y a des bénéficiaires qui, ayant moins de ressources, reçoivent moins d'aide que d'autres groupes. Parfois pour les raisons évoquées auparavant, parfois parce qu'il y a des organisations trop technocrates, les projets s'imposent aux bénéficiaires qui, dans beaucoup de cas, n'arrivent pas à comprendre bien ce qu'ils reçoivent et pourquoi. Dans le cas de la distribution de l'aide, celui qui paie, n'est pas forcément celui qui commande.

Quant à la restructuration générale du pays, ce sont les fonds provenant des organisations internationales et de l'aide bilatérale qui la soutiennent. Dans tous les cas, nous avons perçu l'utilisation des organisations de l'aide par le pouvoir local et étatique pour leur profit. Nous soutenons que s'il faut être utilisé par un des agents impliqués dans la distribution de l'aide (bailleurs de fond, organisations non gouvernementales, organisations internationales, pouvoirs nationaux, pouvoirs locaux et bénéficiaires), il faut que ce soient les bénéficiaires qui en tirent le plus grand profit.

À notre avis, l'aide devrait profiter mieux des institutions locales pour le développement, tels que les organisations communales, les centres de formation agricole très bien formés et avec des grands professionnels, apprendre avec les expériences des nouvelles coopératives installées après l'indépendance, en définitive, favoriser les initiatives que les locaux ont mis en place et chercher ensemble d'autres possibilités. Nous sommes conscients que l'aide humanitaire a commencé son travail en Arménie avec l'aide d'urgence lors du tremblement de terre et lors de la guerre, mais la situation évolue et l'aide doit évoluer avec. De l'urgence, on doit passer au développement et le style doit être de moins en moins dirigiste et de plus en plus participatif.

# Bibliographie

1. **Abdelmalek, A. A. (2000).** L'exploitation familiale agricole: entre permanence et évolution. *Economie Rurale*, n. 255-256, p. 40-52.
2. **ACF (1998).** *Syunik Food Security Survey* ACF working papers.
3. **Adrèassian, V. ; Tatéossian, P.; Minassian, L. (1997).** L'agriculture arménienne dans la tourmente post-soviétique. *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture de France*, vol. 83, n. 8. p. 25.
4. **Aghamian, L. (1996).** *Country report of national experience in reforms and adjustment*. Rome : FAO.
5. **Armenian Statistics Department (1999).** *Statistics on Armenia 1999*. Yerevan : Statistics Department. Chap. 3 et 4, Agriculture et Industry.
6. **Altounian, J. (2000).** L'arménien de la diaspora. *Les Cahiers de l'Orient*, janvier-mars, p. 131-145.
7. **Anderson, J. H. (1998).** *The size, origins and character of Mongolia's informal sector during transition [on line]*. Washington : World Bank (The World Bank Policy Research Working Paper; n. 1916). [Consulté en juin 2004]. <http://econ.worldbank.org/docs/595.pdf>
8. **Appendini, K. (1999).** *Rural household income strategies and interactions with the local institutional environment: a methodological framework [on line]*. Rome : FAO. (SD Dimensions). [Consulté en juin 2004]. <http://www.fao.org/sd/ROdirect/ROan0021.htm>
9. **Baas, S. (1998).** *Participatory institutional development. [on line]*. Rome : FAO. (SD Dimensions), [Consulté en juin 2004]. <http://www.fao.org/sd/PPdirect/PPan0012.htm>
10. **Badouin, R. (1975)** *Les agricultures de subsistance et le développement économique*. Paris : A. Pedone. 201 p.
11. **Barrau, A. (2000).** *Conditionnalités de l'aide publique au développement*. Thèse de Master of Science : CIHEAM-IAMM, Montpellier. 212 p.
12. **Bauer, P. (1991).** *The development frontier: essays in applied economics*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.
13. **Billaz, R. (1979)** Technologies, emploi et stratégies de développement agricole. In: *Structures agraires et systèmes de production agricole*, Mod. 13. Document non publié disponible au CIHEAM-IAMM, 3191 route de Mende, 34093 Montpellier, cedex 5.
14. **Boudreau, T. (1998).** The food economy approach: a framework for understanding rural livelihoods [on line]. *Relief and Rehabilitation Network Paper*, May 1998, n. 26. 32 p. [Consulté en juin 2004]. <http://www.odihpn.org/pdfbin/networkpaper026.pdf>
15. **Burakovsky, I. (1997).** *The unofficial economy in post-communist countries*. Santa Monica (CA, USA) : Rand Corporation. (RAND Series; n. 1698).
16. **Campagne, P. (1999).** *Analyse diagnostique d'une zone rurale*. ID003, Document non publié disponible au CIHEAM-IAMM, 3191 route de Mende, 34093 Montpellier, cedex 5.

17. **Carlin, W. et al. (2000).** *Barter and non-monetary transactions in transition economies [on line]*.. London : EBRD. 17 p. (Working paper, n. 50). [Consulté en juin 2004]. <http://www.ebrd.com/pubs/econ/workingp/50.pdf>
18. **Cheterian, V. (1997).** « Grand jeu » pétrolier en Transcaucasie. *Le Monde Diplomatique*, Octobre.
19. **Cheterian (1997b).** L'Allemagne et le génocide arménien. *Le Monde Diplomatique*, Juin.
20. **Cheterian (1998).** Réformes et modernisation laissent la Russie exsangue. *Le Monde Diplomatique*, Juillet.
21. **Clarkson, J. D. (1964).** *A history of Russia*. NewYork : Random House.
22. **Commander, S.; Mumssen, C. (1998).** *Understanding barter in Russia. [on line]*.. London : EBRD. 39 p. (Working paper; n. 37). [Consulté en juin 2004]. <http://www.ebrd.com/pubs/econ/workingp/37.pdf>
23. **Commission européenne (1998).** *Report on Food Security of the Republic of Armenia*. Direction Générale VIII, Commission européenne.
24. **Coquery-Vidrovite, C. (1990).** *Sociétés paysannes du Tiers-Monde*. Paris : L'Harmattan. 282 p. ISBN 2-7384-0448-2.
25. **Crowley, E. (1999).** *Rural poverty: population dynamics, local institutions and access to resources. [on line]*.. Rome : FAO. (SD Dimensions). [Consulté en juin 2004]. <http://www.fao.org/sd/ROdirect/ROan0016.htm>
26. **Csaki, C. (1991).** Moving towards market based food and agricultural systems. In: Tutwiler, M.A. (ed.). *New food systems for central Europe and the USSR*. London : Dower House.
27. **Csaki, C. (1995).** *Armenia, the challenge of reform in the agricultural sector*. Washington : The World Bank.
28. **Dabrowski, P. (1996).** Les mutations de l'agriculture dans les pays de l'Europe de l'Est. In: Sebillote, M. (ed.). *Recherches-système en agriculture et développement rural*. Montpellier : CIRAD-SAR. p. 141. ISBN 2-87614-181-7.
29. **de Roos, A.; Venekamp, D. (1996).** ECHO food and medical assessment. *European Community Humanitarian Office Reports*, April-May.
30. **Dubos, J. (1990).** *Méthodes de collecte de l'information*. Paris : Cujas.
31. **FAO (1998).** *Pays à faible revenu et à déficit vivrier [on line]*. Rome : FAO. [Consulté en juin 2004]. <http://www.fao.org/FOCUS/F/Spec1Pr/lifdes-f.htm>
32. **Florkowsky, W. J. et al. (1998).** *Demographic and socio-economic characteristics and the consumption of dietary food: Case of an economy in transition*. Athens (GA, USA) : University of Georgia, Department of Agricultural and Applied Economics. p. 14. (Faculty Series; FS 98-05).
33. **Floro, M. S.; Ray, D. (1996).** Vertical links between formal and informal financial institutions. *Review of Development Economics*, nov. 96, p.75.
34. **Fontaine, J. M. (1995).** Politiques et stratégies de développement : l'ajustement structurel. *Cahiers Français*, n. 270, p. 75-84.

35. **Fragata, A. (1996).** De l'unité de production au système agricole. In: Sebillote, M. (ed.). *Recherches-système en agriculture et développement rural*. Montpellier : CIRAD-SAR. p. 207. ISBN 2-87614-181-7.
36. **Freedom House (1999).** *Freedom in the world : Armenia [on line]*.. [Consulté en juin 2004].  
<http://www.freedomhouse.org/research/freeworld/2002/countryratings/armenia.htm>
37. **Frydman, R. et al. (1997).** *Private Ownership and Corporate Performance: Some Lessons From Transition Economies [on line]*.. New York : Starr Center for Applied Economics, NY University. (Research Report 97; n. 28). [Consulté en juin 2004].  
<http://www.worldbank.org/html/dec/Publications/Workpapers/WPS1800series/wps1830/wps1830.pdf>
38. **Gabayan, I.; Hakobian, L. (1998).** *Rural women's participation in decision making: Armenia. [on line]*. Rome : FAO. 6 p. (Case Study : Armenia ; ECA-WRD 98). [Consulté en juin 2004].  
<http://www.fao.org/world/regional/REU/Repository/Other/9wpwARM.doc>
39. **Gallup, J. L. (1998).** *Economic Growth and the Income of the Poor [on line]*.. Cambridge (MA, USA) : Harvard Institute for International Development. (Discussion paper, n. 36). [Consulté en juin 2004].  
<http://www.cid.harvard.edu/caer2/htm/content/papers/confpubs/paper36/paper36.htm#toc>
40. **Gallup, J.L.; Sachs, J.; Mellinger, A.D. (1999).** *Geography and Economic Development*. Cambridge (Mass., USA) : National Bureau of Economic Research. 81 p. (NBER working paper series; n. 6849).
41. **Gaufryau, B. (1998).** *Secteur informel : fonctions macro-économiques et politiques : le cas du Congo [en ligne]*. Genève : Organisation Internationale du Travail. (Document de recherche ; S-INF-1-10). [Consulté en juin 2004].  
<http://www.ilo.org/public/french/employment/ent/papers/congo.htm>
42. **Gordillo de Anda, G. (1997).** *The state and the market: the missing link. [on line.]*. Rome : FAO. (SD Dimension). [Consulté juin 2004]. <http://www.fao.org/sd/rodirect/ROan0010.htm>
43. **Gosling, L. (1995).** *Participatory assessment tools*. UK : Save the Children Fund. (Working Papers, n. 5).
44. **Goswami, O. (1991).** Taxes corruption and bribes. In: Roemer, M.; Jones, C. (eds.). *Markets in developing countries*. San Francisco (CA, USA) : ICS Press.
45. **GTZ (2000).** *Report on Agriculture in Syunik Marz*. Erevan : GTZ Reports.
46. **Gueye, B.; Schoomaker, K. (1991).** *Introduction à la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP)*. New York : International Institute for Environment and Development (IIED).
47. **Gueyras, J. (1998).** Un « coup » pour rien en Arménie. *Le Monde Diplomatique*, Décembre.
48. **Hervé, J. J. (2000).** L'agriculture russe : transition, déclin ou renouveau. *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture de France*, vol. 86, n. 2, p. 36.
49. **Holt, J. (1994).** *Understanding rural economies*. UK : Save the Children Fund. (Working Papers, n. 2).
50. **Holt, J. (1995).** *A food economy approach to assessing livelihoods*. UK : Save the Children Fund (Working Papers, n. 9).

51. **Huffman, S. K.; Johnson, S. R. (2001).** *More impacts of economic reform in Poland: Incidence and welfare changes within a consistent framework.* [on line].. Iowa State University. (Working Paper 01-WP 271). [Consulté en juin 2004]. <http://www.card.iastate.edu/publications/DBS/PDFFiles/01wp271.pdf>
52. **IMF (1998).** Consultation with Armenia 98. *IMF Press Info Notice*, n. 1, p. 6.
53. **IMF (1999).** *IMF Concludes 1999 Article IV Consultation with Armenia.* [on line].. Washington : IMF. [Consulté en juin 2004]. <http://www.imf.org/external/np/sec/pn/1999/pn99103.htm>
54. **Johnson, S.; Kaufmann, D.; Shleifer, A. (1997).** The unofficial economy in transition. *The Brookings Review*, february 1997. [Consulté en juin 2004]. <http://www.worldbank.org/wbi/governance/pubs/brookings.html>
55. **Jones, C. (1991).** Parallel, fragmented and black markets: a taxonomy. In : Roemer, M.; Jones, C. (eds.). *Markets in developing countries*. San Francisco (CA, USA) : ICS Press.
56. **Jones, C.; Roemer, M. (1991).** The behaviour of parallel markets in developing countries. In : Roemer, M., Jones, C. (eds.). *Markets in developing countries*. San Francisco (CA, USA) : ICS Press.
57. **Kapucinsky, R. (1996).** *El Imperio.* [L'Empire], Madrid : Mondadori.
58. **Kaufmann, D.; Kaliberda, A. (1996).** Integrating the unofficial economy into the dynamics of post socialist economies. In : Kaminski, B. (ed.). *The international politics of eurasia : economic transition in Russia and the new states of Eurasia*. New York : M.E. Sharpe.
59. **Kaufmann, D.; Siegelbaum, P. (1996).** Privatisation and corruption in the transition. *Journal of international affairs*, 1996 Winter, p. 419-458.
60. **Kevorkian, R. H. (2000).** La politique étrangère de l'Arménie. *Les Cahiers de l'Orient*, Janvier/Mars, p.69-81.
61. **Khazarov, A. M. (1995).** *After the USSR: Ethnicity, nationalism and politics in the CEI.* Madison : The Wisconsin University Press.
62. **Kurkalova, L. A.; Jensen, H. H. (1999).** Agricultural household model with wage uncertainty: an application to subsidiary post-soviet agriculture. *American journal of agricultural economics*, vol. 81, n. 5, p. 1305
63. **Lambert, R. (1994).** *Monitoring food security and coping strategies.* UK : Save the Children Fund. (Working Papers, n. 8).
64. **Lanjouw, P. (1998).** *Poverty and the Economic Transition: How Do Changes in Economies of Scale Affect Poverty Rates for Different Households?.* [on line].. Washington : World Bank. [Consulté en juin 2004]. <http://econ.worldbank.org/docs/868.pdf>
65. **Lankes, H. P.; Stern, N. (1997).** *Capital flows to eastern Europe and the former Soviet Union* [on line].. London : EBRD. 43 p. (Working paper, n. 27). [Consulté en juin 2004]. <http://www.ebrd.com/pubs/econ/workingp/27.pdf>.
66. **Larousse Ed. (1992).** *Dictionnaire des nationalités et des minorités de l'ex-U.R.S.S.* Paris : Larousse. (Larousse Références).
67. **Lautier, B. (1995).** L'économie informelle, son rôle social et la démocratisation. *Cahiers Français*, n. 270, p. 23-31.

68. **Le Normand, I. (1995).** *Sécurité Alimentaire : analyse du concept*. Document non publié disponible au CIHEAM-IAMM, 3191 route de Mende, 34093 Montpellier, cedex 5.
69. **Leiter, S.; Tedstorm, J. (1997).** *Russia's informal economy: a framework for analysis*. Santa Monica (CA, USA) : RAND Corporation. (RAND Series, n. 1678).
70. **Levenson, A. R.; Maloney, W. F. (1997).** *The informal sector, firm dynamics and institutional participation*. [on line].. Washington : World Bank. [Consulté : juin 2004]. <http://econ.worldbank.org/docs/559.pdf>
71. **Maurel, M. C. (1997).** La filiation du modèle agricole soviétique : rétrospective des grands tournants agraires. In : Sapir, J. (ed) *Retour sur l'URSS. Economie, société, histoire*. Paris : L'Harmattan. 325 p. (Pays de l'Est).
72. **Maurel, M. C. (1997a).** La renaissance polymorphe de l'agriculture familiale en Europe centrale et orientale. In : Haubert, M. (ed) *Les paysans, l'état et le marché*. Paris : Sorbonne. 381 p. ISBN : 2-85944-316-9.
73. **Melmed-Sanjak, J (1998).** Land access, off-farm income and capital access in relation to the reduction of poverty. [on line]. *Land reform*, n. 1. 15 p. [Consulté : octobre 1999] [ftp://ftp.fao.org/sd/sda/sdaa/LR98\\_1/art1.pdf](ftp://ftp.fao.org/sd/sda/sdaa/LR98_1/art1.pdf)
74. **Meloyan, S.; Nichols, J. (1996).** *Agricultural Activities and Substructures in Armenia*. Texas University. (Faculty Paper Series, 96-2).
75. **Michalopoulos, C. (1999).** *The integration of transition economies into the world trading system*. [on line].. Washington : World Bank. 41 p. [Consulté en juin 2004]. <http://econ.worldbank.org/docs/972.pdf>
76. **Müller, P. (1991).** Vers une agriculture de services ? *Economie Rurale*, n. 202-203, p. 67-71.
77. **Murrel, P. (1992).** Evolution in economics and in the economic reform of the centrally planned economies. In : Clague, C.C.; Rausser, G. (eds.). *The emergence of market economies in eastern Europe*. Cambridge (Mass, USA) : Blackwell.
78. **Noman, O. (1996).** The realities of transition: human development under transition and conflict. [on line]. In : UNDP. *Human Development Report 1996*. New York : UNDP. [Consulté en juin 2004]. <http://www.undp.org/rbec/nhdr/1996/summary/part3.htm>
79. **North, D. (1990).** *Institutions, institutional change and economic performance*. New York : Cambridge University Press. 250 p.
80. **North, D. (1995).** *The new institutional economics and third world development*. London : Routledge. 267 p.
81. **OCDE (1991).** *Le système agro-alimentaire soviétique : perspectives de réforme*. Paris : OCDE. 241 p. ISBN 92-64-23602-3.
82. **OCDE (1992).** *Réussir les réformes des économies de l'Europe Centrale et Orientale*. Paris : OCDE. 131 p. ISBN 92-64-23613-9.
83. **Pappalardo, L. (ed.). (1999).** *Armenia Economic Trends*. Programme TACIS de l'Union européenne.

84. **Pissarides, F. (1998).** *Is lack of funds the main obstacle to growth ? [on line]*.. London : EBRD. 21 p. (Working paper, n. 33). [Consulté en juin 2004]. <http://www.ebrd.com/pubs/econ/workingp/33.pdf>
85. **Prados, L. (1999).** Diez millones de víctimas. *El País*, 29 de Agosto.
86. **Raffinot, M. (1995).** Les multiples facettes des crises d'endettement dans les pays en développement. *Cahiers Français*, n. 270, p. 67-74.
87. **Raiser, M. (1997).** *Informal institutions, social capital and economic transition: reflections on a neglected dimension [on line]*.. London : EBRD. 33 p. (Working paper, n. 25). [Consulté en juin 2004]. <http://www.ebrd.com/pubs/econ/workingp/25.pdf>
88. **Raiser, M. (1999).** *Trust in transition [on line]*.. London : EBRD. 19 p. (Working paper, n. 39). [Consulté en juin 2004]. <http://www.ebrd.com/pubs/econ/workingp/39.pdf>
89. **Radio Free Europe-Radio Liberty (Prague). (1999).** *Weekly Reports on South Caucasus. [on line]*.. Prague : Radio Free Europe Radio Liberty. [Consulté en octobre 1999]. <http://www.rferl.org/caucasus-report>
90. **Roemer, M.; Gugerty, M. K. (1997).** *Does economy growth reduce poverty?*. Cambridge (MA, USA) : Harvard Institute for International Development. [Consulté en juin 2004]. <http://www.cid.harvard.edu/caer2/htm/content/papers/paper05/paper05.pdf>
91. **Roemer, M. (ed.); Jones, C. (ed.). (1991).** *Markets in developing countries*. San Francisco (California) : ICS Press. 312 p.
92. **Rosier, B. (1968).** *Structures agricoles et développement économique*. Paris : Mouton. 412 p. (Economie du développement).
93. **Ruminska, E. (1997).** Human poverty in transition economies. [on line]. In : UNDP. *Human Development Report 1997*. [Consulté en juin 2004]. [http://hdr.undp.org/docs/publications/ocational\\_papers/oc22a.htm](http://hdr.undp.org/docs/publications/ocational_papers/oc22a.htm)
94. **Ruttan, V. W. (1998).** *The transition to agricultural sustainability [on line]*.. St Paul (MN, USA) : University of Minnesota. [Consulté en juin 2004]. <http://ipmworld.umn.edu/chapters/ruttan.htm>
95. **Sachs, J. (1999).** *Benchmarking Competitiveness in Transition Economies [on line]*.. Cambridge (MA, USA) : Harvard Institute for International Development. [Consulté en juin 2004]. <http://www.cid.harvard.edu/caer2/htm/content/papers/paper62/paper62.htm>
96. **Sadoulet, E. (1996).** *Household behaviour with imperfect labour markets*. Berkeley : University of California . (Working Paper, n. 786).
97. **Salinas, J.L. (1984).** *Introduction à la Sociologie*. UV 43, Sociologie des groupes. Document non publié disponible au CIHEAM-IAMM, 3191 route de Mende, 34093 Montpellier, cedex 5.
98. **Sapir, J. (1997).** *Retour sur l'URSS. économie, société, histoire*. Paris : L'Harmattan. 325 p. (Pays de l'Est)
99. **Schmid, A. A. (2000).** Affinity as social capital: its role in development [on line]. *Journal of socio-economics*, n. 29, p. 159-171. [Consulté en juin 2004]. [http://www.appropriate-economics.org/materials/affinity\\_as\\_social\\_capital.pdf](http://www.appropriate-economics.org/materials/affinity_as_social_capital.pdf)
100. **Schmid, A. A.; Robison, L. J. (1995).** Applications of Social Capital theory. *Journal of Agriculture and Applied Economics*, vol. 27, n.1, p. 59-66.

101. **Stanfield, J. D. (1999).** *Creation of land markets in transition countries : implications for the institutions of land administration [on line]*.. Madison (Wis, USA) : University of Wisconsin. 20 p. (Economic Working paper. Albania series ; n. 29). [Consulté en juin 2004]. [http://agecon.lib.umn.edu/cgi-bin/pdf\\_view.pl?paperid=1563&ftype=.pdf](http://agecon.lib.umn.edu/cgi-bin/pdf_view.pl?paperid=1563&ftype=.pdf)
102. **Stern, N. (1998).** *The future of the economic transition [on line]*.. London : European bank for reconstruction and development. 16 p. (EBRD Working paper; n. 30). [Consulté en juin 2004]. <http://www.ebrd.com/pubs/econ/workingp/30.pdf>
103. **Tchayanov, A. (1990).** *L'organisation de l'économie paysanne*. Paris : Librairie du Regard. 342 p. ISBN 2-906681-01-6.
104. **Todaro, M. P. (1989).** *Economic development in the third world*. New York : Longman. 698 p. ISBN 0-582-04440-5.
105. **Transparency International (1999).** *Corruption perception index. [on line]*.. Transparency International, [Consulté en mai 2000]. <http://www.transparency.de>
106. **UNDP (1999).** *Human development report. Armenia 1999 [on line]*.. Yerevan : UNDP. [Consulté en juin 2004]. <http://www.undp.am/publications/nhdr99/eng/index.php>
107. **UNDP (1999b).** *Transitions 1999*. London : UNDP for Europe and West Asia.
108. **UNDP (2002).** *Growth, inequality and poverty in Armenia [on line]*. Yerevan : UNDP. [Consulté en juin 2004]. <http://www.undp.am/publications/poverty/gipa/main.htm>
109. **UNDP (2003).** *Human Development Report [on line]*. New York : UNDP. [Consulté en juin 2004]. <http://hdr.undp.org/reports/global/2003/>
110. **UNHCR (1999).** *Poverty of vulnerable groups in Armenia*. Yerevan : UNHCR.
111. **United Nations (1997).** *Republic of Armenia: country profile. [on line]*.. [Consulté en juin 2004]. <http://www.un.org/esa/earthsummit/armen-cp.htm>
112. **Verveuil, A. (1981).** *Les enquêtes budget-consommation auprès des ménages*. Paris : AMIRA. 56 p. (Brochure ; n. 33).
113. **Wei, S-J. (1998).** *Corruption in Economic Development: Beneficial Grease, Minor Annoyance, or Major Obstacle? [on line]*.. [Consulté en juin 2004]. <http://www.worldbank.org/wbi/governance/pdf/wei.pdf>
114. **World Bank (1997).** *Expanding the Measure of Wealth: Indicators of Environmentally Sustainable Development [on line]*.. Washington, D.C. : World Bank. Chap. 6. Social Capital: The Missing Link ? [Consulté en juin 2004]. [http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1997/06/01/000009265\\_3971113150949/Rendered/PDF/multi\\_page.pdf](http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1997/06/01/000009265_3971113150949/Rendered/PDF/multi_page.pdf)
115. **World Bank, IMF (1999).** *Republic of Armenia : Policy Framework Paper, 1996-1998. [on line]*.. [Consulté en juin 2004]. <http://www.imf.org/external/NP/PFP/arme/arme-con.htm>
116. **World Bank (2000).** *The Social Capital [on line]*.. The World Bank Poverty Net. [Consulté en juin 2004]. <http://poverty.worldbank.org/library/topic.php?topic=4294>
117. **Yerasimos, S. (1996).** Des histoires de tuyaux et de pétrole. *Hérodote*, n. 81, p. 106-125. (Géopolitique du Caucase).

118. **Yerasimos, S. (1996b).** Transcaucasie : le retour de la russie. *Hérodote*, n. 81, p. 179-213. (Géopolitique du Caucase).



# Annexes

## Le projet de développement

Nous avons pensé qu'il serait intéressant introduire un résumé du travail que nous avons mené en Arménie pendant un an et d'après lequel nous avons rédigé cette thèse de master. Ce n'est pas un document scientifique avec des citations et des démonstrations des faits, mais un récit de notre travail et des impressions que nous avons pu recueillir au cours de notre séjour.

Nous sommes arrivés en Arménie pour gérer un projet de développement rural dans une région du sud : Syunik, plus concrètement dans le district de Sissian. Les premières semaines sont toujours une prise de contact, avec le personnel local et avec l'environnement. C'est le moment de lire le projet, l'étudier et commencer à poser des questions à notre chef qui était seulement à 270 km d'Erevan (et 520 km de Sissian) mais à 6 heures de route en Niva.

Géographiquement, le district de Sissian est un plateau à plus de 1400 m en moyenne, ce qui veut dire qu'il est couvert de neige du mois de décembre jusqu'au mois d'avril ou mai. Cette année, c'était le mois de mai et nous avons vu encore neiger. La caractéristique la plus impressionnante du paysage est qu'il n'y a pas d'arbres, c'est une sorte de paysage lunaire avec très peu de pluie, ce qui ne favorise pas l'agriculture mais qui permet de supporter les températures de moins 30°C sans trop de soucis. Ou presque sans souci.

Le personnel local est pourtant très accueillant. En général, le caractère arménien est plus agréable que ce que nous avons connu en Géorgie et plus semblable aux voisins musulmans d'Azerbaïdjan : leurs ennemis. Nos appuis fondamentaux ont été une étudiante d'Anglais qui faisait le travail administratif, le responsable agronomique de la région pendant 20 ans et qui maintenant travaillait, en plus de notre organisation, pour une entreprise américaine ; mais cela nous l'avons su plus tard et nous nous doutions que les Américains savaient qu'il travaillait pour nous. Le troisième appui indispensable était un chauffeur de camion, volontaire et héros à la guerre du Karabakh, qui travaille actuellement et est chargé des relations institutionnelles au niveau du district. Ceci veut dire qu'il est très respecté dans le district, ce qui nous facilite énormément le travail. Les institutions locales peuvent poser beaucoup de problèmes si elles le veulent. En général, il est important garder des bonnes relations avec eux et il faut toujours accepter les invitations des maires, des chefs de police et des responsables agricoles. Normalement, les grandes chefs ne favorisent pas le projet, mais au moins ils ne l'empêchent pas. A part ces trois personnes, il y avait 7 autres travailleurs à temps complet, dont des travailleuses sociales, un vétérinaire, un hydrologue, des gardes et des chauffeurs ainsi que quelques travailleurs à temps partiel. Il faut souligner que le travail dans une ONG est une très bonne affaire pour un local, parce que par exemple un garde gagne presque 5 fois le salaire moyen arménien et en plus, ce type de travail est très reconnu socialement.

La partie technique du projet consistait à mettre en place un système d'irrigation, distribuer des semences, des outils de labour et des micro serres pour 450 familles et distribuer quelques 250 moutons entre 50 familles. A côté, il y avait une partie du budget (0,4 %) consacrée à la formation. Ainsi décrit, cela semble très vite fait, mais ce que l'on pouvait organiser en quelques semaines, devait être discuté chaque jour.

Le système d'irrigation n'était guère ébauché et nous avons commencé par réunir les responsables de chaque communauté avec un technicien que nous avons embauché pour étudier les possibilités. C'était notre premier contact avec les maires des communautés du projet et ils nous ont fait une impression bizarre. D'abord tous proviennent du régime antérieur et même les plus jeunes se font accompagner par l'ancien directeur du kolkhoz aux réunions. Ils ont une connaissance étonnante de leurs électeurs. Ils connaissent tous les noms des villageois, le nombre de fils et filles - bien sûr toutes les histoires obscures autour d'eux qu'ils n'hésitent pas à raconter au premier arrivé -, le nombre d'hectares et d'animaux dans leurs fermes. Lorsqu'on commence à discuter du travail, même le maire, le plus sûr de son pouvoir, évite de faire des injustices dans la commune, par peur d'avoir à recueillir tous les jours les plaintes des victimes. Nous avons eu beaucoup de chance avec eux parce que, au milieu de l'implémentation du projet, il y a eu des élections locales. De ce fait, les maires ont utilisé toute leur influence pour que le projet soit visible avant les élections. Cependant, après, les choses se sont ralenties.

Lors de la mise en place du système d'irrigation, nous avons compris la réalité du marché en Arménie. En fait, la réalité est qu'il n'y a pas un marché tel que nous le connaissons. Les tuyaux, les valves et les pompes n'existaient pas. Nous avons dû chercher dans le marché de seconde main à Erevan les pièces, les valves, etc., mais les tuyaux, il fallait les chercher plus loin. Il a fallu utiliser tous les contacts du personnel local, de la famille du personnel local, des familles des maires, ..., pour pouvoir trouver quelques mètres à Meghry, quelques autres à Karabakh et ainsi de suite. En ce qui concerne les institutions, elles n'ont posé aucun problème car le responsable des installations hydrauliques de la région avait tout intérêt à que l'on fasse les travaux dans un des villages dans lequel il habitait avec une partie de sa famille.

En ce qui concerne le travail humain de ce volet du projet, ce sont les bénéficiaires qui ont fourni la main-d'œuvre, organisée par les groupes de représentants des bénéficiaires que nous avons mis en place au début de l'année. Les machines pour le transport et l'ouverture de trous dans le sol, ont été fournies par leurs propriétaires comme paiement pour fixer leurs machines.

Les travaux se sont bien déroulés jusqu'au mois de décembre, quand le froid ne permettait plus la manipulation des tuyaux, sans risque de rester collé au métal. A partir du mois de mars, nous avons repris pour finir avant l'époque de l'irrigation.

Pour le travail de distribution des semences, nous avons eu des problèmes d'un autre type. En ce qui concerne le peu de semences d'horticoles que nous avons accordé aux bénéficiaires, elles ont été fournies par les marchands locaux. Mais les bénéficiaires ont exprimé leur besoin en pommes de terre parce qu'elles sont faciles à emmagasiner et à échanger dans le marché local. Ainsi nous avons dû chercher partout dans le pays des pommes de terre de bonne qualité qui soient adaptées au terrain. Le marché était plus ouvert dans ce cas-ci. D'un côté, il y avait une entreprise américaine en charge de l'importation des semences d'Europe à des prix énormes et jamais essayées sur sol arménien ; de l'autre, il y avait un tas de petits producteurs à bon prix sans aucune garantie. Nous avons pris la solution du milieu : nous avons travaillé avec des producteurs locaux, mais avec la garantie de l'Ecole d'Agronomie d'Erevan dans laquelle nous avons trouvé une grande aide. Nous avons distribué les semences juste avant l'époque des semailles pour éviter aux unités de production les coûts de conservation. Ainsi que nous l'avons remarqué dans la thèse, il y avait des chefs d'exploitation qui ne savaient pas identifier les semences. Ce sont les réfugiés des villes azéris qui se sont retrouvés dans le milieu rural sans savoir comment ni pourquoi. Lorsque nous parlons avec eux, nous découvrons des professeurs d'institut, des bibliothécaires, des fonctionnaires administratifs, des travailleurs d'usine, etc. Il est triste de les voir avec des vêtements vieux et parfois offerts, dans des maisons en très mauvais état, sans électricité parce qu'ils ne peuvent pas la payer, avec leurs enfants habillés avec un survêtement en coton pour tout habit au mois de février, sans rien à faire pendant toute la journée parce que 700 m<sup>2</sup> de terre ne donnent pas assez de travail pour toute l'année. Nous avons même vu des gens qui mangeaient la farine crue parce qu'ils ne pouvaient pas ramasser le bois de chauffage. En plus, ils proviennent de la capitale la plus cosmopolite de l'Union Soviétique. Mais ça fait une guerre de ça.

La partie du projet concernant l'élevage ovin a été une des plus intéressantes. D'abord parce que nous avons aidé à mettre en place une véritable organisation des paysans qui se sont groupés pour gérer les troupeaux, et parce que nous avons pu observer les effets du projet plus vite qu'avec la production végétale. L'organisation des bénéficiaires a commencé, comme dans le cas de la distribution des végétaux, par l'organisation de réunions avec tous les bénéficiaires de chaque ville - ce n'était pas évident au début de parler, avec l'aide d'un interprète, à une centaine de personnes qui ne savent pas tellement ce que tu fais là et pourquoi tu es venu, mais on s'habitue – nous avons discuté du programme, des variantes à introduire et de l'élection des représentants parmi les bénéficiaires. Nous avons voulu équilibrer ainsi le pouvoir des maires dans l'implantation du projet. Dans certains villages, nous avons réussi, mais dans d'autres pas tellement. Dans le cas de la distribution des moutons, nous avons voulu éviter des erreurs passées (cf. les leçons apprises de la thèse) et aller plus loin que la simple distribution d'animaux. Ainsi, avant même chercher les brebis, nous avons aidé les bénéficiaires à la mise en place d'un système de gestion commun des animaux : alimentation, travail de berger, logement, etc. Un groupe a appris de l'autre parce que nous avons communiqué aux uns les résultats des autres : un peu de compétitivité fait parfois avancer les choses. Finalement, nous avons créé deux troupeaux de 125 têtes chacun, un par groupe de 25 unités d'exploitation. Pendant cette première année, ils fournissaient la paille et le

programme fournissait le "*combined-food*"<sup>84</sup>. Pour l'achat des animaux, nous avons trouvé quelques difficultés de la part du Ministère car lorsque nous leur avons demandé des adresses de fournisseurs possibles, le fonctionnaire en charge nous a dit que, comme organisation internationale, il fallait acheter dans la ferme agréée par le Ministère dont curieusement il était co-proprétaire. Nous avons disparu de la scène et acheté les brebis maison par maison, ferme par ferme, dans le district de Sissian. À la fin du projet, chaque commune avait 250 têtes, 120 kg de fromage et quelques kg de laine qu'ils ont vendus pour payer le loyer de l'étable.

À côté de cela et avec nos 0,4 % de budget de formation, nous avons réussi à mettre en place un petit système par lequel nous avons profité des agronomes, du vétérinaire et de l'hydrologue du staff, qui étaient très capables de préparer les contenus. D'abord, nous nous sommes réunis avec les groupes de représentants pour leur demander les sujets dont ils avaient besoin pour élargir leurs connaissances. Ensuite, nous avons préparé une brochure de 15 pages avec ces idées et les données les plus importantes à retenir. Nous avons formé 10 personnes par commune - choisies par les représentants- qui, à leur tour, ont démultiplié la formation pour atteindre la totalité des unités d'exploitation. L'évaluation a été assez positive. Même les chefs d'exploitation qui, au début des sessions, disaient que notre équipe n'avait rien de nouveau à leur montrer, nous ont bien remerciés après les séances.

À part le programme, il y avait tout un travail administratif autour de la gestion de la base de l'organisation, la gestion des impôts, les contacts avec d'autres ONG et des organismes officiels. Le résultat de ces rencontres a été inégal. La gestion des impôts est très compliquée, fondamentalement parce que les lois changent chaque mois et les organisations internationales ne sont pas informées des changements ni de leur signification. Le Ministère de Finances a une source très importante d'argent dans les ONG, parce qu'elles sont les seules à payer des impôts régulièrement, mais au lieu de leur faciliter la tâche, ils essaient de presser et de rendre plus difficile le travail. N'importe quelle procédure administrative dépend de l'humeur du fonctionnaire en charge. La même personne peut te dire une chose et son contraire sans changer l'expression du visage. On nous a demandé des pots de vin assez importants pour qu'une procédure se réalise dans le délai prévu, ou pour obtenir l'enregistrement d'une voiture sans devoir payer des impôts, etc. Il y a aussi le type de procédure d'après laquelle pour être déclarée organisation d'intérêt humanitaire -procédure qu'il faut répéter chaque année- il faut avoir un timbre officiel lequel, évidemment, ne peut pas être obtenu sans être organisation d'intérêt humanitaire.

Enfin certains fonctionnaires sont prêts à aider, mais nous en avons rencontré beaucoup qui profitent de leur poste pour s'enrichir personnellement. Par exemple, lorsque nous avons proposé au Ministère un projet de réparation des équipements agricoles de sorte que les bénéficiaires pourraient avoir tout l'équipement nécessaire (tracteur, moissonneuse-batteuse, nettoyeur de semences,...) pour cultiver le blé, ils ont rejeté la proposition. La raison était qu'ils trouvaient que la gestion communale de l'équipement était insoutenable. Leur contre-proposition était l'investissement du budget dans **un** seul tracteur japonais nouveau qui devrait être géré de façon, évidemment, **communale**. Seulement après, nous avons su que l'importation de ces tracteurs était faite par le responsable de département du Ministère en question.

Le programme est bien fini, mais sa viabilité ne pourra être évaluée que dans un an ou même plus tard. Malheureusement, il n'y aura ni les fonds ni la volonté d'évaluer et d'apprendre de ce programme d'aide humanitaire.

---

<sup>84</sup> Aliment du bétail composé par plusieurs types de grains.

# Enquête quantitative 2000

Traduction de l'enquête originale en Arménien-Anglais.

## I. Le ménage

### Définition du type de ménage

Famille monoparentale Femme chef de ménage Dépenses journalières en alimentation :	Réfugiés Retraités Nombre d'individus dans le ménage
--	--

### *La propriété*

	Propriétaire	Familiale	Louée	Autre
Maison				
Terre				
Nombre d' ha.				

## II. Les revenus

### Revenus mensuels selon l'origine

Activité	Valeur
Salaire	
Céréales	
Jardinage	
Élevage	
Aide (famille/amis/état):	
Autre	

### *Le salaire*

Type de travail:	Temps complet	Temps partiel	Valeur
Païement d'impôts			
Non païement d'impôts			
Païement en biens			

### *L'aide*

Provenance	Village	Autre ville	CEI	Diaspora	Gouvernement	Autres
%:						

### *La dette*

Provenance	Valeur
Famille/amis	
Magasin local	
Gouvernement, banque	
Autre	

## L'épargne

Type	Éducation	Fils	Temps difficiles	Enterrement	Autres
%					
Valeur					

## III. L'Unité d'exploitation

### *La production de l'unité*

Production:	Céréales	Maraîchage	Élevage
%			
Besoins couverts			

### *Objet de la production*

Production	Céréales		Maraîchage		Élevage	
	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur
Autoconsommation						
Vente						
Échange						
Don						
Autre						

### *Évaluation de la production de l'unité d'exploitation : satisfaction des besoins*

Tous	La plupart	Moitié	Un peu	Très peu ou rien
------	------------	--------	--------	------------------

**Quantité investie chaque année sur l'unité d'exploitation :** (entretien, achat de semences, engrais, équipement, etc. ):

## IV. Les dépenses

### *Dépenses mensuelles*

Activité	Valeur
Alimentation hors exploitation	
Électricité et chauffage (diesel/bois)	
Vêtements	
Éducation	
Médecins	
Transport	
Construction	
Dépenses extraordinaires (fêtes, invitations, jour de l'an, ...)	
Chef de Ménage. (dépenses personnels)	
Dépenses administratifs	

## V. L'avenir

Quelles activités sont de votre intérêt ? (Indiquez l'ordre : 1,2,3...).

<b>Activité :</b>	Pomme de terre	Maraîchage	Céréales	Bovin	Ovin	Caprin	Commerce	Autre
<b>Ordre :</b>								

Voudriez vous quitter l'Arménie ?    Oui/Non

## Images de l'Arménie

Nous avons choisi quelques images que nous croyons représentatives de la réalité du district de Sissian



Illustration 20: La plupart des bâtiments de production sont maintenant abandonnés.  
Ville de Sissian.



Illustration 21: Ville de Tseghuk. Les tuyaux en premier plan font partie du programme de l'ACF.



Illustration 22: Camps de réfugiés à Sissian. Les maisons ont été bâties par l'UNHCR.



Illustration 23 : Armik, femme arménienne après la distribution d'outils pour le travail du sol.



*Illustration 24 : Chômeurs attendant que quelque chose se passe. (Tassik).*



*Illustration 25 : Hakob, réfugié de Karabakh, devant sa maison et sa toute nouvelle serre.*



Illustration 26 : Vaghtrati, jeune réfugié assis sur les sacs de pommes de terre distribués par l' ACF.



Illustration 27 : Famille de réfugiés azéris à côté de l'ancienne usine de coton où ils vivent maintenant.



Illustration 28 : Usine de production d'aliment pour le bétail, maintenant utilisé comme entrepôt pour la paille.



Illustration 29 : Marché villageois (Azerbaïdjan).



Illustration 30 : Equipement de la coopérative de Sissian. Les pièce détachées sont construites par les propres coopérants.



Illustration 31 : Femmes du village d'Ashotavan en train de planter les pommes de terre distribuées par l'ACF.



Illustration 32 : Centre soviétique de production de fromage. Maintenant à 10% de sa capacité.



Illustration 33 : Centre de production de fromage du village d'Aghitu. (La boîte au centre est le détergent pour la lessive).

